

# ÉVALUATION PROGRAMME PAYS IDE – BURKINA FASO

**RAPPORT D'ÉVALUATION**

Octobre 2023



**2023**

**ÉQUIPE D'ÉVALUATION**

Chef d'équipe

Giampietro Pizzo

Membres de l'équipe d'évaluation

Christine Kayitesi Kaboré  
Marco Pasini  
Lukas Wellen  
Maria Grandinson**ÉVALUATION : *INCLUSIVE DIGITAL ECONOMY, PARI, CE4PR – BURKINA FASO***

© UNCDF (2023), all rights reserved.

The analysis and recommendations of this report do not necessarily reflect the views of the United Nations Capital Development Fund, its Executive Board or the United Nations Member States. This is an independent publication by UNCDF and reflects the views of its authors.

Design : UNCDF Partnerships Unit.

## FICHE TECHNIQUE DES PROGRAMMES

### PARI

Pays :	Burkina Faso
Intitulé du programme (long)	Soutien à la résilience économique et climatique des populations au Burkina Faso à travers les innovations financières et digitales
Programme Atlas Code (by donor)	PARI

#### Détails financiers (par bailleur)

Engagements	As per Prodoc (montant EUR)	Actual project budget (montant USD)
<b>MAE Luxembourg</b>	<b>2.700.000</b>	<b>3.103.930</b>
<b>Funding gap</b>	-	-

#### Décaissements au 31 décembre 2022

Bailleur de fonds	Nov. 2018	Jan. 2020	Mar. 2021	Total
<b>Gouvernement du Luxembourg</b>	1.250.000,00	1.116.071,43	734.394,13	3.100.465,56
<b>Budget total du projet :</b>	3.100.465,56 <sup>1</sup>			

#### Mise en œuvre du projet

Agence d'exécution	UNCDF
Agence d'implémentation	UNCDF
Partenaires clés de projet	n/d
Date d'approbation du projet	4 octobre 2018
Durée selon le document de projet	3 ans
Avenants au projet	extension sans coût de 12 mois, singée le 8 septembre 2021
Date d'évaluation	Mai 2023

#### Contexte du projet

Autres projets UNCDF dans le pays	UNFPA Jeunes ; UNFPA Femmes ; TELBA ; Weeong Pani ; CE4PR
Autres projets UNCDF précédents (si pertinent)	Youth Start ; Agrifinance ; MM4P-Making Money for the Poor ; MAP-Making Access Possible ; Microlead
Évaluations précédentes (si pertinent)	n/d
Dates des audits	n/d

<sup>1</sup> La différence entre les décaissements et le budget prévu est due à la fluctuation du taux de change au cours des années. C'est-à-dire qu'il n'y a aucun *funding gap*, et que la totalité des 2 700 000 EUR prévus a été décaissée par le Luxembourg. Pour la même raison, les montants totaux en USD disponibles dans les rapports présentés aux bailleurs en cours de réalisation du projet sont aussi différents. Les montants disponibles dans ce tableau présentent le résultat final à la conclusion du projet.

## CE4PR

Pays :	Burkina Faso
Intitulé du programme (long)	Clean Energy 4 People Resilience
Programme Atlas Code (by donor)	CE4PR

## Détails financiers (par bailleur)

Engagements	As per Prodoc (montant EUR)	Actual project budget (montant USD)
Gouvernement du Luxembourg	3.200.000	3.593.245
Funding gap	-	-

## Décaissements au 31 décembre 2022

Bailleur de fonds	Sept. 2019	Déc. 2020	Total
Gouvernement du Luxembourg	1.064.910,33	1.911.589,01	2.976.499,34
Budget total du projet :	2.976.499,34		

## Mise en œuvre du projet

Agence d'exécution	UNCDF
Agence d'implémentation	UNCDF
Partenaires clés de projet	n/d
Date d'approbation du projet	11 juin 2019
Durée selon le document de projet	4 ans
Avenants au projet	Juin 2020
Date d'évaluation	Mai 2023

## Contexte du projet

Autres projets UNCDF dans le pays	UNFPA Jeunes ; UNFPA Femmes ; TELBA ; Weeong Pani ; PARI
Autres projets UNCDF précédents (si pertinent)	Youth Start ; Agrifinance ; MM4P-Making Money for the Poor ; MAP-Making Access Possible ; Microlead
Évaluations précédentes (si pertinent)	n/d
Dates des audits	n/d

## Composition de l'équipe d'évaluation :

Chef d'équipe – International : Giampietro Pizzo (Microfinanza)

Membre de l'équipe – International : Maria Grandinson (Microfinanza)

Membre de l'équipe – National : Christine Kayitesi Kaboré (Microfinanza)

Membre de l'équipe – International : Marco Pasini (Microfinanza)

Membre de l'équipe – International : Lukas Wellen (Timpoc)

Membre de l'équipe – International : Maria Grandinson (Microfinanza)

## Tableau des matières

<i>FICHE TECHNIQUE DES PROGRAMMES</i> .....	3
PARI.....	3
CE4PR.....	4
Composition de l'équipe d'évaluation :.....	5
<i>Tableau des matières</i> .....	6
Liste des tableaux.....	8
Liste des encadrés.....	8
Acronymes et abréviations .....	9
<i>Résumé</i> .....	11
<i>Rapport d'évaluation principal</i> .....	17
1. Introduction .....	17
1.1. Objectif de l'évaluation.....	17
1.2. Étendue de l'évaluation.....	18
1.3. Structure du rapport .....	18
2. Stratégie IDE et projets .....	19
2.1. Stratégie IDE .....	19
2.2. Contexte pays.....	20
2.3. Projet PARI.....	22
2.4. Projet CE4PR.....	25
3. Méthodologie et approche d'évaluation.....	29
3.1. Approche d'évaluation .....	29
3.2. Théories du Changement .....	29
3.3. Matrices d'évaluation .....	29
3.4. Méthodologie adoptée.....	30
3.5. Limitations et défis .....	32
4. Constatations de l'évaluation finale projet PARI.....	33
4.1. Pertinence.....	33
4.2. Cohérence.....	35
4.3. Efficacité.....	36
4.4. Efficience .....	48
4.5. Impact Probable/ Potentiel d'Impact.....	54
4.6. Durabilité .....	58
5. Constatations de l'évaluation à mi-parcours Clean Energy 4 People Resilience (CE4PR).....	60
5.1. Pertinence.....	60
5.2. Cohérence.....	62
5.3. Efficacité.....	64
5.4. Efficience .....	74
5.5. Impact .....	81
5.6. Durabilité .....	84
6. Constatations de l'évaluation de la stratégie IDE – Inclusive Digital Economy au Burkina Faso .....	86
6.1. Pertinence.....	86
6.2. Cohérence.....	88
6.3. Durabilité .....	90

7. Conclusions, leçons apprises, recommandations .....	93
7.1. Conclusions .....	93
7.2. Leçons apprises .....	98
7.3. Recommandations.....	101
8. Genre et droits humains.....	104
Annexes .....	105

## Liste des tableaux

- Tableau 1 – Projet PARI et CE4PR
- Tableau 2 – Axes d'intervention stratégie IDE
- Tableau 3 – PARI – Objectifs, Outcomes (résultats), Outputs (produits)
- Tableau 4 – PARI – Résumé des principales activités réalisées, selon les outputs
- Tableau 5 – PARI – Décaissements du bailleur prévus et effectifs
- Tableau 6 – CE4PR – Objectifs, Outcomes (résultats), Outputs (produits)
- Tableau 7 – CE4PR – Résumé des principales activités réalisées, selon les outputs
- Tableau 8 – CE4PR – Décaissements du bailleur prévus et effectifs
- Tableau 9 – PARI – Notation sur les performances des projets et programmes - MEPF - données du 23/04/2021
- Tableau 10 – PARI – Comparaison budget initial et budget final
- Tableau 11 – PARI – Comparaison budget projet, Annual Work Plan et dépenses effectives années 2019-2020
- Tableau 12 – PARI – Comparaison budget projet, Annual Work Plan et dépenses effectives années 2021-2022
- Tableau 13 – PARI – Coût unitaire des produits par output
- Tableau 14 – PARI – Attribution budgétaire des contrats avec les partenaires d'exécution du projet
- Tableau 15 – CE4PR – Déploiement d'agents et filiales des ESCO
- Tableau 16 – CE4PR – Compétences, produits et marchés développés à travers le projet pour les IMF
- Tableau 17 – CE4PR – Employés et filiales des IMF
- Tableau 18 – CE4PR – Augmentation de la clientèle des IMF
- Tableau 19 – CE4PR – Représentation des femmes et jeunes parmi les clients des IMF
- Tableau 20 – CE4PR – Comparaison budget initial et budget au 31/12/2022 (formulation originale en anglais)
- Tableau 21 – CE4PR – Comparaison budget projet, Annual Work Plan et dépenses effectives années 2019-2020 (formulation originale en anglais)
- Tableau 22 – CE4PR – Comparaison budget projet, Annual Work Plan et dépenses effectives années 2021-2022 (formulation originale en anglais)
- Tableau 23 – CE4PR – État d'avancement financier des contrats FERR/BF au 31/12/2022
- Tableau 24 – CE4PR – Coût unitaire par bénéficiaire final
- Tableau 25 – Chiffre d'affaires des ESCO en 2019 et 2022
- Tableau 26 – Contribution des indicateurs des projets UNCDF aux indicateurs de la stratégie IDE au Burkina Faso

## Liste des encadrés

- Encadré 1 – PMBF
- Encadré 2 – JGH
- Encadré 3 – RIGO FASO
- Encadré 4 – ITOF - *Informal To Formal*
- Encadré 5 – Coopérative Démbé
- Encadré 6 – Genre et inclusion PARI
- Encadré 7 – Genre et inclusion CE4PR
- Encadré 8 – Genre et inclusion



## Acronymes et abréviations

<b>2iE</b>	Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement
<b>ABER</b>	Agence Burkinabè de l'Électrification Rurale
<b>ADA</b>	Appui au Développement Autonome
<b>AECF</b>	Africa Enterprise Challenge Fund
<b>AES</b>	Africa Energy Solaire
<b>ANEREE</b>	Agence Nationale des Énergies Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique
<b>APD</b>	Aide Publique au Développement
<b>ARE</b>	Alliance for Rural Electrification
<b>ARSE</b>	Autorité de Régulation du Secteur de l'Énergie
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BBI</b>	Burkina Business Incubator
<b>BGFA</b>	Beyond the Grid Fund for Africa
<b>CE4PR</b>	Clean Energy for People Resilience
<b>CEC</b>	Cabinet Energy Consulting
<b>DFS</b>	Digital Financial Services
<b>DGESS</b>	Direction Générale des Études et Statistiques Sectorielles
<b>EA</b>	Effet attendu
<b>EPC</b>	Épargner Pour le Changement
<b>FAARF</b>	Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes
<b>FCPB</b>	Faitière des Caisses Populaires au Burkina
<b>FONAFI</b>	Fonds National de la Finance Inclusive
<b>FRES</b>	Foundation Rural Energy Services
<b>GE</b>	Groupe d'épargne
<b>GES</b>	Green Energy Services
<b>GOGLA</b>	Global Off-Grid Lighting Association
<b>ICBD</b>	Ingénieurs Conseil Bio Design
<b>IDE</b>	Inclusive Digital Economy
<b>IDES</b>	Inclusive Digital Economy Scorecard
<b>INSD</b>	Institut National de la Statistique et de la Démographie
<b>JGH</b>	Jardin Green Hope
<b>LDCIP</b>	Least Developed Countries Investment Platform
<b>LoCAL</b>	Local Climate Adaptive Living Facility
<b>MAP</b>	Making Access Possible
<b>MAE</b>	Ministère des Affaires Étrangères
<b>MECDD</b>	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable
<b>MEPF</b>	Ministère de l'Économie et de la Planification Financière
<b>MM4P</b>	Making Money for the Poor
<b>MNO</b>	Mobile Network Operator

<b>MPME</b>	Micro, Petites et Moyennes Entreprises
<b>MTDPCE</b>	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques
<b>MROD-BF</b>	Mouvement de réflexion sur les opportunités de développement du Burkina Faso
<b>OS</b>	Objectif Spécifique
<b>PAIF-PME</b>	Projet d'Appui à l'Inclusion Financière et l'accès au financement des Petites et Moyennes Entreprises
<b>PARI</b>	Appui à la résilience économique et climatique des populations au Burkina Faso à travers les innovations financières et digitales
<b>PADEJ-MR</b>	Projet d'appui au développement des jeunes et des compétences en milieu rural
<b>PADEL</b>	Programme d'Appui au Développement des Économies Locales
<b>PBA</b>	Performance Based Agreement
<b>PMBF</b>	Pan-African Microfinance au Burkina Faso
<b>PME</b>	Petite et Moyenne Entreprise
<b>PNDES</b>	Plan national de développement économique et social
<b>ProFeJeC</b>	Projet Femmes-Jeunes entrepreneurs et citoyenneté
<b>PSP</b>	Payment Service Provider
<b>REACT-EEP</b>	Renewable Energy and Adaptation to Climate Technologies - Efficient Electrification Project
<b>SFD</b>	Services Financiers Décentralisés
<b>SN@DEN</b>	Stratégie Nationale de Développement de l'économie Numérique
<b>SNFI</b>	Stratégie Nationale de la Finance Inclusive
<b>SOFIGIB</b>	Société financière de garantie interbancaire du Burkina
<b>SOIER</b>	Société d'Optimisation Industrielle et des Énergies Renouvelables
<b>ST-PIF</b>	Secrétariat Technique – Programme d'Éducation Financière
<b>TdR</b>	Termes de Référence
<b>ToC</b>	Theory of Change / théorie du changement
<b>TPME</b>	Très Petite et Micro Entreprise
<b>UNCDF</b>	United Nations Capital Development Programme
<b>UNFPA</b>	United Nations People Fund
<b>UNDP</b>	United Nations Development Programme
<b>UNSDG-CF</b>	United Nations Sustainable Development Group - Cooperation Framework
<b>USSD</b>	Unstructured Supplementary Service Data

## Résumé

**Introduction.** Cette évaluation couvre la stratégie IDE – **Inclusive Digital Economy (Économie Numérique Inclusive)** au Burkina Faso et deux des projets principaux qui ont été mis en œuvre dans le pays dans le cadre de cette stratégie : le projet PARI et le projet CE4PR (Clean Energy for People Resilience), tous deux financés par le Luxembourg. La stratégie IDE a été lancée au niveau global en 2019, et le Burkina Faso constitue l'un des pays pilote pour sa mise en œuvre sur le terrain. La stratégie IDE a pour objectif de favoriser l'inclusion financière des jeunes, des femmes, des migrants, des réfugiés et des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), à travers l'accès aux services numériques. Les efforts visent à développer le marché de façon inclusive à l'échelle nationale. La stratégie repose sur quatre piliers d'intervention : Clients autonomes ; Innovations inclusives ; Écosystèmes de paiement numérique ouverts ; Politiques et réglementations. Un tableau de bord a été mis en place afin de suivre l'avancement de la stratégie dans les pays où l'intervention est mise en œuvre, le IDES – *Inclusive Digital Economy Scorecard*.

**Le projet PARI** est une initiative du gouvernement burkinabé, en collaboration avec l'UNCDF. Il vise à améliorer les conditions de vie des femmes et des entrepreneurs, principalement en milieu rural, grâce à l'accès à des services numériques, financiers et non financiers. Deux *outputs* contribuent à l'*outcome* de l'extension de l'utilisation des services financiers numériques DFS et des innovations numériques. Il s'agit d'un pilote pour de nouveaux services numériques et services d'éducation financière à destination des jeunes filles (*output* 1.1) et le pilotage de nouveaux services numériques et des réseaux d'agents à destination des chaînes de valeur agricoles (*output* 1.2). Deux autres *outputs* contribuent à la réalisation de l'*outcome* d'amélioration de la viabilité et de la durabilité des MPME, à savoir le pilotage de solutions financières innovantes et de partenariats au bénéfice des TPME (*output* 2.1) et des PME du chaînon manquant (*output* 2.1). Lancé en 2018, quand la stratégie IDE était encore en phase de finalisation, le projet PARI a joué un rôle pivot dans la mise en œuvre de la stratégie dans le pays. Il a été financé par la Coopération Luxembourgeoise et il a été porté à terme en septembre 2022. Cet exercice est donc une évaluation finale du projet. Le projet « **Clean Energy 4 People Resilience** » est la réalisation au Burkina Faso du programme CleanStart, opérationnel en Asie et en Afrique (son bureau de coordination est basé à Bangkok). Le projet est une initiative de l'UNCDF qui a pour objectif d'augmenter l'accès aux énergies renouvelables au Burkina Faso, à travers des services numériques financiers et non financiers. La réalisation principale de ce projet est la constitution d'un Fonds de financement des énergies renouvelables au Burkina Faso, avec comme finalité principale le soutien direct des ESCO du secteur privé dans le développement de solutions d'énergie propres pour des utilisations productives et domestiques (*output* et *outcome* 1) et d'accompagner les IMF dans le développement de solutions financières innovantes pour les entreprises et les consommateurs finaux des produits d'énergie propres (*output* et *outcome* 2). En outre, le projet vise à renforcer les acteurs de l'écosystème pour contribuer à l'essor d'un marché florissant des énergies renouvelables (*output* et *outcome* 3). L'initiative a été financée par le Ministère de l'Environnement du Luxembourg dans le cadre du programme « Financement Climatique International ». Le projet a été lancé en 2019 et prendra fin en décembre 2023. Cet exercice représente donc une évaluation à mi-parcours.

D'autres projets ont été réalisés dans le pays dans le cadre de la stratégie IDE et leurs interactions avec ces deux projets principaux font partie de l'évaluation.

Finalement, l'équipe d'évaluation a pris en considération la contribution des projets PARI et CE4PR à la mise en œuvre au Burkina Faso des investissements de la plateforme d'UNCDF **LDCIP – Least Development Countries Investment Platform**.

**Approche de l'évaluation et méthodologie.** L'évaluation a été basée sur les Théories du changement de la stratégie Ide au Burkina Faso, et des deux projets PARI et CE4PR. Afin de répondre aux objectifs de cette évaluation tels qu'ils ont été exprimés dans les termes de référence, l'équipe d'évaluation a adopté une approche *bottom-up*. L'équipe d'évaluation a dans un premier temps conduit une évaluation distincte des deux projets PARI et CE4PR en se basant sur les cadres logiques et les théories du changement correspondantes, analysées à travers les 6 critères UN/OCDE CAD. Une analyse transversale de la dimension de genre a été également conduite.

L'équipe a utilisé des sources secondaires et primaires pour une analyse qualitative et quantitative des initiatives. Ce travail a reposé sur : i) une revue documentaire de la littérature, des documents et des rapports de projet, ainsi que des rapports des partenaires d'exécution ; ii) focus groupes et entretiens, au cours des missions nationales dans les zones d'intervention, qui ont permis de toucher plus de 138 bénéficiaires, dont 34 ont répondu à des questionnaires structurés ; iii) entretiens semi-structurés avec 34 parties prenantes, réalisés à distance et au cours de la mission internationale à Ouagadougou ; iv) un questionnaire en ligne auquel 10 ESCO et 4 IMF ont répondu ; v) quatre études de cas, basées sur les sources susmentionnées, qui présentent de façon narrative 4 cas typiques d'intervention.

**Pertinence.** L'initiative de l'UNCDF de se doter d'une stratégie d'inclusion économique numérique est très pertinente au regard des indications des rapports FINDEX, y inclus le rapport global de 2021<sup>2</sup> : l'accès aux services numériques a un effet moteur sur l'inclusion financière, spécialement dans les pays les moins développés. Le choix d'adopter une stratégie pays, où les différents projets vont systématiquement apporter une contribution, est également pertinent au regard du cadre stratégique 2022-25 d'UNCDF, qui identifie une approche par cinq domaines prioritaires, dont IDE, afin de répondre à son mandat d'inclusion financière et de financement global. Les moyens numériques, en tant qu'instruments d'inclusion financière, sont clairement pertinents compte tenu de la population cible : les bénéficiaires finaux, ainsi que les institutions de microfinance ont confirmé que les services numériques peuvent représenter une réponse effective à la difficulté d'accès aux services financiers, surtout en milieu rural, à cause de la situation d'insécurité qui touche une partie croissante de la population.

L'UNCDF est parmi les partenaires qui ont contribué à accompagner le gouvernement du Burkina Faso dans la formulation des stratégies de numérisation et d'inclusion financière. Dans cette optique, **la stratégie IDE est totalement pertinente au regard des objectifs du pays** tels qu'ils sont définis dans le PNDES, la SNDEN, la SNFI et la Stratégie de développement postal.

**Cohérence.** L'UNCDF a adopté, grâce aux projets mis en œuvre, une approche d'action pays cohérente avec la stratégie globale IDE. Cela est confirmé par les indicateurs des projets appelés à contribuer aux indicateurs stratégiques. Dans ce cadre, le projet PARI a joué un rôle de pivot dans la mise en œuvre de la stratégie de digitalisation dans le pays. D'autres projets ont couvert des thématiques stratégiques spécifiques : le projet CE4PR a permis de cibler le secteur des énergies renouvelables, et notamment le thème de la digitalisation des services financiers des ESCOs, mentionné dans la stratégie IDE ; le projet TELBA a fourni une étude de faisabilité pour un fonds de garantie ; les initiatives UNFPA femmes et jeunes, et le projet PNUD pendant la pandémie COVID19, ont finalement permis de répondre aux objectifs transversaux d'inclusion des femmes et des jeunes. L'effort d'UNCDF de construire un cadre d'action cohérent a été évident dans l'identification et mise en œuvre des projets. La fin d'un projet transversal sur la digitalisation comme le PARI effectivement limite cette approche cohérente pour le futur.

L'action de l'UNCDF est aussi cohérente avec d'autres initiatives des agences NU au Burkina Faso, notamment le PNUD, grâce à une collaboration durant la mise en œuvre du programme PADEL. Il en est de même concernant les activités d'autres bailleurs de fonds qui opèrent sur le thème de la numérisation et de l'accès aux technologies renouvelables. La stratégie IDE et les projets sont complémentaires à la stratégie PAIF-PME, supportée par la Banque Mondiale, qui renforce l'inclusion financière et implique un effort de digitalisation. La Banque Mondiale est également partenaire du Gouvernement du Burkina, et notamment le Ministère de la Transition Digitale. L'effort de digitalisation des services financiers pour l'accès aux technologies renouvelables en zone rurale est cohérent avec autres initiatives telles que le AECF et BGFA, dont la coopération suédoise est le promoteur principal. Des partenaires d'exécution ont confirmé pouvoir bénéficier des différents instruments de façon complémentaire. Les projets PARI et CE4PR ont finalement été cohérents avec la politique de la plateforme d'investissement LDCIP, en assurant les activités sur le terrain nécessaires à la création d'un portefeuille dans le Pays.

**Efficacité.** UNCDF a adopté, pour la réalisation des deux projets une approche commune d'exécution des activités avec des partenaires qui ont été sélectionnés à travers des appels à projet et des appels à proposition. Une approche baptisée « faire faire ». Dans le cas du projet CE4PR, le fonds FERR/BF a été l'instrument utilisé pour vulgariser la disponibilité des ressources et sélectionner les partenaires d'exécution.

A travers cette approche, **dans le cadre du projet PARI, l'UNCDF a pu soutenir des expériences pilotes menées par des acteurs existants sur le marché.** De manière générale, le projet a largement dépassé les objectifs prévus en termes de personnes ayant accès et utilisant des services financiers numériques. Pour l'*outcome* 1, les IMF partenaires ont numérisés leurs programmes d'éducation financière et augmenté l'offre de services numériques pour les groupes d'épargne ; cela a permis de toucher presque de 50 000 femmes, dont plus de 15 000 utilisent des portefeuilles mobiles et ont épargné plus de 2 milliards de FCFA. Les exploitations agricoles ont été soutenues pour l'achat d'équipement agricole et plus de 10 000 ont adopté des services numériques de paiement dans la filière agricole. Pour l'*outcome* 2 des services aux TPME et PME, un système de facturation électronique a été adopté par plus de 500 TPME ; la numérisation des transactions n'a pas amené à une valorisation effective des informations numérisées par les entreprises lors de l'analyse des dossiers par les IMF, notamment à travers des instruments de *scoring*. Une levée de fonds additionnelle a été possible grâce à une garantie externe mise à disposition par la plateforme d'investissement LDCIP à une exploitation agricole. Il s'agit d'un exemple intéressant de *matching* entre les ressources de projet et une plateforme d'investissement, bien que l'activité en question n'ait pas nécessairement

<sup>2</sup> Une des conclusions du rapport confirme que « Mobile money has become an important enabler of financial inclusion in Sub-Saharan Africa—especially for women—as a driver of account ownership and of account usage through mobile payments, saving, and borrowing. » <https://www.worldbank.org/en/publication/globalindex/interactive-executive-summary-visualization>

une dimension numérique.

**Le projet CE4PR a permis avec efficacité de fournir des technologies renouvelables** à un nombre de clients plus élevé par rapport à la prévision initiale. Le soutien financier direct des ESCO et la facilitation des liens avec les IMF a effectivement permis aux clients d'avoir accès à des technologies à travers des solutions de financement innovantes. Effectivement, un élément clé pour l'accès aux technologies a été la réduction du prix d'achat, grâce à la possibilité d'échelonner les paiements ou par des solutions PAYGO. Le fonds FERR/BF a ciblé les ESCO existantes et les IMF, ce qui a permis d'atteindre des résultats importants en termes de clients ; toutefois, rien ne permet encore de relever une capacité à favoriser la création d'entreprises dans le secteur des services énergétiques, ni à impliquer le secteur bancaire. Les fonds additionnels mobilisés en faveur des ESCO l'ont été exclusivement à travers la plateforme LDCIP et, partiellement, à travers d'autres subventions.

Les deux projets ont donc permis de réaliser des activités d'identification de projet, d'analyse et montage de dossier, et aussi de suivi, **en permettant ainsi l'investissement de la plateforme d'investissement LDCIP** au bénéfice d'entreprises du Burkina Faso. Il s'agit d'activités préalables que la plateforme n'a pas la possibilité, pour le moment, de réaliser en autonomie ; d'autre part, l'investissement a permis d'intégrer les ressources du projet.

La mission d'évaluation a constaté que les résultats des activités des projets PARI et CE4PR montrent **un grand nombre de bénéficiaires femmes. Ces résultats ont été possibles grâce à la mise en œuvre des stratégies d'intervention des différents partenaires** recrutés par les deux projets ; notamment, par le développement et l'offre de produits et services financiers digitaux, dans le cadre du projet PARI, et par l'offre de produits et services d'énergies propres via le paiement numérique, dans le cadre du projet CE4PR.

**Efficiences.** Parmi les effets de l'approche stratégique que l'UNCDF a mis en œuvre au Burkina Faso, il faut souligner la forte intégration entre les différents projets en cours, et non-seulement les deux projets qui font l'objet d'évaluation. Cela a permis, surtout en ce qui concerne les contrats avec les partenaires d'exécution, de **dégager des économies d'échelle**, en termes de ressources allouées par différents projets au même partenaire pour des objectifs similaires, et en termes de simplification des procédures. Toutefois, cette approche a aussi engendré **un problème d'attribution des résultats aux différents programmes**. Concernant la gestion financière des deux projets, le projet PARI affiche une composante importante (environ 40%) en termes de coûts de structure ; au contraire, le CE4PR se limite à 12%. Les deux projets ont connu des ralentissements par rapport à leur capacité d'utilisation des ressources, notamment à cause de la pandémie de COVID. Ce retard a été quasi totalement rattrapé par le projet PARI, qui a finalement utilisé le 95% des ressources prévues, après la définition d'une « *no cost extension* » de neuf mois. Le projet CE4PR a également opté pour demander une prolongation non onéreuse, afin de compléter les activités comme prévu.

### Potentiel d'impact.

L'évaluation de l'impact des initiatives mises en œuvre dans le cadre de la stratégie IDE requiert une perspective temporaire de moyen terme, de 3-5 ans à partir de la fin des projets, afin de tirer des conclusions. Toutefois, il est possible d'analyser des effets potentiels. L'accès à des produits et à des services spécifiques, et notamment le renforcement des groupes d'épargne (PARI) et l'accès à des technologies renouvelables pour la production d'énergie (CE4PR), confirment un effet direct sur la situation économique des familles et sur l'autonomisation des femmes. On observe un effet plus important, du point de vue économique, parmi les personnes qui exercent des activités économiques. Cependant, il faut noter un **thème au niveau de la compréhension des outils numériques ; celle-ci ne semble pas satisfaisante et pose un problème en termes de risque de sécurité et d'appropriation**.

La dimension de marché de la stratégie IDE et des projets, est évidente, mais il n'est pas encore possible de relever des effets à moyen terme. Les projets ont permis de tester et d'activer certaines innovations sur les marchés des services numériques (portemonnaies numériques, facturation numérique, paiements numériques, etc.) et des technologies renouvelables. Cela a permis un renforcement du côté de l'offre des services, mais aucun effet d'imitation et de *crowding-in* n'est détectable parmi les opérateurs économiques concurrents.

**Durabilité.** Les différents projets ont renforcé des **acteurs déjà présents sur le marché**. Cela a permis d'augmenter l'adoption de services financiers numériques. A cet égard, l'élément le plus important est que ces produits ne dépendent pas de subventions, mais sont déjà incorporés dans l'offre des structures concernées.

L'approche des acteurs de coopération par rapport à la numérisation des services financiers est en train de changer : inévitablement la mise en œuvre de la stratégie IDE doit en tenir compte. De plus en plus, les différentes parties prenantes considèrent la numérisation comme un moyen pour la réalisation d'autres objectifs stratégiques, à partir du développement local et de l'adaptation/mitigation au/du changement climatique. Sur cette base, une initiative comme le CE4PR affiche un bon potentiel de durabilité et d'évolution à l'avenir.

L'approche stratégie IDE devrait donc s'adapter au nouveau contexte en proposant des instruments de plus en plus transversaux et multisectoriels. La situation actuelle requiert ce type de changement ; il faut enregistrer que le PARI



en tant que projet pivot est terminé et ne fait pas apparaître, dans l'immédiat, de perspectives de réplication ; pareillement d'autres initiatives, telles que la création d'un fonds de garantie à partir de l'étude de faisabilité TELBA, ne permettent pas pour l'heure de lever des financements pour leur mise en œuvre.

**Conclusions.** L'adoption de la stratégie IDE en 2019 a permis de renforcer les initiatives d'inclusion économique de soutien au marché qui étaient déjà en cours (voir les projets Agrifinance et PARI). Après quatre ans de mise en œuvre de ces activités, il est temps d'en tirer des **conclusions préliminaires**.

Les différents projets ont renforcé des **acteurs déjà présents sur le marché**. Cela a permis d'augmenter l'adoption de services financiers numériques. A cet égard, **l'élément le plus important est que ces produits ne dépendent pas de subventions, mais sont déjà incorporés dans l'offre des structures concernées**.

Concernant la demande de services numériques, la situation est plus problématique. La demande existe, mais subsiste encore un **problème de compréhension parmi les usagers finaux** par rapport à l'utilité des outils numériques. Cela n'empêche pas l'adoption d'instruments tels que les transactions, les portemonnaies et les crédits digitalisés ; toutefois, un problème de responsabilisation des clients et de mitigation des risques liés aux services digitaux se pose. Il s'agit d'un thème important par rapport au résultat d'avoir des « clients responsables » selon l'approche de la stratégie IDE.

Un deuxième point relatif à la demande des services d'énergie renouvelables est le **faible pouvoir d'achat des clients** ; ceci dépend de facteurs macroéconomiques qui dépassent la capacité d'intervention de la stratégie IDE. Les systèmes PAYGO pourrait, compte tenu de la demande potentielle, représenter une solution pour faire face à ces difficultés, mais les clients sont, en général, réticents à l'utilisation du système de PAYGO, principalement pour des raisons culturelles et à cause d'une mauvaise compréhension du service. Il est évident que ces limitations ne peuvent pas être résolues exclusivement par des interventions à niveau de projet, mais il est fondamental d'identifier les points de connexion qui pourraient à l'avenir améliorer le contexte général de la demande et de l'offre. Le crédit est un point d'entrée pour faire face aux difficultés de pouvoir d'achat des couches les plus vulnérables de la population, pourvu que cela améliore à moyen terme les revenus.

Jusqu'ici l'approche de **développement des systèmes de marché** introduit par le projet a permis l'adoption et l'adaptation de certaines innovations par les partenaires mais aucun effet d'imitation et de *crowding-in* n'a encore été enregistré au niveau des opérateurs économiques concurrents. La **dynamique future du marché dépendra de la capacité à attirer des investisseurs privés** et, particulièrement, des **capitaux avec un certain profil de risque**. Le système des subventions peut sans doute constituer une étape préliminaire, permettant de réduire les coûts et mitiger le risque, mais seulement avec une disponibilité plus large et permanente des capitaux, il sera possible d'accompagner la montée en puissance du marché du numérique.

La garantie fournie par la plateforme LDCIP a permis de débloquent un **financement auprès du secteur bancaire**, et l'investissement direct vers les ESCO en phase de numérisation est arrivé directement via la plateforme. **Le défi à relever est la capacité de généraliser cette approche et d'inciter le système bancaire à entrer dans le secteur**. L'adoption de solutions financières plus structurées, comme des fonds de garantie, des lignes de crédit, sont indispensables, car les projets traditionnels auront du mal à avoir un impact significatif au niveau du marché.

La plateforme peut donc jouer un rôle d'avant-garde vers des investissements du secteur mais cela dépend de la capacité à augmenter la disponibilité des ressources et les compétences spécifiques des équipes de terrain. Cela ouvre en perspective un débat sur **la façon qui peut permettre d'élargir et d'optimiser les structures permanentes** UNCDF et NU vis-à-vis des interventions spécifiques du projet.

Enfin, les projets (notamment le PARI) ont effectivement représenté un cadre de collaboration avec le Gouvernement sur le thème de la numérisation **qui mérite d'être poursuivi**. **L'IDES est un instrument utile** pour le monitoring de l'état d'avancement de la stratégie IDE dans le pays. **Actuellement, il est plutôt destiné à un usage interne**, à savoir pour orienter les actions de l'UNCDF à partir de la situation effective du pays, et comme instrument de dialogue avec le Gouvernement. On ne note pas encore de véritable appropriation de la part du Gouvernement en tant qu'instrument de gestion de la politique d'inclusion financière numérique.

### Recommandations

Afin d'assurer une continuité d'intervention, nécessaire pour progresser vers les résultats attendus de la stratégie IDE, il est prioritaire de **gérer la transition du projet au programme**. En l'absence de projet pivot comme le PARI, et du fait que les anciens bailleurs de fonds ne semblent pas intéressés à poursuivre des interventions spécifiquement axées sur la numérisation, il est urgent de définir un cadre opérationnel pour garantir une continuité de mise en œuvre de la stratégie IDE au Burkina Faso. Une façon de gérer cette transition est de travailler, dès maintenant, afin de **mettre en œuvre des instruments de blended finance à l'échelle nationale**. L'essor d'un

premier embryon d'entreprises sur le marché doit être soutenu si l'on veut assurer leur montée en puissance. Cela implique la **création d'un écosystème financier réceptif et adapté**. Le rôle du secteur bancaire est essentiel, mais l'action pour sa réforme ressort d'autres programmes plus ambitieux. Néanmoins, grâce à la plateforme LCDIP, il est possible de faciliter l'attraction des fonds additionnels privés et publics dans une logique de *blended finance*. L'approche sera nécessairement graduelle mais la **dimension de l'intervention doit aller au-delà du projet pilote** vers une offre financière plus large, structurée et surtout permanente. L'équipe d'évaluation recommande également de **diffuser la notoriété de l'IDES et de promouvoir son adoption comme instrument d'orientation des politiques**. L'IDES est encore sous-estimée dans le contexte burkinabé. Son potentiel est clair mais une promotion plus structurée est indispensable en prévoyant, par exemple, des séances de discussion avec toutes les parties prenantes principales. Des mécanismes de *benchmarking* sont par ailleurs indispensables pour inciter le Gouvernement à l'adopter comme un tableau de bord opérationnel. Finalement, la continuation de la mise en œuvre de la stratégie IDE avec une approche de programme passe à travers une **collaboration entre agences onusiennes**. Dans un contexte en évolution concernant les priorités nationales et les orientations des bailleurs de fonds, une forte collaboration entre différentes agences du système NU pourrait renforcer la mise en œuvre de la stratégie pays UNCDF. En particulier, l'implication du PNUD et de UNCDF sur différents aspects de la numérisation nécessite la préparation d'un **cadre de concertation** pour rendre évident cela à la contrepartie gouvernementale en soulignant les complémentarités et les synergies qui pourraient en ressortir au bénéfice d'un impact cohérent et conséquent.

Les recommandations spécifiques sur les deux projets PARI et CE4PR intègrent l'analyse au niveau de la stratégie IDE.

**Le projet PARI** a permis de tester des innovations numériques sur le marché burkinabé, avec l'ambition de préparer une montée en puissance dans la phase suivante.

Du point de vue stratégique, **cibler des objectifs prometteurs** est l'élément prioritaire. Au terme du projet, apparaît encore plus clair le caractère multisectoriel et transversal de la numérisation. Pour une programmation future, il est important d'**identifier des priorités claires et des résultats mesurables sur le moyen terme**. Cela devrait être la tâche principale de l'équipe UNCDF IDE au Burkina Faso, à partir d'une analyse des effets tout au long de la chaîne de valeur des connections en amont et en aval qu'il est possible d'activer. Pour ce faire, l'exploitation des données recueillies pour IDES est préconisée. Parmi les activités jusqu'à présent objet du PARI, le thème de l'éducation financière nous semble important pour faire face aux problèmes de responsabilisation des clients et le développement des services aux TPE et PME pour continuer à renforcer l'offre numérique. **L'approche marché requiert un développement ultérieur en facilitant la relation** entre IMF, structures techniques de soutien et clients. La dynamique engendrée est positive pour ce qui est de la capacité de l'offre à fournir des produits, surtout en milieu rural. C'est l'action des acteurs clé pour le développement des systèmes de marché qu'il serait important de renforcer. L'identification de partenaires stratégiques – tant côté offre technique qu'au niveau du soutien financier – est une tâche à laquelle l'équipe UNCDF IDE Burkina, soutenue par la Coordination Régionale basée à Dakar, devrait se consacrer avec une étude de marché plus poussée. Le renforcement du marché implique de **faciliter l'émergence des nouvelles entreprises** spécialisées dans la numérisation. Le nombre assez limité des nouvelles entreprises et le soutien secondaire du projet vers la création des nouvelles initiatives économiques, requiert à l'avenir une action spécifique. Il est clair que la dimension du secteur et sa dynamique doivent être impulsées plus encore.

Du point de vue opérationnel, l'équipe d'évaluation relève la nécessité d'**harmoniser les rapports et les bases de données**. La structuration des rapports d'exécution et des rapports de projet a révélé certaines incongruités dans les données physiques et financières. La qualité des données disponibles n'est pas seulement un thème de transparence, mais aussi un instrument afin d'identifier les pistes prometteuses à suivre dans les phases suivantes.

**Le projet CE4PR** suit une approche plus transversale d'utilisation des services digitaux afin de permettre l'accès à des solutions renouvelables.

Du point de vue stratégique, l'évolution future passe par la **facilitation des connexions en amont et en aval du marché**. Le projet a permis d'activer ou de renforcer un premier noyau d'acteurs du marché, en permettant ainsi d'augmenter l'offre des services financiers dans l'adoption de technologies renouvelables. Toutefois, le thème des transactions et/ou services financiers est un aspect de marché fortement lié à d'autres éléments : la qualité des services et des équipements, le coût d'achat et de vente (et le pouvoir d'achat des clients), la disponibilité des équipements et/ou les ruptures de stock, etc. Lors d'une phase suivante de développement de ce marché, il sera essentiel de mettre au point une **analyse approfondie des blocages** à éliminer ainsi que les catalyseurs à activer pour une montée en puissance du secteur. Pour ce faire, un objectif stratégique est la **diversification des instruments financiers de soutien aux entreprises**. Les produits financiers jusqu'ici proposés aux entreprises

semblent insuffisants par rapports aux besoins. Garantie et crédit sont assurément importants mais le niveau de risque des entreprises innovantes est parfois trop élevé pour ce type d'instruments. Sans préjuger des résultats d'une analyse plus approfondie, il serait souhaitable d'envisager également dans certains cas des solutions de **prise de participation dans les entreprises** par des opérateurs spécialisés **pour renforcer leur capital de risque** et donc leur capacité à accéder au crédit bancaire dans le système financier du pays. L'expérience du projet met en évidence le besoin de **renforcer le rôle des incubateurs** dans l'élargissement et diversification de l'offre. Il semble évident que les incubateurs sont un élément-clé dans la création de nouvelles entreprises dans le secteur. Pour différentes raisons, leur présence et poids restent encore au-dessous du potentiel. La priorité est surtout l'identification de nouveaux entrepreneurs dotés d'une bonne capacité technique qu'il faudra accompagner vers leur complète autonomie d'action.

Du point de vue opérationnel, l'équipe d'évaluation recommande d'aborder les questions de la qualité de la technologie et de l'accès à la technologie par les ESCO, à travers une **base d'achat commune**. Les ESCO ont noté un sérieux problème au niveau des coûts de transport (maritime et terrestre) lorsqu'une seule ESCO effectue son achat et son chargement. Si le chargement est mutualisé, le règlement du transport est partagé et devient moins coûteux par ESCO, ce qui réduit le coût à la sortie vers le bénéficiaire final. Un soutien de l'équipe UNCDF IDE Burkina, en collaboration avec les services étatiques compétents, résoudrait un problème d'accès des bénéficiaires finaux aux équipements ; les IF pourraient également y contribuer pour l'amélioration de leurs encours de crédit.



## Rapport d'évaluation principal

### 1. Introduction

#### 1.1. Objectif de l'évaluation

Le présent document fournit une évaluation à trois niveaux des activités de l'UNCDF au Burkina Faso : une stratégie nationale et deux projets. La stratégie globale de l'UNCDF est le cadre à travers lequel toutes les initiatives ont été mises en œuvre. Le cadre général de l'évaluation est la stratégie IDE – *Inclusive digital Economy* (Économie Numérique Inclusive), qui est une stratégie globale de UNCDF et dont le Burkina Faso représente l'un des pays pilote pour sa mise en œuvre. Le cadre spécifique de l'évaluation prend en considération deux projets principaux mis en œuvre par l'UNCDF dans le Pays : i) PARI – *Appui à la résilience économique et climatique des populations au Burkina Faso à travers les innovations financières et digitales* et ii) CE4PR – *Clean Energy 4 People Resilience*.

Tableau 1 – Projet PARI et CE4PR

Programme	Bailleur	Initiative	Mise en œuvre
PARI	Gouvernement du Luxembourg et notamment via la Coopération Luxembourgeoise	Initiative du gouvernement du Burkina Faso dans le cadre du PNDES - Plan national de développement économique et social.	UNCDF
Démarrage le 15 octobre 2018 / clôture le 30 septembre 2022.			
CE4PR	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable (MECDD).	Projet national burkinabé du programme global <i>Clean Start</i> . L'initiative s'inscrit dans les priorités FCI – Financement Climatique International – du Gouvernement du Luxembourg.	UNCDF
Démarrage le 2 juillet 2019 / clôture le 31 décembre 2023.			

Conformément aux Termes de Référence (TdR), les principaux objectifs de cette évaluation sont de fournir à l'UNCDF, aux bailleurs et aux parties prenantes une analyse documentée de la performance des programmes PARI (évaluation finale) et CE4PR (mi-parcours) selon des critères de pertinence, de cohérence, d'efficacité, d'efficience, d'impact et de durabilité. L'évaluation fait ressortir les constats factuels, met en évidence les forces et les faiblesses du Programme et identifie les mesures correctives et formule des recommandations pour :

- Permettre à l'UNCDF, à la Coopération luxembourgeoise, au MECDD et à leurs partenaires de développement de s'acquitter de leur devoir de redevabilité et de transparence envers leurs partenaires ;
- S'assurer qu'elle s'inscrit dans une logique de complémentarité avec les actions du Gouvernement et des partenaires de développement au Burkina Faso en permettant d'adopter les bonnes pratiques introduites par ces projets en vue d'une éventuelle reproductibilité ailleurs ;
- Tirer les leçons des interventions individuelles au niveau de la stratégie pays de l'UNCDF. L'apprentissage organisationnel devrait permettre de repenser et de réorienter les actions de l'UNCDF dans le cadre des futures interventions.

Cette évaluation répond aussi aux étapes de révision de la stratégie Inclusive Digital Economy (IDE) de l'UNCDF, dont les résultats pourront être utilisés pendant le processus d'évaluation de la stratégie globale prévue. En particulier, les étapes suivantes permettront, en travaillant à plusieurs niveaux, de :

- Apprécier et mesurer le niveau d'alignement des activités réalisées et à réaliser par rapport à la stratégie globale IDE du Burkina Faso ;
- Collecter et analyser les éléments factuels qui peuvent contribuer à la mise en œuvre de ladite stratégie et les acquis au sujet de l'inclusion financière (notamment grâce au PARI et au CE4PR et à l'ensemble des interventions au Burkina Faso).

Cela signifie que l'évaluation comprendra un niveau général d'analyse de la stratégie ainsi que deux évaluations au niveau des deux projets.

## 1.2. Étendue de l'évaluation

L'évaluation a été conduite d'octobre 2022 à mai 2023. L'experte nationale a effectué une mission de terrain (sur une période de 8 jours) en février 2023, en visitant une partie des régions concernées, notamment : le Centre Est, le Centre Ouest, le Centre Sud, le Plateau Central et le Centre.

Ensuite, les experts internationaux ont effectué une mission d'une semaine en mars 2023 auprès des parties prenantes au niveau central de Ouagadougou.

Dans le cas du projet PARI, tous les résultats sont pris en compte jusqu'à la fin des activités, c'est-à-dire au 30 septembre 2022. Pour ce qui est du projet CE4PR, l'analyse des résultats et des utilisations budgétaires prend en compte la période d'activité jusqu'au 31 décembre 2022.

**Droits humains et genre.** La dimension des droits humains, du genre, d'inclusion des catégories vulnérables, y inclus les personnes avec handicap, est transversale à l'évaluation et prévoit des sous-questions spécifiques dans les critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience et d'impact. Les ODD, la stratégie « Ne laisser personne de côté à l'ère du numérique » et les cadres nationaux ont été les principaux termes de référence.

## 1.3. Structure du rapport

Le rapport inclut une première présentation de la stratégie IDE et des deux projets, pour lesquels l'on présente un résumé des activités prévues et réalisées ainsi que des ressources mises en jeu et du système de gouvernance mis en place.

Dans chaque section du rapport, les éléments spécifiques des projets PARI et CE4PR sont mis en évidence. Les éléments du projet PARI sont présentés en premier lieu et sont suivis de ceux du projet CE4PR, pour des raisons de chronologie, le projet PARI ayant commencé et s'étant terminé avant le projet CE4PR.

La section des constatations de l'évaluation est subdivisée en trois parties : deux sections concernent les évaluations des projets PARI et CE4PR, qui couvrent toutes les dimensions OCDE/DAC et une section finale est dédiée à la stratégie IDE, qui se concentre essentiellement sur les dimensions de pertinence, de cohérence et de durabilité.

Huit annexes complètent le rapport :

- Annexe 1 : Théories de changement ;
- Annexe 2 : Matrices d'évaluation ;
- Annexe 3 : PARI - Résumé des résultats principaux selon les différents instruments d'évaluation ;
- Annexe 4 : CE4PR - Résumé des résultats principaux selon les différents instruments d'évaluation ;
- Annexe 5 : Analyse d'un échantillon de contrats avec les partenaires d'exécution ;
- Annexe 6 : Liste des personnes rencontrées et des sites de projet visités ;
- Annexe 7 : Bibliographie des documents principaux consultés ;
- Annexe 8 : Études de cas.

## 2. Stratégie IDE et projets

### 2.1. Stratégie IDE

La Stratégie Inclusive Digital Economy *Leaving no one behind in the digital era* (« Ne laisser personne de côté à l'ère du numérique ») est l'un des cadres de référence pour la promotion de l'inclusion financière via des services numériques et digitaux innovants et elle répond à la mission de l'UNCDF qui vise à promouvoir l'inclusion financière dans quarante-sept pays à l'échelle internationale. Différents modèles de financement à la fois publique et privé sont en place pour encourager des approches de *blended finance* et rechercher des effets de levier sur une pluralité de sources de financement. Dans ce cadre, grâce à une stratégie d'inclusion digitale, l'UNCDF vise à équiper des millions d'utilisateurs pour leur permettre de bénéficier de services financiers numériques innovants. La stratégie est basée sur quatre axes :

Tableau 2 – Axes d'intervention stratégie IDE

Clients autonomes	Innovations inclusives	Écosystèmes de paiement numérique ouverts	Politiques et réglementations
Identifier les modalités selon lesquelles les clients acquièrent les compétences nécessaires ;	Aider les entrepreneurs locaux à mettre en place des services inclusifs au profit de l'économie numérique locale ;	Développer des services pérennes et efficaces du point de vue économique ;	Soutenir le développement d'un cadre réglementaire adéquat pour le développement d'une économie numérique inclusive.

Il s'agit d'un plan qui couvre une période de cinq ans (2019-2024). En considérant que l'agenda de l'UNCDF est projeté vers l'année 2030, la période suivante 2025-2030 devrait permettre de capitaliser sur les premiers résultats en réalignant et en améliorant certains aspects de l'initiative dans son premier cycle.

La stratégie IDE est conçue dans la continuité de nombreux projets globaux, régionaux et thématiques mis en œuvre par UNCDF dans plus de 20 pays. L'effort est de centraliser ces interventions, jusqu'à présent séparées, sous un seul programme intégré, **sur la base d'une théorie du changement unique qui s'articule à travers un ensemble commun d'axes d'interventions**. Cela devrait être soutenu par un outillage partagé, géré par des équipes techniques de terrain unifiées et à même d'atteindre les résultats annoncés.

La stratégie se veut porteuse d'une approche flexible qui prend en compte les situations spécifiques de chaque pays ainsi que du contexte d'intervention.

**Digitalisation et Inclusion financière sont à concevoir comme les deux piliers de l'approche** : cela inclut la prise en compte des caractéristiques des populations concernées ainsi que la situation de pauvreté de chaque contexte et pourrait obliger parfois à adopter des solutions hybrides et plus traditionnelles, par rapport à l'approche digitale, pour ce qui concerne l'inclusion financière.

L'action de l'UNCDF privilégie **une approche de développement du marché** en quatre étapes successives : i) une situation initiale avec un niveau assez limité de digitalisation ; ii) le démarrage de premiers fournisseurs de services avec le développement d'une première génération de produits ; iii) l'expansion des services, des entreprises et des réseaux avec un niveau croissant d'innovation ; et iv) une consolidation finale du marché de plus en plus structuré. Un nombre important de secteurs sont visés (finance, agriculture, énergie, santé, éducation, transport, etc.) : cette action multisectorielle devrait viser à favoriser les intégrations verticales et horizontales et bénéficier des économies d'échelle et des synergies qui en découlent ; elle s'adresse à une multiplicité des populations-cibles, parmi les plus vulnérables (femmes, jeunes, réfugiés et migrants) ainsi que parmi les entreprises MPME les plus dynamiques.

L'un des outils de suivi introduits par la stratégie IDE, est *l'Inclusive Digital Economy Scorecard* – IDES - qui permet de mesurer la performance et d'apprécier le niveau de développement des économies digitales inclusives au niveau de chaque pays.

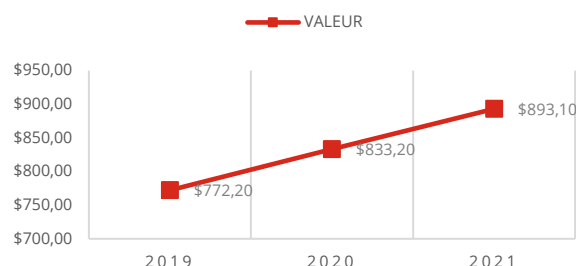
Plusieurs programmes ont été exécutés ou bien sont encore en cours au Burkina Faso dans le cadre de la stratégie IDE :

- Le projet SSRAJ-BF, financé par l'UNFPA à travers les Pays-Bas, pour la période 2020-2025 ; le projet soutient le renforcement de l'épargne et sa formalisation ; il affiche une composante en faveur des jeunes ainsi qu'une composante dédiée aux femmes ;
- Le projet Weoog Paani, financé par l'ONG Tree Aid à travers la Suède, pour la période 2019-2024 pour le renforcement de l'économie forestière ;
- Le projet CE4PR, financé par le Luxembourg, en cours sur la période 2019-2023 ; le projet émanant du programme global Clean Start ;
- Le programme PARI, financé par le Luxembourg, sur la période 2018-2021 (avec une prolongation d'une année jusqu'au 30 septembre 2022) ;
- Projet Femmes leaders, financé par le PNUD, de 2020 à 2021, projet d'urgence dans le cadre des interventions en réponse à la pandémie de COVID 19 ;
- Le programme TELBA, financé par la Suède, entre 2021 et 2022, pour la mise en place d'un système de garantie au bénéfice des MPME œuvrant dans les chaînes de valeurs agricoles et les énergies renouvelables.

## 2.2. Contexte pays

**Contexte général.** Situé en Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso fait partie des pays les moins avancés : en effet, actuellement, **il occupe la 184<sup>ème</sup> place dans la liste des 191 pays classés selon l'Indice de Développement Humain. L'économie du pays dépend principalement du secteur agricole, dans un contexte climatique défavorable, et du secteur minier (extraction d'or), qui est fortement limité par le contexte d'insécurité<sup>3</sup>.** La population du Burkina Faso est estimée à 21,5 millions d'habitants (INSD, Projections 2020), composée de 51,72 % de femmes et de 48,28 % d'hommes. Le taux de croissance annuel moyen de la population a été de 2,93 % entre 2006 et 2019, contre 3,1 % entre 1996 et 2006 (INSD, 2019). L'économie du Burkina Faso est basée sur l'agriculture qui occupe et nourrit plus de 80 % de la population et contribue pour plus de 30 % à la formation du PIB. Nonobstant un taux de croissance supérieur à 7 % en 2020 et 2021, le PIB par habitant n'atteint pas 900 USD<sup>4</sup>. Majoritairement constituée de femmes (51,7 %) et de jeunes (de plus de 15 ans), cette population est essentiellement et structurellement dépendante du capital « terres et/ou ressources naturelles » qui constitue son principal moyen de subsistance, en particulier en milieu rural.

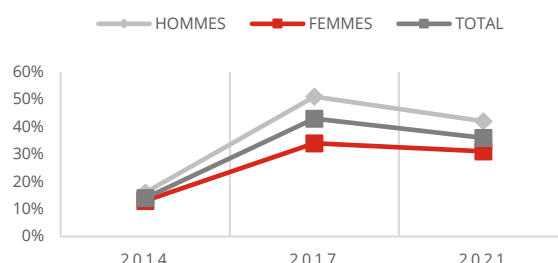
PIB PAR HABITANT (VALEUR US)



**Le Plan de développement économique et social 2021-2025 (PNDES II)** est à la base des actions de développement. L'économie nécessite des réformes institutionnelles et administratives, le développement des services financiers et non financiers adaptés aux besoins des différentes niches et cibles (jeunes, femmes, TPME et MPME) afin de promouvoir une inclusion sociale et financière durable.

Dans ce contexte, la politique gouvernementale du pays en matière de développement économique est intégrée par la **Stratégie Nationale de Finance Inclusive (SNFI)** qui couvre la période 2019-2023 et qui sera mise à jour prochainement. Le graphique ci-contre présente l'évolution de l'accès à un compte bancaire de 2017 à 2021, avec une tendance récente à la baisse, et un écart de 11 % de disponibilité entre hommes et femmes<sup>5</sup>.

ACCÈS À UN COMPTE BANCAIRE



<sup>3</sup> Source : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview>

<sup>4</sup> Source : Banque Mondiale

<sup>5</sup> Source : FinDev Gateway (CGAP). Donnée : pourcentage des adultes de 15+ ans ayant un compte dans une institution financière ou un fournisseur de services financiers mobiles.

**Inclusion financière digitale – PARI. La stratégie nationale de développement de l'économie numérique**

**SN@DEN 2018-2027 est à la base de l'orientation stratégique et politique du pays.** Elle met l'accent sur :

i) l'instauration d'une gouvernance efficace et efficiente ; ii) la création d'un environnement de confiance numérique ; iii) le déploiement d'infrastructures à bande large sur l'ensemble du pays ; iv) l'utilisation des

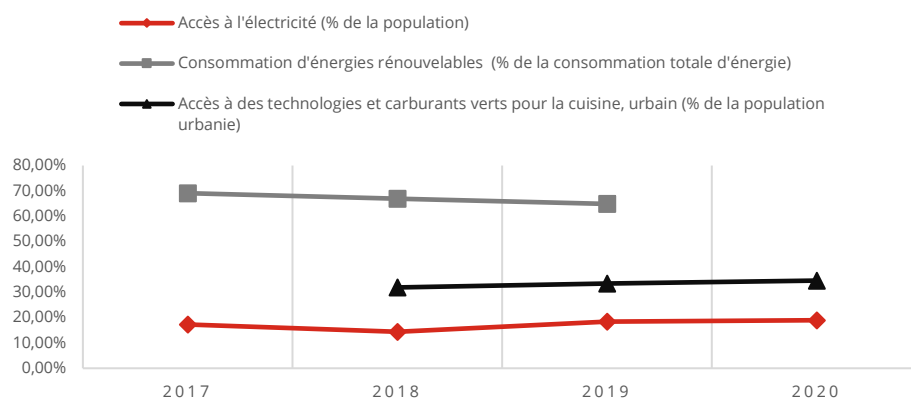
TIC comme levier durable pour la transformation de l'administration publique et de l'ensemble de l'économie burkinabé ; v) le développement et la promotion d'une expertise numérique nationale reconnue ; vi) la sensibilisation de la population burkinabé aux nouvelles conditions d'employabilité associées au numérique ainsi que le développement d'une économie numérique équitable et inclusive.

La stratégie dépend évidemment d'un renforcement des infrastructures. La connectivité est encore limitée en zone rurale et la moitié de la population n'y a pas accès<sup>6</sup>. L'évolution réglementaire pose encore des questions en termes d'interconnectivité des paiements, par exemple par rapport à l'utilisation des codes USSD pour les paiements, qui n'est pas encore possible<sup>7</sup>.

**Accès aux technologies renouvelables – CE4PR.** Moins de 20 % de la population avait accès à l'électricité en 2020, et la grande majorité vit en zone urbaine<sup>8</sup>. Presque 73 % de l'électricité disponible arrive de sources renouvelables mais ce pourcentage est en baisse<sup>9</sup>. Le ministère en charge de la politique énergétique et de la réglementation du secteur est le Ministère de la Transition Énergétique, des Mines et des Carrières. La loi 014/2017 définit le cadre réglementaire général<sup>10</sup> du secteur. **Trois agences sont impliquées dans la promotion et réglementation du secteur : l'ARSE – Autorité de Régulation du Secteur de l'Énergie, l'ABER – Agence Burkinabé des Énergies Renouvelables et l'ANEREE - Agence Nationale des Énergies Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique.** Cette dernière a la responsabilité d'accorder l'exonération de TVA pour l'importation d'équipements et matériels solaires, possible depuis 2020<sup>11</sup>. Des acteurs internationaux sont entrés dans le pays, en assurant une offre et la disponibilité des produits. La digitalisation du secteur est ainsi encouragée dans le cadre des stratégies mentionnées ci-dessus. En particulier, des acteurs du PAYGO sont présents sur le marché, bien que son adoption ne soit pas encore à large échelle.

**Intervention du Gouvernement du Luxembourg.** Les actions de l'UNCDF au Burkina Faso sont soutenues et financées par le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable du Luxembourg, dans le cadre des thématiques prioritaires définies par le document de stratégie « En route pour 2030 », en particulier pour ce qui est de l'axe « promouvoir une croissance durable et inclusive ». Ces actions sont alignées sur le Programme Indicatif de Coopération (PIC) III (2017-2022)<sup>12</sup>.

Avec trois Programmes Indicatifs de Coopération - PIC à partir de 2003, et grâce au rôle actif dans communauté des bailleurs de fonds, troika des partenaires techniques et financiers incluse, la coopération luxembourgeoise a contribué significativement à l'amélioration de la gestion durable des ressources naturelles, de l'éducation, de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle ainsi que de la technologie de l'information et de la



<sup>6</sup> Source. UNCDF-IDES report 2020

<sup>7</sup> Plusieurs entretiens – voir sections « pertinence » et « durabilité » pour plus de détails.

<sup>8</sup> 65,8 % de la population urbaine avait accès à l'électricité en 2020, les données ne sont pas disponibles pour le contexte rural. Source : Banque Mondiale

<sup>9</sup> Source : Banque Mondiale

<sup>10</sup> Source : Rapport d'évaluation du secteur des énergies renouvelables au Burkina Faso septembre | 2019 - UNCDF

<sup>11</sup> Arrêté interministériel n° 2020-033. Dans les faits, au moins une des ESCO interviewées déclare ne pas pouvoir compter sur cette exonération

<sup>12</sup> Coopération Multilatérale avec UNCDF 2018-2022 : « Soutien à la résilience économique et climatique des populations au Burkina Faso à travers les innovations financières et digitales »

communication. **Le PIC III valorise des secteurs comme l'économie verte, la résilience aux aléas climatiques ainsi que l'infrastructure digitale (fibre optique, etc.).**

En 2019, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) du Luxembourg, dans le cadre de sa « Stratégie pour le financement climatique international » (FCI), a signé **un accord de subvention avec l'UNCDF afin de mettre en œuvre le programme CE4PR au Burkina Faso**. À noter que le FCI luxembourgeois s'ajoute à l'APD du Luxembourg.

**Instabilité et sécurité au Burkina Faso.** L'intervention des projets PARI et CE4PR est confrontée à un contexte national entaché de multiples crises depuis 2014 : institutionnelle, économique, sécuritaire, humanitaire et sanitaire qui ont des conséquences importantes sur le quotidien des populations locales. Le contexte d'insécurité caractérisé par de nombreuses attaques djihadistes dans des zones d'intervention avec d'énormes difficultés de mise en œuvre et de suivi sur le terrain ; deux coups d'État (mars 2021 et janvier 2022) ayant perturbé le dialogue et la dynamique lancés avec les acteurs institutionnels ; ainsi que le *turnover* qui s'en est suivi auront marqué négativement le contexte d'intervention des projets.

## 2.3. Projet PARI

### 2.3.1. Description du projet

Le projet PARI est une initiative formulée conjointement avec le gouvernement burkinabé, avec l'objectif d'améliorer les conditions de vie des femmes et des entrepreneurs, principalement en zone rurale, grâce à l'accès à des services digitaux, financiers et non financiers.

Le projet a été conçu à partir d'initiatives précédentes menées par l'UNCDF au Burkina Faso, notamment le projet MAP – *Making Access for the Poor* -, qui a contribué à la rédaction de la Stratégie Nationale de Finance Inclusive, et le projet Agrifinance, qui a permis de lancer des innovations digitales dans le secteur agricole. Ces acquis ont représenté des jalons dans la réalisation du projet PARI<sup>13</sup>. Le projet PARI est également en relation avec certains programmes mis en œuvre par le PNUD, notamment le Programme d'Appui aux Économies Locales (PADEL) et le Projet Femmes-Jeunes entrepreneurs et Citoyenneté (ProFeJeC). D'un point de vue gouvernementale, le PARI est rattaché au programme budgétaire « Pilotage de l'Économie et du Développement (PED) » du MINEFID et s'inscrit dans l'action « Gestion de l'information économique, financière et sociale ». Enfin, le programme est inscrit dans l'effort global déployé pour répondre aux Objectifs de Développement durable : 1) éradication de la pauvreté ; 2) zéro faim ; 5) égalité de genre ; 8) croissance économique et opportunités d'emploi ; 10) réduction des inégalités, 13) mitigation et adaptation au changement climatique ; 17) partenariats.

Les *outputs* et *outcomes* du projet, selon la définition du document de projet, sont repris dans le tableau suivant.

Tableau 3 – PARI – Objectifs, Outcomes (résultats), Outputs (produits)

Objectif	Description
Objectif général	Contribuer de manière durable à l'accroissement des revenus en tirant du profit du potentiel des innovations digitales – financières et non financières – pour l'amélioration de l'accès au financement et aux opportunités économiques pour les femmes, les jeunes, les exploitants agricoles et les MPME
Outcome 1	Extension de l'utilisation des services financiers digitaux DFS et des innovations numériques. Les femmes, les jeunes et les exploitants agricoles ont un accès accru et durable aux services, à l'information et à la connaissance, et les utilisent pour une amélioration de leur autonomisation économique, grâce aux innovations digitales
Outcome 2	Amélioration de la viabilité et la durabilité des MPME Les femmes, les jeunes et les exploitants agricoles ont davantage accès à des opportunités de création d'emplois à travers l'appui au développement de MPME viables et durables dans les secteurs porteurs de l'économie, dans une perspective de transition vers l'économie verte.
Output 1.1	Les femmes et les jeunes filles ont accès et utilisent durablement des services financiers et non financiers (épargne, éducation financière) formels adaptés et soutenus par les innovations digitales.
Output 1.2	Le potentiel du secteur agricole est accru à travers l'expansion de l'utilisation des innovations digitales, y compris pour la digitalisation des chaînes de valeur agricoles et la fourniture d'informations plus fiables et plus rapides via le canal digital
Output 2.1	Les très petites et micro entreprises (TPME) portées par les femmes et les jeunes bénéficient de services financiers et non financiers intégrés, innovants, diversifiés, abordables et adaptés en vue de leur viabilité et durabilité

<sup>13</sup> Source : entretien avec un chargé de projet au PNUD et ancien membre équipe UNCDF, qui clarifie que l'approche et les produits pour les groupes d'épargne viennent d'Agrifinance (exemple, JGH, collaboration avec FCPB et PMBF, etc.).



Output 2.2	Les petites et moyennes entreprises (PME) du chaînon manquant ( <i>missing middle</i> ) bénéficient d'une offre de financement accrue et adaptée favorables à l'éclosion d'économies locales vertes et innovantes
------------	---

L'hypothèse de travail et la stratégie d'action, définies dans la théorie du changement révisée, identifient deux grands volets d'activité. L'*outcome* 1 se focalise sur l'accès aux services financiers et non financiers digitaux de deux groupes cibles : les femmes membres des groupes d'épargne, et les très petites entreprises et activités agricoles. Pour ces derniers, la digitalisation des filières agricoles est l'un des services clé. L'*outcome* 2 cible les entreprises, les Très Petites Entreprises, TPE, et les Petites et Moyennes entreprises qui sont exclues des services financiers. L'hypothèse est que l'adoption de services digitaux de facturation et transaction des entreprises peut favoriser l'accès à des services financiers, tels que le crédit auprès des institutions financières. L'objectif de ces interventions à longue terme est de renforcer, à travers ce parcours d'accès aux services digitaux, la résilience économique des populations cibles et, en particulier, leurs opportunités d'emploi.

Le projet prévoit aussi d'assister le gouvernement Burkinabé dans la mise en œuvre de certaines politiques nationales, notamment le PNDES II et la SN@DEN. Selon le document du projet, UNCDF avait prévu de consacrer 30 % de son temps au renforcement institutionnel (renforcement du FAARF dans le cadre du projet PADEL). Un output 3 de gestion des connaissances est ainsi prévu pour renforcer les effets du projet en termes d'écosystème des services financiers digitaux.

### 2.3.2. Niveau actuel de mise en œuvre

Le projet a été lancé le 15 octobre 2018 et a pris fin en septembre 2022. Le projet a bénéficié d'une extension d'une année par rapport au contrat initial. Toutes les activités ont été réalisées comme prévu.

Dans la mise en œuvre du projet PARI, la stratégie d'intervention a choisi une logique d'intervention indirecte, via un groupe de partenaires présélectionnés ; dans la suite du document, cette approche est qualifiée de « Faire faire ». Les partenaires recrutés par le projet ont été les suivants :

- Deux (02) institutions de microfinance (IMF) pour le déploiement des produits et services financiers innovants. Il s'est agi de la Fatière des Caisses Populaires du Burkina Faso (FCPB) et de la Panafriquean Microfinance (PMBF), dont le but était d'accélérer l'inclusion financière des femmes et des jeunes filles.
- Trois (03) Fintechs (ITOF, RIGO-Faso, Yelen Assurance) partenaires pour le déploiement des produits et services de technologie financière au profit des PME et MPME et pour le développement de solutions novatrices au Burkina Faso.
- Un (01) Agritech (Jardin Green Hope) pour le déploiement des produits et services de technologie financière dans le domaine agricole au profit des petits exploitants agricoles.
- Trois (03) incubateurs (INCUB@UO, SiraLab, Switch Maker) en vue de mener des actions d'incubation et de coaching au bénéfice de startups évoluant dans le domaine du digital.
- Trois (03) prestataires (CashZone, SVEA, Agrikit) pour déployer une assistance technique ainsi que des produits et des services financiers auprès des IMF et des banques.

Cette approche du « faire faire » s'est concrétisée à travers l'assistance technique et financière au profit des acteurs de l'écosystème. Elle répond à une vision d'impact plus large et de durabilité des interventions du PARI.

Tableau 4 – PARI – résumé des principales activités réalisées, selon les outputs

Outputs	Activités principales réalisées
Output 1.1	<p>La collaboration lancée avec les deux IMF recrutés, FCPB et PMBF, a soutenu les femmes bénéficiaires avec deux interventions principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>L'éducation financière</u>, fournies à travers la digitalisation des modules de formation, disponibles sur tablette et portable que l'animateur des groupes d'épargne peut utiliser pour son activité sur le terrain. Les IMF ont reçu une subvention pour le développement des services, et une Assistance Technique pour la traduction en langue locale, et test, des modules d'éducation financière.</li> <li>• <u>L'offre de services digitaux pour les groupes d'épargne</u>. Ces services incluent les transactions digitales entre membres des groupes d'épargne ; comptes d'épargne formels pour les groupes d'épargne, qui sont gérés avec des transactions digitales avec les agents ; crédits pour les groupes d'épargne, que le groupe réutilise pour ses membres. Les subventions ont permis aux IMF d'embaucher et former des agents et des animateurs, et développer des produits d'épargne spécifiques (cas de PMBF).</li> </ul> <p>La réalisation de cet output a permis un <u>soutien au FAARE</u>, dans le cadre de la composante 4 du PADEL. Un consultant a été sélectionné pour épauler la direction générale du FAARF dans la rédaction d'un manuel de procédures de</p>

	gestion du crédit. Plusieurs activités de vulgarisation, impliquant également le ST-PIF, ont été réalisées dans le cadre de ce résultat.
Output 1.2	Des Fintechs et Agritech ont été impliqués afin de renforcer les services disponibles pour les petits exploitants agricoles. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Yolsé est un service de <u>paiement digital</u>, développé par Jardin Green Hope, qui permet aux agriculteurs de rembourser leurs crédits aux IMF. Graine Sarl est l'IMF partenaire de JGH.</li> <li>• Yelen Assurance est un système d'<u>assurance</u> dont les services de paiement ont été digitalisés afin de permettre l'accès aux personnes dans les zones les plus reculés.</li> <li>• Rigo Faso est une <u>plateforme commerciale</u> dédiée aux petits artisans.</li> <li>• Danaya Cash est le service de <u>transactions digitales</u> de la FCPB, qui a été renforcé à travers l'assistance technique de la société CashZone.</li> </ul> <p>Le projet a également sélectionné des prestataires de services pour favoriser la digitalisation des services et des paiements dans certaines filières agricoles, notamment karité, bétail viande volaille et coton.</p>
Output 2.1	Les services identifiés pour les entreprises sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Équipements agricoles</u>, tels que tracteurs, rouches, motopompes, etc., selon les besoins des entreprises, fournis par Agriket et SVEA. Les partenaires ont identifié les besoins, facilité l'accès au financement à travers des IMF et fourni les équipements.</li> <li>• <u>Services financiers</u>, au travers de la subvention à la FCPB et en partenariat (sans contribution directe) avec d'autres institutions de microfinance.</li> <li>• Digitalisation des services des entreprises, notamment l'adoption d'un système de <u>facturation digitale</u> fourni par ITOF.</li> <li>• <u>Incubation</u>, à travers l'implication de trois incubateurs qui ont organisé des séances de formation sur l'utilisation des big data, le marketing digital, l'utilisation des services web.</li> </ul>
Output 2.2	Les mêmes services ont été mis à la disposition des TPE et des PME. Les prestations de services mises en place ont été renforcées avec l'organisation de plusieurs ateliers au niveau national sur le thème de la digitalisation. Un soutien spécifique a été donné à l'entreprise Faso Dembé, <u>pour le montage du dossier auprès de la plateforme d'investissement</u> de l'UNCDF, LDCIP, qui a fourni la garantie pour un prêt bancaire afin de financer l'installation d'une rizerie.
Output 3	L'activité de gestion des connaissances a été également réalisée à travers des prestataires de services pour la réalisation d'articles et vidéos de capitalisation.

### 2.3.3. Ressources et financements

Le budget géré dans le cadre du projet s'élève à 2 700 000 EUROS, et a été intégralement financé par le Gouvernement du Luxembourg, le Ministère des Affaires étrangères .

Il n'y a pas eu de modification budgétaire. Le financement a été entièrement transféré à l'UNCDF, selon les tranches suivantes :

Tableau 5 – PARI – Décaissements du bailleur prévus et effectifs

Tranches	Montant EUR	Date	Montant USD	Date
PARI	Contrat		Décaissement effectif	
1	1.100.000,00 €	15/10/2018	1.250.000,00 \$	12/11/2018
2	1.000.000,00 €	31/07/2019	1.116.071,43 \$	31/01/2020
3	600.000,00 €	31/07/2020	734.394,13 \$	11/03/2021
TOTAL	2.700.000,00 €		3.100.465,56 \$	

### 2.3.4. Gouvernance et gestion

La structure de gouvernance et de gestion du projet correspond à celle chargée de la coordination des projets de l'UNCDF dans le pays. Le coordinateur a joué le rôle de chef de projet, avec des missions techniques et opérationnelles.

Le bureau de Coordination Régionale à Dakar a assuré une activité de supervision technique. L'équipe IDE basée à Bruxelles a joué un rôle actif tout au long du projet, avec des missions périodiques sur place. Les opérations reliées à la plateforme d'investissement ont été gérées à partir du siège de l'UNCDF à New York.

L'équipe du pays est composée d'un expert en finance et chaîne de valeur agricole et d'un expert en finance inclusive digitale ; l'administration et la gestion des connaissances ont été prises en charge par des professionnels. En outre, l'UNCDF a affecté à ce projet des UNV. La majorité du staff technique et financier a partagé des responsabilités avec d'autres projets en cours.



Le poste de chef de projet a été occupé par Hermann Messan jusqu'à juin 2020. Un intérim de 6 mois a été assuré par Sabine Mensah du bureau de Dakar, avant que Janine Ouattara prenne ses fonctions en janvier 2021. Aoua Sawadogo, responsable du précédent projet Agrifinance, a assuré les fonctions de conseiller technique dans le cadre du PARI.

La gouvernance du projet est complétée par une collaboration avec le Gouvernement du Burkina Faso. L'équipe du projet a rendu directement compte de ses activités au Gouvernement du Luxembourg, en tant que bailleur, et au gouvernement du Burkina Faso, et tant que contrepartie nationale.

## 2.4. Projet CE4PR

### 2.4.1. Description du projet

Le projet « Clean Energy 4 People Resilience » est une initiative de l'UNCDF qui a pour objectif d'augmenter l'accès aux énergies renouvelables au Burkina Faso, à travers des services digitaux financiers et non financiers. Le projet est la réalisation au Burkina Faso du programme CleanStart, opérationnel en Asie et en Afrique, avec son bureau de coordination à Bangkok.

Les *outputs* et *outcomes* du projet sont mentionnés dans le tableau suivant, selon leur formulation originale, soit en anglais.

Tableau 6 – CE4PR – Objectifs, Outcomes (résultats), Outputs (produits)

Objectif	Description
Objectif général	Contribute to enhance economic resilience and climate change adaptation of the most vulnerable segments of the population, women, youth, smallholder farmers, small entrepreneurs, micro and small enterprises and refugees, in rural and peri-urban areas of Burkina Faso through promoting access to clean energy solutions, specifically for productive uses and income generating activities, provided by private sector energy services companies and accelerated by innovative business models and digitally enables finance solutions.
Outcome 1	Accelerate the development and scale up of private sector energy companies' (ESCO) business activities of providing clean energy solution for productive/income generating and household uses of "last mile" consumers and incubate small clean energy entrepreneurs and micro and small enterprises (MSMEs)
Outcome 2	Catalyze the development of innovative and affordable financial products and services adapted to the needs of the consumers of clean energy products and services (target groups) as well and the needs of the ESCOs, with a view to accelerate the provision of and access to clean energy solutions
Outcome 3	Contribute to unlocking the development of a thriving clean energy market for productive/income generating and household uses in Burkina Faso
Output 1.1	Support private sector energy service companies (ESCOs) that provide clean energy products and services for productive/income generating and household uses to target groups as well as innovative consumer finance solutions such as pay as you go (PAYG)
Output 1.2	Support partner companies with raising additional long-term financing to cover working capital needs and finance business expansion and scaling up successful business models
Output 1.3	support the creation of small clean energy entrepreneurs and MSMEs especially in rural and peri-urban areas
Output 2.1	Assist financial service providers (FSPs, MFIs, banks, MNOs, Fintechs, etc.) with the development of innovative affordable and accessible financial instruments adapted to the financing needs of the target groups (end-users) to access clean energy products & services for productive / income generating and household uses
Output 2.2	Assist financial Service providers (FSPs) with the development of innovative, affordable and accessible financial instruments adapted to the financing needs of the energy service companies (ESCOs) for working capital, business expansion, and scaling up of successful business models for the provision of clean energy products & services to target groups
Output 2.3	Support the development of the market for digital financial services (DFS) including digitally enabled payment systems
Output 3.1	Coordinate and stimulate the activities of the different stakeholders of the clean energy market in Burkina Faso and conduct knowledge sharing and learning activities

L'hypothèse de travail et la stratégie d'action, définies par la théorie révisée du changement, font apparaître une approche en termes de développement de marché qui vise en parallèle les deux cibles : les sociétés qui fournissent les technologies d'énergie renouvelables, les ESCO, et les institutions financières, notamment les IMF et les banques. La stratégie du projet est de renforcer l'offre avec la création d'un fonds dédié :

- À la disposition des ESCO pour renforcer leurs capacités à offrir des services, services digitaux et PAYGO

compris ;

- À la disposition des IMF, pour offrir des services aux clients des ESCO, afin qu'ils parviennent à acheter les solutions technologiques, et des services aux ESCO. Dans ce contexte, un fond est dédié à un prestataire de service de paiement pour développer une plateforme de paiement numérique et y intégrer des entreprises.

Des partenariats entre ESCO et IMF sont facilités par le projet.

Des services d'incubation sont également prévus pour renforcer les entreprises existantes et permettre la création de nouvelles entreprises.

En conformité avec l'approche de marché proposé par le projet, le fonds mis à disposition par le projet est censé générer un effet de levier permettant, à partir des capacités des ESCO, d'attirer des ressources supplémentaires.

Enfin, une activité de réseautage est prévue afin de dynamiser plus encore le marché des énergies renouvelables et de l'orienter vers une disponibilité croissante de services digitaux.

## 2.4.2. Niveau actuel de mise en œuvre

Le projet a été lancé le 2 juillet 2019 et il est encore en cours d'exécution. La fin du contrat est actuellement prévue pour le 30 juin 2023, mais les parties sont en discussion pour une extension jusqu'au 31 décembre 2023.

Le projet CE4PR propose une approche du « faire faire » qui caractérise les interventions UNCDF Burkina Faso dans le cadre de la stratégie IDE. Les outputs sont livrés principalement grâce à la mise en place d'un fonds, dénommé FERR/BF (Fonds des Energies Renouvelables pour la Résilience au Burkina Faso) qui permet de sélectionner et de financer les partenaires d'exécution.

Le fonds FERR/BF a financé et soutenu jusqu'à présent 16 partenaires d'exécution :

- 10 ESCO, notamment : FRES YELEEN BA ; GES - Green Energy Services ; Sahelia ; SOIER (Société d'Optimisation Industrielle et d'Energies Renouvelables) ; AES - Africa Energy Solaire ; MICROSHOW ; NAFA NAANA ; OOLU ; QOTTO ; ICB (Ingénieurs Conseils Bio Design)
- 3 incubateurs : 2iE ; BBI ; 2MINVEST (en groupement avec CEC)
- 3 fournisseurs de services financiers : INTOUCH (fournisseur de services de paiement) ; Graine Sarl (IMF) ; Microstart (IMF). Le projet a aussi contribué à payer l'assistance technique fournie par CashZone aux institutions financières, en collaboration avec les projets PARI et TreeAid.

Les mêmes partenaires ainsi que les entreprises bénéficiaires de l'intervention, ont eu accès aussi à des services d'assistance technique.

Au 31 décembre 2022 le projet était dans une phase avancée de sa mise en œuvre. Toutes les activités prévues avaient été lancées, y compris la section de partage de connaissance à partir de fin 2021. La majorité des partenaires d'exécution finalisera ses contrats au cours de 2023. L'équipe de projet attend de recevoir les rapports sur les résultats escomptés afin de débloquer la dernière ou l'avant-dernière tranche de financement.

Dans la section des constatations, le niveau d'exécution sera évalué pour chaque *output*, *outcome* et indicateur.

Tableau 7 – CE4PR – Résumé des principales activités réalisées, selon les outputs

Outputs	Activités principales réalisées
Output 1.1	<u>Capital de risque pour développement produits additionnels</u> Le fonds FERR/BF a octroyé exclusivement des subventions. 9 ESCO directement bénéficiaires des subventions ont développé, à partir de leurs modèles de business existants, soit des nouveaux produits, soit un accès facilité aux services existants. Les technologies proposées incluent : systèmes solaires à usage domestique (Solar Home Systems) ou productive, associé à des frigos ou autres produits ; pompes solaires ; fours améliorés à alimentation solaire, foyers améliorés, mini central solaire, téléviseurs solaires, tondeuses. Certaines ESCO ont également utilisé des solutions de paiement innovants, tels que le PAYGO, ou le partenariat avec les IMF. Les subventions ont souvent permis de réduire le coût d'achat pour les clients, sans considération pour le moyen de paiement. Des ESCO ont utilisé la subvention pour augmenter la capacité de pénétration d'autres marchés, à travers l'augmentation des agents et la digitalisation de certaines transactions.
Output 1.2	<u>Attraction fonds additionnels</u> Deux ESCO ont reçu un financement additionnel à travers la plateforme d'investissement LDCIP et une troisième y a postulé. Un des incubateurs sélectionnés a créé une bourse à projets pour attirer des financements de la part des

	banques commerciales vers les entreprises incubés, mais au 31.12.2022, aucun financement n'avait encore été acquis.
Output 1.3	<u>Création de nouvelles entreprises dans le secteur de l'énergie</u> Les services des incubateurs ont fourni des compétences techniques, soutenu la création de plans d'affaires et levé de fonds aux ESCO sélectionnées. Certaines ESCO ont postulé au FERR/BF sans être sélectionnées. Parmi ces dernières, il n'y a pas encore de nouvelles entreprises qui ont été créées avec le soutien du CE4PR. L'activité de renforcement des entreprises existantes et l'incubation de nouvelles entreprises se terminera fin du 2023.
Output 2.1	<u>Nouveaux produits financiers pour les clients des ESCO</u> Deux IMF ont reçu une subvention du fonds FERR/BF afin d'augmenter la portée de leurs services, principalement grâce au renforcement de l'équipe d'agents et la digitalisation de certains services. Les IMF ont été engagées dans des activités d'éducation financière, et vulgarisé des produits de crédit pour l'achat de technologies renouvelables, en partenariat avec des ESCO. Une société de services de paiement, InTouch, a reçu la subvention FERR/BF pour la vulgarisation du système PAYGO. Les activités résident dans l'analyse des ESCO et/ou IMF qui peuvent l'adopter et dans la mise en place du système de distribution pour l'adoption de la technologie par des ESCO, seules ou en partenariats avec des IMF. Certaines ESCO ont adopté des mécanismes de paiement par tranches au bénéfice de leurs clients.
Output 2.2	<u>Nouveaux produits financiers pour les ESCO</u> Le fonds n'a pas financé directement des banques mais des échanges ont été lancés pour l'adoption de systèmes de transaction digitale et un éventuel système de <i>blended finance</i> . Au 31.12.2022, aucun partenariat structuré n'était opérationnel. Toutefois, une ESCO a été directement financée par une des IMF impliquées dans le projet.
Output 2.3	<u>Développement du marché des DFS</u> Des ESCO et des IMF bénéficiaires de subvention du fonds FERR/BF ont activé des partenariats afin de fournir des produits de financement spécifique à l'adoption de technologies renouvelables. Cela a notamment été le cas de Microstart avec SOIER et GES pour la vente de pompes solaires.
Output 3	<u>Coordination des parties prenantes dans le secteur d'énergie</u> L'activité de mobilisation des parties prenantes comprend la réalisation d'une newsletter sectorielle, et l'animation de plusieurs ateliers aux niveaux national et régional sur des thèmes critiques, dont le thème de l'accès aux services digitaux peut être mentionné à travers le code USSD.

### 2.4.3. Ressources et financements

Le projet a obtenu un financement de 3 200 000 EUROS dans le cadre de l'initiative de Financement Climatique International promu par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable du Luxembourg. En juin 2020, les parties ont approuvé une modification budgétaire sans pour autant augmenter le total des ressources disponibles.

Le décaissement a été prévu en quatre tranches, selon un rythme annuel suite à la présentation d'un rapport narratif et financier. Au 31.12.2022, 2 976 499,34 USD avait été transférés à UNCDF.

L'équipe d'évaluation est ainsi informée qu'une troisième tranche a été débloquée au mois de mars 2023.

Tableau 8 – CE4PR – Déblocages de fonds du bailleur prévus et effectifs

Tranches	Montant EUR	Date	Montant USD	Date
CE4PR	Selon Contrat		Effectifs	
1	960.000,00 €	Juillet 2019	1.064.910,33 \$	10/09/2019
2	1.600.000,00 €	Mai 2020	1.911.589,01 \$	31/12/2020
3	320.000,00 €	Mai 2021	338.983,05 \$	01/03/2023
4	320.000,00 €	Mai 2022		Pas encore reçu
	3.200.000,00 €		3.315.482,40 \$	

### 2.4.4. Gouvernance et gestion

La gouvernance du projet CE4PR est confiée au programme CleanStart Global basé à Bangkok. Le projet est intégré dans la gestion pays de l'UNCDF au Burkina Faso. Le coordinateur pays est également le chef de projet. Le staff logistique et administratif national est partagé avec les autres programmes UNCDF, tandis que le staff technique est à 100 % affecté au CE4PR.

Le programme Clean Start Global assure la supervision des activités. Tous les contrats de subvention et de prestation de services ont été signés par le bureau régional de Bangkok, et notamment par Vincent Wierda en tant que coordinateur du programme.

La sélection des entreprises, dans le cadre du fonds FERR/BF, a été assurée par un comité de 6 membres : 3 membres de l'UNCDF, 1 membre du MECDD du Luxembourg, et 2 membres extérieurs au partenariat de projet, l'ambassade de Suède et le Global Off-Grid Lighting Association (GOGLA).

La décision sur les dossiers soumis à la plateforme LDCIP revient à l'équipe de New York, tandis que l'équipe nationale assure les activités de *due diligence*, soutenue par les spécialistes des investissements LDCIP.

Pour ce qui est de la gestion opérationnelle, un rôle clé a été joué par trois experts externes, qui ont été sélectionnés au cours des six premiers mois du projet. Les trois experts ont pris en charge les trois grandes dimensions des activités : les ESCO par Daphne Pit ; les IMF par Davy Senanou Dènadi ; les incubateurs par Sire Diallo. Davy Senanou. Dènadi avait également participé précédemment à l'étude de faisabilité du projet.

## 3. Méthodologie et approche d'évaluation

### 3.1. Approche d'évaluation

Afin de répondre aux objectifs de cette évaluation tels qu'ils ont été exprimés dans les termes de référence, l'équipe d'évaluation a adopté une approche *bottom-up*.

Dans le souci de répondre au devoir de redevabilité et de transparence, l'équipe d'évaluation a dans un premier temps conduit une évaluation des deux projets PARI et CE4PR de manière individuelle en se basant sur les cadres logiques et les théories du changement correspondantes, analysées à travers les 6 critères UN/OCDE CAD. Ceci a permis d'isoler les constatations spécifiques par rapport aux deux projets, ainsi que de tirer les conclusions et proposer les recommandations nécessaires.

Parallèlement, l'équipe d'évaluation a pris en considération l'ensemble de la cartographie des interventions de l'UNCDF au Burkina Faso. Cela a permis d'intégrer les constatations disponibles à partir de l'analyse des deux projets et présenter une analyse détaillée pour la stratégie IDE en ce qui concerne les critères UN/OCDE CAD de Pertinence, Cohérence et Durabilité.

### 3.2. Théories du Changement

L'équipe d'évaluation a revu et adapté les théories du changement des deux projets ainsi que celle de la stratégie IDE Burkina Faso, afin de pouvoir les utiliser de façon cohérente dans l'évaluation.

La Théorie du Changement IDE adaptée au pays fournit le cadre de référence. L'analyse des résultats et de l'impact des deux projets concernés permet enfin d'évaluer leur contribution aux 4 axes d'intervention de la stratégie IDE.

Les Théories du changement des projets ont été ainsi révisées, en fonction de la nécessité de rédiger une matrice d'évaluation appropriée. À partir des documents des projets, elles ont été harmonisées sur ces définitions :

- **Output** : le produit effectif des activités, comme le nombre de personnes touchés par une intervention, le nombre de séances de formation, etc. ;
- **Outcome immédiat** : le résultat direct des activités et des *outputs* sur les groupes cibles, comme l'adoption d'un instrument (un compte d'épargne) qui a été mis à disposition à travers les interventions du projet, ou qui est le résultat des activités de formation ;
- **Outcome intermédiaire** : l'effet à moyen terme des *outcomes* réalisés, avec une portée qui peut dépasser les groupes cibles du projet. Par exemple, une meilleure inclusion financière ;
- **Impact** : les effets à long terme sur les groupes cibles et la population cible, tels que des changements sur le revenu ou les conditions de vie.

Pour le projet PARI, l'équipe d'évaluation considère que certains *outputs*, comme indiqués dans les documents de projet, sont en réalité des *outcomes* immédiats ; pour cela, elle a demandé à l'équipe de projet de reformuler en conséquence la structure des résultats. L'analyse d'efficacité se focalise donc sur la capacité de livrer les *outputs* et d'atteindre les *outcomes* immédiats selon la ToC révisée.

Pour les deux projets, la révision des ToC a mis en évidence : i) des *outcomes* intermédiaires, c'est-à-dire des effets à moyen terme des activités et des résultats du projet ; ii) une dimension d'impact, qui correspond à un objectif à plus long terme du projet ; iii) et un objectif global de la stratégie du projet. L'analyse d'impact se focalisera sur la possibilité d'atteindre les *outcomes* intermédiaires (à moyen terme) et/ou les impacts mentionnés dans la ToC.

Les trois théories du changement sont présentées en annexe au rapport (annexe 1).

### 3.3. Matrices d'évaluation

Sur la base de cette structure de gestion des critères OCDE/DAC, l'équipe a développé trois matrices d'évaluation, reliées les unes aux autres.

- La matrice d'évaluation de la stratégie **IDE**, qui se limite aux critères de **pertinence, cohérence et durabilité** ;
- Les matrices d'évaluation des **deux projets** couvrent tous les critères. Normalement, les questions d'évaluation sont **symétriques**, et la différence entre les projets est mise en évidence à travers les critères de jugement. Des questions différentes et spécifiques couvrent l'efficacité dans la livraison des *outputs* et dans l'atteinte des *outcomes*, ainsi que les questions d'impact propres à chaque projet ;

- L'analyse d'**impact** dans les matrices des deux projets inclut une section sur la **contribution aux axes d'intervention de la stratégie IDE**.

Les trois matrices, présentées en annexe (annexe 2), détaillent les aspects suivants :

**Pertinence** : étant donné que le thème de la digitalisation des services financiers dépend fortement du cadre réglementaire et des investissements dans le pays, l'équipe a d'abord analysé la pertinence de cette intervention en relation aux **priorités du gouvernement Burkinabè** ; ceci est, en effet, impliqué directement dans le projet PARI. L'analyse de la **pertinence des deux projets par rapport aux respectives priorités nationales** ont été conduite surtout au niveau stratégique, à partir de la documentation disponible et grâce à un bon nombre d'entretiens. Les trois théories de changement ont été analysées principalement en termes de pertinence interne.

**Cohérence** : l'analyse de cohérence a suivi la même structure, sur deux niveaux : cohérence de la stratégie par rapport **aux stratégies nationales**, et cohérences des projets par rapport aux **cadres stratégiques IDE et national**. La cohérence entre les deux projets et les autres initiatives du **Luxembourg** et d'**UNCDF** a également été prise en compte.

**Efficacité** : l'analyse d'efficacité priorise la dimension de projet. **PARI** : l'évaluation porte principalement sur les indicateurs suivants : i) la **portée** des services proposés, ii) l'infrastructure de marché, et donc la capacité à **mettre à disposition des services** à l'échelle territoriale, iii) **l'appréciation par les populations cibles** des services financiers offerts ainsi que leur adoption, notamment par les groupes de femmes ; iv) **l'appréciation et l'adoption par les agriculteurs** des filières porteuses des services de paiements digitalisés ainsi que v) **l'utilisation des services digitaux** comme moyen d'inclusion financière et donc d'accès au crédit. **CE4PR** : la matrice met en évidence si les subventions ont permis aux **ESCO** : i) **d'élargir leurs services**, ii) de garantir la portée prévue, iii) de renforcer leurs modèles d'affaires selon **une approche de marché**. L'adoption des services financiers digitaux pour accéder aux technologies renouvelables, PAYGO compris, a fait l'objet d'une attention spécifique. Dans le cas des deux projets les matrices considèrent **la contribution de l'UNCDF aux innovations adoptées**, la complémentarité des deux projets par rapport à d'autres interventions en cours dans le pays, les éléments de succès et de difficultés et, finalement, la capacité à renforcer le rôle des partenaires.

**Efficience** : l'analyse de l'efficience a pris en compte la gouvernance et la gestion des projets, dans le cadre de l'intervention UNCDF au Burkina Faso. Dans les deux projets, l'existence d'économies d'échelles a été vérifiée, pour ce qui est des ressources humaines et matérielles utilisés en rapport avec les résultats à atteindre. Un thème important est **la capacité à mobiliser des ressources additionnelles**, spécialement, à travers la plateforme d'investissement de l'UNCDF LDCIP.

**Impact** : l'analyse d'impact potentiel est nécessairement différente pour un projet terminé, tel que le PARI, et pour un projet en cours, tel que le CE4PR. Les matrices permettent d'abord d'apprécier la **contribution à la stratégie IDE Burkina**, surtout pour ce qui est de l'approche marché. Pour le projet **PARI**, **une analyse qualitative au niveau des bénéficiaires finaux** a été conduite, afin d'appréhender la dimension de résilience et d'autonomisation économique des populations cibles. Pour le **projet CE4PR**, cette analyse s'adresse aux utilisateurs de technologies renouvelables et d'innovations digitales proposées par les **ESCO** et les **IMF** partenaires du projet.

**Durabilité** : l'analyse de durabilité met tout d'abord l'accent sur la possibilité de pérenniser les résultats, grâce à **l'engagement d'autres parties prenantes**, surtout gouvernementales. L'adoption de l'instrument d'**IDES**, c'est-à-dire le tableau de bord sur la mise en œuvre de la digitalisation, est un aspect important. Pour les deux projets, l'évaluation vérifie la perspective d'utilisation par les bénéficiaires des services innovants et digitaux lancés par les projets après leur finalisation, ainsi que la capacité des IMF, des ESCO et des entreprises à les utiliser et proposer en autonomie, en absence d'un soutien externe. La perspective de lancer des nouveaux projets avec le soutien de bailleurs de fonds internationaux, y compris et non exclusivement le Luxembourg, est le dernier critère d'analyse de la durabilité.

### 3.4. Méthodologie adoptée

L'équipe d'évaluation a adopté plusieurs instruments qualitatifs et quantitatifs afin de collecter les données nécessaires afin de faire émerger des constatations sur les deux projets et la stratégie IDE. Ces instruments comprennent des sources secondaires, telles que la revue documentaire, et primaires, telles que les consultations avec les parties prenantes, les partenaires d'exécution et les bénéficiaires ; en outre, des questionnaires en ligne ont



été envoyés aux ESCO et aux IMF bénéficiaires de subvention. Le choix des instruments de collecte des données a suivi la ligne directrice, soit toujours disposer d'au moins deux sources d'information pour tous les indicateurs.

**Revue documentaire :** l'équipe a eu accès à une grande quantité de documents mise à disposition par l'équipe nationale et la structure centrale de l'UNCDF. L'analyse a été conduite en trois phases : une phase **préliminaire**, focalisée sur les documents stratégiques, les ProDocs et autres documents utiles à la révision des ToCs ; une phase de **préparation de la mission de terrain**, avec un focus particulier sur les contrats avec les prestataires d'exécution et les rapports de projet ; une phase **d'analyse**, après la mission de terrain, en reprenant les rapports d'exécution des partenaires bénéficiaires de subventions, les données sur les budgets et les activités contenues dans les rapports de projet, et autre documentation supplémentaire mise à disposition par les parties prenantes rencontrées.

En fonction de l'importance des rapports contractuels avec les partenaires d'exécution, un approfondissement a été réalisé sur les documents disponibles, avec la création de 15 fiches sur la mise en œuvre des activités (annexe 5).

La revue documentaire a été utilisée pour répondre à toutes les questions d'évaluation, avec une moindre considération sur la dimension d'impact. L'analyse détaillée des dossiers des contrats avec les partenaires d'exécution répond principalement aux thèmes d'efficacité et d'efficacités.

**Consultations avec les parties prenantes :** l'outil choisi a été l'entretien semi-structuré, réalisé à partir d'un guide de référence à disposition des experts de l'équipe d'évaluation. Trois grands groupes ont été ciblés :

- **Equipe de gestion de projet :** 9 entretiens, dont 5 avec l'équipe UNCDF actuellement en charge d'exécution des activités, 2 avec des anciens membres de l'équipe, 1 avec l'équipe du PNUD au Burkina Faso et 1 avec l'équipe Clean Start à Bangkok ;
- **Parties prenantes institutionnelles :** 13 rencontres, dont 5 avec des structures du gouvernement du Burkina Faso ; 3 avec le gouvernement du Luxembourg ; 3 avec UNCDF global ; 1 avec un autre bailleur et 1 avec un autre projet impliqué dans IDE ;
- **Partenaires d'exécution :** 12 rencontres, dont 3 avec des ESCO, 5 avec des incubateurs ; 3 avec des IMF et 1 avec une IMF qui n'est pas impliquée dans les projets ou IDE.

Les entretiens semi-structurés avec les parties prenantes sont utilisés pour répondre aux questions de pertinence, cohérence et de durabilité. Les entretiens avec les équipes de gestion de projet et les partenaires d'exécution ont principalement répondu aux questions d'efficacité et d'efficacités, et en deuxième lieu de pertinence et de durabilité.

**Consultations avec les bénéficiaires :** les bénéficiaires ont été consultés individuellement, à travers des **entretiens semi-structurés**, et en groupe, avec la méthodologie des **focus groupes**. Au total 9 *focus groupes* ont été réalisés, 2 avec des bénéficiaires du projet CE4PR et 7 avec des femmes et des jeunes du projet PARI avec la participation de 138 personnes, dont 64 ont été interviewées, et 34 ont répondu au questionnaire structuré, 11 TPE impliquées dans les activités du PARI ; 17 femmes bénéficiaires du projet PARI ; 7 bénéficiaires du projet CE4PR. Les régions visitées sont : le Centre Ouest (Koudougou, Sabou, Savili et Nabadogo), le Centre Est (Tambéla, Puytenga et Koupéla), le Centre Sud (Manga), le Plateau Central (Zorgongho et Mogtedo) et le Centre (Ouagadougou). Le choix des zones pour la réalisation des entretiens et des personnes à rencontrer, a été faite sur la base de l'accessibilité aux régions en fonction de la situation sécuritaire, sans possibilité de réaliser un échantillonnage statistiquement représentatif. Les résultats des entretiens sont donc traités de façon qualitative.

Les consultations avec les bénéficiaires sont la source principale d'information pour ce qui concerne le potentiel d'impact des deux projets. Elles ont permis de vérifier aussi la pertinence des interventions par rapport aux populations cibles et la durabilité à leur niveau. Enfin, l'appréciation des bénéficiaires a été un terme de référence pour l'efficacité des actions réalisées.

**Questionnaire aux ESCO et IMF :** les 10 ESCO bénéficiaires du fonds FERR/BF ont répondu à un questionnaire en ligne sur leur activité et la participation aux projets. Les 4 IMF (deux bénéficiaires de subventions de PARI, 2 de CE4PR) ont également répondu. Une banque, Fintech et PSP impliqués dans les projets n'ont pas répondu à l'invitation. Les questionnaires permettent d'avoir des informations qualitatives et quantitatives sur les dimensions d'impact, pour le projet CE4PR, pour ce qui touche à la dimension de marché et d'efficacité pour ce qui touche à l'appréciation de la méthodologie utilisée.

En complément des questionnaires complétés en ligne, trois ESCO (MicroSow, OOLU et AES) et deux IMF (FCPB et MicroStart) ont été rencontrées, physiquement ou au téléphone. Des entretiens semi-directs ont été réalisés.

**Approche analytique.** L'approche analytique a été de partir des informations disponibles dans les rapports de projet et dans les rapports des partenaires d'exécution afin de construire la base des résultats (Annexe 3 et 4). À

travers les données collectées des sources primaires (entretiens, questionnaires, focus groupes, consultations), l'équipe a fait en sorte de disposer au moins d'une autre source d'information complémentaire pour tous les résultats. Ceci a permis d'effectuer une triangulation entre les données mentionnées dans les rapports et les données extraites des sources primaires pour en tirer des conclusions. Toutefois, cette triangulation ne permet pas forcément de vérifier la fiabilité des informations présentées dans les rapports ; quand la situation se présente, cela est mentionné dans l'analyse des constatations.

**Études de cas :** afin de mieux présenter l'approche « faire faire » qui caractérise les deux interventions, l'on présente des fiches narratives de quatre structures typiques impliquées dans le projet, c'est-à-dire une ESCO, une IMF, un incubateur et un prestataire de services. Le choix dépend de la représentativité du cas spécifique et de la disponibilité des informations. Ci-après, la liste des structures identifiées avec la raison du choix :

- **PARI – PMBF :** c'est le cas d'une IMF dont la subvention a permis de lancer un produit d'épargne qui n'était pas disponible auparavant ;
- **PARI – JGH :** ce cas montre le travail d'une structure qui a introduit une innovation au niveau du secteur agricole, le *Yolse*, et également un type de collaboration avec une IMF ;
- **CE4PR – AES :** c'est le cas d'une ESCO qui a reçu la subvention du fonds FERR/BF et également bénéficié d'un crédit de la plateforme LDCIP ;
- **CE4PR – 2Minvest :** c'est le cas d'un incubateur dont l'activité permet de mieux comprendre les éléments de succès et les éléments de difficultés dans la logique des PBA utilisés par les projets.

En dépit des limites évoquées, l'équipe a fait en sorte de rencontrer toutes les catégories de bénéficiaires, y compris les femmes et les catégories vulnérables. La méthode d'entretien a garanti aux bénéficiaires finaux de s'exprimer librement dans leur langue maternelle, individuellement et dans un contexte protégé. Tous les partenaires d'exécution ont également eu l'opportunité de présenter librement et sans limites leurs observations et opinion par rapport à l'exécution des projets.

### 3.5. Limitations et défis

La principale contrainte de l'évaluation a été **le contexte sécuritaire**, qui a empêché de conduire une enquête statistiquement représentative auprès des bénéficiaires. Cela signifie que, en ce qui concerne les indicateurs de diffusion, adoption et utilisation des solutions digitales proposées par le projet, **l'équipe d'évaluation n'a pas pu trouver une contre-vérification directe des chiffres disponibles dans les rapports de projet auprès d'échantillons de bénéficiaires, mais seulement auprès de certains des partenaires d'exécution.**

Un autre grand défi a été l'évaluation simultanée des différentes interventions avec des contraintes temporelles et des ressources disponibles limitées. En outre, il a été nécessaire d'harmoniser les exigences du client avec celles du bailleur, et finalement d'adapter les approches d'une évaluation finale à une évaluation à mi-parcours (bien que lors de la phase finale d'exécution). Même si la coordination est effectivement unique, deux équipes différentes sont en charge des activités. De plus, certaines figures clé ont quitté leur poste et l'équipe d'évaluation a pu entrer en contact avec certaines d'entre elles mais pas toutes.

Au final, la documentation disponible a été très vaste et détaillée. Toutefois, dans certains cas, les rapports des partenaires d'exécution ont été totalement ou partiellement inaccessibles. En général, **l'énorme quantité de documentation à traiter, avec des données non nécessairement uniformes a constitué une limitation majeure** qui a retardé le travail d'élaboration et de finalisation du rapport. En outre, dans un nombre limité des situations, il a été impossible de concilier ou de vérifier les sources utilisées dans l'élaboration des indicateurs de performances des projets. En effet, **certains indicateurs affichent des quantités qui dépassent largement les cibles prévues dans le Prodoc sans que ces résultats soient accompagnés d'une explication adéquate**, disponible dans les rapports des partenaires d'exécution. La limite principale de ces rapports réside dans la présentation des données trimestrielles qui parfois seulement sont cumulées avec les trimestres précédentes et cela sans explication claire de la méthode de calcul utilisée. Cet aspect est particulièrement évident dans le cas du projet PARI.



## 4. Constatations de l'évaluation finale projet PARI

### 4.1. Pertinence

Le programme PARI se présente comme une initiative du gouvernement du Burkina Faso dans le cadre de la réalisation de la PNDES. **La définition de ce projet est le résultat d'un véritable parcours de cocréation entre UNCDF et la contrepartie gouvernementale. Le projet répond donc fortement aux priorités du PNDS ainsi qu'aux objectifs des deux stratégies principales, la SNFI et la SN@DEN.** La valorisation des leçons apprises dans des projets précédents est ainsi évidente. Les visites auprès des bénéficiaires finaux et des intermédiaires financiers ont ainsi **confirmé la pertinence de l'approche de la digitalisation des services dans ce contexte d'insécurité des zones rurales.** La stratégie définie dans la théorie du changement propose une action qui cible les actions prioritaires pour le développement du marché, domaine infrastructurel excepté.

#### 4.1.1. Pertinence par rapport aux priorités nationales [EQ11.1 - EQ1.1]

**Alignement avec les objectifs du gouvernement du Burkina Faso.** Le Programme d'Appui à la Résilience économique et climatique des populations du Burkina Faso à travers les innovations financières et digitales (PARI) est **une initiative du Gouvernement du Burkina Faso avec le soutien technique et financier de United Nations Capital Development Fund (UNCDF) et de la Coopération Luxembourgeoise.** La pertinence du projet PARI est donc effective, vu que **le document de projet s'est basé sur les stratégies et politiques nationales** en la matière et sont cohérents avec les stratégies de la coopération luxembourgeoise et de celle de UNCDF.

Le projet PARI s'inscrit en effet dans un processus de cocréation. En particulier, **UNCDF a contribué à la rédaction de la Stratégie Nationale de Finance Inclusive - SNFI, dans laquelle est explicitement mentionnée l'importance digitale comme modalité d'intervention pour le succès de l'inclusion financière,** pilier fondamental de l'intervention du projet PARI. La rédaction de la Stratégie Nationale de Développement de l'Economie Numérique - SN@DEN 2018-2027 a également bénéficié de la collaboration avec UNCDF. **Le projet PARI s'est notamment basé sur la première orientation stratégique de cette SN@DEN** qui consiste à « développer l'infrastructure et à généraliser l'utilisation du numérique » pour permettre aux femmes, aux jeunes et aux agriculteurs d'utiliser de manière inclusive les services digitaux.

De par son objectif global qui est de « contribuer de manière durable à l'accroissement de la productivité et des revenus en tirant profit du potentiel des innovations digitales afin d'améliorer l'accès aux financements et aux opportunités économiques pour les femmes, les jeunes, les exploitants agricoles et les Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) », **PARI contribue largement à la mise en œuvre du Programme National de Développement Economique et Social - PNDES 2021-2025, notamment dans son Objectif Stratégique - 1,** pour son effet attendu - EA 1.1.2 « l'autonomisation économique des jeunes et des femmes exposés au risque de basculement dans l'extrémisme violent est renforcée » ; pour son **OS 3.1** « développer durablement un secteur agro-sylvo- pastoral, faunique et halieutique productif et résilient, davantage orienté vers le marché » ; PARI contribue à **l'EA 3.1.1** : « le secteur primaire contribue à la sécurité alimentaire, à l'emploi décent, à l'approvisionnement de l'agro-industrie nationale et est respectueux des principes de développement durable ».

**Pertinence par rapport au contexte pays.** Le projet PARI cible spécifiquement les zones rurales du pays, sans avoir des activités dédiées à la ville de Ouagadougou, où l'accès à des services digitaux est sans doute plus important. Le ciblage des régions de Centre-Est et Est, en particulier, permet de toucher des **zones où les indicateurs de pauvreté et d'insécurité sont très critiques.** La situation sécuritaire a obligé d'intégrer d'autres zones d'intervention, mais le focus rural, où le besoin d'inclusion financière digitale est plus important, a été maintenu. Dans un contexte d'insécurité, dans les zones d'intervention du projet, qui dure depuis longtemps, **l'offre de services et de produits digitaux est particulièrement pertinente au regard des besoins des personnes qui ne disposent pas d'un accès physique aux services financiers.**

**Alignement avec la stratégie du Luxembourg.** PARI est pertinent pour la Stratégie générale de coopération du Grand-Duché du Luxembourg – « En route vers 2030 », notamment dans ses thématiques 1 à 3 : « Améliorer l'accès à des services sociaux de base de qualité ; Renforcer l'intégration socio-économique des femmes et des jeunes et Promouvoir une croissance durable et inclusive » ; cela représente la base sur laquelle les Programmes Indicatifs de Coopération II et III ont été signés avec le gouvernement burkinabé.

**Alignement avec UNCDF.** Enfin, il convient de **rappeler que la formulation du projet PARI a eu lieu dans le cadre d'une initiative plus large, dans laquelle UNCDF a participé à travers des interventions précédentes** – voir, par exemple, le projet MAP. Le projet PARI contribue à plusieurs axes de travail de la stratégie IDE. Les objectifs du projet couvrent principalement **l'axe 2 d'innovation inclusive**, en ce qui concerne le développement du marché à travers le développement de nouveaux services financiers digitaux pour les femmes et les agriculteurs. Enfin, la prévision de 30 % des activités dédiées au travail avec le gouvernement correspond à ce qui est annoncé dans **l'axe 1 de la stratégie IDE**, c'est-à-dire de **contribuer aux politiques et règlementation en matière de digitalisation.**

**Prise en compte de la dimension de genre.** D'une manière spécifique, le projet PARI intègre bien la dimension de genre dans l'exposé des bénéficiaires finaux retenus. En effet, **les femmes, les filles et les jeunes ruraux font partie intégrante de ses cibles. Cela est confirmé par les actions** mises en œuvre sur le terrain, notamment en ce qui concerne l'éducation financière à travers les groupes d'épargne. Quant à l'inclusion des personnes souffrant de handicaps et au plein respect des droits de l'homme ; **le projet a adopté toutes les mesures nécessaires, même si des actions spécifiques adressées aux défavorisés n'étaient pas prévues.** Des formations en matière de droits humains ont été déroulées en faveur **de tous les membres des groupes d'épargne.**

#### **4.1.2. Pertinence par rapport aux groupes cibles [EQ1.2]**

Le PARI s'est efforcé adéquatement de répondre aux besoins des bénéficiaires finaux. Le choix de lancer des projets de digitalisation du monde rural au Burkina Faso s'inscrit dans la suite logique des initiatives antérieures et s'appuie sur les résultats acquis tels que MAP, qui a intégré le thème de digitalisation comme instrument d'inclusion financière ; YouthStart, qui a vulgarisé des produits d'épargne parmi les jeunes ; et particulièrement Agrifinance, qui a testé certaines solutions digitales pour les services financiers en zone rurale. Ces actions antérieures donnent **évidence d'un processus d'identification des priorités au niveau de la population cible lors de la phase de préparation du projet PARI.**

**L'avis des parties prenantes, directement et indirectement impliquées dans le projet, a confirmé la pertinence de l'approche de digitalisation aux besoins des populations ciblées.** La formulation du projet est appréciée positivement tant par les partenaires au développement que par les Incubateurs et les IMF, qui y ont trouvé des réponses à leurs besoins, notamment : l'élargissement des zones d'intervention en milieu rural ; l'achat et le stockage d'équipement ; l'augmentation de la clientèle et le renforcement des équipes techniques. **Il est de plus remarquable que cette approche soit également appréciée des partenaires d'exécution et des IMF qui ne sont pas directement impliqués dans le projet PARI.**

Les partenaires, les IMF et les prestataires de services rencontrés apprécient le projet PARI parce que *« il concrétise leur propre pertinence et améliore leurs performances ».*

**Pour les bénéficiaires finaux du projet, la pertinence est évidente :** *« l'habitude à épargner signifie une discipline encrée dans le groupe ; nous sommes organisés en groupes et accédons ainsi au crédit » ; « le problème d'écoulement de notre production d'oignons a trouvé une réponse ».*

#### **4.1.3. Pertinence de l'approche des théories du changement par rapport aux résultats prévus [EQ1.3]**

**La TOC du projet réside dans sa structure générale pertinente par rapport aux résultats prévus.** Cela dit, elle révèle, d'après l'analyse des évaluateurs, un certain nombre de limitations et de points faibles, en particulier concernant la définition des outputs à livrer ainsi que des outcomes, immédiats, intermédiaires et à long terme, à atteindre. En effet, ces limites ont demandé un travail d'adaptation et reformulation au moment de la préparation de l'évaluation.

En règle générale, **mettre en œuvre des actions stimulant tant l'offre que la demande, à travers des partenaires intervenant dans l'inclusion financière et l'innovation digitale, constitue une approche appréciée et partagée par les principaux acteurs au Burkina Faso :** pour cela, l'on peut affirmer que tant l'outcome 1, qui se focalise sur la demande, en particulier sur la résilience économique des femmes et des agriculteurs, ainsi que l'outcome 2, qui prévoit un effet sur la création d'emplois suite à un meilleur accès à des services digitaux pour les entreprises, sont clairement pertinent.

**L'approche** consistant à renforcer les groupes d'épargne, à travers l'éducation financière et la digitalisation des transactions, **et le lien** entre digitalisation des services dans la filière (output 1.2) et les transactions des TPE et PME (output 2.1 et 2.2) **représentent des axes de changement pertinents au regard de l'objectif global affiché.**

En conclusion, **l'objectif final est pertinent vue sa volonté de contribuer à renforcer la résilience économique des femmes, des jeunes et des exploitants agricoles**, opérant dans un contexte de pauvreté et d'insécurité, à travers l'impulsion d'une économie digitale et de production plus solide et dynamique.

## 4.2. Cohérence

Le projet a été préparé et réalisé dans **un contexte de forte intégration des différentes initiatives d'UNCDF dans la cadre d'une approche pays. Cela a garanti la cohérence de PARI avec les autres initiatives d'UNCDF et le système des Nations Unies, ainsi que la cohérence d'action avec la contrepartie gouvernementale.** Une interaction avec le gouvernement a été maintenue malgré les changements de régime qui, inévitablement, ont représenté une difficulté.

### 4.2.1. Cohérence externe [EQ12.3] [EQ12.3]

**Cohérence avec la stratégie pays des Nations Unies.** Le projet PARI s'inscrit dans le pilier 3 du cadre de coopération des Nations Unies aux priorités nationales de développement : **croissance inclusive durable, emplois décent et sécurité alimentaire**<sup>14</sup>.

Sur la base du cadre stratégique d'UNCDF 2022-2025, le projet a été construit en cohérence avec les leçons apprises suivantes : i) la **transformation digitale est un facilitateur et un moteur pour trouver des solutions de financement et de développement ; ii) chaînon est manquant** entre le secteur de la microfinance et le secteur bancaire ; iii) il s'avère nécessaire de passer de la logique du projet pilote à une systématisation capable d'assurer **une montée en puissance**. Toutefois, concernant ce troisième point, la mise en œuvre du projet n'a pas pleinement confirmé la cohérence avec cette approche : en effet, si la dimension d'accès aux services financiers (ouverture et utilisation des portefeuilles digitaux) a déjà prouvé son efficacité (les groupes d'épargne ont été renforcés), par contre, d'autres initiatives constituent encore des pilotes, comme par exemple la facturation digitale ou la digitalisation des chaînes de valeur agricoles.

Les autres éléments de cohérence du projet avec les stratégies des Nations Unies sont disponibles dans le chapitre 6.2.1 sur la cohérence externe de la stratégie IDE

**Cohérence avec les initiatives d'autres acteurs de coopération.** Les activités du projet PARI ont été en cohérence avec d'autres initiatives d'inclusion financières mises en place dans le pays. **Un travail d'analyse au préalable des initiatives en cours a permis d'identifier des collaborations envisageables** avec d'autres initiatives de la coopération luxembourgeoise, comme le projet Agriplus, l'initiative SOS Faim de soutien à l'économie forestière et le programme d'inclusion financière d'ADA (2017-2021) ; les programmes de soutien dans les zones périphériques et frontalières (financement UE), et le projet PADEJ-MR Projet de soutien à l'emploi des jeunes et développement des compétences en milieu rural (financement BAD 2018-2023). Une activité spécifique du projet PARI a contribué à la mise en œuvre d'une composante du programme PADEL (voir section Efficacité PARI).

Le partenaire ST-PIF a confirmé **la cohérence entre PARI et le projet PAIF-PME de la Banque Mondiale**. Une campagne d'éducation sur la finance digitale a été réalisée dans le cadre du PAIF. Les deux initiatives, PARI et PAIF, ont contribué de façon complémentaire au renforcement du fonds FAARF, à travers l'assistance technique pour les procédures d'octroi du crédit (PARI – composante 4 du PADEL) et l'adoption du système d'information et gestion (PAIF).

Le projet est de fait **cohérent avec les initiatives d'autres bailleurs qui financent l'UNCDF**. D'un côté le PARI est le résultat des projets Agrifinance, MAP, MM4P et, de l'autre, il est explicitement complémentaire au regard d'autres initiatives, telles que : UNFPA - pour renforcer la dimension genre -, Weeong Pani - pour renforcer la dimension agricole et forestière - et TELBA - afin de doter le pays d'un fonds de garantie comme support aux financements à octroyer.

<sup>14</sup> Rapport annuel 2022 Nations Unies au Burkina Faso – UN Sustainable Group

#### 4.2.2. Cohérence interne [EQP 2.1 - EQP2. 2]

La mise en œuvre d'une stratégie UNCDF au niveau du pays a été le point de départ pour la formulation du PARI<sup>15</sup>. **L'intégration opérationnelle entre les différents projets (en particulier entre PARI et CE4PR) est la confirmation de la recherche d'une cohérence interne, voire d'une complémentarité dans l'action.** Cependant, cela a parfois rendu plus difficile l'attribution des résultats et l'analyse d'efficacité/efficacités de chacun des deux projets. La relation institutionnelle avec le ministère de la Transition Numérique et le ministère de l'Économie et Finances a contribué à renforcer la cohérence avec la stratégie IDE globale - notamment via l'élaboration et la validation IDEs.

**Les documents de projet et de partenariat confirment la cohérence entre le projet PARI et CE4PR financés par le Luxembourg.** S'agissant de deux ministères distincts en charge des deux projets - Affaires Étrangères et Environnement ; **l'aspect de la digitalisation constitue un terrain commun mais dans le cadre d'objectifs spécifiques différents** - la résilience économique, côté PARI, et l'adaptation/atténuation au changement climatique dans le cas du CE4PR. Par ailleurs, il est clair que la digitalisation est conçue par le Gouvernement du Luxembourg comme un moyen pour développer une économie plus résiliente, en particulier vis-à-vis des groupes les plus vulnérables.

Sur le terrain, **les synergies entre le projet PARI et les projets de la coopération luxembourgeoise**, notamment Agri+ (refinancement des IMF, ligne de crédit et fonds de garantie pour les OP et les PME, renforcement de capacités des OP) **ne sont pas observées**. Des rencontres de partage de leçons et de bonnes pratiques ont certes eu lieu sans que l'on enregistre de synergies opérationnelles sur le terrain. **Un partenariat spécifique basé sur un relais de financement des jeunes PME naissant des groupes d'épargne aurait pu se développer** pour mieux répondre aux besoins financiers de ces bénéficiaires du projet dont les activités économiques grandissent.

### 4.3. Efficacité<sup>16</sup>

#### 4.3.1. Réalisation de l'output 1 et atteinte de l'outcome 1 [EQP 3.1a et b]

Les indicateurs disponibles affichent clairement **de bons résultats quantitatifs, qui vont au-delà de ce qui était attendu, pour l'output et l'outcome 1.1 de renforcement de l'épargne digitale auprès des femmes rurales**. Les deux IMF supportées ont efficacement inclus des femmes, membres de groupes d'épargne, à travers l'animation de leurs agents, l'éducation financière par les biais digital, la participation aux groupes d'épargne et l'ouverture des portefeuilles digitaux pour les transactions des groupes et au niveau personnel. **De manière générale, tous les indicateurs de résultat ont dépassé les cibles indiquées.**

La composante de soutien au secteur agricole a effectivement permis d'atteindre le résultat en pourvoyant des services digitaux innovants aux agriculteurs. **L'outcome 1.2 d'utilisation des services digitaux a été largement atteint, bien que la connaissance des services digitaux ne semble pas très effective auprès des utilisateurs finaux.** L'initiative de digitalisation de trois filières et les services des IMF et Fintechs ont toutefois permis d'atteindre trois fois le nombre d'utilisateurs attendu.

**Output 1.1 : de nouveaux services financiers digitaux et des produits d'éducation financière / digitale à destination des femmes et des jeunes filles sont pilotés.**

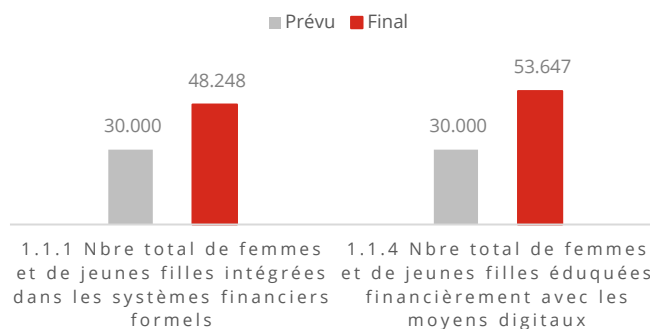
<sup>15</sup> Cela est évident si l'on considère l'historique de l'action UNCDF au Burkina Faso (sources : entretiens avec l'ancien chef de projet, le chef en opération et le responsable pour la sous-région).

<sup>16</sup> Quant autres critères : Efficacité, Efficience, Impact et Durabilité ; les indicateurs de réalisation tirés des rapports présentés au gouvernement burkinabé, avec l'indication d'un pourcentage de réalisation ont été exploités ainsi que les rapports des partenaires de mise en œuvre. Ce pourcentage est le résultat d'un calcul mathématique du chiffre final déclaré dans le rapport en fonction du chiffre prévu dans le ProDoc pour le même indicateur. Les rapports PARI présentent également un taux d'exécution physique qui n'est pas utilisé dans cette section et dont l'équipe d'évaluation fournit ses constatations dans la section « efficacité ». Finalement, les indicateurs du ProDoc ont été utilisés avec leur formulation, mais certains sont utilisés pour vérifier le niveau d'outcome, plutôt que d'output, parce que cela apparaît plus approprié sur la base de la reformulation de la Théorie du Changement (Cf. Livrable 2). Pour la même raison, certains indicateurs d'outcome prévus dans le ProDoc et utilisés dans le rapport sont exploités lors de l'analyse d'impact de cette évaluation, parce qu'ils sont pertinents comme outcomes à moyen terme. Les données des rapports de projet réorganisés selon les outputs et outcomes revus sont disponibles dans l'annexe 3

**Livraison des produits/outputs.** D'après les informations collectées, tous les indicateurs choisis pour mesurer l'output 1.1 ont dépassé les cibles indiquées dans le document de projet.

En termes d'inclusion financière, plus de 48 000 personnes ont reçu des services financiers, ce qui correspond à 60 % en plus de la cible (30 000).

En outre, plus de 53 000 femmes et jeunes filles ont bénéficié de 6 modules d'éducation financière, grâce à la mise en place d'outils digitaux. (Réf. Annexe 3, Tableau 1 – PARI – Indicateurs output 1.1 dans le rapport final).



Plus en détails, l'activité de **sensibilisation et mobilisation** des groupes d'épargne réalisée par les IMF a effectivement permis : la création de plus de 4 000 de groupes d'épargne (2 500 FCPB et 1 500 PMBF) rassemblant plus de 80 000 membres, et l'ouverture de plus de 900 comptes d'épargne au profit des groupes d'épargne. Pour ce qui touche à **l'éducation financière**, les IMF ont bénéficié d'une Assistance Technique pour développer **des produits d'éducation financière digitalisés** ; six modules de formation ont été digitalisés et traduits dans les principales langues locales<sup>17</sup>. Plus de 200 **facilitateurs** identifiés par les IF ont diffusé des vidéos auprès de **53 000 personnes**.

L'output 1 s'inscrit dans un **cadre de collaboration directe avec le gouvernement burkinabé**, notamment pour ce qui concerne l'appui au FAARF - Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes - ; cela représente, en effet, **une source complémentaire de financement pour les groupes d'épargne animés par le projet qui renforce l'output 1.1**. A cet égard, le résultat le plus important est la réalisation d'un manuel de fonctionnement du fonds par un expert PARI, qui complète l'activité d'accompagnement du Secrétariat Technique pour la Promotion de la Finance Inclusive (ST-PIF), en vue de l'organisation de la Semaine mondiale de l'inclusion financière (Global Money Week) et pour la diffusion de la Stratégie Nationale de la Finance Inclusive 2019-2021 (SNFI 2019-2021).

**Implication des partenaires d'exécution.** Les questionnaires envoyés aux IMF confirment l'augmentation effective des services digitaux disponibles auprès des groupes d'épargne grâce au projet. Les deux IMF ont développé des produits d'épargne spécifiques pour les groupes d'épargne, telle que la « tontine digitale », ce qui a permis de formaliser l'épargne auprès des groupes par les biais du service digital. (Réf. Annexe 3, Tableau 10 – PARI - Réponses des IMF sur l'augmentation des services disponibles grâce au projet )

En particulier, une des IMF a confirmé **l'efficacité du renforcement de l'équipe d'agents impliqués dans la mobilisation des groupes d'épargne ainsi que l'amélioration du service grâce à la digitalisation** : l'animateur peut dès maintenant utiliser son dispositif pour dispenser la formation.

Afin d'appréhender la dimension et la qualité des services selon les différents partenaires d'exécution, des synthèses sont présentées dans les encadrés ci-dessous, rédigées sur la base des informations disponibles.

**Encadré 1 - PMBF**

- 1 119 Groupes d'épargne (GE) ont été créés rassemblant 26 685 membres dont 26 416 femmes, soit 99 %.
  - L'épargne mobilisée à l'intérieur des GE est de 228 506 615 FCFA (soit une moyenne par membre de 8 563 FCFA, ce qui n'est pas énorme) avec un montant de prêts internes d'une valeur de 125 005 800 FCFA accordé à 8 804 membres (soit 14 199 FCFA en moyenne/personne, ce qui est insignifiant).
  - 480 Comptes d'épargne ont été ouverts au sein de la PMBF-SA
  - 2 773 membres ont bénéficié du crédit institutionnel d'un montant de 341 480 000 FCFA dont 2 716 femmes (soit une moyenne de 12 797 FCFA par personne - insignifiant, mais bien accepté par les bénéficiaires qui sont au fait des personnes pauvres, dont les activités économiques sont également de faible ampleur)
  - 277 097 100 FCFA de prêts ont été accordés à 84 534 femmes membres de Groupe d'épargne pour la réalisation des activités génératrices de revenus en vue non seulement d'assurer la sécurité alimentaire de leur ménage, mais surtout d'assurer les besoins sociaux économiques du ménage.
  - 26 685 clients ont été éduqués par le biais du digital parmi lesquels 21 286 ont été inclus financièrement.
- Source : rapport final du partenaire d'exécution

<sup>17</sup> En mooré, foulfouldé, dioula et goumancema.



**Encadré 2 - JGH**

- 10 150 producteurs (dont 2 122 femmes), soit 20 %, ont été enrôlés par le biais du digital
- Plus de 300 millions FCFA de besoin de crédits enregistré sur la plateforme et 120 989 500 FCFA accordés sans garantie (soit une moyenne de 11 920 FCFA pour chacune des 10 150 femmes - un montant insignifiant pour les besoins et les intrants)
- Durant la pandémie de COVID, 226 femmes maraichères ont souscrit à Yolsé et bénéficié de crédit à hauteur de 10 166 000 FCFA et des formations techniques (soit une moyenne par personne de 44 982 FCFA, moyenne acceptable)
- Green Hope a pu améliorer le modèle économique de son service passant d'un rapport Revenus/Coûts de 0,72 à 0,86
- Le remboursement des crédits est effectif à 100 % avec un %PAR90 de 11 %.
- *Source : rapport final du partenaire d'exécution*

**Appréciation des bénéficiaires finaux.** Les bonnes performances affichées dans les rapports UNCDF sont confirmées par les partenaires locaux qui ont contribué à la réalisation des actions ; par contre, les bénéficiaires finaux interviewés lors des missions de terrain soulignent une **faible connaissance des innovations digitales développées**. Les réponses reportées soulignent une méconnaissance des outils : « nous n'en savons rien, on ne nous a pas parlé de cela ; mais sommes prêts à consommer les services et produits digitaux s'ils nous sont proposés ». Les bénéficiaires les plus jeunes (> 80 %) soulignent « attendre vivement ces produits digitaux, car cela nous évitera la paperasse et la manipulation des espèces en ces temps d'insécurité ». Certes, les bénéficiaires finaux comprennent l'importance des outils digitaux, mais **l'on souligne un décalage entre les résultats souhaités et les acquis**. Ce constat amène à remarquer **le manque d'un effort supplémentaire en termes d'information et de formation des bénéficiaires sur le statut et la qualité de l'offre qui leur était proposée**, ainsi seraient-ils en mesure de différencier les services et les produits reçus de ce qui leur était offert avant le projet. Du point de vue qualitatif, l'appréciation des clients est soulignée « Grâce aux formations, une discipline d'épargner est acquise, le crédit est réfléchi pour effectivement contribuer au développement de nos activités et pouvoir être remboursé dans les délais ». Si la satisfaction est affichée, il reste encore des besoins non couverts : « le crédit répond effectivement à nos petits besoins, mais nous en avons de plus en plus besoin en grand volume en fonction de la taille des activités. Ni le crédit de Groupes d'Epargne - GE -, ni celui de la IMF ne peut plus couvrir nos besoins »<sup>18</sup>. **L'implication d'institutions bancaires ou le développement de produits adaptés par les IMF, constituent d'autres activités nécessaires pour répondre aux besoins des entreprises grandissantes** ; ceci n'a pas été constaté par les évaluateurs.

**Outcome 1.1 – Amélioration de l'inclusion financière et de l'autonomisation économique des femmes et des jeunes filles favorisées par l'usage des services digitaux**

Les informations collectées permettent d'apprécier dans quelle les outputs d'inclusion financière des femmes dans les groupes d'épargne, et d'éducation financière, ont effectivement permis d'atteindre les *outcomes* d'augmentation de la **capacité de mobilisation de l'épargne au niveau des individus et des groupes d'épargne**, à travers des moyens digitaux (volume épargne formelle et informelle) et du taux d'adoption DFS et portemonnaies digitaux, à savoir **l'utilisation effective des produits diffusés**.

A l'échelle nationale, on enregistre **une augmentation très importante du taux d'utilisation des DFS** (services financiers digitaux). Le pourcentage de la population nationale desservie est donc passé de 17,38 % (dont 7,72 % de femmes) en 2018 à 70,99 % en 2022<sup>19</sup> ; la cible du projet était de 27,38 %.

D'autre part, **le nombre de personnes disposant d'un porte-monnaie électronique** au niveau national a atteint 15 270 145 individus en 2022, quand ils étaient 6 965 729 en 2018<sup>20</sup>, soit une **augmentation de 119 %**. Il s'agit là aussi d'une augmentation qui dépasse largement les 10 % des prévisions initiales.

La dimension du phénomène (accès aux DFS et porte-monnaie électronique) est telle que ce résultat (*outcome*) est difficilement attribuable uniquement aux activités de projet. Toutefois, il est intéressant de remarquer que – si les

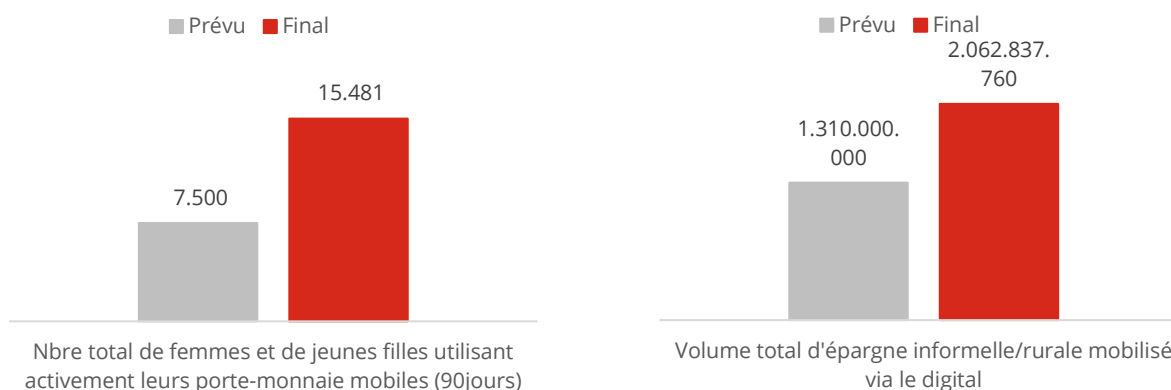
<sup>18</sup> Témoignages recueillis auprès des membres des GE –majoritairement femmes mais aussi d'hommes - au Plateau Central).

<sup>19</sup> Source : Rapport trimestriel PARI Q3 2022. Toutefois, il n'est pas disponible la source statistique concernant le nombre de personnes qui ont eu accès aux DFS.

<sup>20</sup> Le résultat final est de 15 270 145 d'utilisateurs de portemonnaie électronique en septembre 2022, sur une ligne de base de 6 965 729 en 2019, soit une augmentation de 119%. Le pourcentage de réalisation met en relation les 119 % atteint avec les 10 % prévu. Source : Rapport trimestriel PARI Q3 2022

données sont confirmées – **la dynamique de digitalisation au Burkina Faso est en train d'avoir un impact très important sur le plan macroéconomique.**

Au niveau des *outcomes* immédiats, directement liés aux activités du projet, le **degré d'adoption et d'utilisation des porte-monnaie mobiles** (avec un +206 % par rapport à la cible visée) **est confirmé**. L'épargne mobilisée au sein des groupes d'épargne dépasse aussi les prévisions, mais d'un pourcentage moindre (+157 %), ce qui signifie **une épargne moyenne par utilisateur au-deçà de la prévision**. (Réf. Annexe 3 Tableau 2 – PARI – Indicateurs outcome 1.1 dans le rapport final).



**Le niveau d'épargne mobilisée**, à travers ces multiples instruments, **est un résultat important**. D'autres services se sont développés, comme les petits crédits (environ 3 300 FCFA par crédit/en moyenne par personne soit 5 €) accordés aux membres des groupes d'épargne.

**Implication des partenaires d'exécution.** Les informations recueillies au niveau des IMF partenaires d'exécution, **confirment les résultats positifs en termes de nombre de clients**. Une IMF est passée de 1 000 à 25 000 utilisateurs de services digitaux entre 2019 et 2022 ; pour l'autre IMF, l'augmentation est effective mais sur une échelle beaucoup plus réduite, en passant de 500 à 625 utilisateurs (Réf. Annexe 3, Tableau 11 – PARI – utilisation de services digitaux dans les IMF impliquées). **L'épargne mobilisée a dépassé les cibles de contrat** (158 000 000 FCFA pour les deux IMF), en atteignant dans un cas 230 000 000 FCFA et dans l'autre 550 000 000 FCFA. Cela signifie qu'un tiers des 2 milliards d'épargne mobilisée par les GE l'ont été grâce aux instruments digitaux mis à disposition. Ces données n'ont pas pu être vérifiées par l'équipe d'évaluation.

**Appréciation des bénéficiaires finaux.** Les entretiens avec les **bénéficiaires finaux confirment une connaissance insuffisante des produits digitaux et de leur potentiel** : « si l'appétence des jeunes filles et femmes - bénéficiaires finaux pour les produits digitaux - est réelle ; elles n'en connaissant pas grande chose, n'en saisissent pas toujours la pertinence et ne les distinguent pas forcément des produits anciens »<sup>21</sup>. En outre, « l'intégration de ces bénéficiaires dans les systèmes financiers formels devrait être conçu comme un processus de longue durée car en milieu rural de mauvaises expériences ont été vécues avec l'intervention de pseudo structures d'épargne qui ont arnaqué ces cibles en collectant leur épargne et en disparaissant avec »<sup>22</sup>. On note encore de la prudence, voire de la réticence chez les plus âgées.

En matière **d'appréciation qualitative des produits financiers et non financiers reçus**, les bénéficiaires, membres des GE accompagnés par l'une des IMF au Centre Est (3<sup>ème</sup> cycle) témoignent : « les dossiers de demande de financement sont rapidement étudiés et le crédit arrive à temps pour nous permettre de travailler ; les montants demandés sont respectés et nous permettent de faire évoluer nos activités et même de grandir »<sup>23</sup>.

Même dans ce cas, il convient de souligner que les **bénéficiaires non suffisamment informés ne sont pas capables de saisir le concept des produits financiers digitaux et donc d'apprécier leur efficacité et utilité**.

<sup>21</sup> Source : TPE du Centre Sud et du Centre Est

<sup>22</sup> Source : Focus Groupe réalisés au Centre Ouest

<sup>23</sup> Source : une vendeuse de bouillie qui a pu augmenter sa production (de quelques litres de bouillie/jour produite est parvenue à produire actuellement plus de 100 litres/jour) grâce à des contrats verbaux avec les institutions - écoles, services techniques, etc.

Certains bénéficiaires du Plateau Central, par exemple, soulignent qu'ils ont « enregistré les modules de formation – éducation financière sur leurs smartphones et les visualisent de temps à autre »<sup>24</sup>. Des jeunes femmes de la périphérie de la ville de Manga au Centre Sud montrent qu'elles souhaitent « accéder à des produits financiers et non financiers digitaux pour plusieurs raisons : par exemple, pas de vols d'espèces, rapidité/pas de paperasses, etc. ».

### **Output 1.2 : nouveaux services financiers digitaux et réseaux d'agents à destination des chaînes de valeur agricoles pilotés**

**Livraison des produits/outputs.** Les indicateurs pour l'output 1.2 indiquent une bonne performance, avec **+150 % des chaînes de valeur digitalisées et +400 % des services financiers mobiles vulgarisés par rapport aux prévisions initiales**. Cependant, il est opportun de souligner que le nombre de chaînes de valeur cibles (2) ainsi que le nombre de services financiers mobiles (1) étaient des objectifs assez modestes, par rapport à l'évolution réelle du marché burkinabé (Réf. Annexe 3, Tableau 3 – PARI – Indicateurs output 1.2 dans le rapport final).

**Le nombre d'agents actifs fait, en revanche, exception.** Les 2 IMF, 4 Fintechs et une Agritech ont mobilisé presque 400 nouveaux agents de terrain (la cible était de 600, donc – 33 %). L'implication d'une Agritech a également permis d'installer plus de 110 nouveaux points physiques de paiement mobile en milieu rural.

**Les entretiens avec les partenaires confirment les produits affichés par les rapports UNCDF ainsi que l'effort organisationnel** pour renforcer la proximité avec des territoires éloignés et des couches de population défavorisée.

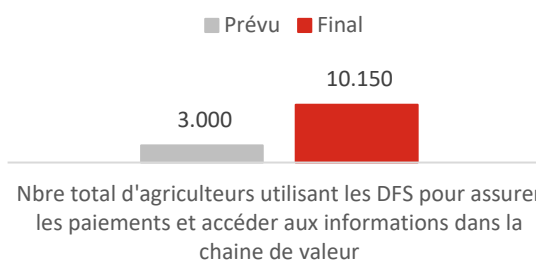
**Sur le terrain**, les bénéficiaires rencontrés ainsi que certains représentants des partenaires (PMBF et JGH) n'en ont pas connaissance ; **ils ignorent le lien entre l'offre de services et produits digitaux et les chaînes de valeur développées, accompagnées ou indiquées dans les rapports UNCDF.**

**Appréciation des bénéficiaires.** Le nombre d'agents est insuffisant par rapport aux cibles et aux nécessités sur le terrain. Plusieurs bénéficiaires méconnaissent les opportunités liées à la digitalisation et encore moins comprennent les bénéfices de la digitalisation liés à la transition digitale. Pour cela, les témoignages recueillis lors des Focus Groupes et les entretiens individuels relèvent que : « nous n'en avons pas reçu, nous n'en avons pas entendu parler ». Sur le terrain, **les paiements des services d'approvisionnement pour les différentes denrées commercialisées<sup>25</sup>**, principalement des céréales et des légumineuses tant pour l'alimentation humaine que pour le bétail, **sont assurés par des services de téléphonie mobile via des services de transfert de fonds** : « c'est plus rapide ; plus rassurant pour le fournisseur ; un transfert de fonds nous éloigne des risques de perdre des espèces en ces temps d'insécurité et cela fidélise le client qui sait que tu es solvable »<sup>26</sup>.

### **Outcome 1.2 : expansion de l'utilisation des innovations digitales, y compris la digitalisation des chaînes de valeur agricoles**

Les informations recueillies confirment que **le pilotage des innovations digitales a été efficace. Les agriculteurs**, qui y ont eu accès, **ont utilisé ces services** pour effectuer des paiements et trouver des informations (Réf. Annexe 3 Tableau 4 – PARI – Indicateurs outcome 1.2 dans le rapport final).

**Le nombre d'utilisateurs dépasse de plus de trois fois la cible prévue dans le ProDoc.**



**Implication des partenaires d'exécution.** Les mandats des partenaires Jardin Green Hope, de la Fautière des Caisses Populaires et de Yelen Assurance **ont permis de contribuer au montage des services souhaités** : trois services financiers de deuxième génération ont été développés et un service additionnel de *Coris Bank* a été appuyé à travers Cash Zone. Il s'agit de :

<sup>24</sup> Source : deux jeunes hommes membres d'un groupe d'épargne au Plateau Central

<sup>25</sup> Il s'agit notamment des stocks faits par les commerçantes et les éleveurs membres des groupes d'épargne.

<sup>26</sup> Témoignages recueillis auprès des femmes, des jeunes filles et des jeunes hommes accompagnés par une IMF.



- **Danaya Cash** (Mobil money) développé par la FCPB pour offrir des services et des produits innovants, adaptés et de qualité au profit de sa clientèle, en particulier la cible défavorisée, c'est-à-dire les femmes en milieu rural ;
- **Yolsé** (paiement mobil money) développé par Jardin Green Hope. Cette plateforme offre la possibilité d'effectuer le remboursement des crédits agricoles contractés auprès des IMF via mobile money ;
- **Yelen Mobile** (Paiement mobile money) développé par Yélen Assurance en vue du paiement des services de micro-assurances dans le domaine de la santé et de l'agriculture ;
- **Coris Money** (Mobil Money) service de banque mobile de Coris Bank pour faire des retraits, des transactions, des dépôts, paiement de facture, achat de biens et portemonnaie digital.

En termes *d'outcome*, à savoir d'appropriation de ces innovations par les partenaires d'exécution, il faut souligner que **la permanence des agents sur le terrain est confirmée au moment de l'évaluation**. L'adoption des services par des nouveaux clients va probablement perdurer ou augmenter dans le temps.

**Appréciation des bénéficiaires finaux. Certains services innovants sont appréciés par la cible concernée interviewée.** C'est le cas, par exemple, de l'AgriTech. Les productrices d'oignons du Vily au Centre Ouest indiquent qu'elles utilisent la solution mobile proposée par l'AgriTech pour accéder au financement de la IMF partenaire, remboursent le crédit des intrants contracté et écoulent leur production : « *avec celle-ci, nous n'avons plus de problèmes avec la IMF, car elle est notre intermédiaire, nous disposons des intrants à temps et avec l'écoulement des productions, nous remboursons sans problèmes* »<sup>27</sup>.

#### 4.3.2. Réalisation de l'output (produit) 2 et atteinte de l'outcome 2 [EQP 3.1c et d]

Au niveau des services aux entreprises, l'on retrouve une dynamique similaire à celle remarquée pour les groupes d'épargne. La performance du projet relative à **la mise à disposition des services digitaux (output) ainsi que leur utilisation ou leur adoption (outcome)** a été bonne. Remarquables à ce propos, sont **les niveaux des transactions digitales enregistrées**. La capacité de mobilisation de TPE est par ailleurs très efficace<sup>28</sup>. En revanche, **la capacité à mobiliser des financements a été faible et les niveaux souhaités ne sont pas atteints**. L'adoption de systèmes de facturation et transaction digitales n'a pas encore produit des effets remarquables sur l'accès au crédit. Les pilotes sur les thèmes du crédit *scoring* n'ont pas été lancés. Le financement d'une banque commerciale au bénéfice d'une PME agricole a été possible grâce à la mise en place d'une garantie auprès de la plateforme LDCIP.

L'output 2 et l'outcome 2 couvrent la composante de soutien aux entreprises du projet PARI, avec un ciblage spécifique aux TPME et PME.

##### **Output 2.1 : *des solutions (financières) digitales innovantes à destination des TPME sont pilotées***

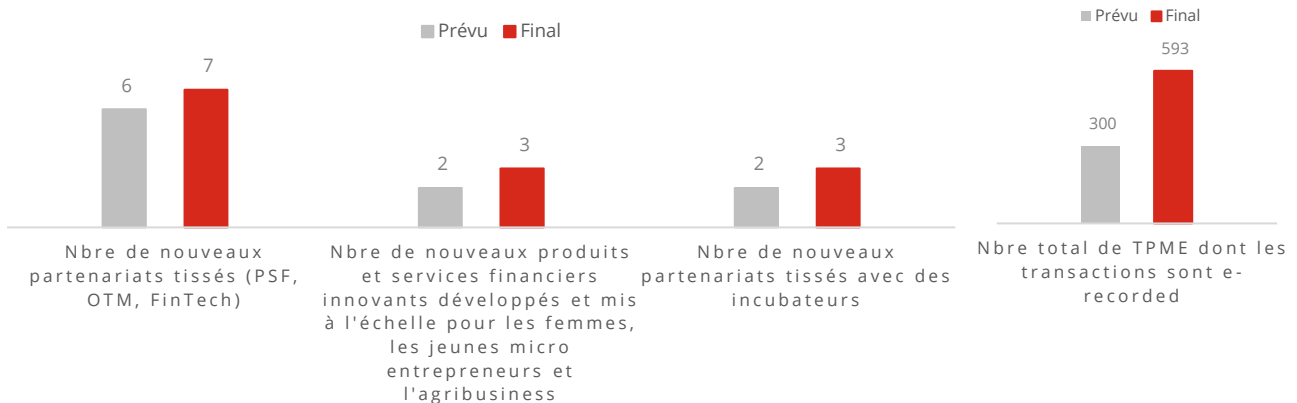
**Livraison des produits/outputs.** Les données collectées par l'équipe d'évaluation permettent d'apprécier deux niveaux d'action : i) la livraison des nouveaux produits et services pour les TPME du secteur agricole, et ii) le partenariat avec des incubateurs.

Une **très bonne performance sur le volet de mise à disposition des solutions financières digitales innovantes à destination des TPME est enregistrée**. Le **nombre de TPME qui enregistrent leurs transactions électroniquement** est presque le double par rapport à la cible initiale (*Réf. Annexe 3, Tableau 5 – PARI – Indicateurs output 2.1 dans le rapport final*). En termes d'output, le focus s'est concentré sur la création et la consolidation des TPE, la mobilisation de ressources pour les TPME, à travers des services financiers digitalisés, et la mise en œuvre de partenariats avec trois incubateurs.

<sup>27</sup> Témoignages recueillis auprès des productrices rencontrées en Focus groupe et individuellement.

<sup>28</sup> Ce constat s'appuie sur un contrôle qualitatif auprès d'un nombre limité des TPE et à partir des données relevées auprès des IMFs.

Des TPE ont été digitalisées et consolidées en nombre très élevé, selon les résultats de l'output 2.1, et, par la suite, l'outcome 2.1. Il s'agit effectivement des petites exploitations agricoles clients de JGH et Agrikit, ou des activités économiques portées par les membres.



**Implication des partenaires d'exécution.** Deux prestataires de Services Financiers (Agrikit et SVEA) ont été recrutés pour la mise en place de services financiers pour les femmes et les jeunes micro-entrepreneurs. Au total **524 producteurs et MPME ont été formés, géolocalisés et mis en relation (par les points focaux) avec les IMF** pour l'acquisition d'équipements, ce qui était le principal besoin identifié. En particulier **presque 100 MPME ont bénéficié d'équipements agricoles grâce à un financement de plus de 200 millions de FCFA** accordé par les IMFs FCPB et Graine Sarl.

Le prestataire de services ITOF a assuré la **digitalisation des transactions** des presque 600 TPME, grâce à l'application ITOF (*Informal To Formal*). 80 % (soit 468 TPME) sont des entreprises promues par des travailleurs indépendants et informels ; 20 % sont des PME de plus grande taille qui ont effectué plus de 1 600 transactions digitales.

**Les informations recueillies auprès des partenaires, témoignent des bonnes pratiques des deux partenaires et confirment les résultats affichés ci-dessus.**

**Encadré 3 - RIGO FASO**

Déploiement d'une Plateforme de mise en relation des artisans du secteur informel avec les clients sur le marché du travail.

- 980 artisans et travailleurs indépendants ont été enrôlés dans la ville de Ouagadougou répartis dans plusieurs domaines artisanaux tel que l'électricité, la plomberie, la soudure, la menuiserie etc. ;
- Pour accélérer l'enrôlement, 1 accord de partenariat a été signé avec la Chambre de Métiers du Burkina Faso (CMABF).

Source : rapport final du partenaire d'exécution

**Encadré 4 - ITOF - Informal To Formal**

E-recording des MPME. Développement d'une application de gestion simplifiée et digitale à l'usage des secteurs informels.

- Le fichier des enrôlements enregistre 582 MPME dont 114 PME (20 %) et 468 travailleurs indépendants et entrepreneurs issus du secteur informel (80 %) ;
- Le fichier des transactions des MPME enregistre un total de 1 641 transactions effectuées ;
- Le protocole d'accord est signé avec la Générale de la Microfinance SA (GM SA) pour le financement des PME.

Source : rapport final du partenaire d'exécution

Trois **incubateurs** sélectionnés sur une quinzaine de structures identifiées ont signé des contrats avec le projet PARI : Switch Maker, SiraLab et Incub@UO. Le personnel a été renforcé techniquement : des groupes entre 40 et 49 personnes ont reçu une formation sur les solutions mobiles et le web, le partenariat avec le secteur Fintech et les investisseurs de la place, les technologies de Blockchain, Big Data, Mobile first, Objets connectés ainsi que l'Intelligence artificielle.

### Certains points critiques ont été relevés dans la mise en œuvre des services développés par les incubateurs.

En particulier, l'un des incubateurs visités, grâce à la subvention PARI de 100 000 USD, a investi dans la mise à point d'une plateforme digitale dédiée à l'accompagnement d'étudiants en fin de cycle et à la création d'emploi ; sur les **100 étudiants accompagnés, seulement 5 Startups ont vu le jour (5 %)**, et celles-ci sans atteindre les financements par des institutions financières conformément aux prévisions. **Il serait nécessaire se pencher sur les causes de cette efficacité limitée : en termes de outcome, 20 000 USD pour la constitution d'une start-up apparait sans doute très élevé par rapport aux bonnes pratiques internationales.**

**Appréciation des bénéficiaires finaux.** L'accompagnement PARI a concerné des TPE existantes et la totalité des personnes rencontrées lors des entretiens individuels le confirme « *c'est le soutien au renforcement de la TPE qui a été reçu et non le soutien à la création* ». Sur les trois incubateurs accompagnés, **un seul incubateur a accompagné des jeunes universitaires à créer des entreprises** : leur nombre demeure insignifiant par rapport aux TPE existantes accompagnées.

**Outcome 2.1 : installation et création de très petites et micro entreprises (TPME) à travers l'amélioration de l'accès aux services financiers et non financiers intégrés ;**

**Les informations disponibles confirment que le nombre de TPME qui ont consolidé leurs activités grâce au projet est plus élevé par rapport aux prévisions (Réf. Annexe 3, Tableau 6 – PARI – Indicateurs outcome 2.1 dans le rapport final)**

- Nombre de TPME créées et consolidées - **1 361 sur une cible de 300** (76 % de femmes ; 17 % de jeunes)
- Nombre d'emplois consolidés et créés - **1 899 sur une cible de 900**
- Nombre de MPME utilisant des produits financiers et non financiers innovants développés - **1 870 sur une cible de 150** (42 % de femmes)

**Le projet a atteint un nombre élevé grâce à l'implication des très petites activités économiques promues par des membres des groupes d'épargne.** Ces groupes se distinguent par leur dynamisme et leur rôle moteur dans le développement et la promotion d'initiatives économiques et sociales. Les groupes d'épargne permettent également de cibler les femmes, même si des effets sur la création d'emploi ne sont pas évidents.

**La petite dimension des activités concernées influence les effets sur la création d'emploi.** Même si le projet a doublé sa cible initiale, en moyenne, on enregistre la **création de moins de 1,5 emploi créé par TPE consolidée (1 900 emplois pour 1 350 TPE), contre une prévision de 1 : 3 (900 pour 300 entreprises).**

**Implication des partenaires d'exécution.** Sur le terrain, **100 % des entretiens réalisés montrent que le soutien du PARI a été en faveur du renforcement/consolidation des TPE et non de la création de nouvelles entreprises.**

Les contrats des incubateurs définissent le nombre d'incubés à accompagner et incluent la liste d'entreprises à incuber. Toutefois, ceux-ci affichent des objectifs seulement en termes de formation à livrer et non de création d'entreprises. Cela constitue une faiblesse sur le plan méthodologique. En particulier :

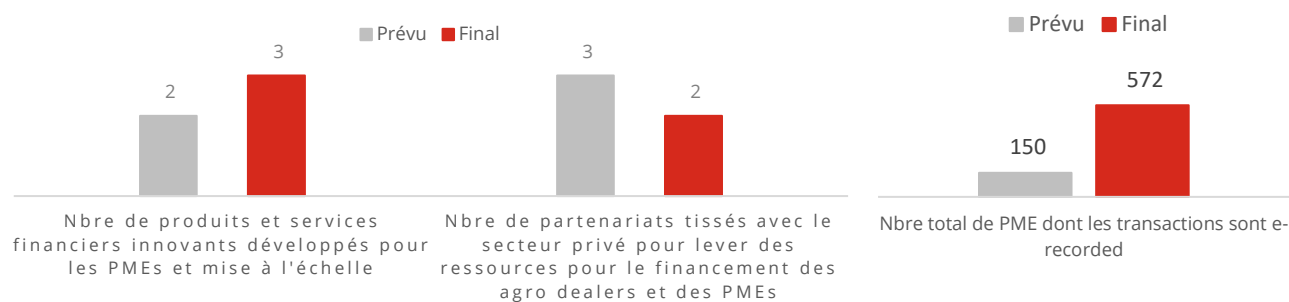
- **Stratégie d'intervention** : selon l'approche « faire faire », les partenaires de mise en œuvre sont recrutés sur la base d'appels à projets là où ils sont ; des entreprises existantes et en fonction ont pu répondre. Cela limite le champ d'intervention dans les contextes les plus fragiles où certaines zones sont inaccessibles et aucune entreprise n'intervient. Ce choix n'a pas non plus permis au projet de soutenir la création d'entreprises, ce qui demande sans doute des délais plus longs que celui d'un projet classique
- La liste des TPE à accompagner est dressée par le projet et le rôle des incubateurs dans le choix des bénéficiaires est faible ; ce qui minimise, voire annule l'implication de l'incubateur dans la définition des critères de choix et les responsabilités à confier aux TPE. Cela a eu un **effet négatif sur la motivation des TPE incubées et n'a pas permis le renforcement des relations entre les structures d'appui et les TPE**, comme l'a déclaré par le responsable d'un incubateur qui « *regrette de n'avoir pas pu aller jusqu'au financement des entreprises qui ont été confiées ; les jeunes promoteurs incubés le lui reprochent* ».

Dans ces conditions, avec la finalisation du projet, **le processus d'accompagnement s'est brusquement interrompu.** La formation a été assurée et le plan d'affaires élaboré et mis à jour, mais **les TPE éprouvent des difficultés d'accès aux financements** : elles risquent de perdre confiance dans les structures d'appui et un bon nombre abandonnent.

**Appréciation des bénéficiaires finaux.** La grande majorité des TPE rencontrées ont des employés ; grâce au financement reçu de l'IMF partenaire, celles-ci ont pu recruter du personnel additionnel<sup>29</sup>. La majorité des employés est représentée par des jeunes filles et jeunes garçons.

**Output 2.2** *Des nouveaux services financiers digitaux et des partenariats financiers sont pilotés pour accompagner les PME*

**Livraison des produits/outputs.** Les indicateurs relatifs au pilotage des services aux PME montrent que **un nombre important d'entreprises ont digitalisé leurs transactions** (Réf. Ann.3, Tableau 7 – PARI – Indicateurs output 2.2 dans le rapport final). Cela est allé au-delà des cibles affichées dans le ProDoc. Dans le tableau qui suit, il est possible d'apprécier les différentes typologies de produits : les services innovants développés ; les partenariats tissés avec



les opérateurs privés ; la dimension des transactions e-recorded.

Les réponses à **donner aux besoins réels des PME** portent sur l'identification **et l'affinement des modalités d'accès au financement des PME.**

**Les actions d'assistance technique aux banques pour rapprocher l'offre et la demande de services et produits financiers ont été limitées à la réalisation d'une stratégie de soutien à l'écosystème des MPME et PME et à la mise à disposition de ressources financières pour deux partenaires : Coris Banque Internationale et la société coopérative Faso Dombé.**

#### Encadré 5 – Coopérative Dombé

Le financement de la société coopérative est le seul cas de financement d'une banque commerciale réalisé grâce à l'assistance du projet PARI. La mise à disposition d'une garantie par l'UNCDF sur la plateforme LDCIP a facilité le déblocage de l'opération. Services et produits fournis :

- Le soutien du LDCIP à la mise en place d'une garantie de 84 500 000 FCFA pour la couverture de 2 prêts ;
- Un prêt court terme de 50 millions de FCFA - pour l'approvisionnement en riz paddy destiné à la transformation ;
- Un prêt moyen terme de 72 millions de FCFA - pour l'acquisition d'une nouvelle rizerie - accordé par Coris Bank à la société coopérative ;
- Un prêt direct de 50 millions en complément au prêt CT par Coris Bank.

Source : rapport du projet

**Outcome 2.2 : *Accroissement de l'offre de financement adapté aux PME vertes du chaînon manquant 'missing middle'***

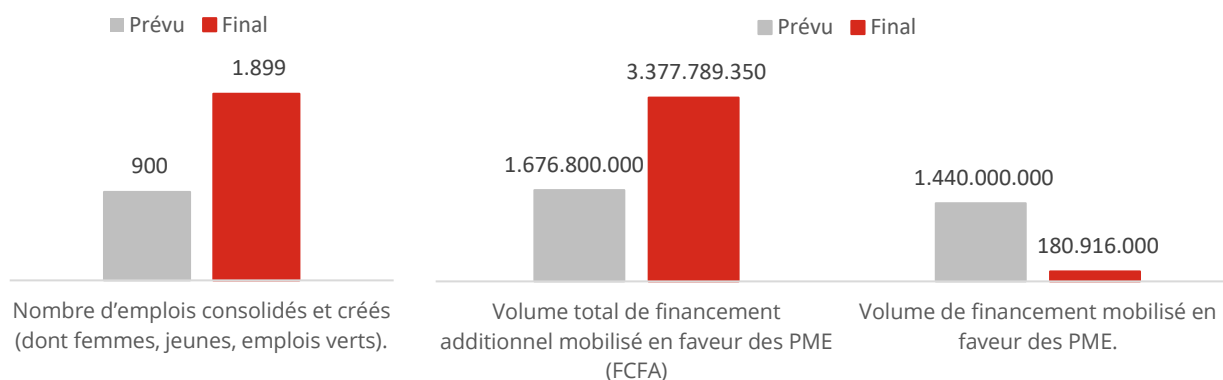
L'analyse de l'outcome se focalise sur la capacité de permettre une levée de fonds additionnelle pour les entreprises impliquées, ainsi que l'accès à des services financiers plus sophistiqués, grâce à la digitalisation des opérations, notamment le crédit digital via un scoring digital.

Les données analysées mettent en évidence **l'efficacité des actions du point de vue quantitatif, tels que les nombres d'emplois consolidés et créés par les entreprises (doublé par rapport à la cible initiale).** En revanche l'outcome sur **le volume de financement mobilisé en faveur des PME affiche des données qui ne sont pas alignées entre eux. Le financement directement mobilisé en faveur des PME se limite à 13% des prévisions,**

<sup>29</sup> Voir le cas de la blanchisserie au Plateau Central qui a pu recruter une deuxième personne et acheter du matériel.

**mais le financement additionnel mobilisé est le double par rapport aux prévisions.** En effet, un détail de l'origine de ces chiffres n'est pas directement disponible. Comme reporté dans l'encadré sur la Coopérative Faso Dembe, l'implication de la plateforme d'investissement interne à UNCDF, LDCIP, a permis de garantir la mobilisation de ressources additionnelles pour au moins une entreprise ; le constat souligne que l'implication du **secteur financier dans le contexte d'intervention est possible mais demeure encore un défi** pour ce qui concerne la prise des risques et la connaissance des enjeux de marché par les différents interlocuteurs. Au moment de l'évaluation, **aucune des institutions financières contactées n'a entamé de procédures pour se doter d'un système de crédit scoring.**

Au moment de l'évaluation, **aucune donnée ne n'a permis de suggérer que la digitalisation des transactions avait un effet direct sur l'accès au crédit des cibles** (Réf. Annexe 3, Tableau 8 – PARI – Indicateurs outcome 2.2 dans le rapport final).



**Appréciation des bénéficiaires finaux.** L'accès aux ressources financières reste une priorité et plusieurs difficultés sont encore loin d'être surmontées, comme l'ont rapporté les personnes interviewées<sup>30</sup> : « Démarré en tant que TPE, leurs activités ont pris de l'ampleur et les besoins sont de plus en plus spécifiques » ; « les emboucheurs de bovins du Plateau Central ne demandent même pas de crédit au GE car il est trop inadapté à leurs besoins » ; « la commerçante de pagnes au Centre Sud a besoin de plus de 300 000 FCFA par campagne de 6 mois, elle s'approvisionne dans des pays voisins et a besoin de plus de fonds pour cela » ; « les commerçantes de céréales et légumineuses vivrières du Centre Est ont besoin de plus de fonds pour constituer des stocks et vendre à des périodes propices ». Cette offre n'est pas encore possible au niveau de la IMF interviewée : il faudrait que les PME sortent des groupes d'épargne pour accéder à une offre individuelle, ce qui aurait sans doute des conséquences sur les GE, mais aussi sur l'IMF. **La question de l'utilisation des produits financiers et non financiers innovants est bien réelle**, même si les bénéficiaires finaux ne les nomment pas ainsi.

#### 4.3.3. Réalisation de l'output (produit) 3 [EQP 3.5]

##### Output 3 Gestion des connaissances

**Livraison des produits/outputs.** L'organisation des ateliers et des notes de capitalisation est de 3 à 5 fois plus élevée que ce qui était prévu (Réf. Annexe 3, Tableau 9 – PARI – Indicateurs output 3 dans le rapport final). Des activités de gestion des connaissances ont été réalisées comme transversales aux outputs 1 et 2 aussi. La réalisation de plusieurs ateliers a permis la **capitalisation et le partage des acquis avec toutes les parties prenantes** dans un contexte ponctué par la crise sanitaire et la situation politique d'instabilité institutionnelle du pays, ce qui a demandé beaucoup d'efforts de communication pour mettre l'accent sur les thèmes liés à l'inclusion financières, la transition digitale et la création d'emploi.

**Implication des partenaires d'exécution.** Les partenaires du projet ont contribué à la préparation des différentes initiatives. Leurs rapports d'activités ont servi de **source d'information importante** pour la publication d'articles, la conception et la réalisation de capsules vidéo et la réalisation de l'étude sur les services financiers digitaux au Burkina Faso.

<sup>30</sup> Source : membres des GE, 3<sup>ème</sup> cycle – février 2023

**Appréciation des bénéficiaires finaux.** D'après les informations recueillies sur le terrain, il semble que les activités de gestion des connaissances soient effectivement arrivées aux **bénéficiaires finaux**, notamment les femmes, les jeunes filles et les petits producteurs **en milieu rural**. Leurs témoignages sont exploités, les images présentées sont les leurs, etc. En revanche, le fait que cette action ait amélioré leurs activités et/ou permis d'accéder à l'offre de produits financiers et non financiers digitaux reste à analyser.

#### **4.3.4. Facteurs qui ont influencé la réalisation des résultats escomptés [EQP 3.4]**

**Facteurs externes.** Le projet a été mis en œuvre dans un contexte de forte instabilité politique et au cours de la pandémie mondiale de COVID19. **Les deux aspects - sécurité et pandémie - ont fortement impacté la capacité de déplacement des membres des équipes et des partenaires d'exécution**, en particulier dans certaines régions cibles tel que l'est. **Les acteurs ont effectivement élargi le champ d'action** des interventions supporté par le projet PARI à d'autres régions.

Le contexte politique au moment du lancement des activités était très favorable à la mise en œuvre des interventions sur la digitalisation, grâce à un partenariat réel avec les Ministères concernés. L'implication du gouvernement est confirmée mais le changement des interlocuteurs a réduit l'efficacité de son action de support, y incluse l'adoption de la grille IDES.

**Facteurs de marché.** **Les deux partenaires de projet, la FCPB et la PMBF**, sont bien représentés sur le territoire national et ont une forte expérience en matière d'accompagnement des populations du monde rural, notamment les femmes, les jeunes et les petits producteurs. Ils connaissent bien leurs besoins et parviennent à adapter leur offre de services et produits financiers et non financiers. **Le projet PARI a contribué à faciliter leur action.**

**L'existence d'innovateurs qui proposent des solutions numériques** (Fintech et Agritech) pouvant résoudre les problèmes quotidiens des populations vulnérables au dernier kilomètre et surtout l'expertise de haut niveau de ces jeunes structures.

Une **demande** des services financiers et non financiers **de plus en plus mature** : la grande majorité des TPE accompagnées avaient déjà bénéficié d'un accompagnement d'une ONG ou d'un autre partenaire au développement qui leur ont appris à réfléchir sur le crédit, à l'évaluer, à élaborer un plan d'affaires, etc. La demande est devenue de plus en plus précise facilitant ainsi la réponse des IMF.

**Facteurs internes.** Le projet a joué un **rôle de pivot au centre de la stratégie nationale de digitalisation** de l'UNCDF. Ceci a permis de valoriser des partenariats existants dans les contextes d'autres projets afin de renforcer les initiatives du projet PARI. La section Efficacité fournit plus d'informations à ce propos.

La démarche choisie par le projet de **former des binômes de partenaires pour accompagner les cibles**, par exemple, la présence simultanée d'une Agritech et d'une IMF, a contribué à donner des réponses efficaces aux bénéficiaires.

La méthodologie EPC a donné la **primeur à la mobilisation de l'épargne avant l'accès au crédit** : cette méthodologie a permis aux membres des GE de savoir qui est effectivement capable d'épargner et de s'entraider à partir des montants mobilisés.

#### **4.3.5. Contribution de l'UNCDF : complémentarité avec d'autres programmes, renforcement des partenariats [EQP 3.2, 3.3, 3.5]**

**Renforcement des partenariats.** Le projet PARI a joué le rôle de projet de référence dans la collaboration avec les ministères en matière d'inclusion digitale. Il a permis d'organiser des ateliers et de promouvoir un certain nombre d'événements, mais de manière plus générale et peut-être davantage stratégique, le projet a contribué à une **concertation constante sur le sujet**. Les coups d'État et les changements gouvernementaux ont évidemment représenté une difficulté majeure, mais les responsables des ministères concernés ont confirmé l'interlocution avec l'UNCDF. **L'implication dans le processus d'alimentation et d'utilisation du score IDES en est un indicateur.** Le partenariat avec le Ministère de la Transition Digitale, Postes et Communication Électroniques apparaît solide. **Les différents départements sont impliqués dans le processus de réforme, et participent à l'alimentation de la IDES scorecard.** La participation est principalement en termes de mise à disposition des données mais le staff



concerné avoue ne pas savoir comment l'indicateur est techniquement construit à partir des informations qui sont mises à disposition.

**Le Ministère de l'Économie et de la Planification Financière reconnaît le rôle de l'UNCDF dans le processus digitalisation** qui fait partie des priorités gouvernementales. Cependant, les responsables souhaiteraient que **un renforcement sur le plan opérationnel du partenariat afin d'affermir les bases de durabilité des acquis déjà enregistrés.**

Concernant l'implication du **Secrétariat Technique du Programme d'Inclusion Financière ST-PIF, ce dernier déplore d'être informé dans le processus d'alimentation de la IDES mais pas effectivement impliqué.** Le secrétariat a participé à des formations en 2020 et 2021 sur la numérisation, organisées par le PARI, et ont été soutenu techniquement et financièrement par le PARI dans la réalisation de la Global Money Week. « *On a parlé d'IDES dans une formation, comme un résultat. On a vu le premier rapport, mais on ne sait pas qui a transmis les informations. Il était prévu d'avoir un groupe de travail dont le ST-PIF aurait eu un représentant, mais rien n'a été fait* ».

Sur cette base, on a enregistré des synergies et un renforcement des capacités d'institution de l'État au niveau de la SNFI, des ministères en charge des innovations digitales, etc. À travers des **cadres de concertation soutenus par UNCDF, plusieurs actions ont été coordonnées et renforcées.**

**Complémentarité avec d'autres programmes des Nations Unies.** Les synergies avec le PNUD, UNFPA (modules de formation sur la vie sexuelle et reproductive par exemple) sont réelles ; l'UNCDF a su faire passer des messages et instructions des projets et structures financés par les institutions paires des Nations Unies au profit de ses cibles. **Le projet a été réalisé dans le cadre d'une véritable stratégie Pays,** dont le PARI a été le moteur d'une intervention sur l'inclusion digitale qui est complémentaire avec les projets Weeong Pani et TELBA pour la digitalisation et contexte rurale, les projets PNUD et UNFPA sur l'inclusion des jeunes et femmes, et finalement le projet CE4PR pour l'accès aux énergies renouvelables. **Les projets ont partagé objectifs et ressources, afin de renforcer les contrats des partenaires d'exécution.** Cet aspect sera traité plus en détails dans la section sur l'efficacité.

**Sur le terrain, l'UNCDF n'est pas connu, le projet PARI non plus.** En effet, ce sont les partenaires de mise en œuvre qui sont connus des bénéficiaires finaux, ce qui augure d'une bonne base de durabilité de l'appui que ces partenaires développent.

**Sur le terrain, les synergies avec les autres projets financés par le Luxembourg sont timides, voire inexistantes.** Par exemple, les TPE accompagnées dans la région du Plateau Central ont pour problème spécifique l'approvisionnement en eau de production et en eau potable ; le projet PARI qui les soutient à travers l'action de la PMBF aurait dû développer une complémentarité d'action avec le CE4PR pour leur fournir un forage à pompe solaire pour répondre à leur besoin. De cette intervention couplée, plusieurs partenaires des deux projets allaient participer (IMF, ESCO, etc.). Des synergies avec Agri+, financé par le Luxembourg, pouvaient être mises en place pour financer les PME dont les capacités techniques et financières avaient été développées au sein du PARI (AGRI+ développe un fonds de garantie géré par des banques commerciales en mesure de financer les PME).

En interne, au sein même du PARI, **la complémentarité entre partenaires n'a pas toujours bien fonctionné** : une Agritech en témoigne : « *le recouvrement des créances des membres des groupes d'épargne constitués de productrices d'oignons m'incombe alors que je ne dispose ni du personnel, ni de l'expertise adéquats pour cette tâche* ».

**Dimension de genre et inclusion des catégories vulnérables.** Le projet n'a pas ciblé les femmes ou autres catégories vulnérables à travers une sélection spécifiques des bénéficiaires des activités, ni autres initiatives de discrimination positive. Ce **ciblage a été fait plutôt à travers l'implémentation d'activités utiles aux femmes ou avec une grande participation féminine,** comme les activités des groupes d'épargne ou l'offre de services de transactions digitales. Ce dernier service a été jugé pertinent et efficace par les bénéficiaires, à améliorer la sécurité des transactions et des déplacements dans les zones à risque d'insécurité. L'activité de formation a intégré les thèmes principaux d'éducation financière et digitalisation avec des séances sur la santé reproductive et la lutte aux violences sexuelles, qui ont encore permis d'attirer la participation des femmes. En effet, **la stratégie visant à utiliser les groupes d'épargne comme interlocuteurs et multiplicateurs pour les initiatives d'inclusion financière et éducation financière a permis de garantir efficacement une implication très importante des femmes.** Les groupes d'épargne ont typiquement **une participation féminine importante,** ce qui a été confirmé par les indicateurs de projet, **avec un taux de 75 % parmi les membres des groupes recevant des services digitaux. Les indicateurs** des rapports de projet et des rapports des partenaires d'exécution **fournissent en manière irrégulière la composante féminine dans les activités.** Cette cible normalement est correctement

introduite dans les contrats. L'analyse qualitative de l'équipe, toutefois, a confirmé un **pourcentage de femmes parmi les TPE et les bénéficiaires finaux en ligne avec les prévisions.**

Il n'est pas ainsi possible de saisir l'inclusion des personnes vulnérables à partir des rapports de projet. L'équipe a vérifié que la sélection des zones d'intervention est en ligne avec les objectifs de ciblage des personnes.

#### 4.4. Efficience

**Dans sa phase initiale**, le projet a été lancé et géré avec détermination, et surtout dans un cadre de **forte intégration avec la stratégie Pays de l'UNCDF. 95 % des ressources totales mises à disposition ont été utilisées.**

**L'approche de la mise en œuvre des activités**, à travers des partenaires d'exécution, **a été efficiente**, surtout sur le moyen terme, en privilégiant des opérateurs déjà présents sur le marché. Toutefois, **l'impact sur le budget des coûts de gestion et de staff ont été importants : ce poste budgétaire a finalement pesé presque cinq fois plus par rapport à la prévision initiale.**

Du point de vue opérationnel et financier, l'on enregistre **des économies d'échelle significatives avec d'autres projets** en cours. L'attribution précise des activités et des résultats à tel ou tel autre projet apparaît parfois difficile.

##### 4.4.1. Mise en œuvre, gestion opérationnelle efficiente et respect des délais [EQP4.2, 4.4]

**Gouvernance et gestion.** La mise en œuvre du projet a été conduite par des responsables UNCDF qui maîtrisaient bien le contexte burkinabé ; grâce à l'expérience acquise dans la gestion de projets antérieurs, PARI a bénéficié d'un capital de connaissances, relations institutionnelles et contacts avec institutions et opérateurs financiers et économiques concernées par les activités du projet. La gouvernance du processus a été assurée en stricte coordination avec les responsables régionaux basés à Dakar.

La première période de gestion (2019) s'est concentrée principalement sur la définition des procédures nécessaires au lancement des appels d'offres et à propositions ; ceci a constitué **l'élément clé de l'approche stratégique « faire-faire » qui a caractérisé l'intervention.**

**Ressources Humaines.** En juin 2020, le responsable national de l'UNCDF a démissionné pour des raisons personnelles et a quitté le pays ; cela a obligé le bureau régional de l'UNCDF à assurer l'intérim pendant plus de six mois, jusqu'à l'arrivée de la nouvelle responsable UNCDF au Burkina, actuellement en charge du poste, en janvier 2021.

L'effet de ce turnover sur la bonne gestion du projet a été important ; cela va au-delà de l'engagement et des compétences des personnes concernées : **ce remplacement a engendré un manque de mémoire - et, parfois, aussi de vision - par rapport à l'évolution des différentes phases de mise en œuvre ainsi que des solutions adoptées.** En outre, la réorganisation interne à l'équipe, due aux changements dans les positions dirigeantes, a occasionné un inévitable **ralentissement dans le calendrier d'exécution des activités prévues.** En effet, non seulement le chef de projet, mais presque la totalité de l'équipe affectée au projet a changé entre le 2020 et 2021.<sup>31</sup>

Un troisième constat, par rapport à l'organisation interne à l'équipe de projet, relève du fait que **le choix stratégique de l'UNCDF a été celui d'adopter une gestion unitaire de toutes ses interventions au Burkina Faso.** Cela a assurément engendré des synergies et des économies d'échelle importantes, qui se sont positivement répercutées sur le niveau d'efficience organisationnelle de tous les projets ; d'autre part, il faut souligner que ce choix empêche *ex post* de disposer d'une analyse détaillée des niveaux d'effort et des performances du personnel affecté à chaque projet<sup>32</sup>. **Les expertises mobilisées** en matière d'inclusion financière, digitalisation des services financiers et chaînes de valeur agricoles **ont été adéquates**, de même pour ce qui touche au personnel administratif et logistique. **La contribution des anciens membres de l'équipe**, surtout dans la phase initiale et avec un rôle de direction dans les projets de l'UNCDF précédents, **a représenté une valeur ajoutée non négligeable pour le bon déroulement des activités.** Cela dit, les compétences techniques pour la mise en œuvre des activités ont été principalement mises à disposition par les partenaires d'exécution, et l'équipe UNCDF a joué principalement un rôle de coordination des activités avec quelques difficultés<sup>33</sup> liées au respect des termes des contrats de partenariats (incompréhension de

<sup>31</sup> Entretien avec les membres de l'équipe (anciens et présents), février 2023.

<sup>32</sup> Plus spécifiquement, un groupe d'experts PARI ont partagé leur temps avec d'autres projets UNCDF. L'affectation au projet est disponible seulement pour l'année 2022.

<sup>33</sup> Entretiens avec l'équipe UNCDF Burkina Faso.

certaines obligations contractuelles ; faible respect des délais de livraison des livrables, etc.) qui ont très peu affecté les résultats finaux.

Il est opportun de rappeler que pendant la mise en œuvre du projet, le déclenchement de la **pandémie de COVID 19** a affecté sensiblement le bon déroulement des activités selon le calendrier initial ; à cet effet, un prolongement a été accordé et le projet a pris fin en septembre 2022. **Cette situation extraordinaire a été gérée dans les meilleures conditions**, en se reflétant aussi sur la révision contractuelle des délais de livraison accordés aux partenaires et aux prestataires de services.

**Efficience opérationnelle et partenariats.** En général, vu l'approche adoptée, l'analyse de la **relation avec les partenaires d'exécution est fondamentale pour juger l'efficience opérationnelle du projet.**

Les partenaires ont été sélectionnés à travers des appels à projets et des appels d'offres. La relation a donc été gérée sur la base de contrats de subventions et de contrats de services. Dans les étapes initiales de mise en œuvre du projet, l'équipe a décidé de se concentrer sur le lancement de tous les appels à propositions et appels d'offres. **Cela est révélateur d'une vision stratégique assez claire sur le programme à réaliser ; d'où la décision de concentrer sur la phase initiale l'activité d'approvisionnement et la mise au point d'un plan détaillé pour les années suivantes.**

« Dans les projets de coopération, et en particulier au Burkina Faso, il faut s'attendre (à) des imprévus. Pour cela, nous avons anticipé le plan de travail. Et, en effet, nous avons fait face à une pandémie, deux coups d'État ainsi qu'à un turnover important dans l'équipe interne, en plein projet »<sup>34</sup>.

Normalement **les contrats de subvention ou de prestation des services affichent des objectifs qui dépassent l'indicateur de projet**, pour une raison probablement prudentielle. Ceci n'est pas le cas des volumes d'épargne collectés par les biais digital, dont les chiffres introduits dans les contrats sont en ligne avec les réalisations des IMF.

Pour ce qui est de l'efficience opérationnelle au niveau des partenaires impliqués, **les ressources humaines professionnelles ont été mobilisées selon les termes contractuels établis**, avec, dans certains cas, des changements majeures durant la mise en œuvre, pour les raisons signalées plus haut.

A titre d'exemple, l'une des institutions financières partenaires indique : « la subvention obtenue a été absorbée, et a même été insuffisante ». Et encore, l'un des incubateurs confirme : « n'avons pas eu suffisamment de fonds pour accompagner les entreprises potentielles à acquérir le financement ».

**Le contexte a, sans doute, conditionné l'exécution physique des activités et, par ricochet, l'efficience opérationnelle des partenaires :** « les objectifs ont été atteints à 85 % et avec des indicateurs qui ont été surperformés. La non-réalisation d'indicateurs comme le nombre de producteurs enrôlés et le volume de crédit accordé s'explique par l'insécurité qui a obligé à quitter des communes, la recherche d'un business model et le coût de l'apprentissage »<sup>35</sup>.

**Délais.** En particulier sur le respect des délais, la contrepartie gouvernementale a un avis différent : la notation officielle du gouvernement, disponible pour les trois années de projet, atteste que **le respect des délais est resté la principale faiblesse du PARI.** Cette lenteur est attribuée par le gouvernement à la multiplicité de contrôles internes à UNCDF, aux retards dans la mise à disposition des fonds, au non-respect des PTA, et au retard dans la transmission des rapports à la cellule de suivi du MEF<sup>36</sup>.

Tableau 9 - PARI – Notation sur les performances des projets et programmes - MEPP - données du 23/04/2021

Notation	Ecart enregistré
2019 : Efficacité et Bonne gouvernance : Note définitive = 36,25 : 2ème rang.	Faible taux d'exécution financière en 2019 : beaucoup de niveaux de contrôle/lenteur
2020 : Efficacité et Bonne gouvernance : Note définitive = 36,25 : 2ème rang	Faible taux de décaissement en 2020 : décalage entre activités et fonds mis en place, non prise en compte du PTA par les ressources mises en place.
2021 : Efficacité et Bonne gouvernance : Note définitive = 38,25 : 2ème rang	Non-respect des délais de transmission des rapports : délais courts entre la clôture des comptes et la production de rapports/procédures du projet.

**Système de suivi.** Le système d'indicateurs adoptés par le projet **permet d'apprécier la dimension de livraison des produits (outputs) et l'atteinte des résultats immédiats (outcomes immédiats).** La table d'indicateurs

<sup>34</sup> Entretien avec un ancien membre de l'équipe.

<sup>35</sup> Entretien avec une IMF.

<sup>36</sup> 10 PV d'évaluation du PARI par le gouvernement du Burkina Faso en 2019 et 2020 - Comité d'évaluation des performances des projets et programmes du Ministère de l'Economie des Finances données du 23/04/2021.

**présentée dans les rapports ne fournit pas cette distinction** : tous les indicateurs d'outputs, tels que la disponibilité de services digitaux, et *d'outcomes*, tels que l'utilisation effective de ces services, sont tous présentés comme des outputs. Cela constitue, sans doute, **une forte limitation au moment du suivi, afin de traiter de façon claire les informations disponibles**

L'équipe a toutefois réorganisé la structure des indicateurs (voir l'annexe 3) ; ce qui permet d'apprécier la distinction des niveaux de résultats.

En revanche, les indicateurs *d'outcome* affichés dans le ProDoc sont effectivement des indicateurs *d'outcome* à moyen terme. Cela signifie, à titre d'exemple, que l'atteinte des cibles sur le taux d'utilisation des DFS ou sur l'utilisation de portemonnaie à niveau national, sont des informations utiles pour apprécier l'évolution de la digitalisation dans le pays.

Le projet a adopté un système de suivi en ligne avec à la stratégie du projet, **c'est-à-dire que les rapports des partenaires d'exécution sont la source principale d'information pour l'équipe**. Ces rapports sont en ligne avec les objectifs des PBA pour ces contrats de services. Ces derniers reprennent partiellement les indicateurs de projet, et partiellement d'autres objectifs spécifiques aux contrats en question ; **l'équipe d'évaluation juge positivement cette approche puisque cela favorise la bonne gestion et mise en œuvre des contrats. Le traçage des données rend toutefois difficile la compréhension**. Les informations sont présentées dans les rapports narratifs avec des supports sous excel ; les deux niveaux ne sont pas toujours alignés. La présentation des données trimestrielles et le cumulé sur le total des contrats n'est pas toujours uniforme. Parfois, l'on mentionne des résultats qui sont à attribuer à d'autres contrats, mais cette mention n'est pas uniforme non plus.

L'analyse d'un échantillon des contrats, proposée en annexe 5, permet d'apprécier mieux les résultats, inclus le niveau d'efficacité et d'efficience, classés par typologie de contrat et de partenaire d'exécution.

En conclusion, **les informations sont disponibles et avec un bon degré de détail, mais la qualité de l'information rend parfois difficile une lecture claire et linéaire**.

**Gestion des risques**. La responsabilité de la gestion des risques dans le cadre du projet incombe à la coordination. Le projet a été mis en œuvre dans le contexte de la pandémie de Covid19 et d'augmentation progressive de l'insécurité dans les zones rurales. L'organisation a eu la flexibilité nécessaire à permettre de réaliser les activités dans ce contexte. Certains partenaires d'exécution avaient une base dans les zones non-accessibles, ce qui a permis de travailler. D'autres partenaires ont transféré une partie des actions dans des zones plus accessibles. En outre, la stratégie de lancement d'appels d'offres et d'appels à projet pour toutes les activités dès la première année a fait en sorte que le retard accumulé à cause de la pandémie n'a pas causé de blocage total des actions sur le terrain.

**Rapportage**. Deux classes de rapports sont disponibles : un rapport annuel, à l'usage du Gouvernement Burkinabé, et des rapports trimestriels adressés au Gouvernement du Luxembourg, en conformité avec les obligations contractuelles. **La modalité de présentation des résultats ne facilite pas la compréhension. Le tableau récapitulatif des résultats en fonction des indicateurs d'output n'est pas uniforme** : pour certains indicateurs la donnée est présentée sous forme cumulée, et donc le chiffre de la dernière année est le chiffre total à prendre en considération ; pour d'autres indicateurs, ce n'est pas le cas : il est nécessaire de faire la somme de toutes les données pour obtenir le total. Cette ambiguïté est présente dans la partie narrative. **La ventilation par femmes, jeunes filles et jeunes n'est pas présente pour tous les indicateurs dont elle est prévue et souvent, quand elle est disponible, elle n'est pas affichée pour toutes les années**, ce qui limite l'interprétation de cette information sur le total du projet.

Un autre aspect de ce rapport est **l'analyse périodique du taux d'exécution physique des activités**.

**Cet exercice d'auto-évaluation a constitué, sans doute, un élément important de suivi interne pour l'équipe de projet**. L'indicateur est utilisé pour évaluer dans le détail le taux d'exécution de chaque *output* et sous-*output* de projet. Cependant, il semble y avoir une erreur conceptuelle dans l'élaboration mathématique des indicateurs, vu que **l'on adopte un critère de simple moyenne mathématique des pourcentages affichés pour chaque activité, ceci sans prendre en compte le poids de chacune dans la performance d'exécution**. Pour cette raison, **l'équipe d'évaluation a finalement décidé de ne pas prendre en considération cet indicateur synthétique lors des constatations relatives à l'efficience et à l'efficacité du projet**.

L'analyse d'efficacité et d'efficience dans ce rapport se limite donc à l'analyse de chaque indicateur individuellement.

Le suivi des contrats se fait à travers des rapports trimestriels et annuels. Les tranches de paiement pour les prestations de services sont faites sur la base des résultats obtenus. Dans les rapports, la majorité des indicateurs sont traités. Enfin, **les partenaires de mise en œuvre confirment avoir des outils clairs de collecte de données pour alimenter le dispositif de suivi de l'UNCDF**.

#### 4.4.2. Gestion des ressources financières [EQP4.1, 4.3]

Tableau 10 – PARI – Comparaison budget initial et budget final

Outputs	Budget ProDoc		TOTAL Dépenses		
	Budget total en \$ ProDoc	% sur budget total	Total dépenses 19-22	% sur budget prévu	% sur budget total
Output 1.1 : Services Digitaux Femmes et J. Filles	521.230	17%	422.922	81%	14%
Output 1.2 : Services digitaux chaînes val. agricole	933.248	30%	452.507	48%	15%
Output 2.1 : Solutions Digitaux TPE	521.230	17%	365.226	70%	12%
Output 2.2 : Solutions Digitaux PME	424.664	14%	360.086	85%	12%
Output 3 : Gestion des connaissances	249.464	8%	144.804	58%	5%
Output 4 : Unité Opérationnelle	224.173	7%	976.181	435%	33%
Total GMS 8%	229.921	7%	216.291	94%	7%
<b>Total</b>	<b>3.103.930</b>	<b>100%</b>	<b>2.938.017</b>	<b>95%</b>	<b>100%</b>

Tableau 11 – PARI – Comparaison budget projet, Annual Work Plan et dépenses effectives années 2019-2020

Outputs	2019					2020				
	Budget prévu \$	AWP	Dépenses	% Dép sur bdg prévu	% Dép sur AWP	Budget prévu \$	AWP	Dépenses	% Dép sur prévu	% Dép sur AWP
Output 1.1 : Servies Digitaux Femmes et J. Filles	272.456	221.828	19.708	7%	9%	169.452	230.030	251.036	148%	109%
Output 1.2 : Services Digitaux chaînes val. agricole	401.212	359.284	36.683	9%	10%	452.714	588.180	267.736	59%	46%
Output 2.1 : Solutions Digitaux TPE	246.705	194.339	138.977	56%	72%	182.327	137.178	96.495	53%	70%
Output 2.2 : Solutions Digitaux PME	201.640	146.230	37.763	19%	26%	143.700	164.171	102.945	72%	63%
Output 3 : Gestion des connaissances	43.685	46.636	10.459	24%	22%	75.874	107.044	105.231	139%	98%
Output 4 : Unité Opérationnelle	132.204	417.273	418.230	316%	100%	86.220	296.218	314.419	365%	106%
Total GMS 8%	103.832		52.923	51%		88.823		89.711	101%	
<b>Total</b>	<b>1.401.735</b>	<b>1.385.590</b>	<b>714.743</b>	<b>51%</b>	<b>52%</b>	<b>1.199.110</b>	<b>1.522.822</b>	<b>1.227.573</b>	<b>102%</b>	<b>81%</b>

Tableau 12 – PARI – Comparaison budget projet, Annual Work Plan et dépenses effectives années 2021-2022

Outputs	2021					2022				
	Budget prévu \$	AWP	Dépenses	% Dép sur prévu	% Dép sur AWP	Budget prévu \$	AWP	Dépenses	% Dép sur prévu	% Dép sur AWP
Output 1.1 : Servies Digitaux Femmes et J. Filles	79.323	224.985	115.931	146%	52%	-	42.899	36.247	n/a	84%
Output 1.2 : Services Digitaux chaînes val. agricole	79.323	188.409	124.020	156%	66%	-	41.036	24.068	n/a	59%
Output 2.1 : Solutions Digitaux TPE	92.198	201.136	93.988	102%	47%	-	61.232	35.765	n/a	58%
Output 2.2 : Solutions Digitaux PME	79.323	78.409	36.684	46%	47%	-	217.216	182.694	n/a	84%
Output 3 : Gestion des connaissances	129.905	346.409	17.689	14%	5%	-	104.760	11.425	n/a	11%
Output 4 : Unité Opérationnelle	5.748	61.820	124.323	2163%	201%	-	168.911	119.208	n/a	71%
Total GMS 8%	37.266		40.857	110%		-		32.801	n/a	
<b>Total</b>	<b>503.085</b>	<b>1.101.168</b>	<b>553.493</b>	<b>110%</b>	<b>50%</b>	<b>-</b>	<b>636.053</b>	<b>442.208</b>	<b>n/a</b>	<b>70%</b>



**Utilisation des ressources<sup>37</sup>.** A la date de clôture des activités (30 septembre 2022), **95 % des ressources totales mises à disposition avaient été utilisées.**

Pour juger de la capacité de dépenses durant la mise en œuvre du projet, il est important de rappeler que celui-ci a subi un important retard initial : la première année a été principalement une année de préparation et de mise en opération de l'équipe. **Seulement 51 % du total des ressources prévues sur l'année ont été utilisées, dont 66 % ont été destinées à financer des coûts de structure.**

Il faut souligner qu'en conformité avec le calendrier de lancement des appels à projets (fin 2019) et des appels d'offres (début 2020), la plupart des débloquages de fonds relatifs à la réalisation des *outputs* ont débuté en 2020. Ceci est assez évident en ce qui concerne les outputs 1.1 et 1.2, où l'on est passé, respectivement, d'un taux d'utilisation de 7% et 9% à un taux de 148% et 59% sur la deuxième année, en fonction du débloquage des projets des IMF et des prestataires de services déjà établis dans l'année précédente ; ceci malgré le ralentissement dû à la pandémie de Covid 19.

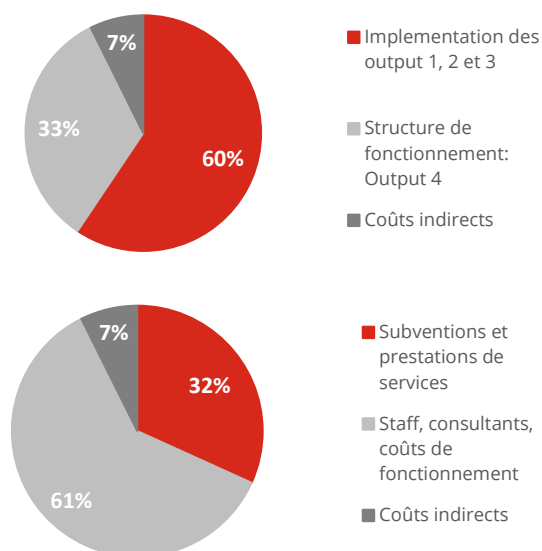
**A partir de 2020 les activités ont pu marcher à régime, mais sans pour cela rattraper complètement le retard initial :** finalement, le taux d'utilisation par rapport au PTA (ou AWP) n'a jamais dépassé 80%. Cela est à l'origine d'un montant résiduel qui a été utilisé pour financer la période d'extension sans coûts additionnels et qui a pris fin en septembre 2022.

**Gestion budgétaire.** Concernant spécifiquement la gestion budgétaire, l'équipe de projet a décidé, à partir de la première année, d'affecter plus de ressources, par rapport à ce qui était prévu dans le ProDoc, à la ligne budgétaire « Unité opérationnelle » : **le résultat de cette décision est que ce poste budgétaire a finalement pesé presque cinq fois plus par rapport à la prévision initiale.**

Cet écart budgétaire est clairement détectable dans le plan de travail interne de l'UNCDF (voir ci-dessus le tableau par année), mais il n'apparaît pas dans le plan de travail transmis au Gouvernement burkinabé, qui, en revanche, reflète toujours la structure initiale du ProDoc. L'équipe d'évaluation n'a pas identifié l'existence d'une autorisation spécifique pour cette variation, et il n'a pas trouvé non plus de remarques sur ce point de la part du bailleur de fonds au moment de l'approbation des rapports financiers annuels.

Afin d'analyser la structure du budget, il apparaît utile de présenter ici le budget par catégories de dépenses. **Le poids des frais de gestion est important par rapport au budget total.** La structure de fonctionnement a pesé pour 40% du total (*output 4 plus GMS*), avec 60% du budget pour l'implémentation des *outputs*. Bien que cela puisse se justifier avec la nécessité de gérer plus de 15 contrats de services et subventions, **le taux de ressources absorbées par la structure de gestion apparaît important par rapport à des projets similaires.**

Une analyse plus détaillée des postes budgétaires, présentée dans le graphique ci-dessus montre que **32% seulement des ressources du budget total ont été utilisées pour financer les contrats de services et les subventions.** (Réf. Annexe 3. Tableau 12 – PARI – Budget et dépenses par rubrique budgétaire).



**Ratios d'efficacité par produit.** Afin d'analyser l'efficacité économique du projet PARI, il peut être utile d'estimer le coût unitaire par les principaux produits délivrés. Parmi les indicateurs affichés dans le Prodoc, l'équipe d'évaluation a choisi, à titre exemple, un nombre restreint de ratios qui sont en relation directe avec les *output/outcomes* immédiats.

<sup>37</sup> Afin d'analyser l'efficacité dans la gestion budgétaire, l'équipe d'évaluation présente ci-dessus la comparaison entre budget prévu et dépenses effectives, à partir des informations disponibles : le budget du ProDoc ; le PTA - Plan de travail annuel (AWP - Annual Work Plan) ; le poids de chaque poste budgétaire. Il n'est pas nécessaire de détailler les sources de financement vu que le Luxembourg est l'unique bailleur du programme.



Il ne s'agit pas d'une analyse exhaustive, mais d'un exercice qui peut aider à juger du degré de performance des activités réalisées. Voici les quatre indicateurs utilisés.

Tableau 13 – PARI – Coût unitaire des produits par output

Output / outcome	Indicateur	Nombre	Coût unitaire <sup>38</sup>
1.1	Nbre total de femmes et de jeunes filles intégrées dans les systèmes financiers formels	48 248	\$14,75
1.2	Nbre total d'agriculteurs utilisant les DFS pour assurer les paiements dans la chaîne de valeur	9 573	\$79,56
2.1	Nombre d'emplois consolidés et créés	1 899	\$323,71
2.2	Nbre total de PME dont les transactions sont e-recorded	572	\$1.059,58

Pour ce qui est de l'output 1.1, **le coût par femme incluse dans le système financier est relativement modeste : moins de 15 USD par personne**. Plus important est le montant de ressources nécessaires afin qu'un agriculteur soit amené à utiliser des systèmes de paiement digital (80 USD) ; et beaucoup plus important pour les PME qui bénéficient de transactions électroniquement tracées (1 060 USD). Tout cela nous semble en ligne avec des expériences similaires et cohérentes. En outre, il faut rappeler que le même effort financier a co-produit d'autres résultats, enregistrés par d'autres indicateurs. Finalement, **un emploi créé ou consolidé coûte 323 USD, cout qui nous semble plus qu'acceptable**.

**Synergies opérationnelles et difficultés d'affectation budgétaire.** Un autre aspect semble important pour juger de l'efficacité opérationnelle et financière du projet PARI : il s'agit des synergies et des économies dérivées des relations opérationnelles établies avec d'autres programmes gérés par l'UNCDF.

Cela s'est traduit dans **une gestion unifiée de la part de l'UNCDF de la totalité des partenaires des projets**.

D'après la liste des partenaires bénéficiaires du projet PARI présentée ci-dessous, il apparaît évident **qu'une partie des ressources contractuelles affectées ont été financées par d'autres projets** gérés par l'équipe de l'UNCDF au Burkina.

**Cela a certainement amélioré la gestion des partenariats et des procédures d'achat. Toutefois, cette gestion pose un problème d'attribution aux différents projets impliqués, afin de pouvoir évaluer les résultats obtenus par l'activité menée spécifiquement dans le cadre du projet PARI.**

Tableau 14 – PARI – Attribution budgétaire des contrats avec les partenaires d'exécution du projet

Nom Partenaire	Type contrat	Montant subvention	Attribution budgétaire					
			PARI	CE4PR	Tree Aid	UNFPA	Agrifinance	Autres
Jardin Green Hope	Grant	162.500,00	100%					
FCPB	Grant+AT	181.098,00	13,80%		14,11%	14,11%	57,98%	
PMBF	Grant+AT	231.098,00	30,30%			11,05%	47,60%	11,05%
Yelen Assurance	Grant	150.000,00	100%					
Rigo Faso SARL	Contrat de service	38.290,00	100%					
ITOF	Contrat de service	28.500,00	90%		10%			
Switch Maker	Contrat de service	38.055,00	100%					
Sira Lab	Contrat de service	21.308,00	100%					
<a href="#">incub@UO</a>	Contrat de service	21.308,00	100%					
Agrikrit	Contrat de service	28.490,00	100%					
CashZone	Contrat de service	99.116,00	60%	20%	20%			
Media soft	Contrat de service	29.850,00	100%					
Amarante	Contrat de service	60.688,00	100%					
Yenega	Contrat de service	20.282,00	100%					

<sup>38</sup> Le coût unitaire est calculé en fonction du budget utilisé pour l'output. Ce budget par output est le total des coûts directs pour l'output enregistré dans le budget final présenté en table X, plus la composante de coûts de fonctionnement et coûts directs pro quota. Le coût unitaire est le coût total de l'output (coûts directs plus coûts indirects et opérationnels pro quota) divisé par le nombre de produits.

Nom Partenaire	Type contrat	Montant Subvention	Attribution budgétaire					
			PARI	CE4PR	Tree Aid	UNFPA	Agrifinance	Autres
SVEA	Contrat de service	30.747,00	100%					
N'tela YAOVI	Contrat de service	<i>pas d'info</i>						
<b>TOT</b>			<b>750.904,82</b>	19.823,20	48.226,13	51.089,26	215.003,27	
<b>Grant</b>			<b>407.514,22</b>	-	25.552,93	51.089,26	215.003,27	
<b>Contrats de service</b>			<b>343.390,60</b>	19.823,20	22.673,20	-	-	

#### 4.5. Impact Probable/ Potentiel d'Impact

Le projet a effectivement **renforcé des dynamiques de marché en ce qui concerne l'offre de services financiers digitaux via des institutions financières, ou à travers la consolidation d'autres acteurs de marché**. La capacité de favoriser une effective adoption des services financiers ainsi que la mobilisation d'épargne, ensemble avec le constat sur la durabilité de ces services auprès des institutions financières, sont **des résultats concrets en vue d'un meilleur accès aux innovations digitales** en milieu rural. Le fait que ce résultat favorise la **création d'emploi et d'opportunités économiques est moins évident**. Des bénéfices sont visibles pour les petites exploitations agricoles et les activités des membres des groupes d'épargne, avec une capacité limitée de création d'emplois. Un potentiel d'impact sur l'accès aux services des PME n'est pas évident. **Des effets sont visibles**, sur la base d'une analyse qualitative, sur la condition **sociale des femmes** qui ont accès aux services financiers digitaux. Le renforcement de **l'autonomisation économique est visible parmi les personnes qui avaient déjà une activité économique** avant d'accéder aux services fournis par le projet.

##### 4.5.1. Impact sur l'inclusion économique digitale [EQP5.1]

Il est assez difficile de mesurer l'impact du projet PARI en termes de contribution à la dynamique de l'économie digitale au Burkina Faso, d'autant plus s'il doit l'être par rapport à la capacité d'améliorer l'inclusion économique et financière des groupes les plus vulnérables de la population. Plusieurs facteurs ont eu des effets sur ce phénomène au niveau national et régional.

Nous avons rappelé dans les sections précédentes les forts conditionnements du cadre politique, social et économique du pays : l'instabilité politique, la difficile situation sécuritaire et la pandémie COVID-19. A cela, il faut ajouter que **la durée du projet constitue un facteur limitant pour pouvoir engendrer un processus complexe et de moyen-long terme**.

Pour une analyse des données macro-économiques, l'on renvoie à la section dédiée à la stratégie IDE.

Cela dit, nous rappelons ici deux aspects – qui sont en relation directe avec la stratégie IDE de l'UNCDF et qui pourraient proposer des lignes d'analyse intéressantes.

**Création des conditions initiales pour l'attraction d'investissements.** Tout d'abord, il est important de juger si le modèle proposé – c'est-à-dire le support financier et technique à des partenaires qui opèrent sur le marché et qui offrent à différents titres des services de digitalisation – est capable d'évoluer et de produire des effets importants dans le temps.

**Aux partenaires les plus dynamiques, le projet a assurément ouvert des voies vers d'autres investisseurs** – en première ligne, la plateforme d'investissement de l'UNCDF. En outre, le support fourni à certaines institutions financières, afin d'élargir leur présence géographique, représente une remarquable valeur ajoutée en termes de positionnement par rapport à la concurrence moins digitalisée. **La FCPB et la PMFB ont ainsi étendu leurs zones d'intervention et augmenté leurs ressources humaines au niveau décentralisé.**

L'effet majeur de la digitalisation est de pouvoir réduire les difficultés d'accès physique aux services financiers. Cet avantage est encore plus prisé dans des conditions sécuritaires qui limitent beaucoup la mobilité personnelle. **L'impact en termes de résilience économique et sociale, grâce à l'impulsion de la digitalisation, est donc évident.** En guise d'exemple, l'on citera les 113 points de services de paiement mobiles créés en milieu rural pour aider les femmes bénéficiaires à régler les crédits intrants sans devoir se déplacer de chez elles, mais leur permettant aussi d'effectuer d'autres transactions financières.

**Les faibles infrastructures limitent l'innovation.** Dans les régions les plus éloignées la faible couverture internet rend les transactions mobiles laborieuses et de plus les producteurs montrent encore un peu de méfiance : « *je n'ai*

pas confiance dans les transactions à partir du téléphone » - témoignaient les femmes plus âgées qui ont du mal à les utiliser.

#### 4.5.2. Impact sur les partenaires et dimension de marché [EQP5.2]

**Influence sur la qualité de services financiers.** Le principal indicateur d'impact du projet PARI – conséquence de l'approche « faire faire » est **d'avoir impulsé la croissance des organisations économiques partenaires ainsi que l'utilisation effective de leurs services numériques de la part de la clientèle de chaque institution**. Cela repose sur une approche de développement des systèmes de marché.

En particulier, **la croissance des IMF en tant qu'acteurs clés dans ce processus de changement et d'adoption des innovations proposées est effective** : la FCPB et la PMBF confirment le développement des services financiers rattachés à des produits digitaux. Parmi les effets positifs de croissance, l'on peut rappeler :

- La constitution d'un portefeuille clientèle important et de qualité (PMBF) ;
- La réduction des risques d'impayés (PMBF) ;
- La promotion des institutions au-delà des centres urbains (FCPB et PMBF) ;
- L'augmentation de l'encours crédit (PMBF) et d'épargne (FCPB) ;
- La consolidation des nouveaux guichets grâce au portefeuille clientèle (FCPB et PMBF).

Il est clair que par rapport à ces premiers résultats intermédiaires, un suivi sera important dans les prochaines années afin de pouvoir juger de la force et de la durée de cet impact positif, en particulier dans quelle mesure le changement facilité par le projet est adopté et/ou adapté par un nombre croissant d'acteurs opérant sur le marché.

**Incubation acteur de marché.** D'une manière spécifique, PARI a joué pour Jardin Green Hope le rôle d'incubateur ; le projet a permis à l'entreprise d'effectuer son « pivot » et enfin **trouver son véritable positionnement dans la chaîne de valeur agropastorale** en définissant mieux son business model.

Le partenaire enregistre beaucoup d'effets positifs :

- Clarification du positionnement et de la proposition de valeurs vis-à-vis des institutions financières ;
- Amélioration du business model, avec valorisation de sources de revenus additionnels et développement d'un modèle scalable ;
- Création de partenariats stratégiques autour de Jardin Green Hope, à savoir les institutions de microfinance, les opérateurs de services de paiement mobile ;
- Assurer et renforcer ses moyens techniques et humains, en permettant son déploiement dans plus de 20 nouvelles communes.

En règle générale, la dynamique assignée au projet en tant que facilitateur vis-à-vis du développement du marché est visible ; cependant, il reste encore à vérifier sur le moyen et long terme si ce processus d'incitation, accompagné par des conditions sociales et institutionnelles favorables, pourra déclencher cet effet escompté d'émulation et de crowding-in qui est le point clé de cette approche.

#### 4.5.3. Impact sur les populations cibles [EQP5.2 et 5.3]

En ce qui concerne les bénéficiaires finaux, l'impact à mesurer est celui de l'augmentation des capacités, des compétences et de la connaissance des clients à utiliser les services numériques ; cela devrait se refléter directement sur la situation économique familiale et sur les conditions d'essor entrepreneurial.

**Compétences et changement de comportement.** Dans le cas des formations proposées aux populations cibles, les entretiens qualitatifs ont démontré qu'il y a eu effectivement des **situations de démonstration capable de favoriser des changements de comportement**.

Concernant, par exemple, la gestion des changements climatiques (module dispensé) les TPE de femmes ont déclaré :

- « Je pense que j'agis mal car j'utilise beaucoup de bois pour la production du dolo, j'ai besoin de beaucoup de bois » ;
- « Je vends du charbon de bois et sans doute cela contribue à la déforestation ; il faudrait nous familiariser avec l'utilisation d'énergies propres, avec les alternatives résilientes ».

Concernant le développement économique et social, d'autres femmes interrogées ont témoigné :

- « Je commence à avoir confiance en moi, j'interviens devant plusieurs personnes, je me dis que mon activité économique peut m'en sortir » ;
- « Je ne suis plus obligée de demander l'argent de la popote à mon mari, je subviens aux besoins de la famille et de mes enfants ; quelquefois, j'aide mon mari en lui donnant fièrement des fonds pour ses besoins » ;
- « Je gère moi-même mon argent (épargne comme crédit) et ne suis pas obligée de demander l'autorisation de mon mari pour investir dans mon activité. Il me suffit de le mettre au courant de ce que je fais pour la quiétude de la maison » ;
- « J'acquiers une certaine notoriété au sein de ma belle-famille, du marché où j'exerce, de la communauté ; j'ai un pouvoir économique et du coup je suis considérée ».

Quant aux questions sur l'égalité homme/femmes et les droits humains, les témoignages sont timides :

- « Quand une femme est économiquement autonome, elle est respectée de son époux, de sa belle-famille et de son entourage ; l'égalité homme/femme exige une forte sensibilisation des hommes, délicate en milieu rural » ;
- Les hommes membres des groupes d'épargne du Plateau Central avouent être des promoteurs de l'égalité homme/femme, même si ça leur a coûté de gros efforts : « la présidente est une femme, il a fallu du temps pour l'accepter et la respecter en tant que présidente ».

Quant à la vie sexuelle et reproductive, les jeunes femmes sont très conscientisées : « Je sais que si je continue à faire des enfants, mon activité économique ne pourra pas se développer » disait par exemple une femme membre d'un GE au Centre Sud.

**Contribution à la résilience économique et sociale des familles bénéficiaires.** Nous avons déjà rappelé l'importance de la digitalisation pour accroître la résilience économique et sociale des populations cibles – exemple JGH cité ci-haut. D'autre part, il est clair que **les obstacles culturels mitigent la portée des effets et leur impact.** En particulier, les entretiens menés avec les bénéficiaires en témoignent : les plus jeunes (30-40 ans) ont déclaré ceci : « nous sommes partants pour utiliser les services numériques mais il faut expliquer comment les utiliser ; nous sommes en milieu urbain, il faut évoluer : c'est la mode » ; quant aux plus âgés (45 à 58 ans) : « l'âge et l'analphabétisme sont des freins, nous ne croyons pas que nous pourrions utiliser les services numériques ; nous préférons aller vers les prestataires privés et/ou se faire aider par nos enfants ».

Pour étayer les effets et les changements enregistrés par les bénéficiaires du projet, les tendances suivantes ont été enregistrées à partir des réponses significatives reçues par des TPE (hommes et femmes) et des Femmes (tous âges confondus) au cours des entretiens qualitatifs et focus groupes (Réf. Annexe 3, Tableau 13 – PARI – Résumé des réponses des entretiens individuels aux bénéficiaires).

L'accès à des services digitaux pour les groupes d'épargne influence l'inclusion financière des femmes et gérantes des TPE. L'inclusion financière à travers les groupes d'épargne est une valeur en soi pour les participants. **Le renforcement des groupes à travers la digitalisation a un effectif potentiel d'impact sur le niveau d'inclusion financière pour les personnes qu'y participent**, dans la mesure des meilleurs services que les participants y trouvent. Ceci est réel pour les femmes, et pour les TPE. Toutes les personnes rencontrées ont enregistré une amélioration de leur vie économique et sociale. L'inclusion financière est bien ressentie au sein du groupe d'épargne :

- « Oui, je croyais que nous les analphabètes n'allions pas avoir accès facilement au crédit »<sup>39</sup> ;
- « Oui, étant membre d'un groupe d'épargne, tu es mieux intégrée à la communauté et acceptée par tes paires » ;
- « Oui, je parviens à répondre aux besoins de la famille et à épauler plus mon époux » ;
- « Il y a plus de quiétude à la maison » ; la force économique fait que tu obtiens le respect de ton entourage<sup>40</sup>.

L'accès aux services digitaux du projet PARI est en train d'avoir un impact économique pour ces personnes qui ont déjà des activités économiques, des TPE. A la perception d'une amélioration de la condition de vie et/ou du chiffre d'affaires de l'activité des personnes, ne correspond pas forcément un renforcement de la situation économique générale **L'effet sur la création d'emplois ne se vérifie pas dans la majorité des cas**, et il est plus probable dans

<sup>39</sup> Réponses de deux TPE.

<sup>40</sup> Expériences de femmes participant au projet.

des cas d'activités économiques déjà existantes. **Seulement les personnes qui ont déjà une TPE perçoivent une meilleure autonomisation de leurs activités économiques**, mais cela est rare parmi les femmes membres des groupes. Il est vrai que l'augmentation de l'activité économique n'est pas forcément l'objectif d'une personne qui adopte des services financiers.

En général, **un effet sur la capacité de résilience dans le monde rurale est visible**. L'insécurité et les changements climatiques sont des difficultés auxquelles les personnes font face à travers le renforcement de leurs activités.

- « *Des conseils reçus m'ont permis d'organiser la gestion de mon atelier de couture. J'ai pu définir les tâches de chacun de mes 2 employés (TPE)* » ;
- « *Non pour la viabilité/durabilité, je dois ouvrir un compte dans une institution pour accéder au financement individuel de mon activité. Pour cela j'ai besoin d'un accompagnement et de conseils pour bien estimer le crédit et en négocier les conditions d'accès* » (2TPE H) ;
- « *Je ressens les effets de l'insécurité : mes fournisseurs sont parfois empêchés de me livrer ou bien ils doivent faire des détours pour arriver, ce qui joue sur le prix d'achat. Quant aux effets des changements climatiques, ils sont réels, les volumes des productions baissent d'année en année, ce qui joue sur le marché* » (TPE H).

La dimension du **changement de comportement** vise les capacités économiques et les thèmes transversaux. En termes **gestion de vie sexuelle et reproductrice, on enregistre une prise de conscience plutôt qu'un vrai changement de comportement**. « *Ça c'est une inquiétude pour moi, il faut conscientiser les hommes* » (TPE) ». Les membres des groupes de femmes déclarent plus d'effet par rapport aux gérants d'entreprises.

Les réponses sur la meilleure **gestion de ressource naturelles** et sur le **respect des droits de l'homme** ont une tendance similaire : le projet a contribué à une **prise de conscience pour une partie, pas la totalité ni la majorité, des bénéficiaires**, et cela est plus évident parmi les membres des groupes d'épargne que parmi les entrepreneurs et les entrepreneuses.

- « *Je dois jouer un mauvais rôle en vendant le charbon de bois, mais pas d'alternative* » (Prise de conscience - TPE)
- « *La femme qui ramène de l'argent dans le couple est toujours respectée, autrement c'est difficile de parler d'égalité dans nos sociétés* » (TPE)
- « *Il est difficile de respecter un pauvre et lorsque c'est une femme c'est encore plus difficile* » (F)

Les personnes interviewées ont souvent des rôles actifs sur la gestion des conflits dans la communauté, mais l'effet de la participation au projet est limité à ce propos.

En ce qui concerne plus directement l'activité économique ou la situation économique, les bénéficiaires bénéficient d'une meilleure inclusion financière, également en termes de meilleure gestion de l'activité économique (« *Je gère comme je peux : j'écris peu, mais arrive à décider du prix de vente en fonction du prix d'achat : je marque juste les lots et me retrouve* » (TPE) mais cela **n'implique pas forcément un changement de comportement facilité par le projet** (« *Oui, un partenariat a été scellé depuis longtemps avec les fournisseurs de mil de Bitou* » (F), et surtout l'identification du digital comme le nouveau instruments à utiliser est évidente dans environ la moitié des personnes rencontrés.

- « *C'est mon téléphone qui est mon portemonnaie, mais suis obligée de me faire aider par un enfant pour le gérer* » (F)
- « *Ça ne m'intéresse pas - Je crois que je ne saurai pas les utiliser* » (2 TPE)

En synthèse, les activités de projet ont l'objectif à moyen termes d'influencer les comportements des bénéficiaires finaux des activités. Cet impact sur les comportements est partiellement confirmé par les entretiens. Tous les participants interviewés confirment une amélioration de la gestion de l'activité économique, y compris la gestion des partenariats commerciaux dont des services de digitalisation ont été fournis. **Un effet sur l'adoption et utilisation des nouveaux services financier n'est pas évident**, seulement moins de la moitié des personnes peuvent le confirmer.



## 4.6. Durabilité

L'approche « faire-faire » de renforcement d'acteurs de marché est efficace à garantir la durabilité des innovations. **Les services lancés apparaissent disponibles après la fin du projet, et leur disponibilité ne dépend pas directement du soutien financier du projet.** Toutefois, la continuation d'un élan pour le **renforcement du marché de digitalisation des services financiers demande un changement de paradigme** : les bailleurs de fonds ne partagent plus l'idée de la digitalisation comme un objectif, mais plutôt comme une thématique transversale, c'est-à-dire un instrument pour atteindre d'autres objectifs. La contrepartie gouvernementale est encore impliquée dans le processus de digitalisation, mais leur capacité d'intervention reste à vérifier.

### 4.6.1. Perspective de durabilité des initiatives et innovations proposées au niveau des partenaires et des bénéficiaires [EQP6.2]

Comme il a déjà été rappelé, le projet a choisi de conduire ses activités de terrain à travers des acteurs locaux bénéficiaires de subventions ou de contrats de services pour soutenir la mise en œuvre de leurs modèles de business. **Cette approche, dénommée « faire faire », peut effectivement contribuer à la durabilité des services proposés.** Cela semble **confirmé par les observations conduites** par l'équipe d'évaluation. En effet, le fait que les clients des partenaires (bénéficiaires finaux) ne connaissent ni le projet PARI, ni l'UNCDF, peut être interprété comme un indicateur que la continuation des services ne dépend pas d'un projet qui les vulgarisent et les appuient.

En ce qui concerne **les services de soutien aux filières agricoles**, les achats subventionnés garantissent la disponibilité des équipements aux bénéficiaires, mais ils **pas pu être établis. Il n'est pas évident que les cibles du projet puissent avoir la disponibilité économique nécessaire à l'avenir.** La demande est cependant réelle. **L'offre existe, des prestataires de services sont disponibles sans dépendre des ressources du projet** : la plateforme commerciale *Rigo Faso* ; les partenariats financiers pour l'achat d'équipements agricoles entre JGH et Graine ; **les services d'assurance et les services de transactions digitales sont déjà adoptés par certaines entreprises. La durabilité de ces derniers services est considérée effective.** L'équipe a enregistré l'existence d'une série de services. Par exemple, l'extension de l'utilisation des services développés par Yelen Assurance – partenaire du projet PARI – et adopté par une IMF externe au projet, pourrait être un signe de durabilité. En outre, un certain nombre **d'entreprises (dirigées notamment par des jeunes) a déjà adopté l'habitude d'utiliser les services digitaux** car ils répondent effectivement à un besoin de sécurité dans plusieurs zones ; toutefois, il faudra du temps pour comprendre si leur valeur ajoutée sera confirmée dans le temps. **L'équipe d'évaluation n'a pas pu établir qu'une facilitation à l'accès au crédit pour les entreprises qui ont digitalisé leurs facturations a eu lieu.**

Les services financiers requièrent une analyse séparée. **Le projet est intervenu sur deux produits qui existaient déjà sur le marché : les services offerts aux groupes d'épargne et la digitalisation des services financiers.** Ce choix garantit la durabilité des interventions. Les groupes d'épargne existaient avant le projet et donc, il est fort probable que ceux-ci continueront après le projet. Ces groupes demandent des services de transaction digitale, des services de formalisation des comptes d'épargne et l'accès au crédit. Il est dans l'intérêt des acteurs que les services mis à disposition à travers le projet se pérennisent : *« stratégiquement, cela fait partie de notre obligation de cibler ces segments de clients »*<sup>41</sup>. En ce qui concerne la digitalisation, aux moins **une IMF impliquée dans la mise en œuvre du projet a clairement déclaré que le processus de digitalisation est en cours, le projet y a contribué, et cela va continuer après ce dernier.** Les agents embauchés à travers le projet vont rester dans l'équipe, surtout pour permettre de maintenir, à travers le digital, les services aux clients qui habitent dans les zones qui, auparavant, étaient desservies par des filiales qui ont été fermées pour des raisons de sécurité : *« la banque est en train de changer l'outil de gestion interne. C'est un investissement avec un coût opérationnel très important, mais qui est nécessaire pour absorber la digitalisation de plusieurs procédures dans le futur, ce qui est inévitable »*<sup>42</sup>.

D'après les entretiens, les bénéficiaires du PARI sont déterminés à poursuivre leurs activités économiques et à renforcer les relations de partenariat avec les Incubateurs, les IMF et les partenaires au développement (ICBD et JGH) , plusieurs témoignages sous-tendent cette détermination : *« Nos problèmes d'écoulement de productions*

<sup>41</sup> Entretien avec un responsable d'une IMF.

<sup>42</sup> Entretien avec un responsable d'une IMF.



*d'oignons se résolvent, partiellement certes, car JGH ne prend pas toute la production ; l'accès aux intrants est assuré via JGH et n'avons plus de problèmes avec l'IMF Graine ; nous poursuivrons le partenariat avec JGH » ; « la PMBF nous a appris à épargner, à nous octroyer des prêts et à accéder à son crédit plus important ; nous sommes déterminés à poursuivre nos activités qui nous font vivre et à renforcer le partenariat avec l'institution<sup>43</sup>.*

#### **4.6.2. Initiative de durabilité mises en œuvre par le projet [EQP6.4]**

Le projet a construit un partenariat avec la contrepartie gouvernementale au cours son intervention. L'UNCDF est effectivement considéré comme un interlocuteur de taille par les ministères concernés, notamment le MEPF et surtout le MTDPC. Ce partenariat a été parfois mis en difficulté à la suite de plusieurs changements de gouvernements, bien que cela fut mitigé par la continuité au niveau du personnel administratif desdits ministères (...), il y a effectivement du personnel avec une mémoire des activités réalisées. L'existence d'un projet comme PARI donnait un cadre structuré d'interaction entre l'UNCDF et le gouvernement sur le thème de la digitalisation ; ceci pourrait être moins facile à gérer dans le futur (sans PARI). **Une intervention additionnelle pour conforter les acquis du PARI est souhaitée par tous les acteurs rencontrés par la mission d'évaluation.**

Du point de vue opérationnel, **l'implication de LDCIP dans le cas du montage du dossier de Faso Dèmbé, constitue une modalité intéressante pour prouver la durabilité des effets du projet PARI.** Le cycle de financement aura une durée de plusieurs années au-delà de la durée propre au projet. Ceci permettra de juger dans le temps de la pérennisation de l'intervention auprès d'un partenaire.

Enfin, il faut rappeler que l'équipe de l'UNCDF a préparé une fiche conceptuelle pour un second cycle de projet qui permettrait la continuation des actions entamées par le PARI. D'autre part, il apparaît clair qu'entretemps **les priorités de la coopération luxembourgeoise ont changé.** Suite au changements institutionnels de l'année passée, une stratégie de transition a été mise en place, au lieu d'un PIC, dont la digitalisation est une priorité transversale. Pour cela, il n'est pas possible pour l'équipe d'évaluation de commenter les conditions pour la mise en route d'une deuxième phase du projet PARI.

---

<sup>43</sup> Témoignages recueillis tant auprès des individus (TPE, Femmes et jeunes) qu'auprès des Focus groupes dans les régions du Centre Ouest, Centre Sud, Centre Est et Plateau Central.

## 5. Constatations de l'évaluation à mi-parcours Clean Energy 4 People Resilience (CE4PR)

### 5.1. Pertinence

Le projet Clean Energy for People Resilience (CE4PR) est **une initiative complémentaire visant à amplifier la contribution de l'UNCDF au PNDES** dans la transition du Gouvernement Burkinabé vers l'économie verte à travers **l'extension du PARI aux questions des énergies**. Le document de projet est basé sur les stratégies et les politiques nationales en la matière ; **cela est cohérent avec la stratégie de la coopération luxembourgeoise et celle de l'UNCDF.**

#### 5.1.1. Pertinence par rapport aux priorités nationales et IDE [EQ11.1 - EQC1.1]

**Alignement avec les objectifs du gouvernement du Burkina.** Le CE4PR est une véritable cocréation du Gouvernement burkinabé et de ses partenaires au développement, bien qu'aucune convention n'ait été signée. Deux ministères ont été directement impliqués dans la définition stratégique. Le Ministère de l'Économie et de la Planification Financière est la partie prenante principale. A partir de la phase de conception du projet, l'UNCDF, avec le soutien du PNUD, a échangé régulièrement avec les agences du Ministère de l'Environnement, telles qu'ABER et AENREE<sup>44</sup>. Les relations institutionnelles ont été entamées en 2019, mais au cours du temps, avec le changement des gouvernements et des ministres, l'implication s'est affaiblie, en dépit de la présence de personnel administratif ayant une mémoire du processus initial. En outre, l'UNCDF a été un interlocuteur privilégié pour la rédaction de la SN@DEN et la coopération luxembourgeoise a joué un rôle important dans la rédaction du PNDES.

**La stratégie sous-jacente au CE4PR est en accord avec le Programme National de Développement Économique et Social – PNDES 2021-2025 (PNDES)** pour lequel il contribue largement à la réalisation des effets attendus de deux objectifs spécifiques : pour le OS 1, **le CE4PR contribue à l'EA 1.1.2** : « l'autonomisation économique des jeunes et des femmes exposés au risque de basculement dans l'extrémisme violent est renforcée » **et à l'EA 1.1.3** : « Les disparités de développement des régions et des communautés sont réduites », notamment en ce qui concerne « l'augmentation du taux moyen d'électrification des régions ». **Concernant l'OS 3, le CE4PR contribue à la réalisation de l'EA 3.6.3** : « la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique est garantie ».

**Le CE4PR s'inscrit dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour le Secteur de l'Énergie 2019-2023** qui inclut les énergies renouvelables, notamment pour son **axe stratégique 1** : « le renforcement de l'offre d'énergie » pour son **EA 1.1.2** : « les énergies renouvelables sont valorisées et utilisées en masse dans l'offre d'énergie ». Il contribue également à la mise en œuvre de son axe stratégique 2 : « la promotion de l'efficacité énergétique » pour son **EA 2.2.1** : « Les technologies et les énergies de substitution au bois-énergie sont promues ».

**Le CE4PR est cohérent avec la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière – SNFI** qui souligne bien l'importance du digital dans l'offre de services et de produits financiers aux populations, notamment aux femmes, aux jeunes, aux agriculteurs et aux MPME. **Le CE4PR vise à renforcer l'offre de produits et de services énergétiques renouvelables et à renforcer la demande**, à savoir la capacité des consommateurs via des nouveaux produits et services financiers adaptés.

**Le CE4PR s'inscrit également dans la vision de la Stratégie Nationale de Développement de l'Économie Numérique – SN@DN**, notamment dans son **4<sup>ème</sup> principe soulignant l'Inclusion** : « d'une économie numérique dans laquelle tout burkinabé, quiconque où qu'il soit, aura la possibilité de créer, d'obtenir, d'utiliser et de partager l'information et le savoir pour réaliser son potentiel dans la promotion de son développement durable et l'amélioration de sa qualité de vie ». La stratégie de développement postal prend également en considération cet aspect.

**Alignement avec la stratégie Luxembourg.** **CE4PR est cohérent avec la Stratégie générale de la coopération luxembourgeoise** – En route vers 2030. Il s'inscrit dans **ses thématiques 1 à 3** : « Améliorer l'accès à des services sociaux de base de qualité ; Renforcer l'intégration socio-économique des femmes et des jeunes et Promouvoir une

<sup>44</sup> Entretien avec responsable de ABER.

croissance durable et inclusive » sur la base de laquelle les Programmes Indicatifs de Coopération II et III ont été signés avec le gouvernement burkinabé. Il contribue au développement d'énergies renouvelables favorables à la bonne gestion des ressources naturelles (bois), ainsi que le traduit le **PIC III** qui prolonge le PIC II dans ses **axes stratégiques 1 - gestion durable des ressources forestières et 2 - Valorisation des ressources forestières (pour promouvoir l'économie verte)**. Cet élément est d'ailleurs retenu pour le prochain PIC en termes de « Soutien à la gouvernance climatique, à la gestion durable des ressources naturelles et à la préservation de l'environnement pour lutter contre le changement climatique ».

**Alignement par rapport au contexte du pays.** La pertinence du CE4PR est réelle. En effet, en 2019, **une étude de faisabilité a été réalisée** en parallèle avec la formulation du projet. L'étude s'est focalisée sur la situation du marché des énergies renouvelables, l'analyse des besoins et la demande de services. Le côté digital est l'un des éléments en question. L'étude a mis en évidence les points suivants :

- Présence d'un cadre règlementaire pour la promotion des énergies renouvelables au Burkina ;
- L'offre de technologie est présente, avec des sociétés multinationales qui vendent leurs produits ; toutefois, le dispositif de contrôle de qualité des équipements solaires n'est pas encore opérationnel ;
- L'offre de services financiers pour l'énergie inclut le PAYGO et la possibilité d'effectuer des transactions digitales ; toutefois, l'utilisation de ces services est encore limitée ; les services financiers ne sont pas forcément adaptés à l'adoption des technologies renouvelables ; on observe un taux d'impayé important parmi les fournisseurs d'énergies qui offrent des services de paiement à crédit ;
- Présence d'une demande pour les technologies renouvelables et les services financiers adaptés de cinq catégories : i) les Individuels et/ou ménages ; ii) les groupes d'activités génératrices de revenus ou groupes communautaires ; iii) les entreprises / sociétés ; iv) les industries ; v) les services publics (écoles, centres de santé, etc.).

**Le projet CE4PR adopte une stratégie pertinente au regard de ces résultats.** En particulier le focus sur le renforcement des services financiers digitaux pour la vente des technologies renouvelables, aux bénéficiaires des ESCO et des utilisateurs finaux, répond aux défis mis en évidence sur l'accessibilité des services. En plus, **l'étude a identifié l'existence d'une demande spécifique en zone rurale, qui est la cible de l'intervention.**

**Alignement avec UNCDF.** Le projet CE4PR se focalise sur l'axe d'intervention 3 de la stratégie IDE globale – « Ne laisser personne de côté », en assignant un rôle majeur au fait de favoriser le développement et la mise à l'échelle de services innovants par les entreprises du secteur des énergies renouvelables. La dimension d'éducation demandée aux ESCO répond aussi à l'axe 4 « **clients responsables** ». On note également la présence d'une composante gestion des connaissances **qui répond aux besoins d'écosystème de marché - axe 2 -**, mais les données manquent encore à cet égard.

Le CE4PR est aussi une déclinaison au Burkina Faso d'un programme de l'UNCDF de portée plus globale sur le thème des énergies renouvelables, il s'agit du **programme CleanStart**.

La stratégie IDE part des expériences de plusieurs projets de l'UNCDF qui ont capitalisé sur les enseignements et preuves relevant des réalisations et des besoins effectifs des cibles : parmi ceux-ci, le programme CleanStart qui a amélioré activement l'accès à l'énergie propre en travaillant à la fois avec les PSF et les sociétés de services énergétiques (ESCO) et a permis la vente de plus de 150 000 solutions d'énergie propre à des populations à faible revenu, en s'appuyant de plus en plus sur des solutions de financement numérique qui permettent un paiement flexible (PAYGO) par l'intermédiaire du réseau.

### 5.1.2. **Pertinence par rapport aux groupes cibles [EQ1.2]**

Sur la base des *focus groups* (essentiellement composées de femmes rurales, jeunes et adultes) et d'entretiens qualitatifs avec les bénéficiaires sans distinction aucune (femmes, jeunes, agriculteurs, PDI, TPE, petits agriculteurs) et les partenaires de mise en œuvre (ESCO, Incubateurs, partenaires au développement ; etc.), l'on constate que **la pertinence du projet CE4PR est effective.**

**Le marché pour les services énergétiques solaires est très grand** et les services digitaux peuvent le favoriser ; la demande et/ou l'espace pour les services PAYGO sont disponibles, mais c'est un marché encore à développer en misant sur la qualité et avec un ciblage territorial qui est correctement celui des zones les plus vulnérables du pays.

**La promotion des technologies solaires photovoltaïques apparaît pertinente** par rapport aux besoins des bénéficiaires en zone rurale qui témoignent leur satisfaction : « *nous sommes satisfaits de l'offre des ESCO qui nous*

fournissent des kits pour l'éclairage des domiciles (Ouaga et Koupéla) ; de vidéo-club (Ouaga - Centre Ouest), du local de travail (restauration à Koupéla) ; d'une pompe solaire acquise grâce au financement de MicroStart (Puytenga) ».

A travers le projet, les ESCO ont trouvé des réponses en termes de : « élargissement de zones d'intervention, notamment en milieu rural ; valorisation et utilisation des énergies renouvelables dans l'offre d'énergie du marché ; achat et stockage d'équipement, augmentation de la clientèle et renforcement des équipes techniques ». **La pertinence de l'intervention du CE4PR par rapport aux besoins spécifiques est saluée par les ESCO<sup>45</sup> et par les Incubateurs<sup>46</sup> rencontrés.**

**Cette approche inclut la digitalisation des modules de formation et de parcours d'incubation pour les Incubateurs et le fichier des clients pour les ESCO, ce qui facilite l'accès des clients aux services et produits financiers des IMF.**

Il reste que des partenaires de mise en œuvre du CE4PR ont des outils digitaux leur permettant de faire accéder les cibles aux interventions d'autres projets ou d'autres intervenants, qu'ils soient ou non partenaires du projet : « *SOIER a été saisie par un client qui a accédé à un forage solaire sans intervention d'une IMF par exemple ; un autre client a accédé à la mise en place d'une pompe solaire grâce à Microstart avec un forage réalisé par l'entreprise FOG EAU, une ESCO non partenaire de CE4PR ; un autre, par contre, a accédé à l'installation d'une pompe solaire avec le crédit de Microstart et l'intervention de l'ESCO SOIER pour le forage* » - témoignages recueillis dans les régions du Centre et du Centre Est.

### **5.1.3. Pertinence de l'approche des théories du changement par rapport aux résultats prévus [EQC1.3]**

**Le document de projet ne présente pas explicitement une Théorie du Changement**, mais plutôt une structuration des activités, résultats et objectifs, et le lien avec la ToC de l'approche générale de digitalisation de l'UNCDF. Cela révèle un certain nombre des limitations et des points faibles qui conditionne la clarté de la ToC du projet. Toutefois, la structure de la ToC a pu être revue et reformulée par l'équipe d'évaluation dans la phase préparatoire de l'évaluation. Finalement, **l'analyse globale de l'approche**, pour ce qui est de la capacité de mettre à disposition des nouveaux produits énergétiques et des services financiers et digitaux à l'usage de groupes cible visés par le CE4PR, **est pertinente.**

**La TOC du projet est dans sa structure générale pertinente par rapport aux résultats prévus.**

**La dynamique enregistrée dans le marché burkinabé en matière d'énergies renouvelables justifie un soutien afin d'accélérer le développement de l'offre. La demande de services énergétiques accessibles est effective.** En même temps, il est essentiel de renforcer la capacité des consommateurs via de nouveaux produits financiers adaptés. **L'objectif final étant de contribuer à renforcer la résilience économique et l'adaptation au changement climatique en favorisant l'accès des groupes les plus vulnérables aux solutions énergétiques et à des services numériques plus performants.**

**L'approche du « faire faire », par le biais des ESCO, des Incubateurs, des IMFs et d'autres prestataires de services, est responsabilisante** et permet de renforcer les capacités des structures de l'offre sur le plan national.

Cette approche a permis, comme pour PARI, de desservir plusieurs régions en fonction de la zone d'intervention du partenaire et donc de couvrir les besoins d'un grand nombre de personnes : « *nous intervenons également dans les régions du Centre Nord, du Nord, des Hauts Bassins, de la Boucle du Mouhoun ; etc.* », témoignaient les Incubateurs et les ESCOS rencontrés.

## **5.2. Cohérence**

Le projet a été conçu et lancé dans un **cadre de forte intégration d'une stratégie Pays cohérente au Burkina Faso par l'UNCDF**. Ceci a garanti **la cohérence de l'activité** avec les politiques nationales du gouvernement du Burkina Faso – notamment le PNDES - et avec les priorités du bailleur principal, le Gouvernement du Luxembourg – notamment **la FCI**. **L'activité est effectivement complémentaire aux autres initiatives de l'UNCDF dans le pays**, surtout le projet PARI, dont elle partage l'objectif et, partiellement, les ressources, pour la digitalisation des services financiers, et permet d'en réaliser la composante de renforcement des services spécifiques des ESCO.

<sup>45</sup> Source : témoignage de trois ESCO.

<sup>46</sup> Source : témoignage de deux Incubateurs.

L'activité est ainsi cohérente avec la plateforme d'investissement de l'UNCDF, qui permet de fournir des ressources additionnelles en renforcement de la dimension de durabilité.

### 5.2.1. Cohérence externe [EQ12.3]

**Cohérence avec la stratégie pays des Nations Unies.** Le projet CE4PR s'inscrit dans le pilier 3 du cadre de coopération des Nations Unies aux priorités nationales de développement : **croissance inclusive durable, emplois décents et sécurité alimentaire**<sup>47</sup>. Il est en cohérence aussi avec les éléments du pilier 4, « **Prévenir les risques climatiques et renforcer la préparation aux urgences** », qu'à partir de 2020 ont été absorbé par le pilier 3.

Sur la base du cadre stratégique d'UNCDF, le projet n'est pas seulement cohérent avec la priorité IDE, mais aussi avec la priorité « **Finance pour le climat, énergie verte et biodiversité** ». En complémentarité avec l'initiative globale LoCAL, qui est la référence pour le financement climatique, le projet CE4PR permet la mise en œuvre d'initiatives spécifiques pour ce qui est de la valorisation de l'économie verte.

D'autres éléments de cohérence du projet par rapport aux stratégies des Nations Unies sont rappelés dans le chapitre 6.2.1 sur la cohérence externe de la stratégie IDE.

**Cohérences avec les initiatives d'autres bailleurs de fonds.** Le projet CE4PR utilise l'approche de la digitalisation pour favoriser l'adoption de technologies et de pratiques d'adaptation au changement climatique, ce qui est cohérent avec les initiatives des bailleurs d'UNCDF au Burkina Faso : la Suède et le Luxembourg. L'axe d'intervention « Résilience, environnement, climat et énergie » de la coopération suédoise<sup>48</sup>, focalise les interventions de renforcement économique comme soutien du PNDES, dans le contexte d'amélioration de la gestion des ressources naturelles. Le projet Weeong Pani « Gouvernance locale des ressources forestières » dont UNCDF est partenaire, en est un exemple. **Le CE4PR s'inscrit dans les objectifs stratégiques de la coopération luxembourgeoise énoncés dans son Programme Indicatif de coopération (PIC III ; 2017-2021) visant à soutenir le PNDES.** Dans le cadre de la nouvelle stratégie de la coopération Luxembourgeoise qui est en voie de définition, le thème du développement d'un marché efficient et inclusif en matière d'énergies renouvelables semble confirmé parmi les priorités affichées, tandis que l'attention aux thèmes de digitalisation semble s'essouffler<sup>49</sup>.

En ce qui concerne le **soutien direct aux ESCO et aux incubateurs**, les partenaires ont mis en évidence que l'initiative CE4PR est **complémentaire et cohérente avec les initiatives d'autres bailleurs sur le terrain**. Le projet CE4PR a permis de renforcer le modèle de business de l'ESCO qui avait déjà bénéficié de la compétition REACT - Efficient Electrification Project (EEP), qui est un projet financé par l'Ambassade de Suède, dans le cadre de l'AEFC (Africa Enterprise Challenge Fund). Le projet REACT a permis d'investir dans **la zone péri-urbaine de Ouagadougou** ; le projet CE4PR s'est concentré sur le développement du marché **en zone rurale**. En outre, dans le cas d'une autre ESCO, le projet CE4PR a travaillé en cohérence avec le fonds *Beyond the Grid Fund for Africa* (BGFA), une initiative multilatérale qui a été lancé toujours par la coopération suédoise.

L'action des incubateurs a ainsi confirmé la cohérence des services d'assistance technique du projet CE4PR avec les initiatives dans le même domaine de l'Union Européenne, en collaboration avec le Ministère de la Coopération du Burkina Faso, et les initiatives de la GIZ, qui a financé des programmes parallèles d'accompagnement aux entreprises dans le domaine des énergies renouvelables.

### 5.2.2. Cohérence interne - [EQC 2.1 - EQC2.2 EQC2.3]

Le caractère transversal d'une stratégie de digitalisation requiert un dialogue approfondi et opérationnel avec les secteurs de marché plus dynamiques, innovateurs et performants. Cela est le cas des énergies renouvelables. En outre, le rattachement de CE4PR au **programme global CleanStart** - en cours dans les autres pays d'intervention de l'UNCDF en Afrique de l'Est et en Asie - **renforce la cohérence interne de l'intervention par rapport à la stratégie IDE globale**. Cependant, **reste le besoin de le formaliser de façon plus claire** - via un document IDE Burkina Faso - **l'approche pays**.

CE4PR est une réponse aux défis du marché de l'énergie propre au Burkina Faso<sup>50</sup>. Il vise à améliorer les conditions de vie des couches les plus vulnérables de la population, les femmes, les jeunes, les petits exploitants agricoles, les

<sup>47</sup> Rapport annuel 2022 Nations Unies au Burkina Faso – UN Sustainable Group

<sup>48</sup> « La coopération Suède Burkina Faso - Les programmes et projets de la stratégie 2018-2022 »

<sup>49</sup> Déclaration des responsables de l'Ambassade de Lux à Ouagadougou.

<sup>50</sup> Déclaration du responsable régional CleanStart à Bangkok.



micro-entrepreneurs, les micros et petites entreprises et les réfugiés, dans les zones rurales et périurbaines, en créant des opportunités économiques et en renforçant ainsi leur résilience et leur adaptation aux changements climatiques. **Le CE4PR complète les autres projets dont les cibles sont pratiquement les mêmes** (PARI, Agrifinance, AGRI+ de la coopération luxembourgeoise, par exemple). Les cibles indirectes sont les départements ministériels, comme les autres projets. L'intervention est bâtie également sur les enseignements tirés des programmes précédents de l'UNCDF sur financement du Luxembourg.

**Le projet sert ainsi à la plateforme d'investissement LDCIP**, conformément aux intentions des responsables de l'UNCDF. Le projet a joué un rôle d'identification et d'analyse des dossiers de crédit utile à la politique d'investissement de la plateforme. Au même temps, l'accès à des fonds à crédits externes au budget de projet a renforcé la composante de durabilité de l'activité.

**La stratégie du Gouvernement du Luxembourg est en train d'évoluer vers une attention accrue aux questions de l'adaptation au changement climatique** et d'une gestion soutenable des ressources naturelles. Cela se traduit par une attention particulière accordée également aux populations les plus vulnérables en milieu rural. Même si les deux projets - CE4PR et PARI - répondent à deux ministères différents, « l'approche marché » et le renforcement de la résilience économique, via une majeure digitalisation, sont les objectifs communs aux deux projets.

**Sur le terrain, au niveau des bénéficiaires finaux, le niveau de complémentarité et de synergie entre les deux projets (CE4PR et PARI) n'est pas suffisamment observé** : une ESCO « suggère qu'il y ait des rencontres entre les acteurs de tous les projets UNCDF pour, par exemple, développer des synergies et "solutionner" ainsi le problème d'approvisionnement qui individuellement coûte cher à l'entreprise (le prix est répercuté sur le client) ». Des rencontres entre ESCO sont organisées par l'équipe de l'UNCDF, mais des rencontres similaires n'ont pas eu lieu avec les partenaires du projet PARI, ni avec ceux des autres projets de la coopération luxembourgeoise : c'est ce que regrettent les deux ESCO interviewées (en off).

Les bénéficiaires finaux observent l'absence de synergies et de complémentarité entre les deux projets : « nous avons besoin de forage pour nos activités économiques, c'est primordial » soulignaient deux GE du Plateau Central accompagnés par une IMF partenaire de PARI : devant l'équipe de l'UNCDF, ils ont démontré qu'ils ne savaient pas qu'il y avait un autre projet qui pouvait leur offrir une réponse à ce besoin.

### 5.3. Efficacité

#### 5.3.1. Réalisation de l'output (produit) et atteinte de l'outcome (résultat) 1 [EQC 3.1a]

**Le projet CE4PR a répondu de façon efficace aux indicateurs du ProDoc, qui ont été dans la plupart déjà atteints à la fin de 2022.**

L'injection de ressources a permis aux ESCO d'embaucher des agents, de développer ou de vulgariser des solutions de financement pour l'achat de technologies renouvelables. **Les ESCO sélectionnées ont desservi un nombre de clients qui, à la fin de la deuxième année, dépasse déjà la cible du projet.** Les produits technologiques ont été appréciés, avec différents degrés de satisfaction. **Des solutions financières innovantes ont été adoptées, y compris le PAYGO. Aucune donnée ne vient confirmer que cette solution est durable ou préférable** à ce stade du projet.

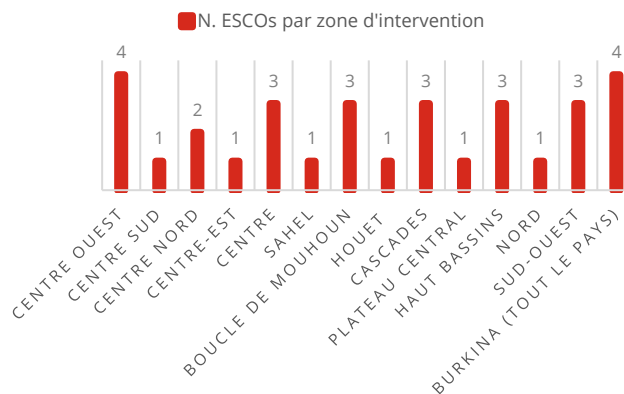
**Output 1** : ESCO - Les solutions d'énergie propres pour des utilisations productives et domestiques sont développées ainsi que l'incubation des PME.

**Livraison des produits/output** Selon l'approche « faire faire », qui caractérise les interventions de l'UNCDF au Burkina Faso dans le cadre de la stratégie IDE, les *outputs* sont livrés principalement grâce à l'utilisation des ressources du fonds FERR/BF et via l'assistance technique fournie aux structures bénéficiaires des subventions, c'est-à-dire les ESCO, les IMF et les incubateurs.



**Ce fonds a permis de financer directement 10 ESCO : il s'agit d'un nombre plus élevé par rapport aux 6 partenaires prévus dans le ProDoc.** Le support a pris la forme de subventions et, dans deux cas, cela a facilité l'accès à du crédit additionnel. **Ces entreprises** - sélectionnées sur la base de leur solidité et de la capacité à livrer des services dans plusieurs régions du pays - **ont effectivement permis d'atteindre, déjà à la fin de la deuxième année, les résultats prévus en termes de disponibilité de services et de technologies aux clients.**

En termes d'extension territoriale, 4 ESCO travaillent sur tout le territoire national tandis que les autres interviennent localement mais couvrent dans leur totalité toutes les provinces du Burkina Faso. Toutes les 10 ESCO travaillent en zone rurale, 9 couvrent les zones péri-urbaines tandis que 5 opèrent aussi en zones urbaines.



Les ESCO sélectionnées offrent en effet une variété de services digitaux qui ont été vulgarisés grâce au soutien du projet. D'après les questionnaires remplis par les ESCO, leurs clients peuvent maintenant utiliser les services digitaux pour faire des paiements (8 ESCO) ; demander des crédits (3) ; recevoir les crédits (3) rembourser les crédits (5) ; recevoir des informations (6) ; effectuer d'autres transactions (1).

**D'après les informations recueillies (Réf. Annexe 4 Tableau 1 – CE4PR – Indicateurs output 1 dans le rapport final), les produits livrés vont déjà au-delà des cibles affichées dans le Prodoc :**

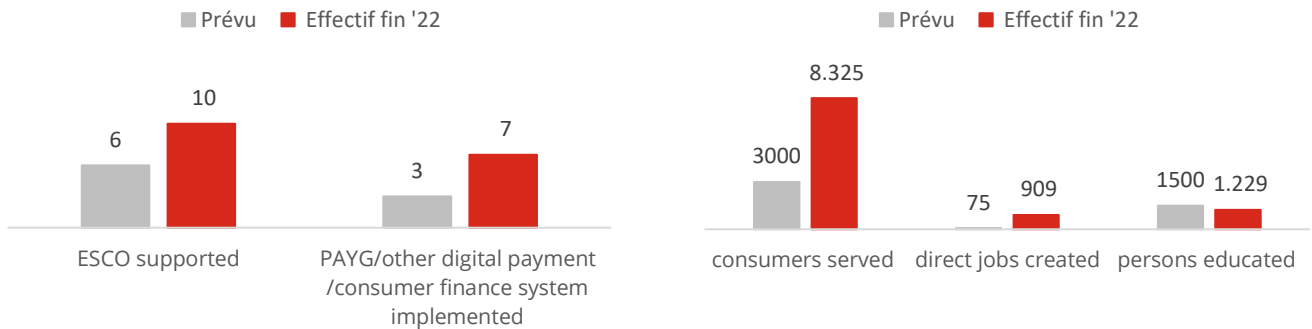
- 10 ESCO ont été sélectionnées, et 95% ont reçu, avec différents niveaux d'intensité, de l'assistance technique. **Au total, plus de 8 000 clients ont eu accès à des technologies renouvelables, ce qui dépasse largement l'objectif initial de 3 000.** Environ 60% de ces clients ont adopté des solutions solaires pour l'énergie ; 40% des clients ont acquis des solutions renouvelables pour la cuisine. **Le ciblage des jeunes a été plus efficace que celui des femmes**, en confirmant ainsi les attentes initiales : 34% des clients sont des jeunes (+20% par rapport aux prévisions) ; 47% sont des femmes, (- 60% par rapport aux prévisions) ;
- Ce support direct aux ESCO a permis aux bénéficiaires des subventions de **créer plus de 900 emplois directs et indirects, quand l'objectif initial était de 75 emplois directs seulement.** Ce résultat, largement supérieur aux atteintes, a été possible grâce aux objectifs plus ambitieux définis dans les contrats avec les ESCO et à la comptabilisation des postes de travail d'agents externes et/ou temporaires dont les ESCO se dotent afin de mieux desservir des zones isolées. Les questionnaires confirment que les postes de travail additionnels stablement créés dans la période d'implémentation du projet dépassent les 75, mais ne vont pas au-delà de 172 agents. **Il convient donc de noter une nette divergence entre les performances affichées par les rapports de l'UNCDF et les données recueillies sur le terrain.**

Tableau 15 – CE4PR – nb déploiement d'agents et filiales des ESCO<sup>51</sup>

ESCO	Employés		Nb filiales		Nb agents			Nb agents PAYGO/digital	
	2022	2019	2022	Delta	2019	2022	delta	2022	% sur tot agents
ICBD	6	0	0	0	3	5	2	2	40%
GES	16	1	1	0	5	16	11	1	6%
AES	29	1	1	0	25	29	4	0	0%
MicroSow	11	1	1	0	8	11	3	0	0%
OOLU	165	4	8	4	56	140	84	130	93%
Qotto	90	0	0	0	32	99	67	99	100%
Sahelia	24	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
SOIER	8	0	0	0	4	8	4	0	0%
FRES	30	5	4	-1	26	30	4	16	53%
NAFA NAANA	18	4	6	2	28	21	-7	8	38%

<sup>51</sup> Ces données ne sont pas directement liées à l'utilisation des subventions du fonds FERR/BF, mais à la situation des ESCO concernées avant et après l'accès à la subvention, c'est-à-dire en 2019 et en 2022.

- **7 systèmes de paiement digital par rapport aux 3 prévus ; 3 partenariats, comme prévu, ont été réalisé pour la livraison des services financiers ;**
- **Plusieurs sessions d'information**, en ligne avec les prévisions, ont été réalisées, touchant à peu près **80% des 1 500 personnes prévues.**
- **Trois incubateurs ont été concernés, au lieu qu'un seul incubateur initialement prévu ;** cela a permis de mieux desservir les 10 entreprises sélectionnées ainsi que plusieurs autres entreprises qui n'ont pas bénéficié d'un support financier direct.



**Renforcement des ESCO.** Le soutien technique et financier aux ESCO a pour objectif d'augmenter non seulement les services aux clients finaux, mais aussi **la capacité des ESCO à livrer ces services par le biais digital.** L'analyse des **informations disponibles à partir des questionnaires individuels** envoyés aux ESCO concernées **confirme l'efficacité de cette activité de soutien à l'augmentation des capacités et des services offerts.** Il est possible d'évaluer cette contribution sur le domaine d'amélioration des compétences ainsi qu'en termes de développement des produits et amélioration de l'accès aux marchés.

En ce qui concerne les compétences internes, 8 ESCO sur 10 déclarent avoir **vu augmenté leurs compétences.** Dans 3 cas, il s'agit de compétences relatives aux paiements digitaux et au PAYGO ; dans les autres cas, principalement de compétences techniques et commerciales : *« Le projet nous a permis de mieux comprendre les associations dans le monde rural »*

En termes de **développement des produits**, cette source d'information permet de **nuancer l'information disponible dans les rapports de projet.** Les ESCO ont principalement investi dans des nouveaux produits technologiques à lancer et/ou vulgariser dans le marché : systèmes productifs Power Hub, solution pour l'utilisation productive de l'énergie, vente comprise, solutions de cuisson et motopompes à eau. **Deux ESCO se sont dotées de systèmes PAYGO** - ce qui figure parmi les indicateurs de projet. Concernant l'efficacité de cette solution, on ne dispose pas encore de résultats définitifs, mais une entreprise déclare que *« L'eau est vendue au volume à des groupes de producteurs. Sans la technologie PAYGO, il serait très difficile de collecter les paiements et de suivre la consommation d'eau »*. Il s'agit en effet de la seule entreprise qui a donné une appréciation de 4 sur 4 dans le questionnaire pour ce qui est de la qualité de la contribution du projet au développement de ses produits. 50% des entreprises ont déclaré une contribution moyenne, de 2 sur 4.

**L'efficacité du projet dans l'ouverture de nouveaux marchés est moins évidente.** 8 ESCO sur 10 ont déclaré avoir développé des nouveaux marchés, mais 2 parmi ces 8 ont enregistré une expérience négative, y compris une entreprise qui a développé le PAYGO afin de desservir le milieu rural. La contribution à des nouveaux marchés s'est traduite principalement dans la mobilisation de certaines communautés qui ont fait des commandes additionnelles : *« La commande d'une cinquantaine de Power Hub en cours et de 250 tondeuses vendues »* déclare une ESCO très satisfaite. Des remarques par rapport aux difficultés mettent **en évidence la volatilité du marché** *« Nous revoyons nos projections en fonction du marché et des réalités du terrain qui changent tout le temps »* ou *« Le marché des équipements productifs solaires n'a pas évolué parce que les modèles ne sont pas encore adaptés aux besoins exprimés des clients »*.

**Le projet a été plutôt efficace dans l'amélioration des compétences et de l'offre des produits par les ESCO, mais il n'est pas évident que cela puisse avoir des effets sur le développement des marchés.** En utilisant le schéma logique de l'approche développement des systèmes de marché, l'on peut affirmer que les phases de l'adoption ainsi que de l'adaptation de la part des partenaires engagés ont produit des résultats positifs et évidents. Cependant, il est encore prématuré d'envisager l'entrée dans la phase de *crowding-in*, à savoir d'une réaction positive aux innovations de la part des concurrents et de l'extension des nouveaux produits dans le contexte du marché burkinabé. Il apparaît évident que seulement à ce stade il sera possible d'évaluer la portée des changements systémiques souhaités.

**Création micro et petites entreprises vertes.** Une autre composante a été le soutien aux entreprises, à travers le partenariat avec des Incubateurs. **Les participants au programme d'incubation ont été choisis unilatéralement par l'UNCDF.** Une analyse de cet aspect sera reprise par la suite dans la section dédiée à l'efficacité opérationnelle.

Pour analyser l'efficacité du projet à travers cet output, l'équipe d'évaluation a **sélectionner 3 incubateurs**, chacun avec une tâche spécifique : 2iE pour le renforcement des compétences techniques des entreprises ; BBI pour la rédaction des plans d'affaires et 2M INVEST pour la levée de fonds (recherche de ressources additionnelles).

L'analyse de leurs contrats et des rapports qu'ils ont livrés permettent d'apprécier le niveau de réalisation des activités (Réf. Annexe 4, Tableau 2 – CE4PR – Indicateurs output 1 dans le rapport final – incubateurs). **Deux incubateurs sur trois ont incubé un nombre plus élevé d'entreprises par rapport aux obligations de contrat ;** ce niveau d'activité, au-delà des résultats contractuels escomptés, a pris en compte le fait que le taux de réussite des entreprises incubées était dans le contexte d'intervention moindre par rapport aux prévisions initiales. En effet, 16 entreprises sur 78 n'ont pas terminé leur parcours d'incubation. **Sous ces conditions d'un niveau d'effort supplémentaire, le projet a pu atteindre le résultat attendu.**

D'autre part, il convient de souligner que l'activité d'incubation n'est pas encore en mesure de mobiliser des ressources additionnelles sur le marché privé, malgré les partenariats développés et la bonne participation au lancement d'une bourse-à-projets. En tout cas, le travail des incubateurs continuera durant toute l'année 2023 et il sera très important de considérer cette contrainte afin d'atteindre les objectifs de résultat affichés.

**Appréciation des bénéficiaires finaux.** Quant aux bénéficiaires finaux, **la satisfaction est plutôt grande même si la distribution et l'installation des équipements est très récente** (fin 2022 – début 2023). Ils ont reçu la visite des agents des différentes ESCO qui les ont sensibilisés sur les avantages comparatifs des énergies propres (les économies qui en peuvent ressortir par rapport aux énergies conventionnelles) et sur les effets multiples. Les bénéficiaires de l'utilisation de ces énergies en témoignent ainsi : « *aujourd'hui, on voit mon restaurant le soir et je peux servir plus de couverts et pendant plus longtemps* » (une bénéficiaire de kits de OULO au Centre Est).

Des partenariats certes nouveaux sont établis entre IMF et bénéficiaires finaux : c'est le cas des bénéficiaires de pompes solaires du Centre Est : « *on a pu négocier les échéances avec l'IMF, on se parle comme partenaires* », ont-ils témoigné.

On observe cependant des **failles liées à : (i) la qualité des équipements** : un bénéficiaire sur deux des pompes solaires se plaint déjà ; **(ii) la faible planification des bénéficiaires** : des individus n'arrivent pas à respecter les échéances, car les activités liées aux équipements photovoltaïques acquis n'ont pas produits les recettes prévues au départ<sup>52</sup>; **(iii) la faible étude de marché – faible vision dans le temps** qui fait qu'une fois l'équipement acquis (kiosque et club vidéo), le marché ne suit plus et les recettes ne rentrent plus ; mais également **(iv) la faible capacité de gestion des bénéficiaires**<sup>53</sup>.

**Outcome 1 : ESCO - Accélération du développement et intensification des activités des sociétés de services énergétiques du secteur privé consistant à fournir des solutions d'énergie propre à des fins productives.**

Les **activités des sociétés énergétiques ont effectivement augmenté de façon raisonnablement stable** : non seulement leurs agents et services disponibles sont augmentés (output 1.1), **mais aussi leurs clients ont également augmenté, et les relations avec des institutions financières renforcées.** Cela ne signifie pas encore, toutefois, une capacité à attirer des ressources directement du secteur financier national. **Des ressources additionnelles ont été mobilisées pour les ESCO uniquement à travers la contribution de la plateforme LDCIP.**

L'UNCDF a pu apprécier un **effet indirect sur la création d'emploi** de l'activités des ESCO, ainsi que calculer une réduction du gaz serre grâce à l'adoption des technologies vulgarisées.

Finalement, le projet a renforcé des entreprises existantes, **sans pour autant réussir à favoriser la création de nouvelles entreprises énergétiques.**

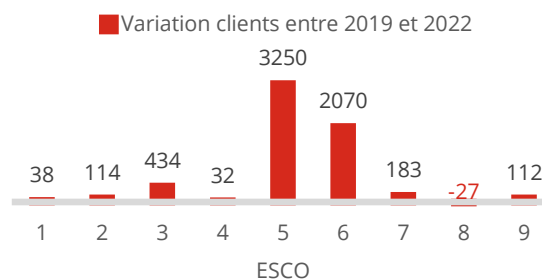
<sup>52</sup> Cas du maraîcher de Loumbila dont le débit du forage est en deçà de ses besoins ; cas du promoteur hôtelier de Puytenga dont l'auberge n'a pas été vite fonctionnelle et le cas du vendeur d'eau dont l'équipement semble défaillant et ne lui permet pas de vendre suffisamment d'eau/jour.

<sup>53</sup> Il a été observé par l'une des ESCO que les associations bénéficiaires d'équipements ont du mal à gérer le paiement, les modalités pourtant convenues après beaucoup d'échanges ne sont pas respectées.

Sur la base des informations recueillies, l'équipe d'évaluation a pu estimer cet *outcome* immédiat dans les aspects suivants :

**Effets indirects sur l'emploi et les activités des ESCO.** Les résultats confirment une **capacité à créer des emplois supplémentaires dans les entreprises clientes des ESCO**. Cela veut dire que fin 2022 l'objectif de 250 emplois indirects créés a été dépassé, avec presque 200 emplois supplémentaires, dont plus de la moitié représentée par des femmes (58%) et des jeunes (56%). (Réf. Annexe 4, *Tableau 3 – CE4PR – Indicateurs outcome 1 dans le rapport final*)

**Les ESCO ont ainsi bien augmenté leur clientèle totale.** Le graphique montre que toutes les ESCO qui ont fourni l'information, sauf une, ont augmenté leur clientèle totale de 2019 à 2022 (Réf. Annexe 4, *Tableau 9 – CE4PR – Clients des ESCO 2019-2022 et pourcentage femmes et jeunes femmes*). **Il n'est pas possible d'attribuer directement ce résultat au projet**, mais cela confirme que **le support financier et technique a été orienté vers des ESCO en évolution positive dans le marché.**



En outre, **les ESCO ont expérimenté un renforcement de leurs relations avec d'autres acteurs.** Le renforcement des relations avec bailleurs/investisseurs et incubateurs<sup>54</sup> est détectable dans 6 ESCO sur 10.

« Avec 2M Invest en exemple, nous avons développé une relation de proximité nous permettant de les consulter à tout moment et vice-versa, pareil avec Microstart » ; « Nous avons un projet en cours de négociation avec COFIDES » déclarent deux ESCO. Et encore, d'autres deux ESCO ont entamé un partenariat entre elles.

En détaillant les relations entamées avec les IMF, les déclarations suivantes ont été enregistrées :

- « Nous avons négocié l'ouverture de comptes et l'accompagnement des groupes par une IMF. Aussi, une autre IMF a accepté de financer nos activités de mise en œuvre du projet avant de recevoir le paiement de l'UNCDF » ;
- « Nous sommes en train de faire un travail pour introduire les TPE sur nos différents sites aux IMF pour opportunités de financement » ;
- « Création et ligne de crédit énergie avec les IMF. Une convention a pu être signée avec une IMF et les activités de diffusion et de sensibilisation/formation sont en cours ».

On observe aussi des situations non concluantes : « Nous ne sommes pas parvenus à conclure un accord avec Microstart ».

**Effet levier pour le financement des entreprises.** L'effet levier sur la levée de fonds additionnels n'est pas affiché dans les rapports annuels du projet. En effet, on n'observe pas de fonds additionnels mobilisés à travers l'activité d'incubation, mais **l'UNCDF a facilité les dossiers de deux ESCO auprès de sa plateforme d'investissement LDCIP, pour un financement total de 440 269 USD<sup>55</sup>.**

Ce chiffre représente un **effet levier de 1,29 par rapport au total des fonds accordés jusqu'à ce stade**, soit 1 537 028 USD ; **de 1,42 sur le total des fonds octroyés aux ESCO**, soit 1 072 028 USD, **et de 2,82 par rapport aux fonds octroyés aux deux ESCO concernées**, soit 242.028 USD<sup>56</sup>.

L'analyse des questionnaires remplis par les ESCO **met aussi en évidence une capacité supplémentaire à lever des fonds additionnels<sup>57</sup>** auprès d'autres institutions financières/bailleurs.

- Deux ESCO ont répondu affirmativement, en disant qu'elles ont bénéficié de subventions (sans autre détail)<sup>58</sup> ;

<sup>54</sup> Question « Quels partenariats avez-vous développé avec d'autres financeurs / investisseurs et avec des incubateurs ».

<sup>55</sup> En effet, le total des deux crédits octroyés à AES et Sahelia a été de 582 297 USD, mais le crédit octroyé à Sahelia est financé à 50% par le fonds LDCIP et 50% par le fonds FERR/BF

<sup>56</sup> Dans ce calcul il faut tenir compte que Sahelia a effectivement reçu des subventions qui ont renforcé sa position face à la plateforme LDCIP, mais ces subventions ne sont pas comptabilisées, car elles arrivent d'un autre projet.

<sup>57</sup> Questions : « Avez-vous eu accès à des ressources additionnelles grâce au support du projet ? » et « Si oui, merci de spécifier : type de ressources (crédit, subvention, ligne de crédit, garantie, autres) ; le(s) montant(s) reçu(s) ; l'utilisation de ces ressources.

<sup>58</sup> Celles-ci ont servi respectivement à : la délimitation d'un terrain et à des frais liés aux documents administratifs ; des missions de formation des femmes.

- Une ESCO a bénéficié d'un crédit de 1M€ de la part de Cordaid. D'après sa déclaration, c'est grâce au partenariat avec l'UNCDF que Cordaid a accepté d'octroyer le crédit.

**Soutien à la création des entreprises.** Au final, **le projet ne parvient pas à donner de résultats pour ce qui concerne la création de nouvelles entreprises. Les performances affichées concernent exclusivement des entreprises déjà en activité.**

La politique de subvention du fonds FERR/BF a priorisé des entreprises solides et existantes, ce qui a garanti **des résultats en termes de croissance, mais pas l'élargissement du périmètre d'acteurs économiques sur le marché.** L'activité des **incubateurs** a également permis de fournir des services additionnels aux entreprises sélectionnées, **sans, par autant, atteindre l'objectif premier, c'est-à-dire la création et/ou formalisation de nouvelles entreprises** (Réf. Annexe 4 Tableau 13 – CE4PR – analyse des contrats et rapports des incubateurs).

**Effets sur l'environnement.** L'équipe UNCDF a estimé **une sensible réduction d'émissions de gaz à effet de serre grâce à l'adoption des technologies proposées par les ESCO.** Pour évaluer correctement cet effet, qui ne ressort pas directement de l'évaluation en objet, il faudrait disposer d'une référence adaptée au contexte burkinabé (benchmarking) qui puisse introduire et favoriser l'utilisation d'un système de suivi pour les améliorations environnementales associées à ce type d'intervention.

**Contraintes et questions ouvertes.** Les ESCO rencontrées relèvent toujours la présence de **problèmes de financement de leurs plans d'affaires** afin de leur permettre de répondre efficacement à la croissante demande en milieux rural et péri-urbain.

**Le financement des TPE bénéficiaires du projet en services et surtout en équipements photovoltaïques reste largement insatisfait :** il n'y a pas encore de partenariats avec des institutions financières dont l'offre soit adaptée au secteur des énergies propres.

Enfin, **la qualité des équipements est également posée :** cette situation ne facilite pas les relations entre bénéficiaires finaux et IMF et ESCO<sup>59</sup>.

### 5.3.2. Réalisation de l'output (produit) et atteinte de l'outcome (résultat) 2 [EQC 3.1b]

**Output 2 : IMF - Des instruments financiers innovants et/ou digitaux sont développés et utilisés par les entreprises et les consommateurs finaux des produits d'énergie propres**

La composante de projet qui a ciblé les IMF a également été efficace : **de nouveaux agents et de nouveaux services ont été déployés par les IMF partenaires.** Des activités de formation ont été livrées, en parallèle, et cette activité est encore en cours. **Le projet a pu toucher seulement le secteur de la microfinance, sans pouvoir mobiliser le secteur bancaire. Aucune solution de blended finance n'a pas été remarquée.** En outre, les IMF n'ont pas directement développé de systèmes de PAYGO. Toutefois, **elles ont effectivement élargi leur offre** avec des nouveaux produits pour l'achat de technologie renouvelables en partenariat avec des ESCO.

L'analyse conduite sur la livraison des outputs se focalise sur l'efficacité de l'assistance technique et du soutien financier, afin d'augmenter le nombre de services financiers pour les technologies renouvelables développées et vulgarisées au bénéfice des individus et des ESCO.

**Livraison des produits/outputs.** Le support financier et technique **a efficacement permis aux IMF concernées de se doter de nouveaux produits** pour financer l'achat de technologies renouvelables. **La mise en réseau entre IMF et ESCO a joué un rôle important pour l'efficacité de cette composante.**

Le financement a aussi permis de réaliser des **activités de formation et d'information auprès des bénéficiaires.** Deux modules de formation ont été développés, digitalisés et distribués. Sur 3 000 bénéficiaires prévus pour des initiatives de formations, presque de 500 ont participé à des parcours d'éducation financière (16%), et plus de 2 000 (67%) ont reçu et utilisés des modules d'information technique. Cependant, **le projet n'a pas encore enclenché de**

<sup>59</sup> C'est le cas d'une TPE de Puytenga, qui trouve que la pompe solaire installée sur son forage n'est pas de qualité et ne parvient donc pas à rendre efficace son activité de vente d'eau en grands volumes.



**partenariat avec des banques, ni activé des mécanismes de *blended finance* spécifiques.** Le soutien financier et technique a concerné uniquement les IMF (Réf. Annexe 4, Tableau 4 – CE4PR – Indicateurs output 2 dans le rapport final).

**Développement de produits par les IMF.** Un approfondissement est utile afin de comprendre l'efficacité de l'activité de support aux IMF, ainsi que l'appréciation de ces activités (Réf. Annexe 4, Tableau 14 – CE4PR – Principales réalisations et défis du projet selon les IMF). Les deux IMF sélectionnées ont pu, d'une part, développer les services de portefeuille électronique qu'elles proposent et, d'autre part, structurer des nouveaux produits financiers dédiés au financement des technologies renouvelables. Ce résultat a permis de **renforcer la collaboration entre les IMF et les ESCO impliquées dans le projet**

Celle-ci est l'opinion d'une des deux IMF impliquées : « Nous avons déjà une collaboration avec une ESCO pour des produits d'énergies renouvelables, et cela nous intéresse de renforcer cet aspect. A travers le projet nous avons renforcé la relation avec notre partenaire, et nous avons eu accès à un liste d'ESCO référencées avec lesquelles discuter d'autres partenariats. Le produit d'une de ces ESCO a été ajouté à notre paquet de produits ».

**Les IMF ont donné une appréciation plutôt positive aux dispositifs d'assistance mis en place.**

Quant aux compétences, les produits et les marchés développés grâce à l'appui du projet, voici les résultats affichés et confirmés par les IMF :

Tableau 16 – CE4PR – Compétences, produits et marchés développés à travers le projet pour les IMF

Indiquez les compétences, les produits et les marchés développés grâce à l'assistance, et leur niveau d'amélioration (1-Mauvais; 2-Suffisant; 3-Assez bien; 4-Bien)					
Liste compétences	Appréciation	Liste produits développés	Appréciation	Liste marchés développés	Appréciation
Formations des formateurs en finance digitale	4	- Produits énergies renouvelables (Epargne et crédit)	4	Campagne promotionnelle devant les guichets	4
Structuration de produit spécifique Energie renouvelable,	3	Produit Energie renouvelable - moulin solaire, - éclairage solaire, - pompage solaire, - oxygénation solaire	4	- Mise en relation avec des professionnels du secteur de l'Energie avec leur réseau de distribution, - mise à disposition de crédit additionnel aux clients du réseau.	3

Ce qu'il est important de souligner est, en particulier, **la très bonne appréciation de l'appui en faveur de produits développés.**

**Un point critique est à signaler en ce qui concerne un autre indicateur de projet : le nombre de nouveaux agents déployés par les IMF** pour vulgariser les produits financiers destinés à l'achat de technologies renouvelables.

D'après les rapports fournis par l'équipe de projet, ils y auraient presque 2 500 nouveaux agents disponibles – et ceci par rapport à une prévision de 750 nouveaux agents affichés par la cible.

**Cet indicateur n'est pas en ligne avec la dimension des IMF partenaires et avec la dimension du marché.**

En effet, les données recueillies auprès des deux IMF directement soutenues nous confirment que **les résultats sont nettement au-dessous des performances déclarées et également inférieurs à l'objectif.** Le nombre de nouveaux agents est de 47 contre les 750 de l'objectif visé.

Tableau 17 – CE4PR – Employés et filiales des IMF

Employés	Nombre de filiales			Nombre d'agents		
	2019	2022	Delta	2019	2022	Delta
188	21	29	<b>8</b>	142	188	<b>46</b>
46	1	1	-	6	7	<b>1</b>

**Appréciation des usagers finaux.** Le thème du financement de l'accès aux équipements en énergies propres a été posé au niveau des bénéficiaires. D'après l'échantillon de bénéficiaires interviewés, et vu la dimension encore limitée du marché, les réponses recueillies proposent une situation mitigée. Le choix de l'offre de financement est limité :



« c'était une chance non choisie » ; « on n'a pas eu d'autres choix que d'accepter le type de prêt offert ». Ce qui suggère un besoin d'**améliorer les capacités de consommateurs dans le choix de l'offre. Cependant les bénéficiaires des kits et de produits d'éclairage pour les domiciles, répondent avec une satisfaction affichée. Il est à noter, que pour ces bénéficiaires, ce sont les ESCO qui sont considérées comme efficaces et non le projet.**

Vu que **le projet est en cours**, les actions d'éducation financière prévues pourraient aider les bénéficiaires à choisir mieux les institutions financières dont l'offre est plus accessible et adéquate pour financer l'acquisition et l'utilisation d'équipements d'énergies propres. Une offre de financement adaptée à ce type de besoin devrait être intégrée à l'action du projet. Les IMF ayant contribué à la mise en œuvre du PARI pourraient entre autres y participer.

**Outcome 2 : IMF - Catalysation du développement de produits et services financiers innovants et abordables, adaptés aux besoins des consommateurs de produits et services d'énergie propre**

Le niveau des *outcomes* confirme la tendance par rapport aux outputs : **il y a une réalisation effective des services par les IMF**, et donc les clients font effectivement des transactions, **mais on ne voit pas encore des résultats par rapport à l'implication des banques**. On observe également un **renforcement des services existants plutôt que la création de nouveaux services**.

**L'effet levier, observé chez les ESCO, ne se réalise par encore pour les IMF.**

L'analyse sur la livraison de l'*outcome* se focalise sur l'utilisation effective des produits financiers par les clients, et donc par leur adaptation et mise à l'échelle. (Réf. Annexe 4, Tableau 5 - CE4PR - Indicateurs outcome 2 dans le rapport final)

- Plus de 6 000 personnes ont acheté des produits ou services énergétiques avec les solutions proposées, **ce qui dépasse largement l'objectif de 1 500 affiché par le Prodoc** ;
- Il y a aussi un nombre très important d'agents qui proposent le PAYGO dans les régions, plus de 2 400. En fait, **73% des agents des 10 ESCO directement soutenu par les projets offrent aussi le service PAYGO**. Il est vrai que l'adoption de l'instrument par les ESCO ne correspond pas encore à une preuve d'utilisation par les usagers finaux ;
- **Les ESCO permettent de faire des transactions et accéder aux informations par le biais digital**. A la fin de 2022 **environ 3 500 personnes utilisent cet instrument ; ceci équivaut à 35% de la cible à atteindre avant la fin du projet**.

Le constat qu'il est possible tirer de cette situation est que la phase d'adoption des nouveaux produits par les ESCO sélectionnées est positivement achevée ; par ailleurs, la plupart des ESCO ont adapté et élargie leur offre. Moins convaincante est la situation d'adoption/adaptation du PAYGO, pour des raisons liées tant aux difficultés de l'offre que de réception de l'innovation par la demande.

**Clientèles des IMF.** Les résultats déclarés par les partenaires confirment **l'augmentation de la clientèle au niveau des IMF**. Il est également possible d'apprécier **le pourcentage important de femmes et jeunes filles parmi les clients**, une information qui est rarement disponible dans les rapports.

Tableau 18 - CE4PR Augmentation de la clientèle des IMF

Clients épargne				Clients crédit			
2019	2022	Delta	% Augm	2019	2022	Delta	% Augm
49.995	97.122	<b>47.127</b>	94%	5.590	20.489	<b>14.899</b>	267%
23.715	27.527	<b>3.812</b>	16%	7.716	7.273	<b>-443</b>	-6%

Tableau 19 - CE4PR - Représentation des femmes et jeunes parmi les clients des IMF

% femmes		% jeunes femmes	
2019	2022	2019	2022
84%	70%	75%	55%
77%	73%	47%	44%

Globalement, on a observé **une nette augmentation des volumes d'épargne** sur la période, même si celle d'une des IMF est modeste. Cela pourrait suggérer une croissante utilisation des nouveaux produits digitaux et d'énergie, sans pour autant disposer des preuves confirmées sur le lien entre performances financière et adoption de ces services par la clientèle.

Le volume de crédit a doublé chez Graine, tandis que Micro Start a vu son volume baisser de 6%.

Pour les deux IMF, **le pourcentage de femmes et jeunes filles en tant que clientes est très élevé ; cependant sur la période 2019-2022, sa diminution est observée.**

**Qualité des services utilisés par les bénéficiaires.** En ce qui concerne l'adaptation des produits par les bénéficiaires, ceux-ci sont normalement appréciés concernant l'accès aux ressources nécessaires à l'achat.

Toutefois, **le partenariat entre ESCO et IMF, évalué du point de vue du bénéficiaire final, pose toujours un problème de ponctualité et de responsabilité.**

Par exemple, les bénéficiaires de pompes solaires rencontrés ont témoigné avoir attendu longtemps avant de recevoir les pompes :

- **Le dossier de crédit a mis du temps, pour être accordé.** Ensuite, il a fallu attendre la livraison des équipements et leur installation.
- **La qualité de l'équipement acquis à crédit semble mauvaise** chez un des clients qui compare la pompe solaire à l'ancienne à gasoil qu'il possédait.

### 5.3.3. Réalisation de l'output (produit) et atteinte de l'outcome (résultat) 3 [EQC 3.1c]

C'est à partir de 2021 que **l'activité de partage de connaissances a effectivement été lancée, à travers des initiatives structurées**, telles que la newsletter sur les énergies renouvelables. **La diffusion des résultats est effective** car des rencontres entre ESCO sont régulièrement organisées par l'UNCDF afin d'échanger autour des résultats réalisés, des problèmes rencontrés, des innovations développées, etc. Les premières sorties de la newsletter ont recueilli un bon nombre d'accès. **Deux cadres de concertation, Energie et Digital, ont été actives, bien qu'aucune convention n'ait été établie entre les différentes parties prenantes.**

**Output 3 : les acteurs de l'écosystème des énergies propres sont mis en réseau en vue de l'amélioration du marché de l'énergie propre au Burkina Faso**

**Livraison des produits/outputs.** Le projet a commencé en 2021 avec l'organisation des rencontres prévues, la publication de la newsletter et l'organisation des workshop (Réf. Annexe 4, *Tableau 6 – CE4PR – Indicateurs output 3 dans le rapport au 31/12/22*). **Il y a encore du travail à faire pour ce qui concerne l'implication du public à ces activités.** La participation d'une partie des ESCO et des bénéficiaires a été facilitée :

- À des Foires de financement et à un Forum d'investissement - organisé par l'Alliance pour l'électrification rurale (ARE) en Tanzanie ;
- À des conférences, comme la Conférence des jeunes leaders du développement Session 2022 ;
- Une action menée par le Mouvement de réflexion sur les opportunités de développement du Burkina Faso (MROD-BF) et le **soutien du projet à la réalisation d'un accès ouvert au code de données non structurées (USSD) pour les ESCO par le biais de la sensibilisation**, de la création d'un groupe de travail dédié et d'activités de partage des connaissances : il s'agit là d'actions du projet qui contribuent à la diffusion des résultats et des connaissances.

**La question de la mutualisation de l'approvisionnement des ESCO en équipements pour constituer des stocks** a été soulevée lors de différents échanges, **mais cela ne trouve jusqu'ici pas de réponse.** Elle demeure une question importante à régler et a un effet sur la fiabilité des clients et les prévisions des ESCO en termes de livraison et d'installation. Elle a aussi un impact financier car les achats individualisés coûtent chers, le groupage aurait pu dégager de meilleures marges sans devoir répercuter le coût sur les clients, affectant ainsi leur accessibilité aux équipements.

**Si des rencontres entre ESCO sont effectives, elles pourraient être améliorées :** « une thématique à traiter d'une manière profonde au cours d'une rencontre serait plus efficace que de juste présenter les résultats de chacun des partenaires et d'échanger autour » ont-elles suggéré.

**Outcome 3 : Contribution à la promotion et développement d'un marché florissant des énergies propres pour des utilisations productives**

(Réf. Annexe 4 Tableaux 7 – CE4PR – Indicateurs outcome 3 dans le rapport au 31/12/22).

D'après les informations recueillies, le potentiel du secteur énergétique au service du développement économique du pays apparaît comme évident. L'intervention du projet a ouvert – via l'introduction et l'adoption des nouveaux produits digitaux – une phase interlocutoire entre structures nationales d'appui et les ESCO. Plusieurs améliorations en termes de réduction de coûts – notamment pour les équipements importés - et de contrôle de qualité des produits sur le marché pourraient être envisagées pour un essor important de l'offre. Il s'agit d'un travail auquel le projet est en train de contribuer mais qui requiert aussi des partenariats plus élargis et d'une implication active de la part de structures étatiques.

L'équipe d'évaluation a pu dialoguer avec **ABER**, qui a **confirmé son implication dans la conceptions et mise en œuvre du projet**, mais pas dans la logique d'un groupe de travail national sur le thème des énergies renouvelables.

Selon les ESCO qui ont été interviewées, le projet pourrait contribuer à formaliser un cadre de concertation entre celles-ci, basé sur des thématiques bien précises comme, par exemple, la question de la mutualisation des approvisionnements en équipements. En effet, on observe un sérieux problème de coût de transport maritime lorsqu'une seule ESCO effectue son achat et son chargement. Si le chargement est mutualisé, le règlement du transport est partagé et devient moins cher par ESCO, ce qui permet de réduire le coût à la sortie vers le bénéficiaire final.

Aux dires des ESCO, « *l'individualisme, qui est un signe de manque de professionnalisme, fait que les ESCO cachent leurs prix d'achat aux autres pour jouer sur la concurrence ; cependant, la demande est immense et chacune des ESCO a sa place pour offrir ses services* ».

Pour les bénéficiaires, **la connaissance d'une offre de qualité n'est pas encore un acquis en milieu rural** ; ils prennent ce qui leur est présenté.

**Ce qui est apprécié à ce niveau c'est la négociation des modalités de paiement** ; les différentes ESCO ont diversifié leurs modalités ; les IMF acceptent également de les négocier avec le client et de les ajuster en cas d'imprévis<sup>60</sup>.

#### **5.3.4. Facteurs qui ont influencé la réalisation des résultats attendus [EQP 3.4]**

**Facteurs externes. L'inaccessibilité des populations rurales aux énergies conventionnelles et aux équipements qu'elles alimentent** : si depuis les années 2000, l'État burkinabé a déployé d'énormes efforts pour apporter de l'énergie conventionnelle dans les zones les plus éloignées du pays et que des installations ont développé certaines localités (AGR et entreprises créées ou renforcées, sécurité des domiciles éclairés, etc.) ; **le coût de cette énergie demeure peu accessible aux cibles du projet CE4PR.**

**Grâce au projet, le coût des énergies propres est rendu raisonnable** : le client de l'ESCO OULO à Ouaga, affirme que « *sa facture mensuelle est tombée de 50 000 FCFA à 8 000 FCFA après avoir installé deux kits solaires à son domicile* » (luminaires d'éclairage et télé). Cela démontre que **l'accès aux énergies propres présente un avantage important en termes de coût** et devient donc plus accessible.

**Facteurs internes. L'adoption de nouveaux produits énergétiques a persuadé un nombre croissant de bénéficiaires sur les avantages qui en ressortent en produisant un effet positif de démonstration.** Par exemple, pour ce qui est des équipements solaires, contrairement aux équipements sous énergie conventionnelle qui ont besoin de beaucoup de maintenance, de changement (lampes et ampoules grillées suite à une coupure d'électricité et un retour brutal par exemple) ; les kits reçus alimentés par le soleil – naturel sont toujours fonctionnels.

**L'effet social directement produit** : un bénéficiaire du Centre Est déclare que, dans le quartier, il est « *considéré car lorsqu'il y a délestage d'énergie conventionnelle, ma court est toujours éclairée* ».

#### **5.3.5. Contribution d'UNCDF ; complémentarité avec d'autres programmes, renforcement partenariats [EQP 3.2, 3.3, 3.5]**

**Renforcement des partenariats.** Les interlocuteurs principaux au niveau étatique pour le projet CE4PR ont été les agences dédiées à la promotion des énergies renouvelables, **notamment ANEREE et ABER. Les deux structures**

<sup>60</sup> Voir le cas des deux clients individuels du Centre Est dont les prévisions de recettes ne se sont pas vérifiées.

ont joué un rôle opérationnel dans la mise en œuvre des activités. Une contribution d'ANEREE dans l'identification des entreprises actives dans le secteur des énergies renouvelables est mentionnée par des parties prenantes<sup>61</sup>. Le ST-PIF a été impliqué dans le cadre du plaidoyer pour la libéralisation du code USSD, dans le contexte de collaboration plus général avec UNCDF<sup>62</sup>.

ABER confirme son implication dans la phase initiale de conception de l'initiative et des règles de fonctionnement du fonds FERR/BF. En particulier, **l'initiative de l'UNCDF a permis d'intégrer le thème de l'éducation et de l'inclusion financières dans la politique de facilitation à l'accès aux énergies renouvelables** qui sont en cours principalement à travers l'appui du PNUD. Cela a un effet, par exemple, dans l'extension des services de PAYGO<sup>63</sup>.

« Il y a 10 ans il n'y avait que 2 fournisseurs de ce service. Aujourd'hui, ils sont au moins 10, avec la formule PAYGO. L'UNCDF supporte 40% des fournisseurs. 4 sont bénéficiaires direct ou indirect d'UNCDF » confirme une source gouvernementale.

L'approche du « faire faire » permet aux bénéficiaires finaux d'être directement en contacts avec les ESCO et les IMF, en tant qu'acteurs complémentaires.

**Complémentarité avec d'autres initiatives UNCDF.** La **gestion du fonds FERR/BF a bien pu bénéficier de la synergie d'autres programmes en cours**. Le cas de Sahéla Solar est le plus évident : le projet CE4PR a pris en charge le dossier de crédit et l'adressé auprès de la plateforme LDCIP. Plus en général, **le thème de digitalisation, qui est le focus du programme PARI, a été un élément de renforcement des initiatives CE4PR** ; ceci a contribué, ensemble avec le projet Tree Aid, au déploiement des services de Cash Zone en renforçant la disponibilité des transactions digitales auprès des institutions de microfinance en zone rurale.

En revanche, **les synergies entre projets n'ont pas été observées sur le terrain**. Les partenaires de CE4PR n'ont pas développé de partenariats améliorant la réponse aux cibles des différents projets et programmes<sup>64</sup>.

**Dimension de genre et implication des catégories vulnérables<sup>65</sup>.** Concernant la capacité à cibler les femmes et les catégories vulnérables, cet aspect est difficile à apprécier à partir des informations disponibles. **La ventilation de ces informations est très limitée**. Toutefois, certaines des **technologies proposées permettent de supporter des activités à forte présence féminine**, telle que la restauration. Par ailleurs, à travers l'utilisation des services digitaux, et la délégation aux partenaires d'exécution qui sont présents sur le terrain, plusieurs zones dont l'accès est difficile pour des questions de sécurité ont été partiellement desservies par les activités du projet.

## 5.4. Efficience

Le projet a eu une gouvernance partagée entre l'équipe nationale et l'équipe de supervision de Bangkok. **L'approche a été d'externaliser les services principaux** : 40% du budget alloué au fonds de subvention, et la plupart des responsabilités opérationnelles confiée à trois experts techniques. **Cela a permis une gestion plutôt efficace, avec un poids relativement limité des coûts de gestion, et une capacité de livraison des ressources appropriée à la situation de terrain**, surtout dans la période de pandémie. Les principales difficultés de cette modalité de gestion sont un **manque de flexibilité sur les contrats**, et aussi des soucis de **transparence** due à leur formulation en anglais ; en outre, un besoin important **de monitoring sur le terrain** pour vérifier l'effective réalisation des activités.

### 5.4.1. Mise en œuvre, gestion opérationnelle efficace et respect des délais [EQP4.2, 4.4]

**Gouvernance et gestion.** Le projet a été mis en œuvre grâce à une équipe de **trois experts techniques externes**, qui ont organisé leur travail autour des trois thèmes : i) le support à l'incubation des nouvelles entreprises ; ii) le soutien des ESCO à sélectionner et iii) le rôle des IMF dans le développement du secteur des énergies renouvelables. **La coordination du projet a été prise en charge par le Représentant du pays**, tandis que la logistique a été confiée à la structure nationale de l'UNCDF. La **supervision du projet est assurée par l'équipe CleanStart de**

<sup>61</sup> Rencontres effectuées à Ouagadougou et à Touvre.

<sup>62</sup> Le personnel de l'ST-PIF en cours de l'entretien a manifesté une connaissance très limitée du contexte spécifique du projet CE4PR, bien reconnaissant le cadre de collaboration avec UNCDF sur la digitalisation.

<sup>63</sup> Entretien avec un responsable de ABER.

<sup>64</sup> Le maraîcher bénéficiaire d'une pompe solaire à Loumbila est un exemple : il n'a pas été accompagné ni par PARI, ni par AGRI+.

<sup>65</sup> Personnes souffrant de handicap ; les plus pauvres ; les PDI ; etc. ; ceux dont les droits sont en général peu respectés.

**Bangkok**, ainsi que l'administration des contrats de subvention du fonds FERR/BF, et la relation formelle avec le bailleur de fonds.

La gouvernance du projet est complétée par un cadre de collaboration avec le Gouvernement du Burkina.

L'équipe de projet a toujours rapporté directement au Gouvernement du Luxembourg, en tant que bailleur, et au gouvernement du Burkina, et tant que contrepartie nationale.

**Ressources Humaines.** Le projet a souffert, comme PARI, de la **phase de transition** entre le départ du chef de projet et coordinateur pays en juin 2020, et l'arrivée de l'actuelle cheffe de projet et coordinatrice pays en janvier 2021, dans les rôles de Responsable nationale et de chef de projet (avec une part d'environ 25% de son temps). L'existence d'une équipe technique d'experts, dont un expert qui a participé aussi à la phase préparatoire, a permis d'assurer une certaine continuité opérationnelle. Après le départ du premier chef de projet, le leadership du projet, en ce qui concerne les autorisations formelles et les décisions stratégiques, a été principalement prise en charge par la coordination CleanStart à Bangkok.

L'équipe nationale a été complétée par 4 experts techniques à temps plein sur le projet. Au total, vu le staff affecté au projet, les consultants techniques, le staff national et le support de l'équipe de Bangkok, **la structure opérationnelle est jugée appropriée pour la mise en œuvre du projet.**

**Partenariats.** Le projet se caractérise par la délégation des activités de terrain à une série d'acteurs déjà présents sur le marché et jouant le rôle de partenaires d'exécution. Cette approche, dénommée « faire faire », se réalise à travers la mise en place et gestion du **fonds FERR/BF, qui finance les activités des partenaires d'exécution.**

Au début, les trois experts ont eu pour tâche de définir **les règles de fonctionnement.** En intégrant aux normes nationales les exigences de la plateforme LDCIP, pour tout ce qui concerne la due diligence des partenaires et l'orientation au crédit, ainsi que l'adoption de pratiques acquises par le programme CleanStart.

La publication des appels d'offres et à proposition, a connu un **ralentissement à cause de la pandémie de COVID 19.** L'appel a été géré sans la création au préalable d'une liste restreinte. Toutes les propositions ont été évaluées. Ceci a permis de créer une liste de partenaires sélectionnés et une liste de réserve d'entreprises qui n'ont pas bénéficié directement de ressources, mais qui ont été orientées pour une bonne partie d'entre elles vers les services d'incubation du projet. Les deux contrats additionnels qui ont été signés en 2022 ont ciblé deux structures faisant partie de cette liste d'attente.

Les procédures utilisées ont bénéficié de l'expérience du projet Cleanstart. Ceci a garanti une certaine cohérence administrative, mais a également nécessité un travail conséquent de traduction et d'adaptation des documents disponibles auprès du siège de Bangkok.

**Transparence. La procédure de sélection a été transparente.** L'appel d'offres a été séparé en 4 sections selon le type de projet ; avec un comité d'évaluation incluant aussi des membres externes à l'UNCDF. Un processus de due diligence a suivi la sélection, notamment pour les entreprises qui affichaient une capacité à recevoir des crédits. Le processus concernant les bénéficiaires de la subvention a demandé 6 mois environ : de la soumission des projets jusqu'au premier déblocage de fonds. Ce délai semble convenable aux termes de la sélection, surtout en ce qui concerne les conditions de transparence, et n'a pas été considéré excessif par les acteurs qui ont postulé. Le comité d'évaluation a correctement impliqué les parties prenantes nécessaires : l'équipe de projet, les bailleurs de fonds, les acteurs externes.

**Certains aspects de l'appel n'étaient pas clairs pour les organisations qui ont postulé,** et notamment le montant disponible pour chaque projet. Plusieurs projets ont été fortement réduits après la sélection, ce qui est détaillé dans la section suivante.

Un autre aspect de difficulté a été celui de la langue. **Tous les contrats ont été signés directement avec l'administration de Bangkok, ce qui a imposé le recours à l'anglais.** Certains partenaires ont déclaré ne pas parler l'anglais, et se fier uniquement à la traduction française mise à disposition. **Les contrats avec les structures ont tous été établis sous la forme de PBA, soit des Performance Based Agreement, où les tranches sont débloquées en fonction des résultats obtenus, et non à des échéances programmées dans le temps.** Assurément, ce choix protège le bailleur, mais certains acteurs ont remarqué que, dans ce contexte de gestion à travers le bureau de Bangkok, **il y a eu une flexibilité limitée dans la gestion de situations particulières**<sup>66</sup>. Deux contrats sur 10 ont été amendés au cours de la mise en œuvre.

<sup>66</sup> Entretien avec un expert de l'équipe.



« Nous avons reçu un groupe de bénéficiaires qui ne sont pas motivés, ceux-ci ont reçu tout le support gratuitement et ont abandonné avant la fin du parcours. Ceci nous empêche de demander la tranche de paiement »<sup>67</sup>.

« Nous avons décidé d'augmenter le travail avec les agents, dans des zones où nous ne sommes pas présents, afin de répondre aux obligations de contrat »<sup>68</sup>.

**Effizienz opérationnelle.** Pour ce qui concerne la capacité d'atteindre les résultats, la situation n'est pas uniforme parmi les partenaires d'exécution. L'équipe d'évaluation **présente en annexe des fiches individuelles sur un échantillon de contrats** : cela permet d'apprécier la diversité des situations.

Selon la déclaration des partenaires d'exécution, **les incubateurs ont eu plus de difficultés, par rapport aux autres acteurs, à respecter les délais des contrats.** Cela dépend principalement de la sélection des bénéficiaires : dans le cas des incubateurs, ceux-ci ont reçu une liste externe de bénéficiaires, dont une certaine partie n'a pas complété le parcours d'incubation. En revanche, **les ESCO et les IMF ont travaillé avec leurs propres clients.** Quand elles ont eu des problèmes à atteindre le nombre de clients prévu dans les contrats, elles ont eu la flexibilité de lancer des nouvelles activités ou de toucher d'autres zones, afin d'y arriver.

Du point de vue de la capacité de l'UNCDF de livrer les outputs prévus, **cette approche est effectivement efficiente.**

Le projet CE4PR, comme le PARI et les autres programmes de l'UNCDF au Burkina Faso, a été géré à travers une approche de complémentarité et d'intégration avec d'autres programmes, même si l'implication du bureau de Bangkok a imposé une certaine autonomie de gestion. Des économies d'échelles ont été réalisées, dans certains cas : par exemple, la contribution de PARI au contrat de CashZone ; ou l'implication de Graine, partenaire de JGH dans le projet PARI. En outre, dans le cas de Sahélie l'on a évité de doubler les subventions en passant directement au stade de crédit, via la plateforme LCDPI. **Cette approche, qui pose quelque problème d'attribution des résultats en termes des projets impliqués, a permis de réduire les procédures, de favoriser la complémentarité entre les différentes interventions en favorisant ainsi la montée en puissance de l'intervention.**

**Système de suivi.** Le système de suivi du projet adopte un **tableau de 58 indicateurs d'activités.** Cela a permis de **disposer d'un bon niveau de détail d'information par activité.** Le tableau des indicateurs du ProDoc ne présente pas de distinction entre la livraison d'*output* et l'atteinte d'*outcomes*, ce qui ne facilite pas l'interprétation des informations. L'équipe d'évaluation a donc adopté un schéma de réorganisation des indicateurs, afin de pouvoir analyser l'efficacité du projet.

**La source des informations qui alimente les indicateurs est celle des rapports que les structures bénéficiaires du fonds FERR/BF préparent à partir des PBA. Ces rapports sont suffisamment détaillés.** Il n'est pas évident à l'équipe d'évaluation si ces rapports sont transmis dans les délais ; l'analyse de l'échantillon met en évidence l'absence d'information sur un nombre limité d'indicateurs<sup>69</sup>. A ce stade, comprendre la relation directe entre les rapports des partenaires et les indicateurs cumulés n'est pas toujours possible. En outre, une **ventilation par catégories de bénéficiaires, telles que les femmes, ou les agriculteurs, ou des catégories vulnérables est rarement disponible**, ce qui rend difficile d'apprécier leur implication.

Ce mécanisme de suivi à travers les rapports des partenaires d'exécution demande **une activité de contrôle sur la fiabilité des données à travers des visites de terrain.** Effectivement, à cause des limitations dues à la pandémie de COVID et surtout à l'insécurité dans les zones d'intervention, des visites de terrain n'ont pas été possibles qu'à partir de 2022, et seulement dans une partie des zones concernées<sup>70</sup>.

**Délais.** Selon le contrat entre l'UNCDF et le MECDD, **les rapports narratifs annuels sont transmis au bailleur de fonds au mois de mai de l'année suivante** : au cours de l'année, cela représente le seul moment de communication formelle avec le bailleur. Le processus de sélection et d'affectation des ressources du fonds FERR/BF est transmis séparément. **Les obligations contractuelles ont toujours été respectées** ; d'autres communications informelles ont lieu entre l'équipe nationale, l'équipe CleanStart de Bangkok et le Gouvernement du Luxembourg. En fait, des rapports intérimaires ont été produits par l'équipe durant la période août 2019 - mars 2020, et pour le premier semestre de 2021. **Ce n'était pas le cas en 2022. La rédaction de rapports intérimaires a été très utile et appréciée** : cela permet au bailleur de fonds, au-delà du calendrier contractuel, d'avoir une constante mise à jour sur les activités de projet en améliorant ainsi sa capacité de suivi.

<sup>67</sup> Entretien avec un incubateur.

<sup>68</sup> Entretien avec une ESCO.

<sup>69</sup> Voir Annexe 5

<sup>70</sup> Entretien avec consultant UNCDF



### 5.4.2. Gestion des ressources financières [EQP4.1, 4.3]

Tableau 20 – CE4PR – Comparaison budget initial et budget au 31/12/2022 (formulation originale en anglais)

Outputs	STARTING BUDGET				Cumulated end 2022		
	Total revised Multi-Year Budget (Jun20)	% on TOT	TOT Prodoc	% on TOT	Total EXP19-22	% Delivery (on Total revised Budget)	% on TOT
Output 1 : Support to private sector ESCOs and Incubation of CE MSEs	2.012.616	56%	1.887.899	53%	1.396.980	69%	58%
Grant/loan	1.418.813	39%			815.529	57%	34%
Activities and technical support	593.803	17%			581.451	98%	24%
Output 2 : Catalyse the development of adapted financial products & services for consumers of CE products & services and for ESCOs»	669.737	19%	672.552	19%	403.973	60%	17%
Grant	292.288	8%			98.500	34%	4%
Activities and technical support	377.449	11%			305.473	81%	13%
Output 3 : Contribute to development of a thriving CE market in Burkina Faso	379.670	11%	503.628	14%	315.774	83%	13%
Grant		0%			-		0%
Activities and technical support	379.670	11%			315.774	83%	13%
Programme Implementation & Operational costs	265.054	7%	263.000	7%	119.460	45%	5%
GMS 8%	266.166	7%	266.166	7%	168.280	63%	7%
<b>Total</b>	<b>3.593.244</b>	<b>100%</b>	<b>3.593.245</b>	<b>100%</b>	<b>2.404.466</b>	<b>67%</b>	<b>100%</b>

Tableau 21 – CE4PR – Comparaison budget projet, Annual Work Plan et dépenses effectives années 2019-2020 (formulation originale en anglais)

Outputs	2019					2020				
	budget ProDoc	budget AWP	Expenditure 2019	% on ProDoc	% on AWP	budget ProDoc	budget AWP	Expenditure 2020	% on ProDoc	% on AWP
Output 1 : Support to private sector ESCOs and Incubation of CE MSEs	437.633	81.714	56.978	13%	70%	1.304.109	656.359	329.544	25%	50%
Grant/loan			-				200.000	40.000		
Activities and technical support		81.714	56.978				456.359	289.544		
Output 2 : Catalyse the development of adapted financial products & services for consumers of CE products & services and for ESCOs»	150.783	0	-	0%		363.453	271.344	119.056	33%	44%
Grant			-				100.000			
Activities and technical support			-				171.344	119.056		
Output 3 : Contribute to development of a thriving CE market in Burkina Faso	133.519	13.968	3.028	2%	22%	163.965	15.991	3.810	2%	24%
Grant			-					-		
Activities and technical support		13.968	3.028				15.991	3.810		
Programme Implementation & Operational costs	42.000		-	0%		67.000	101.038	13.896	21%	14%
GMS 8%	61.115	7.655	4.800	8%	63%	151.882	83.579	37.295	25%	45%
<b>Total</b>	<b>825.050</b>	<b>103.337</b>	<b>64.807</b>	<b>8%</b>	<b>63%</b>	<b>2.050.409</b>	<b>1.128.310</b>	<b>503.601</b>	<b>25%</b>	<b>45%</b>

Tableau 22 – CE4PR – Comparaison budget projet, Annual Work Plan et dépenses effectives années 2021-2022 (formulation originale en anglais)

Outputs	2021					2022				
	budget ProDoc	budget AWP	Expenditure 2021	% on ProDoc	% on AWP	budget ProDoc	budget AWP	Expenditure 2022	% on ProDoc	% on AWP
Output 1 : Support to private sector ESCOs and Incubation of CE MSEs	83.748	764.511	546.204	652%	71%	62.409	802.367	464.253	744%	58%
Grant/loan		605.000	397.029				730.000	378.500		
Activities and technical support		159.511	149.176				72.367	85.753		
Output 2 : Catalyse the development of adapted financial products & services for consumers of CE products & services and for ESCOs»	105.190	243.995	130.334	124%	53%	53.126	263.105	154.582	291%	59%
Grant		120.000	40.000				160.000	58.500		
Activities and technical support		123.995	90.334				103.105	96.082		
Output 3 : Contribute to development of a thriving CE market in Burkina Faso	103.072	214.930	123.109	119%	57%	103.072	184.890	185.828	180%	101%
Grant			-							
Activities and technical support		214.930	123.109				184.890	185.828		
Programme Implementation & Operational costs	27.000	84.743	32.248	119%	38%	127.000	113.874	73.316	58%	64%
GMS 8%	25.521	104.654	56.613	222%	54%	27.649	109.139	69.572	252%	64%
<b>Total</b>	<b>344.531</b>	<b>1.412.835</b>	<b>888.508</b>	<b>258%</b>	<b>63%</b>	<b>373.256</b>	<b>1.473.374</b>	<b>947.550</b>	<b>254%</b>	<b>64%</b>

**Utilisation des ressources**<sup>71</sup>. Le budget du projet CE4PR a été modifié en juin 2020, avec une redistribution limitée des ressources entre l'output 1 et l'output 3. Pour ce qui concerne la planification annuelle, seulement la planification du ProDoc originaire est disponible, et utilisée dans les tableaux 22 et 23. 100% des ressources ont été financés par le Luxembourg.

A la date du 31/12/2022, deux des quatre tranches prévues ont été décaissées, à la suite de l'approbation des rapports des années 2020 et 2021.

Fin 2022, le taux d'utilisation des ressources disponibles est de 67% par rapport au budget initial. **Ces données sont en ligne avec une capacité d'exécution qui reste d'environ 60% dans les trois années et demi de mise en œuvre** (sauf les 45% en 2020, l'année de la pandémie).

Sur la base de la capacité d'utilisation des ressources antérieures, **il est clair que le projet pourra difficilement utiliser la totalité des ressources** encore disponibles avant la date prévue pour la fin du contrat, le 30 juin 2023. L'équipe de gestion du projet et le bailleur ont confirmé que **des discussions pour une prorogation jusqu'à la fin de 2023 sont en cours**, mais aucune décision formelle a été prise.

En fait, cette prévision temporelle se retrouve dans les contrats de subvention, qui ont tous été signés avec comme date finale le 31 décembre 2023.

**Gestion budgétaire.** L'analyse d'efficacité du projet passe à travers l'analyse du fonds FERR/BF (Fonds pour les Énergies Renouvelables au Burkina Faso). **Le fonds est l'instrument pour la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation du marché à travers ESCO et IMF.** En fait, les interlocuteurs du marché (ESCO, IMF, autres parties prenantes) identifient les activités du projet avec le nom du FERR, et pas avec celui du projet CE4PR. Le fonds a une valeur initiale de 1 701 101 USD, soit 48% du budget total du projet. Le 31/12/2022, les contrats mobilisés étaient les suivants :

Tableau 23 – CE4PR – Etat d'avancement financier des contrats FERR/BF au 31/12/2022

Nom partenaire	Type de partenaire	Montant contrat (USD)	Montant décaissé (USD)	Tranches		Terminé (oui/non)	Date signature contrat	Date fin contrat
				Payées	Prévues			
2IE	Incubateur	50.000,00	40.000,00	2	3	Non	30/12/2020	31/12/2023
BBI	Incubateur	70.000,00	42.000,00	2	3	Non	18/01/2021	31/12/2023
2MINVEST	Incubateur	80.000,00	48.000,00	2	3	Non	27/01/2021	31/12/2023
FRES	ESCO	150.000,00	60.000,00	3	5	Non	20/01/2021	31/12/2023
GES	ESCO	100.000,00	60.000,00	3	4	Non	20/01/2021	31/12/2023
INTOUCH	PSP <sup>72</sup>	80.000,00	40.000,00	2	4	Non	26/01/2021	31/12/2023
Sahelia	ESCO	-	-	-	-	-	-	-
SOIER	ESCO	75.000,00	35.000,00	3	7	Non	16/03/2021	31/12/2023
AES	ESCO	100.000,00	80.000,00	4	5	Non	23/12/2020	31/12/2023
MICROSOW	ESCO	100.000,00	40.000,00	2	4	Non	24/12/2020	31/12/2023
NAFA NAANA	ESCO	100.000,00	80.000,00	4	5	Non	11/01/2021	21/12/2022
OOLU	ESCO	100.000,00	100.000,00	4	4	Oui	24/12/2020	31/12/2023
QOTTO	ESCO	120.000,00	80.000,00	7	9	Non	22/12/2020	31/12/2023
Microstart	IMF	100.000,00	50.000,00	2	4	Non	19/01/2021	31/12/2023
Graine Sarl	IMF	85.000,00	8.500,00	1	4	Non	14/12/2022	30/06/2023
ICBD	ESCO	85.000,00	8.500,00	1	3	Non	14/11/2022	30/06/2023

**Le FERR a été conçu sur la base de l'expérience des autres interventions Clean Start, mais il s'agit d'un instrument propre au projet CE4PR au Burkina Faso, pour ce qui touche à sa conception et à sa mise en œuvre.**

<sup>71</sup> Afin d'analyser l'efficacité dans la gestion budgétaire, l'équipe d'évaluation présente la comparaison entre budget prévu et dépenses effectives sur la base des informations disponibles : i) Le budget du ProDoc ; ii) Le PTA - Plan de Travail Annuel (AWP - Annual Work Plan), iii) Le poids de chaque poste budgétaire.

<sup>72</sup> Payment Service Provider.

La structure se base d'abord sur les résultats de la mission d'évaluation conduite en 2019 par l'un de trois experts clés<sup>73</sup>, et donc sur le travail de conception de l'experte en charge des ESCO. Initialement le fonds prévoyait trois options de financement : la subvention, le prêt, la garantie. Finalement, dans tous les cas, sauf un, des subventions ont été mobilisées. Deux dossiers ont été pris en compte pour évaluer l'opportunité d'octroyer des crédits, ceux de Sahélia Solar et AES. Pour AES, après la due diligence, l'on a opté pour une première subvention, afin de renforcer le modèle de business, et d'ensuite transférer le dossier à la plateforme LDCIP ; ce qui a effectivement eu lieu. Pour Sahélia Solar, le projet a été évalué comme éligible pour un prêt. Sahélia était à l'époque bénéficiaire de plusieurs subventions par d'autres projets de l'UNCDF couvrant plus de 1,2 million USD sur un besoin de financement estimé de 1,7 million USD. Pour cela, la société a été directement orientée vers LDCIP pour compléter ce besoin à travers un crédit, sans mobiliser d'autres ressources à subvention. Le crédit octroyé à AES est totalement à la charge de la plateforme LDCIP, tandis que celui octroyé à Sahélia est 50% de LDCIP et 50% du fonds FERR/BF.

En fait, bien qu'il soit appelé et présenté en tant que fonds, **le FERR /BF n'est pas exactement un fonds autonome**, conçu pour durer au-delà de la fin du projet. **Il s'agit plutôt d'une modalité de gestion de la ligne budgétaire des subventions du projet.**

En 2020 un appel d'offres a été publié, avec trois volets d'intervention : incubateurs, ESCO et IMF. La sélection a été effectuée en une seule phase, sans liste restreinte, afin d'accélérer l'identification des structures bénéficiaires, ce qui a imposé la nécessité de prendre en compte un grand nombre de dossiers complets<sup>74</sup>. Pour la même raison, l'équipe de gestion a choisi de ne pas mentionner de montant maximum de budget, mais uniquement des résultats cibles à atteindre. Ceci a entraîné **la nécessité d'une forte réduction des montants alloués aux structures bénéficiaires par rapport aux prévisions**. Dans certains cas, cette réduction a également produit une réduction des résultats escomptés ; dans d'autres cas ces résultats ont été confirmés.

*« En effet à la fin, notre structure devra couvrir une partie des coûts nécessaires à la réalisation des activités, car le budget n'est pas suffisant. Nous avons présenté notre offre, et finalement confirmé notre engagement malgré la réduction budgétaire, parce qu'elle répondait exactement à nos activités et nos objectifs. La structure a estimé pouvoir y investir des ressources »<sup>75</sup>.*

*« Pour nous, il était clair que la subvention n'aurait pas dépassé les 100.000 USD. En tout cas, nous avons opté pour présenter un projet de 280.000 USD, où une partie sera payée par l'UNCDF, et une partie par les clients. Ce modèle économique a été proposé par notre entreprise, afin d'augmenter le nombre de bénéficiaires de l'intervention, différemment l'on n'aurait pas pu atteindre la cible demandée avec les ressources disponibles »<sup>76</sup>.*

La plupart des contrats ont été signée entre décembre 2020 et mars 2021. L'allocation initiale des ressources n'a pas couvert entièrement la disponibilité, afin d'avoir une marge de manœuvre en cas de modifications contractuelles. En fait, ceci n'a pas été nécessaire car deux modifications budgétaires aux partenaires ont été faites, une augmentation et une réduction. En 2022, deux contrats supplémentaires ont été lancés, avec une ESCO et une IMF, utilisant des ressources disponibles et impliquant des organisations qui avaient déjà répondu à l'appel d'offre en 2020.

**55% des montants prévus par les contrats en vigueur ont été déjà débloqués**, les 45% restants concernent les dernières tranches des partenaires qui ont connu des retards d'implémentation, et deux contrats qui en sont à la phase initiale.

**Le projet a joué un rôle de préparation pour l'octroi des crédits par la plateforme d'investissement de l'UNCDF LDCIP.** Trois sociétés ont présenté leur demande, et deux ont été sélectionnées après le processus de due diligence. Les deux sociétés ont reçu des ressources additionnelles de 582 297,38 USD au total pour les deux contrats. Cela a permis un effet levier de plus 6 fois par rapport à la subvention octroyée. Si l'on considère le total de subventions mobilisées via le fonds FERR/BF, **cela veut dire un effet de levier de presque 1,5 pour la mobilisation de fonds LDCIP.**

<sup>73</sup> Rapport d'évaluation du secteur des énergies renouvelables au Burkina Faso – Septembre 2019.

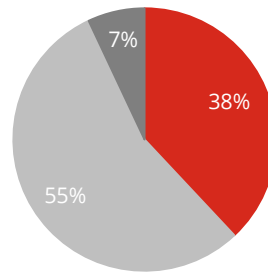
<sup>74</sup> Entretien avec un des experts externes.

<sup>75</sup> Entretien avec un incubateur.

<sup>76</sup> Entretien avec une ESCO.

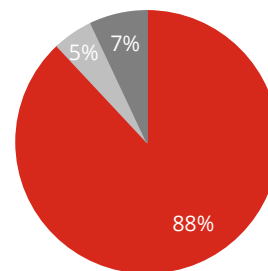
**La gestion opérationnelle du projet a un poids assez limité sur le budget total.** Cela s'explique par le choix de gérer une partie des activités de projet – surtout dans la première phase - à travers le travail des trois consultants dédiés aux trois secteurs des ESCO, IMF et incubateurs. **Le travail de ces trois consultants ne figure pas dans la rubrique des coûts opérationnels mais dans celle des activités directes.**

La contribution aux **coûts de la structure** au Burkina Faso et à Bangkok équivaut à 5% du budget total, plus 7% de coûts indirect, soit **12%** au total. Le projet a pu bénéficier d'économies d'échelles d'autres projets dans le Pays, ainsi que du projet global CleanStart, et donc afficher une **structure efficiente de gestion des ressources directement affectés au projet.** (Réf. Annexe 4, Tableau 15 – CE4PR – budget et dépenses au 31/21/2022 par rubrique budgétaire)



- Subventions et crédits FERR/BF
- Staff, consultants, coûts de fonctionnement
- Coûts indirects

Afin d'analyser l'efficacité économique du projet CE4PR, il est utile d'estimer le coût unitaire du projet par bénéficiaire final. Comme indicateur, l'équipe d'évaluation propose d'utiliser **les clients finaux des ESCO** avec accès à un produit d'énergie renouvelable. Actuellement, l'ensemble des activités de projet permet de **desservir un client additionnel au cout de presque 300 USD**, ce qui est raisonnable.



- Implémentation des outputs 1, 2 et 3
- Coûts opérationnels et de gestion de programme
- Coûts indirects

Tableau 24 – CE4PR – Coût unitaire par bénéficiaire final

Indicateur	Nombre	Coût unitaire <sup>77</sup>
Clients desservis	8.325	\$288,82

## 5.5. Impact

Le contexte d'évaluation intérimaire ne permet pas encore d'estimer le potentiel d'impact du projet, mais plutôt **de dessiner des tendances.** Un **potentiel d'accélération des activités des ESCOS est visible**, avec une augmentation du chiffre d'affaires des structures concernés, et **l'adoption des services offerts.** Le lien de causalité avec le projet n'est pourtant pas vérifiable.

L'adoption de ces solutions énergétiques **influence positivement le niveau de vie des ménages**, mais un effet sur l'adoption à des fins productives est incertain.

### 5.5.1. Impact sur l'inclusion économique digitale [EQC5.1]

Il est assez difficile de mesurer l'impact du projet CE4PR en termes de contribution à la dynamique de l'économie digitale au Burkina Faso. Le projet, démarré en 2021, est encore en cours. **Il est trop tôt pour se prononcer sur les effets à moyen terme sur « la vie des entreprises et des ménages » bénéficiaires des services d'énergies renouvelables et des services et produits financiers adaptés.** Les installations ont débuté en 2022, la plupart d'entre elles à la fin de la même année ; les effets sont encore difficiles à observer. Les constats à ce propos se concentrent sur la probabilité que certaines activités puissent avoir un impact.

**Services digitaux.** Le projet a contribué à la vulgarisation de services économiques digitaux pour l'achat et l'adoption de technologies renouvelables. En particulier, il a favorisé l'expérimentation du **PAYGO** dans des zones rurales. Différents **acteurs, tels que des incubateurs et des agences étatiques, confirment le potentiel de la technologie avec, toutefois, des difficultés culturelles lors de l'adoption.** A titre d'exemple, 7 des 10 ESCO

<sup>77</sup> Le coût unitaire est calculé pour le nombre de clients totaux desservis par les ESCO au 31 décembre 2022. Ce chiffre est influencé par le fait que les contrats avec les ESCO et autres partenaires d'exécution sont encore en cours. Des tranches finales de paiement sont prévues en 2023, qui couvrent partiellement aussi des résultats obtenus en 2022. Cela signifie que l'estimation du coût unitaire est légèrement sous-estimée.

soutenues, ont des agents dédiés aux produits digitaux et PAYGO<sup>78</sup>. Toutefois, il n'est pas possible d'estimer la portée de ce constat.

Par ailleurs, **7 ESCO sur 10 estiment une augmentation des paiements numériques** entre 2022 et 2023 ; dans deux cas, autour de 5-10%, pour les autres entre 50% et 150%. L'équipe d'évaluation n'est pas en mesure d'évaluer l'effectivité de ces prévisions, ni d'affirmer que la tendance sera constante, ou bien si elle se limitera à cette dernière année de projet.

### 5.5.2. Impact sur les partenaires et dimension de marché [EQC5.2]

**Renforcement ESCO.** En ce qui concerne la dimension de marché, les questionnaires envoyés aux ESCO permettent d'estimer l'effet du projet sur leur positionnement commerciale, ce qui va contribuer aux *outcomes* de moyen terme « Contribution à la promotion et développement d'un marché florissant des énergies propres pour des utilisations ».

Sur les 10 ESCO soutenues, 8 ont fournis des informations complètes sur leurs chiffres d'affaires.

Tableau 25 – Chiffre d'affaires des ESCO en 2019 et 2022

Chiffre d'affaires			
2019	2022	Delta	%
11.069.500	13.543.000	<b>2.473.500</b>	<b>22%</b>
45.761.400	178.036.526	<b>132.275.126</b>	<b>289%</b>
512.913.799	1.047.317.829	<b>534.404.030</b>	<b>104%</b>
120.000.000	200.000.000	<b>80.000.000</b>	<b>67%</b>
140.000.000	355.000.000	<b>215.000.000</b>	<b>154%</b>
120.000.000	415.000.000	<b>295.000.000</b>	<b>246%</b>
112.690.950	152.432.875	<b>39.741.925</b>	<b>35%</b>
199.183.219	95.683.593	<b>-103.499.626</b>	<b>-52%</b>

7 parmi les 8 ESCO ont effectivement augmenté leur chiffre d'affaires entre le 2019 et le 2022, **4 ont plus que doublé leur dimension économique** ; seule 1 ESCO a expérimenté une réduction de 50% de son chiffre d'affaires. Cela est sans doute encourageant et, en plus, couplé avec des prévisions positives pour cette année, indique une **tendance significative en termes d'impact sur l'offre**.

**Accès à des solutions énergétiques propres.** Afin d'estimer la contribution à l'*outcome* intermédiaire « Augmentation de l'accès à des solutions énergétiques propres, spécialement conçues pour des utilisations productives et des activités génératrices de revenus, fournies par des sociétés de services énergétiques du secteur privé », un nombre de questions ont été posées aux ESCO sur la situation de leurs clients. **8 ESCO sur 10 ont déclaré de suivre l'impact de leurs interventions sur leurs clients** et disposer d'informations à ce sujet (Réf. Annexe 4, Tableau 16 - CE4PR – Estimation de l'impact du projet sur les clients et l'entreprise). Les ESCO estiment que l'accès aux technologies ait un très bon impact sur la création d'emploi direct (« Tous les bénéficiaires du projet créent au moins un emploi ») et aussi indirect (« Cela est plus compliqué à mesurer. Certains de nos clients affirment avoir recruté des membres de leur famille ou de leur entourage pour les aider à la gestion du kit. Également, l'installation d'un kit dans une zone permet un dynamisme économique autour (vente de légumes, fruits, jus, autre)»). L'effet de cette nouvelle clientèle sur les ESCO mêmes est positif, avec quelques éléments de difficulté : en général le revenu des ESCO a augmenté, ainsi que la possibilité de recruter du personnel ; des ESCO ont eu la possibilité de lancer des projets parallèles, toutefois, des problèmes de recouvrement existent. On eut donc enregistré un impact potentiel sur le renforcement des activités économiques des clients et des ESCO, en termes de volume d'affaires et de création d'emploi. L'expérience de nouveaux produits financiers pour la vente/l'achat des technologies renouvelables est prometteur (« Les financements institutionnels permettent de recruter des personnes dédiées, d'être davantage structuré via la participation financière à une certaine partie des charges de l'entreprise. »)

Voici les éléments qui ont été détectés.

<sup>78</sup> A la question : « Nombre d'agents fournissant des services de paiement PAYGO / numérique dans les régions cibles actuellement (fin 2022 ou dernière donnée disponible) », 7 ESCO ont répondu de la façon suivante : 40%, 6%, 21% ; 93%, 100%, 53% et 38%.



Enfin, pour ce qui concerne l'*outcome* à moyen terme « Accès aux instruments financiers dédiés aux outils d'énergie renouvelable », les réponses des ESCO et des IMF, ainsi que d'autres sources d'informations, montrent une **utilisation effective des services au cours de l'activité**, mais ne sont pas suffisants pour confirmer un effet potentiel à moyen terme.

### 5.5.3. Impact sur les populations cibles [EQC5.2 et 5.3]

Selon la théorie du changement, l'impact à long terme des activités se reflète sur **la résilience économique et sur la capacité d'adaptation au changement climatique** des personnes qui ont eu accès aux technologies renouvelables.

Les consultations avec les bénéficiaires finaux à travers les focus groupes et les entretiens individuels permettent d'observer de nombreux effets ; la satisfaction est concrète :

- a) Pour les ménages qui ont reçu des kits d'éclairage ou des kits téléviseurs, les témoignages sont éloquentes : « *Quand il y a un délestage dans le quartier, mon domicile et ma boucherie sont éclairés* » ; « *Ma cour n'est plus dans le noir, elle ressemble à celles des voisins enfin* ».
- b) Pour les TPE bénéficiaires individuels de kits d'éclairage et des kits vidéo club : « *Les recettes de la vidéo club ont contribué à investir dans un maquis juxtaposé pour diversifier les sources de revenus. Le maquis est géré par les femmes de la famille* » ; « *On voit de loin mon auberge ou mon restaurant - la visibilité des TPE est effective* ».

#### **Contribution à la résilience économique et adaptation au changement climatique des familles bénéficiaires.**

Pour étayer les effets et les changements enregistrés<sup>79</sup> par les bénéficiaires du projet, les tendances suivantes reprennent des questions spécifiques posées et les réponses significatives reçues des TPE (hommes et femmes) et des ménages bénéficiaires de kits solaires ou d'autres équipements d'énergies renouvelables. Rappelons que le nombre d'entretiens individuels est limité pour tirer des indications statistiquement significatives (Réf. Annexe 4, Tableau 17 – CE4PR données ventilées sur les effets enregistrés par les bénéficiaires finaux).

En règle générale, pour ce qui concerne la création d'opportunités économiques et l'amélioration du chiffre d'affaires, les **effets sont jugés actuellement peu significatifs car les installations sont récentes**. Deux témoignages montrent quand même qu'il y a eu des opportunités nouvelles liées à l'intervention du projet :

- « *Les recettes de la vidéo club ont contribué à investir dans un maquis juxtaposé pour diversifier les sources de revenus. Le maquis est géré par 4 femmes de la famille (nouveaux emplois)* ».
- Mais qui a bénéficié d'une pompe solaire sur un forage à faible débit enregistre quant à lui un effet négatif sur ces prévisions : « *j'avais 3 employés et comptais en recruter 5 autres, mais impossible, car on n'a pas pu augmenter la surface de production* ».

Toutefois, l'accès aux technologies normalement permet d'améliorer la situation socio-économique des familles (« *Socialement, considérées, nos cours ne sont plus dans le noir – l'éclairage dissuade les voleurs/plus de sécurité* » - 3 Ménages). **En conclusion, l'on observe des effets évidents mais encore trop récents ; il sera nécessaire de les suivre dans le temps pour enregistrer leur évidence.**

Si l'on concentre l'analyse sur l'accès aux technologies renouvelables et aux produits financiers adaptés, ce qui sont des effets à moyen terme plus directement liés à l'activité de projet, ceux-ci sont visibles parmi les bénéficiaires

- « *Toutes les 3 TPE affirment avoir pris les crédits là où l'offre s'est présentée (conseils des amis), sans chercher à faire des comparaisons chez d'autres institutions* »
- « *D'une facture mensuelle de consommation d'électricité de 50 000 FCFA, je suis tombée à 8 000 FCFA/mois* » - 1 ménage
- « *Aujourd'hui le vidéo club n'apporte plus grand-chose, tout le monde a sa télévision et connecté sur Canal ; nous travaillons pour payer l'ESCO* » - 1TPE

<sup>79</sup> Seulement quelques mois après les installations – trop tôt pour confirmer.

## 5.6. Durabilité

Les ESCO supportées par le fonds FERR/BF vont **maintenir leurs services après la fin du projet**. Il y a une grande demande de produits solaires que les ESCO peuvent servir avec les produits qu'elles ont développés ou vulgarisés grâce au projet, en autonomie ou en partenariat avec des IMF. **Les subventions ont renforcé une dynamique de marché existante, et le souci à ce propos est sur le pouvoir d'achat des clients** pour ces produits. Par contre, les services d'incubation aux ESCO et start-up n'ont pas permis la création ou renforcement d'activités entrepreneuriales durables.

Le fonds FERR/BF, finalement, n'est pas conçu pour être alimenté après la fin du projet.

### 5.6.1. Perspective de durabilité des initiatives et innovations proposés à niveau de partenaires et bénéficiaires [EQC6.2]

Au moins à court-moyen terme, il y a **évidence que les ESCO supportées à travers le projet vont continuer à offrir les produits** qui ont été lancés, développés, vulgarisés ou renforcés à travers le projet CE4PR.

**Les subventions ont été utilisées pour renforcer des modèles de business existants.** C'est le cas de l'AES qui, à travers le crédit LDCIP, peut bénéficier des liquidités nécessaires pour garantir non seulement les clients CE4PR, mais aussi pour financer d'autres initiatives. C'est également le cas de MicroStart qui a renforcé sa collaboration avec GES, lancé une collaboration avec SOIER, et intègre le crédit pour les énergies renouvelables parmi ses produits. Les questionnaires reçus confirment ces indications : 8 ESCO sur 10 déclarent avoir les capacités techniques et financières pour continuer leurs activités après la fin du projet ; 7 sur 10 déclarent en avoir les moyens en termes de ressources humaines, matérielles et financières. Parmi les IMF, les deux partenaires du projet confirment avoir la volonté de continuer avec les produits et services, mais l'une avoue ne pas avoir toutes les capacités techniques et financière nécessaires.

On peut relier ce constat au choix d'orienter les subventions à des entreprises déjà sur le marché, plutôt qu'à des nouvelles entreprises. **Cela assure la continuité et la durabilité** mais limite la portée du projet en termes d'élargissement du marché et de compétitivité.

En plus d'enregistrer la volonté et la capacité des entreprises de poursuivre la livraison des services lancés avec le projet, la plupart des acteurs contactés confirme **l'existence d'une grande demande de produits solaires**, surtout pour la production d'électricité **en zone rurale**. **Les clients potentiels sont ouverts/réceptifs à l'adoption d'instruments de paiement digital**. Notamment sur le PAYGO, les acteurs confirment l'existence du potentiel, et effectivement les ESCO sont intéressées à offrir cette option, mais, à part le **problème de connectivité**, on note encore une **réticence culturelle partielle pour une adoption à large échelle**<sup>80</sup>.

Toutefois, l'équipe d'évaluation n'a **pas établi que les services financiers sont effectivement suffisants pour garantir l'accessibilité des produits solaires**. Dans plusieurs cas, les subventions ont permis aux ESCO de **réduire les coûts finaux d'achat**, sans ou avec des produits financiers associés. Selon l'équipe d'évaluation, la durabilité du modèle de business de vente de produits solaires en zone rurale sans aucune réduction du coût total de l'investissement n'est pas garantie sur le moyen terme.

En ce qui concerne l'activité des incubateurs, rien n'indique que les subventions aient renforcé la viabilité des incubateurs. Les incubateurs ont noté, en termes généraux, une certaine **fragilité des modèles de business de certaines entreprises incubées** ; parmi elles se trouvent celles qui n'avaient pas été sélectionnées pour un support financier venant du FERR/BF. Dans ce cas, les services spécifiques appuyés par le projet vont probablement s'arrêter avec la fin des activités du projet. Les incubateurs vont continuer à fournir leurs services, selon leurs modèles de sélection et action. Une analyse sur la viabilité de ces modèles n'a pas été effectuée dans le cadre de cette évaluation.

Du point de vue des **bénéficiaires**, l'adoption de services et produits d'énergies propres correspond à leur demande et les effets directs se ressentent déjà. S'il y a la possibilité, ils **sont prêts à continuer à les utiliser**. Exemples individuels : le boucher bénéficiaire d'OOLU pour l'éclairage et le kit télé de son domicile, « *pense accéder à un plus gros équipement pour supporter la chaîne de froid et les robots électriques* » ; la restauratrice du Centre Est a réclamé un *kit Frigo* ».

<sup>80</sup> Entretiens avec un incubateur et une ESCO.

Il est encore trop tôt pour évaluer la **durabilité technique des équipements**, bien que certains problèmes aient été remarqués pour les pompes solaires. Les autres produits, cependant, n'ont pas encore montré de failles qualitatives.

#### 5.6.2. Initiative de durabilité mises en œuvre par le projet [EQC6.4]

Le choix de sélectionner des partenaires d'exécution qui existent déjà sur le marché permet de garantir une certaine durabilité des services mis en place. **La subvention a permis une progression significative pour par la majorité des ESCO impliquées dans le processus. Cet aspect est moins évident pour les IMF.**

En particulier, l'implication de la plateforme LDCIP a permis, dans les deux cas concernés, d'envisager une ampleur temporelle plus large : en généralisant ce type de financement, cela pourrait ouvrir la voie à des investissements plus importants et de nature structurelle.

Pour ce qui concerne le **fonds FERR/BF**, la décision de l'équipe du projet a été de renoncer à une structure de gestion totalement autonome. Ce caractère « interne » du fonds indique une conception fonctionnelle au projet, sans envisager la possibilité de faire appel à des ressources additionnelles et à une permanence de ceci après la finalisation du projet. Le fonds a été surtout utilisé à travers l'octroi de subventions. **Ce mécanisme n'est donc pas conçu pour durer après la fin du projet, ce qui est regretté par les bénéficiaires du projet, notamment les ESCO.**

## 6. Constatations de l'évaluation de la stratégie IDE – Inclusive Digital Economy au Burkina Faso

### 6.1. Pertinence

#### 6.1.1. Pertinence par rapport aux priorités nationales [EQ1.1 - EQ1.3]

**Alignement par rapport aux priorités nationales.** A partir des constatations formulées pour les deux projets - et principalement pour le projet PARI -, l'équipe d'évaluation a pu apprécier le niveau de pertinence de la stratégie IDE au Burkina Faso par rapport aux priorités nationales.

Il est important de souligner la **synchronicité entre**, d'une part, **la formulation de la stratégie IDE au niveau global** par l'UNCDF et, d'autre part, des **principaux documents de référence au niveau national**, à savoir le PNDES, la SNFI et la SN@DEN. Dans ce laps de temps, au Burkina Faso, un **dialogue fructueux s'était établi entre l'UNCDF et le gouvernement sur les thèmes de l'inclusion financière et de la digitalisation des services.**

La stratégie de l'UNCDF, dénommée « Ne laisser personne de côté à l'ère du numérique », est le fruit de plus d'une décennie d'interventions dans la finance digitale en Afrique, en Asie et dans le Pacifique. Dans le cadre de son axe stratégique 3 : « dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et l'emploi », **la stratégie IDE définit donc sa contribution à la réalisation des objectifs stratégiques du PNDES.** Les projets PARI et CE4PR traduisent les actions à réaliser par rapport aux effets attendus de cet axe.

A travers sa mise en œuvre, **la Stratégie IDE décline également l'objectif global de la SNFI** qui devient le pilier principal des projets réalisés par l'UNCDF au Burkina Faso. Les priorités de la stratégie IDE sont, d'un part, **l'appui au développement de l'offre** de services et de produits financiers digitaux innovants et adaptés aux besoins réels des cibles et, de l'autre, **l'appui à la demande** pour une bonne utilisation de cette offre.

**La SN@DEN**, à laquelle l'UNCDF a contribué lors de sa rédaction, **fait partie de l'opérationnalisation de la stratégie IDE au Burkina Faso.** En particulier, l'appui au marché de l'offre de produits et de services numériques ainsi qu'à la demande de consommateurs aptes à les utiliser, contribuent à **la mise en œuvre de la première orientation stratégique de cette SN@DEN** qui consiste à : « développer l'infrastructure et généraliser l'utilisation du numérique » pour permettre aux femmes, aux jeunes et aux agriculteurs d'utiliser d'une manière inclusive les services digitaux.

**Alignement par rapport aux priorités du Luxembourg.** La pertinence de la stratégie IDE est également le **résultat de sa prise en compte des stratégies et des politiques de ses partenaires**, notamment le document de la coopération Luxembourgeoise – « En route vers 2023 », notamment dans ses thématiques de 1 à 3 : « Améliorer l'accès à des services sociaux de base de qualité ; Renforcer l'intégration socio-économique des femmes et des jeunes et Promouvoir une croissance durable et inclusive ». Cela constitue la base des Programmes Indicatifs de Coopération II et III signés avec le gouvernement burkinabé.

#### 6.1.2. Pertinence des projets par rapport à la stratégie IDE [EQP1.2 – EQC1.2]

Il est évident pour l'équipe d'évaluation que **le parcours de conception du projet PARI, et de validation de la stratégie IDE**, qui ont eu lieu dans la même période, **se sont réciproquement influencés.**

Les *output* et *outcome* 1.1 projet, qui ciblent les groupes d'épargne avec des produits et des formations adaptés, sont directement pertinents à la réalisation de **l'axe 4 – clients responsables** de capacitation et transfert de compétences. Les *outputs* et *outcomes* 1.2, 2.1 et 2.2 sont directement pertinents au développement du marché, à travers des innovations digitales inclusives, telles que des services digitaux pour les filières agricoles et des produits financiers et services de transaction et de facturation digitaux pour les TPE et les PME. Ces *outcomes* répondent à **l'axe 3 – innovation inclusive** de la stratégie IDE.

De façon transversale, le projet contribue aussi à l'évolution des politiques et du cadre réglementaire, *axe 1 – politique et règlements habilitants* – IDE, grâce à la création d'un espace constant de dialogue et d'interaction avec la contrepartie gouvernementale.

Finalement, les services innovants proposés dans le projet sont pertinents avec les objectifs de la stratégie d'améliorer des services d'agriculture, entrepreneuriat et santé.

Le projet CE4PR est également pertinent et contribue à l'axe 3 – innovation inclusive de la stratégie - IDE. Il permet de répondre au ciblage des ESCO et des Incubateurs, classe d'interventions qui fait partie effectivement de la stratégie. Le projet affiche aussi des composantes d'éducation financière et de capacitation des clients, qui sont pertinentes par rapport à l'Axe 4 - clients responsables de la stratégie. L'*outcome* 3 de projet, en termes de contribution à la promotion et au développement d'un marché florissant des énergies propres, contribue à l'axe 2 – *écosystème de paiement numérique ouvert* -, pour ce qui est de la composante non relative à l'infrastructure.

Les « Inputs » des deux projets permettent d'atteindre l'impact projeté par la stratégie IDE, dans le sens que les femmes, les personnes déplacées internes, les réfugiés, les jeunes, les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) – en tant que segments de clientèle souvent marginalisés et privés des innovations et technologies numériques en raison de normes et statuts sociaux ou encore de leurs revenus et capacités limités -, cibles principales des programmes PARI et CE4PR, ont acquis la connaissance des innovations digitales et s'en sont appropriés, afin d'améliorer leurs revenus et de là leur mieux être (santé, revenus, scolarisation, habitat, moyens de déplacements, etc.).

### **6.1.3. Pertinence de l'approche de la théorie du changement par rapport aux résultats prévus [EQ11.3]**

**Approche nationale.** L'approche de la stratégie IDE garantie un niveau utile de **flexibilité**. Les 4 axes d'intervention ne sont pas forcément organisés de façon consécutive l'un par rapport aux autres ; l'approche suggérée par l'UNCDF est qu'ils peuvent être mis en œuvre en parallèle ou selon les nécessités du contexte et les priorités d'action.

Les stratégies de digitalisation sont potentiellement différentes. Par exemple, pour ce qui touche à l'axe 1 – *politiques et règlements habilitants* -, l'on peut avoir une situation comme celle du Kenya, où « tous les services sont permis sauf ce qui est interdit », ou, vice-versa, le contexte rwandais, où « tous est interdit sauf ce qui est permis ».

Par conséquent, l'approche du Kenya demande à l'État de promouvoir un cadre d'action où les acteurs privés, avec des subventions spécifiques, développent directement le secteur. Cela demande une maturité du marché des services digitaux qui n'est pas le cas du contexte burkinabé. Le gouvernement burkinabé a procédé à une réglementation du secteur, à travers principalement la SN@DEN, mais aussi via la nouvelle stratégie postale. Tout cela ouvre la voie à une **stratégie de développement du marché et du secteur privé orienté par le gouvernement ; cela est destiné à mettre en œuvre des instruments de renforcement du marché** (subventions, programmes, facilitations, etc.) en restant relativement neutre par rapport aux technologies à développer. **La stratégie IDE accompagne ce processus.**

Pour ce qui est de l'axe « **politiques et règlements habilitants** » au travers de l'assistance technique aux décideurs, ce qui a eu effectivement lieu avec la collaboration à la définition des stratégies SN@DEN et SNFI ; au niveau d'output, avec l'adoption des dites stratégies ; au niveau d'*outcome* immédiat, avec la mise en place des **mécanismes de coordination et l'adoption de politiques et règlements inclusifs**.

L'axe d'intervention « **écosystème de paiement numérique ouvert** » est également nécessaire à la création d'un environnement propice aux services digitaux. Le niveau d'activité implique la prise en charge des acteurs gouvernementaux, les partenaires au développement et les acteurs de marché : tout cela pour assurer la disponibilité des services. Dans le contexte burkinabé, cela signifie **un besoin en termes d'infrastructures**, comprenant la connectivité en général et plus spécifiquement les services financiers adaptés, afin d'atteindre (*outcome* immédiat) une infrastructure qui garantit **l'interopérabilité et l'accessibilité des services**.

Un **écosystème numérique en expansion en termes d'investissements, concurrence et innovation** est l'*outcome* intermédiaire de cet axe. L'équipe d'évaluation a proposé d'intégrer ce niveau d'*outcome* avec l'élément de **la capacité de l'écosystème d'attirer les investissements** d'acteurs régionaux dans le pays. Par ailleurs, le développement d'un tel écosystème nécessite également un **cadre réglementaire à même d'introduire des éléments de rééquilibrage, de gérer le thème de cybersécurité et de la résilience aux chocs**. Cette composante a été ajoutée par l'équipe d'évaluation au niveau d'*outcome* intermédiaire de l'axe 1, après les entretiens avec l'équipe de l'UNCDF – IDE de Bruxelles et New York.

Les axes d'intervention « **innovation inclusive** » et « **clients autonomes** » sont structurés afin de **faciliter le développement du marché**. Un marché développé signifie la présence d'une offre de services qui permettent l'inclusion de millions d'utilisateurs, femmes et catégories vulnérables, ainsi que l'utilisation d'une gamme variée d'instruments. D'autre part, il est nécessaire de favoriser l'émergence d'une demande constituée par des clients qui

ont les capacités, connaissances et compétences nécessaires pour accéder et utiliser des services digitaux et financiers.

Le développement de l'**offre** implique la mise en œuvre des conditions de base afin de favoriser le développement des différents acteurs de marché : les institutions financières, les incubateurs, les MNO et Fintechs et, pour ce qui est du secteur de l'énergie, les ESCO. A travers les projets PARI et CE4PR, l'UNCDF a misé sur la création d'un premier groupe pilote d'entreprises pour tester les potentialités du marché, en termes d'offre et de demande. Cette intervention est sans doute pertinente, mais elle requiert une capacité supplémentaire de catalyser et d'élargir l'éventail d'entreprises impliquées. **Le lien entre entreprises et investisseurs reste au cœur de l'action et il est encore à bâtir ; cette phase pilote a testé une première possibilité de relation, encore embryonnaire, via la plateforme d'investissement LDCIP et un nombre restreint de partenaires d'investissement.**

L'axe d'intervention « clients responsables » présente une stratégie de renforcement de la **demande**, avec un accent spécifique sur la capacitation des clients. Les activités se concentrent sur la transmission de compétences. Dans le contexte rural du Burkina Faso, se fait sentir un besoin urgent de renforcer les compétences financières et digitales. L'output attendu est effectivement une importante capacitation, financière et numérique, de ces clients. D'autre part, l'*outcome* immédiat devrait être la mise au point des canaux de distribution élargis et décentralisés de ces services d'information et capacitation. Finalement, l'accès et l'utilisation des services financiers et de transaction en sont l'*outcome* intérimaire.

**Le niveau d'impact est en ligne avec les grands ODD relatifs à l'inclusion financière et économique digitale :**

Objectif 1 : Pas de pauvreté ; Objectif 2 : Faim « zéro » ; Objectif 5 : Égalité entre les sexes ; Objectif 8 : Travail décent et croissance économique ; Objectif 10 : Inégalités réduites.

Ces objectifs sont transversaux, mais dans le contexte du Burkina Faso certains secteurs et thématiques sont prioritaires : la santé, l'agriculture, l'adaptation au changement climatique. Cette priorisation est pertinente également par rapport aux Objectifs 3 : Bonne santé et bien-être ; Objectif 7 : Énergie propre et d'un coût abordable ; Objectif 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques.

## 6.2. Cohérence

### 6.2.1. Cohérence externe [EQI2.2 ; EQI2.3]

**Cohérence avec la stratégie des Nations Unies. La stratégie IDE est l'une des priorités du cadre stratégique 2022-2025 d'UNCDF<sup>81</sup>.** La mise en œuvre au Burkina Faso permet de vérifier la cohérence de cet approche stratégique par rapport aux objectif globaux. Au moins deux des trois « déclencheurs » de changement identifiés dans le cadre stratégique globale sont relevés dans le contexte burkinabè. Les projets priorisent une approche de renforcement des systèmes de marché et des mécanismes de financement. L'analyse de la dimension de marché est l'une des éléments traités dans cette évaluation. Les projets qui mettent en œuvre la stratégie contribuent aussi à la transformation économique verte (c'est le cas de CE4PR) et de finance inclusive (voir le projet UNFPA et le projet PARI). En ce qui concerne la capacité à « catalyser le capital », cet aspect est partiellement présent dans l'axe stratégique « Innovation inclusive » ; ce rôle de déclencheur est confié à la plateforme LDCIP et les projets lancés dans le pays ont permis à l'équipe nationale de jouer un rôle dans l'identification des entreprises, l'accompagnement à l'investissement et le suivi des projets d'investissement financés par la plateforme.

**En cohérence avec cette approche stratégique, l'équipe burkinabè s'est engagée dans l'effort de dépasser la logique de projet, en faveur d'une approche pays et/ou pour l'adoption d'une approche thématique.** Cet aspect est envisagé dans le chapitre dédié à la cohérence interne. Dans ce contexte, la mise en œuvre de la stratégie est un multiple banc d'essai : pour la capacité d'engagement du gouvernement, pour l'efficacité de la plateforme LDCIP ainsi que pour l'utilité du tableau de bord IDEs. Le choix IDE au Burkina Faso a été de ne pas prioriser un axe stratégique spécifique, mais de les implémenter en parallèle : ce qui est cohérent avec l'objectif visant à valider la stratégie sur le terrain.

**Cohérence avec les initiatives d'autres acteurs de coopération.** Comme indiqué dans l'analyse de cohérence des deux projets, la stratégie IDE s'inscrit de façon complémentaire aux autres bailleurs de fonds à support des initiatives du gouvernement du Burkina Faso.

**Le gouvernement a fortement partagé avec UNCDF et le projet l'approche sur le digital. Actuellement, cela est encore une priorité nationale ; l'engagement est principalement assuré par le Ministère de la Transition**

<sup>81</sup> 1. Économies digitales inclusives ; 2. Finance locale transformative ; 3. Autonomisation économique des femmes ; 4. Finance pour le climat, l'énergie verte et la biodiversité ; 5. Finance pour les systèmes alimentaires durables.



**Digitale.** La SN@DEN et la Stratégie de Développement Postale vont dans la même direction, à travers l'implication d'un programme de la Banque Mondiale. L'aspect infrastructure est sous la responsabilité directe du gouvernement, dans le cadre du PNDES, avec le support des bailleurs de fonds, y compris le Luxembourg qui prévoit un soutien à l'infrastructure digitale dans son PIC III. **Les projets PARI et les autres initiatives dans le cadre d'IDE ont permis d'implémenter la dimension de développement de marché avec un renforcement de l'offre** (support financier et AT aux IMFs et autres partenaires d'exécution) **et de la demande** (éducation financière, sensibilisation des groupes d'épargne et du secteur des micro et petites exploitations agricoles).

Dans le cadre de l'inclusion financière on remarque une **cohérence d'objectifs entre les axes d'intervention IDE et les composantes d'intervention du projet PAIF<sup>82</sup> de la Banque Mondiale**. Les projets PARI et TELBA, dans le cadre de la stratégie IDE, sont particulièrement cohérents avec PAIF et son approche visant à favoriser l'accès aux financements à travers la création d'une garantie partielle de portefeuille. **Sur le terrain, un niveau d'intégration a été visible pour ce qui concerne la vulgarisation d'initiatives d'éducation financière par le biais du digital, et incluant l'alphabétisation digitale**. Des initiatives de renforcement institutionnel, tel que le support au FAARF, ont aussi été assuré par UNCDF, dans les initiatives de la stratégie IDE, et PAIF en parallèle. Par contre, l'équipe d'évaluation n'a pas remarqué initiatives dédiées à la mise à disposition de cette garantie au bénéfice des entreprises et/ou des institutions financières impliquées dans les programmes IDE. Effectivement, les interlocuteurs, jusqu'à présent, sont différents. La garantie a été orientée au secteur banquier à travers la SOFIBIG. L'évaluation a constaté que les projets jusqu'ici mis en œuvre dans le cadre de la stratégie IDE ont concerné seulement le secteur de la microfinance, avec une implication marginale du secteur banquier.

La mise en œuvre de la stratégie IDE semble finalement en cohérence avec les priorités et les initiatives d'autres partenaires de l'UNCDF, qui ont partagé avec l'UNCDF l'engagement sur la digitalisation. A cet égard, l'on peut rappeler : **la coopération suédoise** qui a financé plusieurs initiatives intégrées dans la stratégie IDE, tels que **TELBA et WEEOG PANI** ; **la coopération luxembourgeoise** qui avait déjà en cours une composante d'inclusion financière en zone rurale à travers **le projet SOS Faim** ; le PARI fait partie de cette expérimentation conséquente d'introduire la digitalisation pour renforcer cet objectif. Le Luxembourg, à travers les PIC II et III, a également d'autres initiatives de soutien au gouvernement pour le **développement de l'infrastructure digitale**.

Cette priorisation sur le digital des bailleurs partenaires a évolué au cours des années ; cet aspect sera traité dans la section « durabilité ».

### 6.2.2. Cohérence interne [EQI 2.1 - EQC2.2 EQC2.3]

**Cohérence avec les autres initiatives d'UNCDF et du gouvernement du Luxembourg.** L'équipe d'évaluation a noté que sur la période 2017-2020, qui a été la période de conception et lancement des deux projets et de la stratégie IDE à niveau global, **la direction de l'UNCDF du pays a mis en place une vision pays très cohérente avec la nouvelle stratégie digitale**.

Cette approche a permis d'intégrer plusieurs projets dans **une vision unitaire** de mise en œuvre de la stratégie IDE, dont la composante de digitalisation de chaque projet contribue aux résultats attendus de la stratégie. L'équipe de gestion pays s'est dotée d'un **tableau de synthèse**, afin d'intégrer les résultats de quatre projets principaux dans le cadre de la stratégie.

Tableau 26 – Contribution des indicateurs des projets UNCDF aux indicateurs de la stratégie IDE au Burkina Faso

Projet	Indicateurs stratégie IDE auxquels les projets contribuent
PARI	<ul style="list-style-type: none"> <li>• "Number of registered customers of new or improved digital services supported by UNCDF" - 4 indicateurs de projet;</li> <li>• "Number of new or improved digital services and business models scaled by UNCDF" -supported partner -3 indicateurs de projet;</li> <li>• "Number of active customers of new or improved digital services supported by UNCDF" - 1 indicateur de projet;</li> <li>• "Number of customers with improved skills and capabilities as a result of UNCDF support (financial, digital, soft and hard skills)" - 1 indicateur de projet</li> </ul>
CE4PR	<ul style="list-style-type: none"> <li>• "Number of registered customers of new or improved digital services supported by UNCDF" - 2 indicateurs de projet;</li> <li>• "Number of customers with improved skills and capabilities as a result of UNCDF support (financial, digital, soft and hard skills)" - 5 indicateurs de projet</li> </ul>

<sup>82</sup> Composante 1 : augmenter l'utilisation des comptes de transaction ; composante 2 : renforcer la capacité institutionnelle pour accroître l'inclusion financière ; Composante 3 : augmenter l'accès des agriculteurs et des PME au crédit. Il y a aussi une composante 4 de gestion de projet.

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• “Number of new or improved digital services and business models piloted by UNCDF” - supported partner – 2 indicateurs de projet</li> </ul>
Weoog Paani – Tree Aid	<ul style="list-style-type: none"> <li>• “Number of new or improved digital services and business models scaled by UNCDF” - supported partner – 1 indicateur de projet;</li> <li>• “Number of customers with improved skills and capabilities as a result of UNCDF support (financial, digital, soft and hard skills)” – 2 indicateurs de projet .</li> </ul>
UNFPA - SSRAJ-BF	<ul style="list-style-type: none"> <li>• “Number of customers with improved skills and capabilities as a result of UNCDF support (financial, digital, soft and hard skills)” – 1 indicateur de projet</li> </ul>

Les autres programmes sont eux aussi cohérents avec la stratégie IDE : **TELBA**, qui s’occupe de l’étude de faisabilité et de l’éventuelle mise en place d’un **fonds de garantie** ; **ceci peut jouer un rôle fortement complémentaire à la stratégie d’inclusion financière digitale** renforcée à travers les projets mentionnés ci-dessus.

D’autres projets mis en œuvre par l’UNCDF et par d’autres agences UN, telles que **UNFPA et le PNUD** (par exemple, le projet *Femmes Leaders*), ont des composantes de digitalisation qui permettent de toucher des **couches spécifiques de bénéficiaires finaux, tels que les femmes, les jeunes, les populations rurales, les réfugiés, etc.**

### 6.3. Durabilité

#### 6.3.1. Capitalisation des résultats des projets mis en œuvre [EQI 6.2]

La durabilité des interventions et innovations réalisées dans le cadre de la stratégie IDE du pays dépend, en premier lieu, de la **capacité de capitaliser sur les résultats des projets**. **IDES** – Inclusive Digital Economy Scorecard - est dans ce sens un outil précieux ; son utilisation comme **tableau de bord** peut rendre plus efficace le suivi, avec une disponibilité homogène et comparable d’informations sur base annuelle, par rapport à l’état d’avancement de chacun des 4 axes de travail de la stratégie, ainsi que la concrète contribution des projets de l’UNCDF au Burkina Faso.

**Axe « politiques et règlements habilitants »**. **Pointage de 89% au niveau de l’indicateur synthétique**, avec 92% pour la promotion active du gouvernement ; 79% pour la promotion active des politiques ; 100% pour l’existence des réglementations.

C’est un résultat qui confirme l’existence d’un **contexte favorable sur le plan de la contrepartie gouvernementale**. Comme mentionné dans le commentaire relatif à la ToC, il y a probablement de la place/ besoin pour des améliorations ultérieures normatives en matière de cybersécurité et résilience aux chocs.

**Axe « écosystème de paiement numérique ouvert »**. **43% pour l’indicateur synthétique**, avec 44% pour l’infrastructure digitale ; 32% pour la condition des paiements digitaux ; 56% pour la connectivité et 39% pour l’utilisation et appropriation des TIC.

Jusqu’ici les interventions ne se sont pas occupées du développement des infrastructures, ce qui est probablement hors mandat de l’UNCDF, et pris en charge par d’autres partenaires de coopération. Le constat recueilli lors du dialogue avec les parties prenantes est que **la connectivité représente effectivement un blocage majeur à l’adoption et diffusion des instruments digitaux**.

**Axe « innovation inclusive »**. **31% pour l’indicateur synthétique**, avec 34% pour les compétences de la communauté de l’innovation ; 40% pour l’environnement habilitant ; 28% pour le développement et les synergies de la communauté d’innovation et 23% pour la disponibilité de financements.

Les deux premières sous-dimensions ne sont pas prises en charge par les projets ; en revanche, pour ce qui est du développement de la communauté d’innovation et de son financement, cela est au cœur de l’action de l’UNCDF au Burkina Faso. **Les projets ont sans doute contribué à la croissance d’un certain nombre d’entreprises innovantes**. Les ESCO qui ont reçu un soutien direct ont confirmé une tendance à croître tout au long de l’activité, toutefois on ne peut pas cataloguer ces résultats comme ayant un effet structurel au niveau du marché. En outre, une contribution à **l’essor des Fintech dans le pays** s’est traduite par l’implication de 4 entreprises à travers le projet PARI. Néanmoins, il convient signaler que parmi celles-ci, deux (CashZone et ITOF) n’ont pas leur siège principal au Burkina Faso, donc **l’impact reste moindre**. Finalement, pour ce qui est de la promotion des **relations entre secteur industriel et universités**, cela se limite, à la date, par l’implication d’un incubateur hébergé auprès d’une structure universitaire de la capitale. **La question de la disponibilité de financement pour le secteur privé est absolument un point clé** ; sans une intervention forte et structurée dans le système bancaire, il est difficile d’envisager un développement correspondant du marché digital national comme indiqué par la stratégie IDE. Comme il a déjà été dit, les projets ont fourni du financement direct aux entreprises, principalement sous forme de subventions. En outre, il a été possible de mobiliser des financements additionnels à crédit, à travers la plateforme

LDCIP et, dans le cas de Faso Dombé, l'octroi d'une garantie a permis l'accès au système bancaire burkinabé. **Ce qui, par contre, n'est pas évident est la disponibilité de capital de risque sur le marché.**

**Axe « clients autonomes ».** 32% pour l'indicateur synthétique, avec 31% pour les compétences de base ; 14% pour l'alphabétisation digitale ; 50% pour l'alphabétisation financière.

L'UNCDF n'intervient pas au niveau des compétences de base, mais les projets ont quand même une composante d'éducation financière. **Des modules digitalisés d'éducation financière sont disponibles.** Ils ont été livrés à plus de 50 000 personnes, ce qui est un résultat important dans le cadre d'un projet, mais encore insuffisant pour marquer une différence à l'échelle nationale. Toutefois, il est évident que **les IMF ont adopté les modules proposés et vont répliquer et continuer la formation.** Cela dit, le constat qui ressort des interviews au niveau des bénéficiaires est que **la compréhension et prise de conscience des outils digitaux n'est pas encore effective.** Les personnes utilisent les instruments, mais ne comprennent pas vraiment ce qu'ils sont en train d'utiliser. Le niveau d'alphabétisation digitale est, encore un défi majeur.

### **6.3.2. Conditions de pérennisation des résultats obtenus grâce aux mécanismes, procédures et politiques mises en place [EQI 6.1, EQP6.1, EQC6.1]**

**Priorisation et engagement du gouvernement du Burkina Faso.** Le contexte national, du point de vue des orientations politiques et des documents stratégiques en vigueur, est favorable et demande de continuer un parcours de digitalisation des services ; parmi ceux-ci la stratégie IDE joue un rôle important. Malheureusement, **l'instabilité politique des années plus récentes représente un obstacle à la continuité** de ce parcours. Toutefois, une certaine mémoire institutionnelle reste présente dans les ministères, grâce à la continuité du staff technique. Le Ministère pour la Transition Digitale confirme son engagement par rapport au processus de digitalisation de la SNA@DEN et de la Stratégie de Développement Postale ; cette dernière grâce au support de la Banque Mondiale. Le Ministère opère aussi dans la collecte et dans la mise à disposition des données nécessaire à la **IDES scorecard**. On enregistre un retard important dans la mise à disposition du rapport sur les données du 2021, qui sont quand même disponibles en ligne. Cela est probablement un indicateur d'une **difficulté à avancer vers une réelle appropriation de l'outil.**

L'engagement du MEFP dans le processus de digitalisation, bien que celle-ci soit formellement encore parmi les priorités d'inclusion financière, reste à vérifier. **Plus généralement, la durabilité du parcours de digitalisation pour l'inclusion financière dépendra de l'implication et appropriation effectives d'autres acteurs,** comme les ministères en charges du développement du secteur privé et de l'administration publique décentralisée. **La digitalisation est un outil transversal, qui répond à plusieurs priorités et interventions.** Le thème de la digitalisation de l'administration publique peut représenter un élan important dans ce sens, y inclus l'effet que cela peut avoir sur la transparence.

Un travail de collaboration des différentes agences onusiennes impliquées dans l'appui aux structures étatiques, à partir de l'UNCDF et le PNUD, est un facteur qui va influencer la durabilité de ce processus.

**Priorisation des acteurs de coopération.** Le support des bailleurs tels que la coopération Suédoise et le Luxembourg a été un facteur de succès pour la mise en place d'un plan national cohérent. Effectivement, ces deux bailleurs en particulier ont modifié récemment leur interprétation du rôle et du poids de la digitalisation lors de la dernière révision stratégique de leurs programmes de coopération. **La digitalisation n'est plus identifiée comme une priorité autonome,** mais plutôt comme un élément transversal habilitant pour des projets avec des objectifs spécifiques, comme l'inclusion financière, la transition climatique, la santé, etc. À l'avenir, il est donc **difficile d'imaginer d'autres projets axés sur la digitalisation,** tel que le projet PARI, **financés par ces bailleurs.** Par contre, le thème de la lutte contre le réchauffement climatique, où l'accès aux technologies renouvelables joue un rôle important, va probablement renforcer sa présence dans l'action de ces acteurs. Initiatives prévues par l'axe 3 de la stratégie IDE, telles que le renforcement des ESCO, rentrent dans ce type de priorisation. Le gouvernement burkinabè est en train de lancer des initiatives de digitalisation avec le support de la Banque Mondiale. Les priorités sont l'infrastructure et la digitalisation de l'administration publique, tel que le cadastre.

Dans le contexte burkinabè un acteur comme le PNUD est en train de se positionner sur le thème de la digitalisation ; ce fait peut renforcer la capacité de mise en œuvre de la stratégie IDE, à condition de se doter d'un cadre de coordination, et non de compétition, entre les deux agences. Le PNUD a la capacité d'allouer un budget interne<sup>83</sup> sur ce thème, ce qui peut garantir une continuité d'intervention sans compter uniquement sur le support ponctuel de bailleurs de fonds externes.

<sup>83</sup> Entretien au PNUD Burkina avec plusieurs responsables.

### 6.3.3. Conditions de mise à l'échelle et répliquabilité des innovations proposées [EQ16.3]

L'UNCDF s'est doté de deux instruments importants afin de renforcer les objectifs globaux de la stratégie IDE, et donc de répliquer les initiatives de succès dans des contextes spécifiques. Il s'agit de l'IDE *Scorecard* et de la plateforme d'investissement LDCIP.

**Inclusive Digital Economy Scorecard.** Comme indiqué plus haut, le potentiel de cet instrument est important. Il garantit effectivement une visualisation des différentes composantes de l'inclusion économique numérique dans le pays. **La *Scorecard* peut orienter l'interlocution avec les structures étatiques.** L'analyse présentée dans le paragraphe précédent confirme l'utilité afin de faire le suivi des résultats et d'orienter les interventions à faire. Le constat au niveau de gouvernement est que malgré l'existence d'une **collaboration institutionnelle** pour récolter les informations nécessaires à alimenter la *Scorecard*, cela **ne permet pas encore de livrer un rapport au moment opportun**, c'est-à-dire au cours de l'année suivante l'année de référence. Un engagement politique sur le thème de l'inclusion digitale a été enregistré auprès du Ministère de la Transition Digitale, mais cela ne correspond pas encore à une vraie appropriation de la *Scorecard* : l'équipe impliquée connaît l'existence de l'instrument, fournit les données nécessaires, mais ne déclare pas avoir effectivement compris la façon de calculer et de mesurer les indicateurs, ce qui limite fortement la capacité de prise en charge des indicateurs qui sont disponibles.

En ce qui concerne le potentiel de répliquabilité, on note une difficulté à **trouver des données de références (benchmarks)** par rapport aux indicateurs utilisés, par exemple à cause de l'impossibilité, pour le moment, d'avoir une base de données uniforme dans les différents pays pour alimenter les indicateurs.

**Least Developed Countries Investment Platform.** La plateforme d'investissement permet de valoriser le mandat de l'UNCDF en tant que vecteur d'investissement pour le système des Nations Unies. C'est un instrument à fort potentiel afin de renforcer les programmes de développement, surtout les programmes de développement économique avec une approche marché. **La perspective possible est que LDCIP puisse jouer un rôle de pionnier vis-à-vis des investisseurs sociaux et à impact**, surtout dans le contexte où ceux-ci ne sont pas encore présents ou actifs.

À l'heure actuelle, tout ce potentiel se trouve encore dans une phase pilote. Les projets de l'UNCDF, au Burkina ou ailleurs, ont permis d'identifier des cas d'étude pour expérimenter cet instrument. Dans le cas burkinabé, en particulier : une opportunité additionnelle d'accès au financement pour certains acteurs privés (les ESCO), en bénéficiant ainsi de l'accompagnement du financé par la structure de projet ; un rôle de mitigation du risque financier dans le cas de crédit bancaire, grâce à la mise en jeu d'une garantie (Faso Dèmbé).

**L'enjeu fondamental est la capacité à mobiliser systématiquement des ressources externes**, afin de produire un impact allant au-delà de la dimension des projets et ouvre la voie vers un écosystème financier ouvert. Actuellement la dimension du portefeuille de la plateforme est encore faible, surtout en relation aux objectifs stratégiques. Les principaux défis sont les suivants : **i) accroître la capacité d'approvisionnement des fonds externes** ; ceci est encore relativement difficile à obtenir face à des **bailleurs de fonds institutionnels qui privilégient l'approche projet** ; **ii) les investisseurs sociaux, ou à impact, sont des contributeurs potentiels à la plateforme** ; elle peut faciliter l'entrée de cette classe d'investisseurs dans des pays à risque élevé ou dans des secteurs de frontière, mais il est important mettre en évidence, et mesurer, la valeur ajoutée représentée par le travail sur le terrain dans l'identification des projets d'entreprises, le montage des dossiers et le suivi ; **iii) afin d'avancer sur les deux aspects précédents, un alignement des équipes de l'UNCDF dans les pays aux besoins et objectifs de la plateforme est également nécessaire** ; techniquement, deux options majeures sont offertes : soit l'on garantit la formation des équipes dans le pays en termes de sélection des projets, préparation des dossiers, suivi des remboursements, etc., ce qui n'est pas forcément en ligne avec les compétences de l'équipe en place ; soit l'on adopte une structure plus décentralisée au niveau de l'équipe LDCIP.

Le thème des capacités des équipes dans le pays est fortement lié au besoin d'une meilleure **harmonisation des procédures et collaboration** entre l'équipe de New York et les équipes dans les pays. Ces dernières sont conçues en fonction des projets où sont affectées, cela limite la permanence des services et, parfois, la disponibilité des compétences spécifiques. D'autre part, il n'est pas possible, ni envisageable, de gérer un nombre important de dossiers par pays exclusivement à travers un comité de crédit dont le siège est à New York.

## 7. Conclusions, leçons apprises, recommandations

### 7.1. Conclusions

#### **PARI**

**Évaluation globale.** De manière générale, **le projet PARI peut être considéré comme une initiative réussie.** Le projet est **très pertinent** par rapport aux objectifs d'inclusion digitale que le Gouvernement du Burkina Faso a explicité dans la SNFI et surtout avec la SN@DEN. L'inclusion digitale est également pertinente par rapport aux objectifs de développement économique du PNDES, et effectivement le projet se présente comme une initiative du gouvernement appuyée par l'UNCDF et le Luxembourg, donc **l'appropriation est assurée.** Au moment de la conception, le projet répondait clairement à la priorisation de la digitalisation en tant qu'instrument d'inclusion économique dans le PIC II du Luxembourg. L'activité se confirme comme **pertinente par rapport aux besoins des populations rurales** dans le contexte d'insécurité qui caractérise le pays : les bénéficiaires finaux et les prestataires de services ont confirmé l'importance de pouvoir compter sur des services financiers digitaux dans un contexte de forte limitation aux déplacements internes. Toutefois, il faut considérer que cette opportunité pourrait ne pas être saisie de la même façon par les différentes couches de population.

Le projet a été préparé et réalisé dans un contexte de forte intégration des différentes initiatives de l'UNCDF dans le pays. Cela a garanti **une bonne cohérence de PARI avec les autres initiatives de l'UNCDF, avec celles développées par d'autres agences des Nations Unies et en général le cadre stratégique des Nations Unies,** ainsi que **la cohérence d'action avec la contrepartie gouvernementale,** ceci malgré les changements de gouvernement qui ont inévitablement représenté une difficulté. L'intervention est cohérente avec l'action d'autres bailleurs, notamment le Luxembourg, la Suède et les Pays-Bas.

Pour ce qui concerne l'inclusion financière numérique en zone rurale et la digitalisation des filières agricoles, **le projet a largement dépassé les objectifs prévus** en termes de personnes qui ont accès et utilisent de services financiers digitaux. Il est important remarquer l'appropriation des outils d'éducation financière et des produits digitaux développés pour les groupes d'épargne, grâce aux IMF impliquées. Toutefois, si **les utilisateurs finaux apprécient les services additionnels** auxquels ils ont accès, apparemment ils ne sont pas véritablement conscients d'utiliser des services digitaux, ni des implications et potentialités qu'ils leur apportent. Les effets que cela pourrait produire sont, d'un part, la perte de maîtrise des ressources financières jusqu'ici gérées d'une façon manuelle et directe et, d'autre part, ces outils digitaux pourraient engendrer des nouvelles formes d'exclusion financière, pour ceux qui ont du mal à s'approcher aux supports technologiques.

Pour ce qui concerne la mise à disposition des services pour les TPE et les PME, ainsi que les objectifs de mise à disposition et utilisation des services, comme les transactions digitales, ont été largement dépassés. Il y a des **résultats partiellement contradictoires sur la capacité de mobiliser des ressources additionnelles pour les entreprises.** En effet, L'utilisation d'une garantie à travers la plateforme d'investissement LDCIP a facilité l'implication du secteur bancaire burkinabé mais seulement dans un cas spécifique. Le défis à relever est donc la capacité de généraliser cette approche et d'inciter le système bancaire à entrer dans le secteur. L'effective valorisation des informations digitalisées par les entreprises dans l'analyse des dossiers des IMF, notamment à travers des instruments de *scoring*, n'est pas évidente. Le support aux entreprises a permis un renforcement de ces activités, mais la création d'un premier noyau de nouvelles entreprises n'a pas été atteinte. Cela est sans doute une limitation qui revient à la structure même du projet, mais il n'empêche pas de relever que l'impulsion pour une croissance en termes de nombre d'entreprises du secteur est parmi les priorités à envisager.

#### **Encadré 6 – Genre, autres groupes vulnérables et inclusion PARI.**

Le projet PARI n'a pas activé des procédures de discrimination positive par rapport à l'implication des femmes, de jeunes, de petits agriculteurs, de PDI et de personnes avec handicaps, ni opté pour le développement de produits ou services spécifiques pour ces cibles vulnérables, ce qui est en partie contradiction avec le document de projet qui les identifie comme des cibles prioritaires. **Si aucune stratégie opérationnelle n'a été développée,** la réalité du terrain est que les activités ont été orientées vers des services fortement utilisés par les femmes, principalement pour l'accompagnement des groupes d'épargne en zone rurale. La participation aux activités d'éducation financière et l'adoption des services de portemonnaie digital a été presque totalement féminine ; les femmes (jeunes et adultes) représentent plus de 70% des petites et micro-entrepreneurs et exploitants rencontrés sur le terrain. **Ce ciblage particulier est beaucoup plus le fruit des stratégies d'intervention des partenaires de mise en œuvre et non du projet en tant que tel.** Un élément remarquable sur la capacité du projet d'intervenir sur les dimensions transversales (genre, droits humains, égalité homme/femme, etc.) réside



dans l'effet enregistré sur la condition sociale des femmes ayant accès aux services digitaux. Elle a connu un très nette amélioration.

Le système de suivi a permis **seulement partiellement d'apprécier cette participation**.

En ce qui concerne l'inclusion d'autres catégories vulnérables, notamment les réfugiés et les PDI, qui font également partie des cibles du ProDoc, leur présence parmi les bénéficiaires est confirmée, mais cette dimension a été malaisément évaluée à travers les instruments de suivi disponibles. La priorisation des régions d'intervention du projet était en accord avec les objectifs d'inclusion de ces catégories, mais la situation d'insécurité a limité la capacité de réaliser les actions dans les zones plus proches des frontières. Les entretiens sur le terrain n'auront pas non plus couvert toutes les catégories de groupes cibles du projet.

Le projet a adopté **une stratégie de renforcement d'acteurs déjà existants sur le marché. Cette stratégie est efficiente** par rapport à la capacité d'atteindre les résultats du projet. Cette approche a assuré aussi un bon **niveau de flexibilité** : quand, pour des raisons de sécurité et à cause de la pandémie COVID, les activités n'étaient pas envisageables dans certaines zones cibles, les partenaires d'exécution ont pu relancer l'activité dans d'autres régions. Toutefois, **moins d'un tiers du budget total a été utilisé pour les subventions et les contrats de services** à ces structures responsables de la mise en œuvre. Il faut souligner que presque la moitié de ces contrats ont eu un caractère transversal, avec des activités en commun, financées par d'autres projets de l'UNCDF. Si cela a permis de réaliser des **économies d'échelles**, il a aussi engendré un problème d'attribution des résultats aux différents programmes. Il s'agit d'un point important, surtout pour les projets à venir : dans quelle mesure il est possible d'activer des synergies entre différents partenaires et une multiplicité d'interventions et, au même temps, assurer une correcte redevabilité vis-à-vis des bailleurs de fonds et des contreparties gouvernementales. Il apparaît évident qu'une mise à niveau des techniques de gestion des projets s'avère de plus en plus urgente. En outre, **la structure de gestion a pesé aux environs de 40% sur le total des ressources utilisées**.

Un **potentiel impact positif sur l'offre des services** est remarquable, ainsi que sur la consolidation des acteurs présents sur le marché. Les services digitalisés d'éducation financière, les produits d'épargne pour les groupes, et les services de transactions sont intégrés dans les stratégies à long terme des IMF impliquées. Les activités d'autres acteurs sur le marché, tels que Fintech, Agritech et Assurances, ont été renforcées, et les services de transactions digitales pour le secteur agricoles continuent d'être utilisés. Les objectifs du projet ont été largement atteints, mais il est certain que l'impact au niveau du marché pourra être évalué uniquement sur un temps plus long. Jusqu'ici l'approche de développement des systèmes de marché introduit par le projet a permis l'adoption et l'adaptation de certaines innovations par les partenaires mais aucun effet d'imitation et de *crowding-in* n'a encore été enregistré par d'autres opérateurs économiques concurrents. Les raisons de ce constat sont multiples : d'une part, la dimension du secteur est encore limitée et les ressources de projet employées n'étaient peut-être suffisantes pour produire cet effet de *crowding-in* souhaité ; d'autre part, il ne ressort pas suffisamment une stratégie qui priorise cet impact, au moins pour ce qui est des éléments d'évaluation extraits de la mise en œuvre du projet.

Au niveau des bénéficiaires finaux, l'approche choisie, surtout pour ce qui est des groupes d'épargne, a eu un **effet significatif sur la condition sociale des femmes impliquées**. Des effets sur l'amélioration de la situation économique sont plus visibles pour les personnes qui ont des activités économiques, ou des activités génératrices de revenu. **Les effets sur le tissu des PME ne sont pas mesurables**.

Le renforcement des acteurs de marché, à travers l'approche dénommée « faire faire », a garanti effectivement la **durabilité des services offerts**. Le partenariat avec des IMF, Agritech et Assurances, qui ont comme mission d'offrir ces services, est essentiel pour leur maintien dans le temps ; l'investissement réalisé, afin d'augmenter le nombre d'agents employés grâce aux subventions externes, semble confirmé et permanent. En revanche, les services de digitalisation des transactions et de facturation des entreprises dépendent pour la plupart de fournisseurs qui opèrent en prévalence hors du pays : cela rend plus difficile une perspective de durabilité sur le moyen terme. Enfin, le travail d'implication du secteur financier bancaire est encore dans une phase embryonnaire, et demanderait des initiatives supplémentaires. Cependant, **une seconde phase du projet PARI n'est pas pour le moment planifiée**. En conclusion, le projet a permis de mettre efficacement à disposition des populations rurales des services digitalisés, en réponse à un besoin existant. L'approche de travailler avec des partenaires d'exécution fait en sorte que ces **services seront encore disponibles dans le futur**. Concernant la capacité à dynamiser le marché des services digitaux, on enregistre des **résultats prometteurs** en ce qui concerne **l'adoption de pratiques innovantes**, mais **pas encore concernant l'implication directe des banques** et des investisseurs privés. Enfin, le projet a effectivement représenté un cadre de collaboration avec le Gouvernement sur le thème de la digitalisation **qui mérite d'être poursuivi**.



## CE4PR

**Évaluation globale.** L'évaluation mi-parcours du projet CE4PR exprime une appréciation positive. Le projet est **très pertinent** par rapport aux objectifs du PNDES concernant l'objectif stratégique 3 « promotion des énergies renouvelables » et, plus en général, l'axe 2 de la stratégie nationale concernant « le renforcement de l'offre d'énergie ». L'utilisation des services financiers digitaux, notamment le PAYGO, est aussi directement pertinent pour la mise en œuvre des objectifs de la SN@DEN. Le projet est ainsi pertinent aux objectifs de gestion durable des ressources forestières du PIC III, et correspond à une action d'adaptation en accord avec le Financement Climatique Internationale du Luxembourg. La stratégie se concentre sur le renforcement de l'offre de services énergétiques à travers des structures existantes sur le marché, face à une forte demande d'énergie (verte) en zone rurale qui ne trouve pas satisfaction par manque d'opportunité et/ou manque de pouvoir d'achat. Cela constitue un point central dans l'évaluation du projet, et ainsi pour la préparation d'actions futures. Il est clair que le besoin décelé demande d'une dimension d'intervention plus importante si l'on veut accroître l'ampleur des services disponibles tant au niveau géographique qu'au niveau des différents segments de population et entreprises desservis

**Ce projet est fortement cohérent** avec les objectifs des autres initiatives de l'UNCDF dans le pays, notamment le PARI, pour ce qui concerne la digitalisation des services, ainsi qu'avec les interventions d'autres bailleurs - la Suède parmi d'autres - en renforcement de l'accès aux énergies renouvelables en zone rurale. Le projet relance dans le contexte burkinabé la méthodologie adoptée par le programme CleanStart d'utilisation d'un **fonds pour le financement des services énergétiques**. Finalement, l'activité est cohérente aux objectifs de la plateforme LDCIP de supporter des entreprises avec des projets d'investissement performants et rentables, en facilitant leur identification et la présentation des dossiers de financement. Cela ouvre en perspective un débat sur comment il est possible d'élargir et d'optimiser les structures permanentes UNCDF et NU vis-à-vis des spécifiques interventions de projet.

**Le projet a efficacement permis de fournir des technologies renouvelables** à un nombre de clients plus élevé par rapport à la prévision initiale. Le support financier direct des ESCO, et la facilitation des liens avec les IMF a effectivement permis aux clients d'avoir accès à des technologies grâce à des solutions de financement innovants. Effectivement, un élément clé pour l'accès aux technologies a été la **réduction du prix d'achat**, grâce à la possibilité d'échelonner les paiements ou par des solutions PAYGO. Le fonds FERR/BF a ciblé les ESCO existantes et les IMFs, ce qui a permis d'atteindre des **résultats importants en termes de clients**, mais il n'y a pas encore évidence d'une **capacité de favoriser la création d'entreprises** dans le secteur des services énergétiques, ni d'impliquer le secteur bancaire. Les fonds additionnels mobilisés en faveur des ESCO l'ont été exclusivement à travers la plateforme LDCIP et, partiellement, à travers d'autres subventions. Pour le CE4PR vaut la même considération décrite antérieurement pour le PARI par rapport à la dimension de l'intervention et à la mise au point d'une stratégie explicite pour la création et l'élargissement du secteur énergétique. En outre, il est évident que **le véritable défi reste dans la capacité de développer des connexions permanentes entre les ESCO et le système financier**, en allant au-delà de cas ponctuels.

### Encadré 7 - Genre et inclusion CE4PR.

Le projet CE4PR n'a pas mis en place une véritable stratégie d'inclusion des femmes et des jeunes. Il y a une attention à la participation des femmes aux activités de formation et sensibilisation. Des objectifs en termes de clientèle féminine ont été introduits dans les contrats des ESCO, et un monitoring sur cet aspect est évident car des contrats ont été modifiés afin de garantir un meilleur accès des femmes aux services des ESCO. Des stratégies spécifiques, comme cibler des secteurs à forte participation féminine, ou de tester des produits avec des conditions favorables pour les femmes, n'ont pas été mises en place. La présence des femmes parmi les bénéficiaires est confirmée par les visites de terrain, mais les résultats disponibles clarifient qu'elles n'arrivent pas à répondre aux attentes du programme. Le système de suivi ne met pas à disposition non plus d'informations détaillées pour la totalité des indicateurs où cette ventilation serait demandée, ce qui complique le travail de suivi. En conclusion, l'accès aux énergies renouvelables peut répondre à des besoins spécifiques d'accès à l'électricité ou au carburant pour la cuisine et l'éclairage en zone rurale, mais des efforts spécifiques sont nécessaires pour garantir une complète adoption par les femmes, premières cibles concernées.

**L'organisation du projet** a permis d'octroyer aux acteurs de marché des subventions à travers **une procédure transparente et efficiente**. La sélection a connu des ralentissements à cause de la pandémie COVID, mais le processus a été finalisé en temps utile pour permettre la réalisation des activités. La structure technique a été

externalisée à trois consultants, experts dans les trois secteurs clé (ESCO, IMF et incubateurs). La structure de Bangkok a pris en charge la supervision et la gestion des procédures sans peser sur le budget du projet. Le système de suivi est fortement dépendant des informations mises à disposition par les partenaires d'exécution, ce qui demande un effort important de monitoring sur le terrain, toutefois limité, à cause des difficultés de déplacement dues à la pandémie et aux questions de sécurité. Il est un aspect qui devrait être considéré en profondeur pour la mise au point d'un système de suivi souple mais performant : comment avoir un accès direct aux informations pour mieux mesurer et évaluer les performances des partenaires d'exécution et les résultats définis dans le PTBA ?

L'évaluation intérimaire, bien qu'en phase finale d'exécution, **ne permet pas d'apprécier pleinement le potentiel d'impact du projet**. Il est possible remarquer une évolution positive des chiffres d'affaires des ESCO, ainsi que du nombre de clients et d'agents déployés sur le terrain. Il y a donc un effet de renforcement de l'offre de services énergétiques, et des services financiers y liés. Au niveau des **clients finaux, on note un effet visible sur la qualité de vie des ménages**, mais pas encore d'effet notoire sur l'utilisation à fin productifs des technologies adoptées. Deux aspects conditionnent l'impact potentiel sur les bénéficiaires finaux : le pouvoir d'achat des clients, qui est un facteur décisif pour leur demande effective, et la qualité des technologies disponibles sur le marché qui affecte leur confiance dans l'offre. Il est évident que ces limitations ne peuvent pas être résolues par une seule intervention de projet, mais il est fondamental d'identifier les points de connexion qui pourraient dans le futur améliorer le contexte général de la demande et de l'offre. Le crédit est un point d'entrée pour faire face aux difficultés de pouvoir d'achat des couches les plus vulnérables de la population – pourvu que cela améliore dans le moyen terme les revenus ; les politiques étatiques, par contre, sont l'instrument principal pour faciliter l'accès et la sélection des meilleures technologies disponibles sur le marché, surtout quand il s'agit des produits importés de l'étranger.

Le renforcement mis en œuvre au niveau des ESCO permet de prévoir une **certaine durabilité sur le moyen terme de l'offre des solutions technologiques** proposées par le projet. Certaines ESCO sont en phase d'expansion : la disponibilité de ressources additionnelles à crédit, à travers la plateforme LDCIP, permettra d'assurer la liquidité nécessaire dans au moins deux cas. Pour aller au-delà de cas spécifiques, il s'avère très important disposer d'outils de diagnostic pour appréhender et planifier les besoins financiers d'investissement et de gestion des ESCOs. En général, **la durabilité économique n'est pas pour le moment évidente**. Grâce aux subventions, la plupart des ESCO ont pu proposer des solutions avec un coût d'achat subventionné : la marge opérationnelle est destinée à se réduire avec la fin du support du projet. Des partenariats entre ESCO et IMFs ont été facilités, et ces produits financiers continueront à être en principe disponibles. Le fonds FERR/BF n'est pas conçu pour durer après la fin du projet CE4PR. Dans le secteur des partenaires au développement, le thème d'adaptation au changement climatique est en train de gagner de plus en plus de priorité, ce qui crée un espace pour attirer d'autres opérateurs.

## IDE

**Évaluation Globale.** L'UNCDF est parmi les partenaires qui ont contribué à accompagner le gouvernement du Burkina Faso dans la formulation des stratégies de digitalisation et d'inclusion financière. Dans ce cadre, **la stratégie IDE est totalement pertinente aux objectifs du pays** tels que définis dans le PNDES, la SNDEN, la SNFI et la Stratégie de développement postal. Les projets jusqu'ici mis en œuvre au Burkina par UNCDF se concentrent principalement sur les axes d'intervention « Innovations inclusives » et « Clients responsables » de la stratégie globale IDE. La composante d'infrastructure – axe « Écosystème du paiement numérique ouvert » est aussi prioritaire pour le pays, mais il n'est pas directement pris en compte par les activités actuelles de l'UNCDF. C'est avec l'implication d'autres agences, telle que le PNUD, ou d'autres bailleurs, telle que la banque mondiale, que cette composante stratégique pourra être prise en charge.

L'UNCDF a adopté, grâce aux projets mis en œuvre, **une approche d'action pays cohérente** avec la stratégie globale IDE. Cela est confirmé par les indicateurs des projets appelés à contribuer aux indicateurs stratégiques. L'action de l'UNCDF est aussi cohérente avec d'autres initiatives des agences UN au Burkina, notamment le PNUD. Il en est du même par rapport aux activités d'autres bailleurs de fonds qui travaillent sur le thème de la digitalisation.

L'adoption de la stratégie IDE en 2019 a permis de renforcer les initiatives d'inclusion économique de support au marché qui étaient déjà en cours, voir les projets Agrifinance et PARI. Après quatre ans de mise en œuvre de ces activités, il est temps d'en tirer des **conclusions préliminaires**.

Les différents projets ont renforcé des **acteurs déjà présents sur le marché**. Cela a permis d'augmenter l'adoption de services financiers digitaux. A cet égard, l'élément le plus important est que ces produits ne dépendent pas de subventions, mais sont déjà incorporés dans l'offre des structures concernées.

Pour ce qui est de la demande, la situation est plus problématique. La demande existe, mais il y a encore un **problème de compréhension parmi les usagers finaux** de l'utilité des outils digitaux. Cela n'empêche pas l'adoption d'instruments comme les transactions, les portemonnaies et les crédits digitalisés ; toutefois, un problème de responsabilisation des clients et de mitigation des risques liés aux services digitaux se pose. Il s'agit d'un thème important par rapport au résultat d'avoir des « clients responsables » selon l'approche de la stratégie IDE.

Un deuxième point relatif à la demande est le **faible pouvoir d'achat des clients** ; ceci dépend de facteurs macroéconomiques qui dépassent la capacité d'intervention de la stratégie IDE. Les systèmes PAYGO pourrait, vue la demande potentielle, représenter une solution pour faire face à ces difficultés, mais les clients sont, en général, réticents à l'utilisation du système de PAYGO, principalement pour des raisons culturelles et à cause d'une mauvaise compréhension du service.

La dynamique future du marché dépendra de la capacité d'attirer des investisseurs privés et, particulièrement, des capitaux avec un certain profil de risque. Le système des subventions peut sans doute constituer une étape préliminaire, permettant de réduire les coûts et mitiger le risque, mais seulement avec une disponibilité plus large et permanente des capitaux il sera possible d'accompagner la montée en puissance du marché du digital.

La garantie de la plateforme LDCIP a permis de débloquent un financement du secteur bancaire, et l'investissement direct vers les ESCO en phase de digitalisation est arrivé directement via la plateforme. L'adoption de solutions financières plus structurées, comme des fonds de garantie, des lignes de crédit, sont indispensables ; car les projets traditionnels auront du mal à avoir un effet significatif au niveau du marché.

La plateforme peut donc jouer un rôle d'avant-garde vers des investissements du secteur, mais cela dépend de la capacité d'augmenter la disponibilité des ressources et les compétences spécifiques des équipes de terrain.

L'IDES est un instrument utile pour le monitoring de l'état d'avancement de la stratégie IDE dans le pays. Actuellement, il est plutôt destiné à un usage interne, c'est-à-dire pour orienter les actions de l'UNCDF à partir de la situation effective du pays, et comme instrument de dialogue avec le Gouvernement. Il n'y a pas encore une véritable appropriation de la part du Gouvernement en tant qu'instrument de gestion de la politique d'inclusion financière digitale.

Au final, l'approche des acteurs de coopération par rapport à la digitalisation des services financiers est en train de changer : inévitablement la mise en œuvre de la stratégie IDE doit en tenir compte. De plus en plus, les différentes parties prenantes considèrent la digitalisation comme un moyen pour la réalisation d'autres objectifs stratégiques, à partir du développement local et de l'adaptation/mitigation au/du changement climatique. L'approche stratégie IDE devrait donc s'adapter au nouveau contexte en proposant des instruments de plus en plus transversaux et multisectoriels.

### Encadré 8 - Genre et inclusion.

Les premières années de mise en œuvre de la stratégie IDE confirment le potentiel du moyen digital pour favoriser l'inclusion économique des femmes et des jeunes. Cet instrument répond clairement à un besoin de sécurité des transactions et zone rurale, d'accès aux services en zone éloignée, et de possibilité de se déplacer en sécurité, sans transporter des espèces, dans les zones à risque. Tous les acteurs confirment que ces besoins sont particulièrement importants pour les femmes, et aussi les catégories de personnes plus fragiles, comme les déplacés internes.

Les projets mis en œuvre n'ont pas encore testé la possibilité d'avoir des approches spécifiques à l'adoption de services digitales par les femmes et les jeunes, ni des produits financiers qui, à travers la version digitale, ciblent en priorité les femmes et les jeunes.

Les projets confirment aussi que l'inclusion financière et l'inclusion économique ont un effet positif sur l'autonomisation des femmes dans un contexte social qui ne leur est pas toujours favorable. Cet effet est plus évident quand d'autres activités parallèles ont permis aux femmes de gérer des activités économiques.

La digitalisation est un instrument qui est utilisé dans plusieurs contextes afin de favoriser l'utilisation de différents services par les porteurs de handicap. Ceci est possible pour les services financiers, et il est souhaitable d'intégrer une stratégie d'inclusion économique digitale avec cette composante.

## 7.2. Leçons apprises

### PARI

- **Réponse au besoin de sécurité.** La digitalisation répond effectivement à un besoin des populations rurales, et peut représenter une solution face à l'insécurité dans plusieurs zones. Les IMF confirment leur capacité à desservir des zones où elles ont été obligées de fermer leurs agences.
- **Existence d'une offre de services et d'une réelle expertise.** L'écosystème des innovations digitales regorge un grand potentiel au Burkina Faso : l'existence d'innovateurs qui proposent des solutions numériques (Fintech, Agritech, assurances) pouvant résoudre les problèmes quotidiens des populations vulnérables au dernier kilomètre et surtout l'expertise de haut niveau de ces jeunes structures est une réalité très positive.
- **Méthodologie EPC - épargner pour le changement.** Cette méthodologie a permis aux membres des GE de prendre conscience de leur capacité à épargner et à s'entraider à partir des montants mobilisés. Cela a renforcé la confiance des GE et ses membres, ce qui est très important au niveau de l'individu, de la communauté et des ménages. Cela renforce la cohésion sociale des populations concernées.
- **Utilisation ne signifie pas compréhension.** Beaucoup de bénéficiaires ayant adoptés des services digitaux ne les reconnaissent pas encore en tant que services spécifiques. De là le risque que leur potentiel ne soit pas pleinement exploité.
- **La digitalisation des modules d'éducation financière est valorisée par les GE et par les IMF.** La capacitation des groupes, à travers une seule tablette pour chaque groupe, renforce et améliore non seulement la qualité de l'éducation financière des membres mais aussi leur cohésion interne. Les IMF ont bien compris l'importance de cette activité pour rendre plus performante leur action ; elles confirment donc leur engagement sur ce service.
- **Prise en charge des objectifs par les IMF.** Le choix porté sur deux IMF expérimentées et qui partagent l'objectif de cibler la population rurale assure une perspective de permanence des services développés.
- **Binômes de partenaires pour accompagner les cibles.** La présence d'une structure technique spécialisée (Agritech) et d'une institution financière (IMF) à la fois, au service des populations et des entreprises cibles, est d'un grand intérêt pour les résultats et l'impact de l'intervention.
- **Valorisation TPE.** L'inclusion financière, à travers l'offre de services digitaux, est plus efficace pour les acteurs qui déjà mènent des petites activités économiques.
- **Le microcrédit n'est pas suffisant pour l'entreprise.** Les crédits, actuellement octroyés par les IMF qui desservent le secteur rural, ne parviennent pas encore à répondre efficacement aux besoins des PME et, dans certains cas, non plus à ceux des TPE.
- **E-facturation.** Il s'agit d'un service intéressant pour les activités du secteur agricole, mais rien n'indique encore que ce traçage digital entre acteurs de la filière améliore les conditions d'accès aux financements bancaires, ni que les institutions financières ont le souci d'intégrer ces données dans leurs systèmes d'analyse.
- **L'inclusion digitale passe encore par des instruments simples.** Tous les acteurs remarquent que la possibilité d'effectuer des transactions sur des téléphone portables GSM, et non des smartphones, est une priorité pour

faciliter l'accès au digital des personnes en zone rurale. La libéralisation des transactions avec les codes USSD est un besoin mentionné à tous les niveaux.

- **Vision et collaboration.** La vision, l'approche pays et l'expérience de l'équipe de gestion de l'UNCDF sont un patrimoine à valoriser, surtout en relation à ce projet, qui a eu l'ambition de stimuler le marché et l'action des partenaires gouvernementaux.
- **Approche genre.** Le travail avec les groupes d'épargne a favorisé le ciblage des femmes. Il a contribué à leur autonomisation mais cela ne suffit pas. L'inclusion financière a eu un effet sur la situation sociale des femmes, mais leur autonomisation économique dépend de plusieurs autres facteurs.

#### CE4PR

- **Demande évidente.** Au Burkina Faso, on enregistre un fort appétit pour des technologies d'énergie renouvelable tant en zone rurale qu'urbaine. Cela représente un important marché potentiel pour toutes les ESCO qui veulent investir dans le pays. De la même manière, les IMFs affichent un remarquable intérêt à financer ces produits.
- **Demande de services de qualité.** Le bénéfice d'une solution photovoltaïque par rapport au service de la SONABEL n'est pas seulement ou forcément le coût de gestion réduit pour le solaire, mais souvent c'est l'effective disponibilité d'électricité là où la SONABEL n'arrive pas ou n'est pas efficace. Des kits distribués ont été appréciés parce qu'ils fonctionnent sans coupure, et par la réduction du coût d'électricité. D'autre côté, dans le cas des pompes et des moulins, la puissance des kits solaires ne suffit pas au besoin, et le bénéfice ne justifie pas l'investissement.
- **Services financiers et pouvoir d'achat.** Les services financiers associés à l'achat des technologies renouvelables sont une facilitation qui est appréciée par la clientèle. Des produits de crédit sont utilisés. Toutefois, il y a encore un problème lié au coût d'achat initial qui n'est pas accessible aux personnes plus fragiles.
- **La relation ESCO-IMF est un défi.** Les produits de crédit associés à l'achat de technologie posent un problème de responsabilité dans le cas où il y a un problème de qualité ou de mauvais fonctionnement du produit ; cet aspect n'a pas été encore résolu dans le schéma adopté par le projet.
- **PAYGO : une diffusion encore limitée.** Le PAYGO est un système qui a entamé sa pénétration dans le marché, mais n'est pas encore complètement compris par les clients. Souvent, les solutions ne sont pas des solutions exclusivement de paiement de service, mais plutôt du crédit-bail, avec des coûts non compétitifs. Il conviendra de rester attentif à l'évolution future du marché avant de tirer des conclusions plus précises.
- **La simple incubation ne suffit pas dans la création d'entreprise.** Le fonds FERR/BF n'est pas conçu pour supporter des start-ups, car la capacité attestée à livrer des résultats était parmi les critères de sélection. En même temps, l'activité d'incubation ne suffit pas à stimuler la création de nouvelles entreprises : un levier financier doit nécessairement être associé à l'incubation.
- **Gestion des contrats et flexibilité.** La standardisation des procédures a permis d'activer des économies d'échelle et rendre efficace la gestion, mais il est fondamental de garantir une version des contrats des contrats dans la langue parlée par les partenaires d'exécution, et d'assurer plus de flexibilité face aux changements.
- **Implication des incubateurs.** L'incubation d'entreprise n'est pas un simple service qu'on peut livrer sous commande. L'activité des incubateurs perd énormément d'efficacité si l'incubateur n'est pas directement impliqué dans la sélection des entreprises à incuber. On observe un problème de prise en charge par l'incubateur, et souvent un problème de motivation et implication par l'incubé aussi, surtout si ce dernier ne contribue pas financièrement au service.
- **ESCO mûres pour le crédit.** Certaines ESCO sont éligibles pour des financements à crédit, à condition d'être supportées par un accompagnement technique et une mitigation du risque financier (fonds de garantie). L'on constate une absence généralisée du secteur bancaire ; il est temps d'introduire des solutions pour élargir le marché des capitaux.

#### IDE

- **Implication des acteurs nationaux dans la rédaction de la stratégie.** L'approche participative impliquant les acteurs nationaux dans la définition de la stratégie a affiné sa cohérence avec les stratégies et politiques nationales et l'a rendue pertinente car fondée sur la résolution des problématiques nationales. L'appropriation de la stratégie par les acteurs nationaux s'y trouve plus facilitée.
- **Fragilité du contexte institutionnel.** L'instabilité politique récente a eu un effet sur l'engagement politique par rapport à la stratégie d'inclusion économique digitale. La coordination entre les structures gouvernementales, comme le ST-PIF et les ministères de référence, a été affaiblie, ce qui a réduit la possibilité de conduire un processus participatif de discussion et d'appropriation d'un instrument important comme le tableau de bord IDES.
- **Développer l'offre est plus facile que stimuler la demande.** Le marché compte des acteurs qui peuvent efficacement fournir une panoplie de services financiers digitaux sur le marché. L'UNCDF est mieux placée pour influencer le marché à partir du renforcement de l'offre de services, avec la possibilité d'avoir des résultats

concrets dans les 3-4 ans de durée typique d'un projet de coopération. En revanche, la stimulation de la demande implique un processus de plus longue durée, voir l'habitude à utiliser les services digitaux ou l'amélioration du pouvoir d'achat des clients potentiels.

- **Le potentiel de la plateforme LDCIP.** La possibilité d'interagir avec la plateforme d'investissement LDCIP constitue une véritable valeur ajoutée pour la durabilité des interventions IDE. L'élargissement du périmètre d'action de la plateforme, pourrait ouvrir la voie aux entreprises innovantes pour une levée de fonds sur le marché.
- **Accès aux capitaux ou aux financements.** Le renforcement des entreprises existantes à travers des subventions ne suffit pas à mobiliser des capitaux plus importants, ou les financements du secteur bancaire. D'autres mécanismes complémentaires comme des fonds de garantie, sont nécessaires pour une montée en puissance.



### 7.3. Recommandations

#### **PARI**

##### **Recommandations stratégiques adressées à UNCDF, au bailleur de fonds et au gouvernement**

**Cibler des objectifs prometteurs.** Le projet PARI a joué un rôle pivot dans la mise en œuvre de la stratégie IDE dans le pays. Cela a permis de toucher plusieurs objectifs : l'inclusion des femmes, l'éducation financière, le support au gouvernement, les services aux exploitants agricoles, les services aux TPE et PME. A la fin du projet, apparaît encore plus clair le caractère multisectoriel et transversal de la digitalisation.

Pour une programmation future, il est important d'**identifier des priorités claires et des résultats mesurables sur le moyen terme**. Cela devrait être la tâche principalement de l'équipe UNCDF IDE au Burkina, à partir d'une analyse des effets tout au long de la chaîne de valeur des connexions en amont et en aval qui est possible activer. Pour ce faire, l'exploitation des données recueillies pour IDES est recommandable. Parmi les activités jusqu'ici objet du PARI, le thème de **l'éducation financière** nous semble important pour faire face aux problèmes de responsabilisation des clients et le développement des **services aux TPEs et PME**s pour continuer à renforcer l'offre digitale.

**Développer l'approche Marché en facilitant la relation** entre IMF, structures techniques de soutien et clients. La dynamique engendrée est positive pour ce qui est de la capacité de l'offre à fournir des produits, surtout en milieu rural. Ce qui devrait être renforcé est l'action des acteurs clé pour le développement des systèmes de marché. L'identification de partenaires stratégiques – tant coté offre technique que support financier – est une tâche à laquelle l'équipe UNCDF IDE Burkina, supportée par la Coordination Régionale basé à Dakar, devrait se pencher avec une étude de marché plus poussée. En particulier, la participation active des bénéficiaires – surtout des GE – pour une meilleure utilisation des produits digitalisés à des fins productifs semble être un aspect encore négligé. En fin, L'approche développement des systèmes de marché demande d'être renforcé en demandant au Gouvernement une meilleure adéquation du cadre infrastructurel et règlementaire.

**Faciliter l'émergence des nouvelles entreprises** spécialisées dans la digitalisation. Le nombre assez limité des nouvelles entreprises et le support secondaire du projet vers la création des nouvelles initiatives économiques, demande à l'avenir une action spécifique. Il est clair que la dimension du secteur et sa dynamique doivent être ultérieurement impulsées. Pour ce faire, la formulation d'interventions axées sur la digitalisation et pour le développement des MPMes, mises en avant par la Direction UNCDF IDE ou par d'autres agences NU devrait tenir en compte cet aspect en étudiant attentivement les conditions opérationnelles pour sa mise en œuvre.

Pour d'autres recommandations stratégiques, voir la section IDE.

##### **Recommandations opérationnelles adressée à UNCDF**

**Harmoniser les rapports et les bases de données.** La structuration des rapports d'exécution et des rapports de projet a révélé certaines incongruités dans les données physiques et financières. Cela dépend de différents facteurs (et dans le cas spécifique du fait que l'équipe UNCDF IDE Burkina a été appelée à gérer deux projets au même temps), mais en général pose un problème d'harmonisation des instruments de suivi et rapportage utilisés avec les partenaires d'exécution, les bailleurs de fonds et la contrepartie gouvernementale. Il serait important une intervention dédiée par la structure centrale UNCDF IDE en collaboration avec la Coordination Régionale, en vue d'adopter un schéma d'indicateurs unitaire et avec une claire indication sur les modalités d'élaboration des indicateurs individuels et synthétiques. Cela devra être clairement rappelé dans le document de projet pour permettre une efficace opérationnalisation au cours de la mise en œuvre du projet.

**Rendre plus autonomes et pro-actifs les partenariats d'exécution** et les binômes entre institutions financières et structures techniques d'appui. Pour ce faire, il s'avère opportun d'améliorer les modalités contractuelles en définissant mieux les objectifs à atteindre, et en s'assurant que ceux-ci soient cohérents avec les stratégies internes de chaque organisation partenaire. **Cette action devrait être prise en charge directement par l'équipe UNCDF IDE Burkina en collaboration avec un service d'assistance légale du système NU.** Au même temps, la relation avec des structures techniques est centrale, tant que l'institution financière fasse appel à des organisations propres ou externes. Au final, l'extension à des institutions financières autres que les IMF doit être envisagée comme partie intégrante de l'évolution du projet PARI. **Ces deux aspects devraient figurer explicitement dans la formulation stratégique pour des futures interventions.**

Pour d'autres recommandations opérationnelles, voir la section IDE.

## **CE4PR**

### **Recommandations stratégiques adressées à UNCDF**

**Faciliter les connexions en amont et en aval du marché.** Le projet a permis d'activer ou de renforcer un premier noyau d'acteurs de marché, en permettant ainsi d'augmenter l'offre des services financiers dans l'adoption de technologies renouvelables. Toutefois, le thème des transactions et/ou services financiers est un aspect de marché fortement interconnecté avec d'autres éléments : la qualité des services et des équipements, le coût d'achat et de vente (et le pouvoir d'achat des clients), la disponibilité des équipements et/ou les ruptures de stock, etc. Lors d'une phase suivante de développement de ce marché, il sera essentiel de mettre au point une analyse approfondie des blocages à éliminer ainsi que les catalyseurs à activer pour une montée en puissance du secteur. L'équipe UNCDF IDE Burkina, en stricte collaboration avec la direction UNCDF du projet CleanStart à Bangkok, devrait formuler un plan d'action stratégique à cet égard. Un travail de mise en réseau avec le Gouvernement et la Banque Centrale, à travers des rencontres et des ateliers avec les partenaires de mise en œuvre, semble nécessaire. Tout cela, afin de lever à temps les défis qui se présentent et qui pourraient freiner l'accès aux services et produits d'énergies propres.

**Diversification des instruments financiers de soutien aux entreprises.** Les produits financiers jusqu'ici proposés aux entreprises semblent insuffisants par rapports aux besoins. Garantie et crédit sont sans doute importants mais le niveau de risque des entreprises innovantes est parfois trop élevé pour ce type d'instruments. Sans anticiper les résultats d'une analyse plus approfondie, il serait souhaitable d'envisager également dans certains cas des solutions de prise de participation dans les entreprises par des opérateurs spécialisés pour renforcer leur capital de risque et donc leur capacité d'accéder au crédit bancaire dans le système financier du pays. Un partenariat fort entre le projet et les institutions financières, ainsi qu'avec d'autres intervenants qui développent des instruments facilitant le financement des acteurs ruraux devra être une des priorités pour espérer un accès et une adoption des produits et services offerts par le projet. Pour ce faire, la Direction UNCDF IDE, en collaboration avec la Coordination Régionale de Dakar, devrait élaborer un plan stratégique d'inclusion financière pour les entreprises du secteur énergétique ; cela pourrait constituer la base pour futures interventions et projets spécifiques.

**Renforcer le rôle des incubateurs** dans l'élargissement et diversification de l'offre. Il semble évident que les incubateurs sont un élément-clé dans la création de nouvelles entreprises dans le secteur. Pour différentes raisons déjà soulignées, leur présence et poids restent encore au-dessous du potentiel. La priorité est surtout l'identification de nouveaux entrepreneurs dotés d'une bonne capacité technique et qu'il faudra accompagner vers leur complète autonomie d'action. Cela en particulier pour ce qui est des ESCO capables de développer en interne ou en partenariat des systèmes PAYGO. A cet égard, on suggère que l'équipe UNCDF IDE Burkina entame une étude des bonnes pratiques disponibles en matière de support aux incubateurs d'entreprises

### **Recommandations opérationnelles adressées à UNCDF**

**Base d'achat commune.** Les ESCO ont remarqué qu'il y a un sérieux problème de coût de transport (maritime et terrestre) lorsqu'une seule ESCO effectue son achat et son chargement. Si le chargement est mutualisé, le règlement du transport est partagé et devient moins cher par ESCO, ce qui réduit le coût à la sortie vers le bénéficiaire final. Un soutien de l'équipe UNCDF IDE Burkina, en collaboration avec les services étatiques compétents, résoudrait un problème d'accès des bénéficiaires finaux aux équipements ; les IF pourraient également y contribuer pour l'amélioration de leurs encours de crédit. Il s'agit là d'une décision qui devrait être inscrite dans le ProDoc ; l'information devra être partagée avec les partenaires de mise en œuvre et les ESCO de manière à faciliter l'accès des bénéficiaires finaux aux équipements et autres services rendus.

**Créer des outils multi langues** Dans un esprit de capitalisation des résultats et de réplique dans d'autres pays, il serait préférable de se doter de modules de contrats de subventions et de rapports dans des langues maîtrisées par les organisations partenaires concernées, afin de garantir une meilleure compréhension des termes de contrat et conséquemment en assurant une meilleure gestion. La langue française étant la langue de travail, les principaux documents contractuels et autres documents de travail pourraient être traduits par l'équipe UNCDF IDE Burkina, en collaboration avec l'équipe CleanStart à Bangkok, via des prestataires de services présents dans le pays. Quant aux modules d'information et de formation, il faudra impérativement passer par des prestataires de services pour les traduire dans les principales langues parlées dans le pays.

**Suivi sur le terrain.** Profiter de la dernière année d'activité pour un suivi de la part de l'équipe UNCDF IDE Burkina conséquent et régulier des activités sur le terrain. Cela avec deux finalités : identifier avec plus de précision quels sont les modèles économiques plus efficaces ; mieux détailler et rendre plus précises les informations disponibles dans les rapports d'exécution et, par la suite, également les rapports d'évaluation. L'équipe UNCDF pourrait le faire

à elle seule mais pour gagner du temps, elle pourrait sous-traiter cette action à un cabinet dont l'expertise est avérée en matière de suivi évaluation de projets similaires.

## **IDE**

### **Recommandations stratégiques adressées à l'UNCDF, aux autres agences des Nations Unies et au gouvernement burkinabé**

**Collaboration entre agences onusiennes.** Dans un contexte en évolution pour ce qui concerne les priorités nationales et les orientations des bailleurs de fonds, une forte collaboration entre différentes agences du système NU pourrait renforcer la mise en œuvre de la stratégie pays UNCDF. En particulier, l'implication du PNUD et de UNCDF sur différents aspects de la digitalisation demande la préparation d'un cadre de concertation pour rendre évident cela à la contrepartie gouvernementale en soulignant les complémentarités et les synergies qui pourraient en ressortir au bénéfice d'un impact cohérent et conséquent.

**Priorités à envisager.** Les interventions nationales en matière de digitalisation devraient se concentrer sur l'investissement infrastructurel pour la connectivité et la libéralisation de la réglementation pour les codes USSD, afin de permettre les transactions digitales à travers le téléphone portable non-smartphone. Il revient au Gouvernement de régler ces questions structurelles ; néanmoins, il est essentiel que l'UNCDF adopte une approche proactive afin de rendre effective son intervention sur le marché (offre et demande). Il apparaît clair que la capacité à attirer des investisseurs et des capitaux privés dépend énormément de la qualité et de l'extension de l'infrastructure de base ; le gouvernement le sait et pourrait prioriser cette action déjà inscrite dans le PNDES 2021 – 2025.

### **Recommandations opérationnelles adressées à l'UNCDF**

**Gérer la transition du projet au programme.** En l'absence de projet pivot comme le PARI, et du fait que les anciens bailleurs de fonds ne semblent pas intéressés à continuer avec des interventions spécifiquement axées sur la digitalisation, il est urgent de définir un cadre opérationnel qui assure une continuité à la mise en œuvre de la stratégie IDE au Burkina Faso. Une approche programme pourrait être la voie mais cela passe par une réorganisation de l'équipe nationale et des ressources allouées à ce propos : cette action relève de la responsabilité de la Direction UNCDF IDE.

**Mettre en œuvre des instruments de *blended finance* à l'échelle nationale.** L'essor d'un premier embryon d'entreprises sur le marché doit être soutenu si l'on veut assurer leur montée en puissance. Cela implique la création d'un écosystème financier réceptif et adapté. Le rôle du secteur bancaire est essentiel, mais l'action pour sa réforme ressort d'autres programmes plus ambitieux. Néanmoins, grâce à la plateforme LCDIP, il est possible de faciliter l'attraction des fonds additionnels privés et publics dans une logique de *blended finance*. L'approche sera nécessairement graduelle mais la dimension de l'intervention doit aller au-delà du projet pilote vers une offre financière plus large, structurée et surtout permanente. L'élaboration d'un plan d'action dédié à la mise en œuvre d'instruments de blended finance est recommandable, sous la régie de la Direction UNCDF IDE et avec la participation active de l'équipe nationale.

### **Diffuser la notoriété de l'IDES et promouvoir son adoption comme instrument d'orientation des politiques.**

L'IDES est encore sous-estimée dans le contexte burkinabé. Son potentiel est clair mais il est indispensable une promotion plus structurée en prévoyant, par exemple, de séances de discussion avec toutes les parties prenantes principales. Des mécanismes de *benchmarking* sont par ailleurs indispensables pour inciter le Gouvernement à l'adopter comme un tableau de bord opérationnel.

## 8. Genre et droits humains

Comme indiqué dans les chapitres précédents, la stratégie IDE et les deux projets qui la mettent en œuvre ont pris en compte les dimensions genre et droits humains.

Si dans la description des différents documents de stratégies (IDE, Coopération luxembourgeoise, SNFI, SN@ED, etc.), de politiques nationales et les ProDocs, **la prise en compte de ces dimensions est claire, elle n'est pas systématique dans les rapports de mise en œuvre de la stratégie IDE à travers les projets développés. Les données ne sont pas suffisamment désagrégées pour saisir ces aspects.**

La mission d'évaluation a constaté que les résultats des activités des projets PARI et CE4PR montrent **un grand nombre de bénéficiaires femmes. Ces constatations ont été facilitées par le déroulement des stratégies d'intervention des différents partenaires de mise en œuvre** recrutés dans les deux projets ; notamment en ce qui concerne le développement et l'offre de produits et services financiers digitaux dans le cadre du projet PARI et l'offre de produits et services d'énergie propres via le paiement digital dans le cadre du projet CE4PR.

Quant à la prise en compte de la dimension des droits de l'homme, elle s'inscrit effectivement dans la mise en œuvre des projets ; le PARI notamment où des entretiens qualitatifs individuels et collectifs réalisés font apparaître une assez bonne appréciation des sensibilisations et des formations effectuées sur ces thématiques avec des changements de comportements déjà observés. Les deux projets ont **priorisé des régions avec des problèmes importantes de sécurité**, de respect de droit de l'homme, et aussi de présence de réfugiées et de déplacés internes. La réalisation des activités, à cause de l'augmentation de l'insécurité et de la limitation aux déplacements due à la pandémie Covid19, a connu des difficultés à desservir les zones les plus isolées, ce qui a **limité la portée des projets vers ces situations de besoin.**

Le thème du **handicap** n'a pas été introduit ni à niveau de définition de projet, ni de mise en œuvre. C'est un aspect qui offre un potentiel important parce que les services digitaux peuvent effectivement faciliter l'accès aux services par des porteurs de handicap, par exemple, mais aussi des personnes à mobilité réduite ou des personnes aveugles. Plusieurs exemples à ce propos existent.

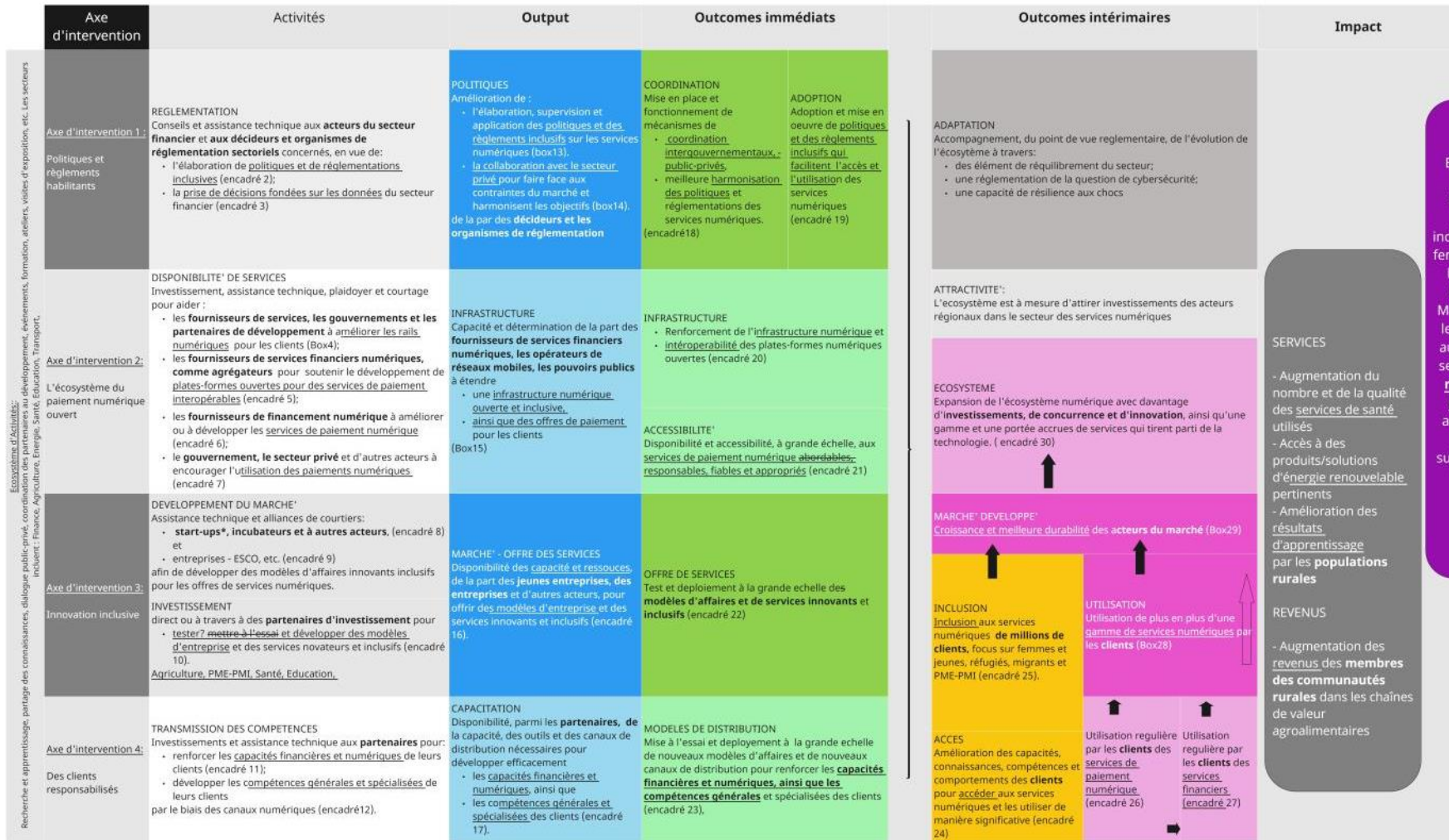
Enfin, **la complémentarité d'actions avec d'autres agences des Nations Unies (PNUD, FNUAP) a permis de renforcer les connaissances des bénéficiaires finaux du projet PARI sur les thématiques traitant des changements climatiques, d'égalité femme/homme et de vie sexuelle et reproductive.** Les sensibilisations et formations réalisées ont davantage concerné les femmes et les jeunes qui enregistrent de nombreux effets et changements de comportements en faveur de leur mieux être et de celui de leurs familles.

## Annexes



# Annexe 1: Théories de changement

## IDE

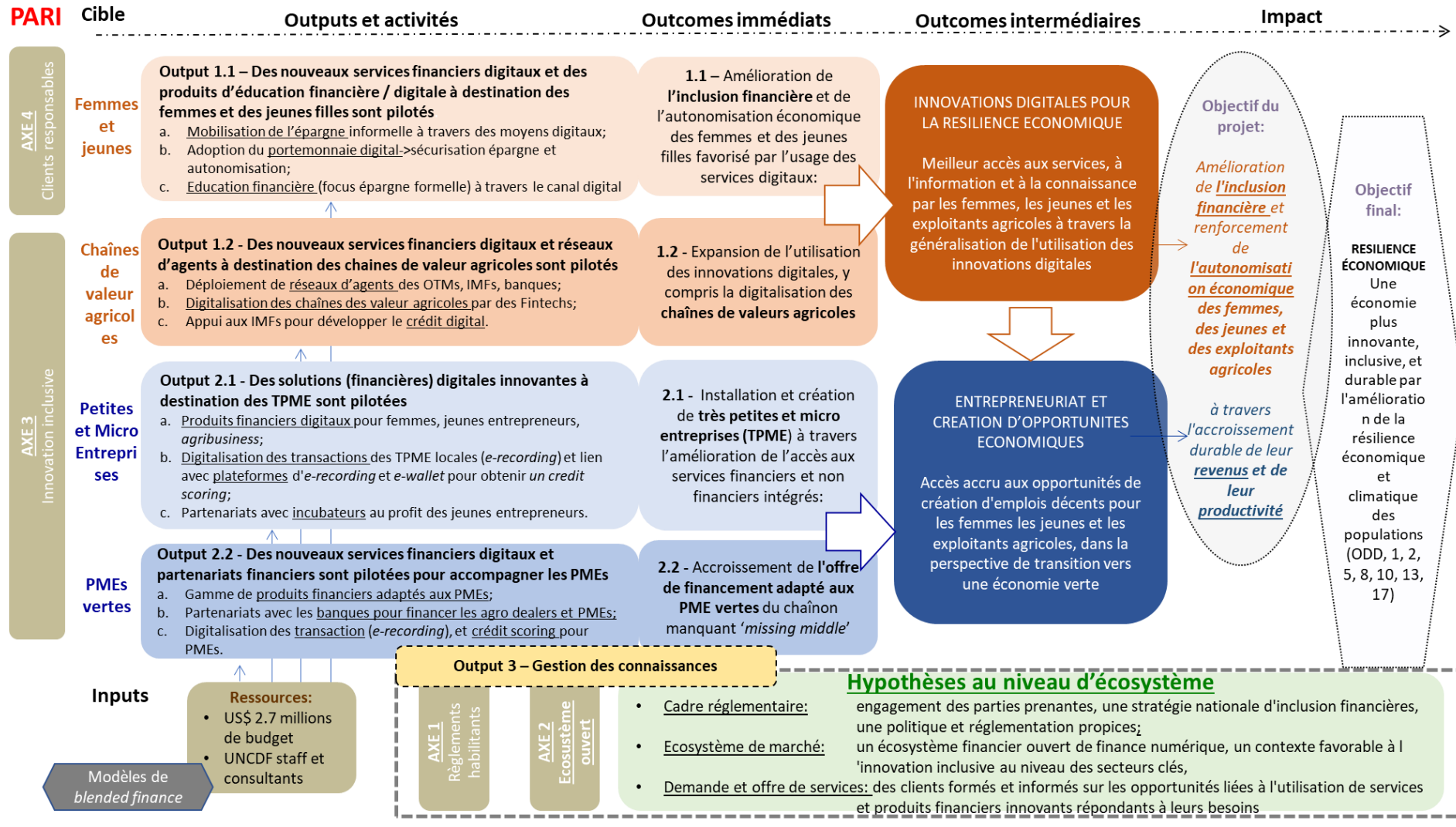


**BUT / AU FINAL:**  
Les économies numériques inclusives aident les femmes, les jeunes, les réfugiés, les migrants et les MPME à améliorer leur participation au marché, ce qui se traduit par une **réduction de la pauvreté**, une amélioration des moyens de subsistance et une croissance économique. (encadré 31)

LEGENDE: Les couleurs correspondent aux sections de la Théorie du Changement IDE Burkina élaborée par UNCDF:  
Blanc: activités / Bleu: outputs / Vert: résultats pour les intervenants / Jaune: résultats pour les clients / Rose: résultats sectoriels / Violet: but.

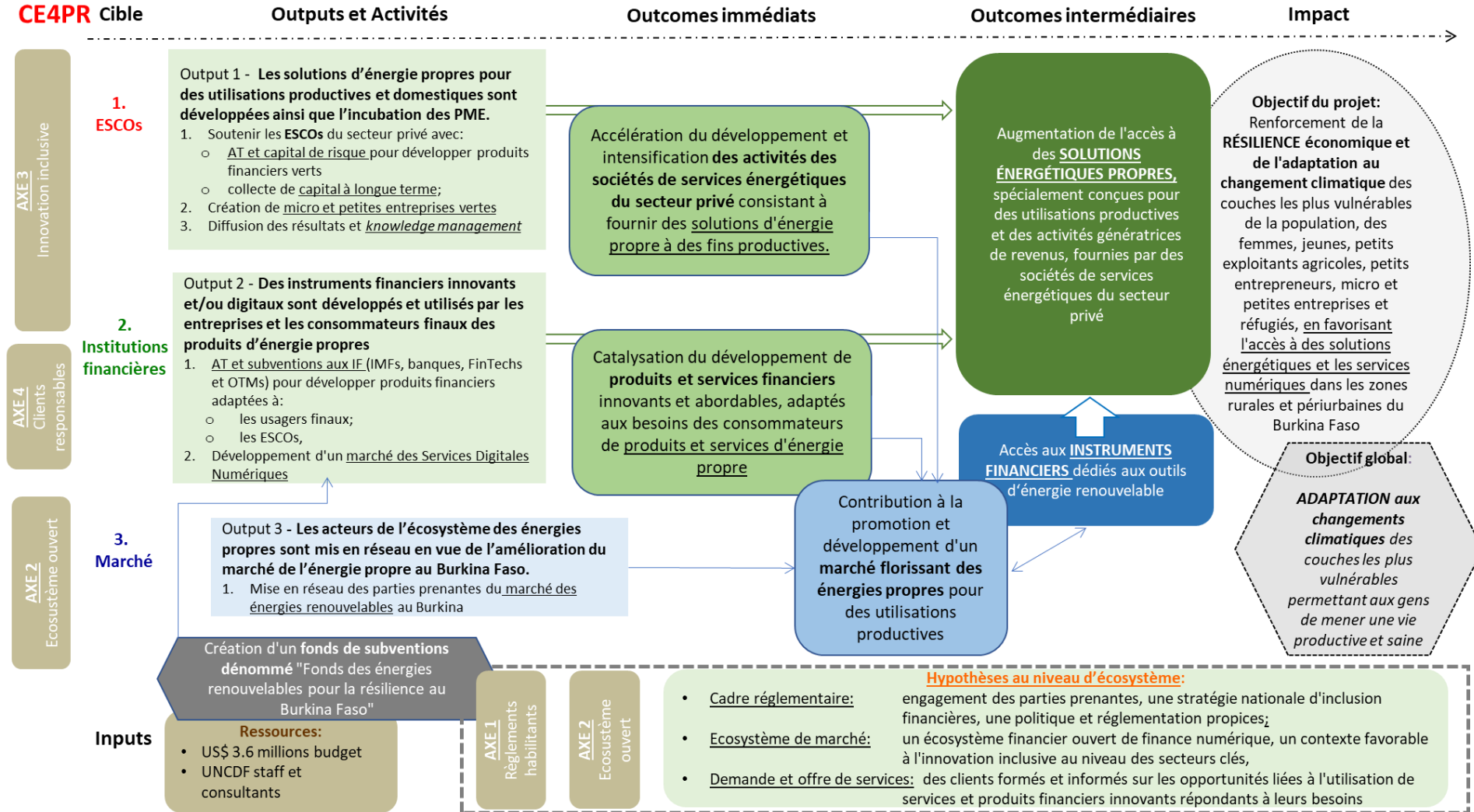


PARI



CE4PR

CE4PR Cible



## Annexe 2: Matrices d'évaluation

### IDE

Questions	Sous-questions	Critères de jugement	Moyens de vérification
<b>Pertinence</b>	<b>L'INTERVENTION REpond-ELLE AU PROBLEME ?</b>		
EQ11 - Mesure dans laquelle les objectifs et la conception des interventions correspondent aux besoins, aux politiques et aux priorités des bénéficiaires, du pays, de la communauté internationale et des partenaires/institutions et demeurent pertinents même si le contexte évolue.	EQ11.1 - <b>PERTINENCE EXTERNE</b> Dans quelle mesure la stratégie pays IDE a-t-elle pris en compte les priorités nationales en matière de développement ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identification des priorités nationales (UN, GouvBK, Coop.Lux) qui sont intégrées dans la stratégie IDE Burkina ;</li> <li>- Analyse des plans de développement du Gouv BK, Coop.Lux, PNUD/UN</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ProDoc des projets PARI et CE4PR ;</li> <li>- priorités/cadre logiques des autres projet UNCDF Burkina ;</li> <li>- stratégie UNCDF global ;</li> <li>- stratégie IDE global ;</li> <li>- PNDES et documents précédents au niveau gouvernemental (étude Burkina 2025) ;</li> <li>- PIC II et PIC III Luxembourg Burkina ;</li> <li>- entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF global ; UNCDF Burkina ; gouvernement du Luxembourg ; contrepartie gouvernementale)</li> </ul>
	EQ11.2 - <b>PERTINENCE EXTERNE</b> Dans quelle mesure la stratégie pays IDE a-t-elle pris en compte les besoins des femmes, des jeunes et des populations vulnérables ciblées ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse des besoins en amont aux documents des projets et de la stratégie IDE ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ProDoc des projets PARI et CE4PR ;</li> <li>- priorités/cadre logiques des autres projet UNCDF Burkina ;</li> <li>- entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF global ; UNCDF Burkina ; gouvernement du Luxembourg ; contrepartie gouvernementale) ;</li> <li>- focus groupes ;</li> <li>- entretien avec les bénéficiaires ;</li> </ul>
	EQ11.3 - <b>PERTINENCE EXTERNE</b> Dans quelle mesure la stratégie IDE Burkina est-elle pertinente avec les ODD ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- identification des ODD et sous-objectifs des ODD qui sont intégrés dans la stratégie IDE - ToC ;</li> <li>- identification des ODD et sous-objectifs des ODD qui sont mentionnés dans la stratégie de développement du pays (PNDES)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ProDoc des projets PARI et CE4PR ;</li> <li>- priorités/cadre logiques des autres projet UNCDF Burkina ;</li> </ul>
	EQ11.4 - Dans quelle mesure la stratégie pays IDE a-t-elle adoptée des approches capables de prendre en compte les inégalités de genre, le respect des droits humains et les situations de conflit ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en compte des dimensions d'inégalité entre les sexes, droits humains et situations de conflit dans la formulation de la stratégie IDE-Burkina ;</li> <li>- Prise en compte des dimensions d'inégalité entre les sexes, droits humains et situations de conflit dans la ventilation des indicateurs des projets réalisés par UNCDF ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ProDoc des projets PARI et CE4PR ;</li> <li>- priorités/cadre logiques des autres projet UNCDF Burkina ;</li> <li>- entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF global ; UNCDF Burkina)</li> </ul>

	EQ11.5 - PERTINENCE INTERNE Dans quelle mesure la théorie du changement présentée dans la Stratégie pays IDE constitue-t-elle une vision pertinente, partagée et appropriée sur laquelle fonder les initiatives ?	- Analyse des liens fonctionnels entre inputs/activités, output, outcomes à court et moyen terme ; - Comparaison de l'approche proposée avec à d'autres approches existants ou possibles d'inclusion digitale ;	- ToC IDE global et interprétation nationale ; - - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF global) ; - Résumé activités coordination et monitoring IDE ; - exemples d'autres approches d'inclusion digitale
<b>Cohérence</b>	<b>L'INTERVENTION EST-ELLE COHÉRENTE EN INTERNE ET S'ACCORDE-T-ELLE AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS MENÉES ?</b>		
EQ12 - Mesure dans laquelle la stratégie pays est compatible avec les autres interventions menées au Burkina et dans les secteurs et/ou institutions concernée	EQ12.1 - COHÉRENCE INTERNE Dans quelle mesure l'engagement de UNCDF reflète-t-il les considérations stratégiques, notamment concernant le rôle et les atouts comparatifs dans un contexte de développement donné ?	- Analyse des leçons apprises d'ancien programmes UNCDF, Gouv. BK ou coop. Lux (utilisation rapports ou évaluations précédentes) ;	- ProDoc des projets PARI et CE4PR ; - priorités/cadre logiques des autres projet UNCDF Burkina ; - stratégie UNCDF global ; - stratégie IDE global ; - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF global ; UNCDF Burkina ; gouvernement du Luxembourg ; contrepartie gouvernementale)
	EQ12.2 - COHÉRENCE EXTERNE Dans quelle mesure la mise en œuvre de la stratégie pays IDE soutient-t-elle la stratégie pays du système NU plus largement ? Ainsi que la stratégie pays de la Coopération Luxembourgeoise ?	- Analyse fonctionnelle de la stratégie IDE par rapport : i) aux objectifs de la stratégie UNCDF globale ; ii) aux résultats de la stratégie IDE globale ; - Analyse fonctionnelle de la stratégie IDE par rapport : i) aux objectifs des interventions NU au Burkina ; ii) aux objectifs du PIC de la coopération luxembourgeoise.	- ProDoc des projets PARI et CE4PR ; - priorités/cadre logiques des autres projet UNCDF Burkina ; - stratégie UNCDF global ; - stratégie IDE global ; - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF global ; UNCDF Burkina ; gouvernement du Luxembourg)
	EQ12.3 - COHÉRENCE EXTERNE Dans quelle mesure la mise en œuvre de la stratégie pays IDE est-elle en cohérence avec les stratégies et politiques publiques de l'État du Burkina Faso ?	- Analyse fonctionnelle de la stratégie IDE par rapport : i) aux objectifs de la stratégie de développement national (PNDES) ; ii) aux objectifs de la stratégie nationale d'inclusion financière et digitale.	- document de stratégie d'inclusion économique numérique au BF ; - - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (contrepartie gouvernementale actuelle ; contrepartie gouvernementale en charge au moment de la validation de la stratégie et sélection des projets) ;
<b>Efficacité</b>	<b>L'INTERVENTION ATTEINT-ELLE SES OBJECTIFS ?</b>		
EQ13 - Mesure dans laquelle les objectifs et les résultats de la stratégie pays ont été atteints, ou sont en train de l'être, y compris les	EQ13.1 - Quels ont été les progrès dans la concrétisation des réalisations ?	Voir les EM des projets	
	EQ13.2 - Comment les produits de la stratégie pays ont-ils permis des progrès au niveau des réalisations ?	Voir les EM des projets	
	EQ13.3 - Quelle a été la contribution de UNCDF aux changements observés ?	Voir les EM des projets	

résultats différenciés entre populations	EQ13.4 - Quels ont été les principaux facteurs (positifs ou négatifs), internes ou externes au dispositif de mise en œuvre des programmes qui ont pu limiter ou faciliter les progrès vers la réalisation des objectifs attendus ?	Voir les EM des projets	
	EQ13.5 - Dans quelle mesure a-t-il eu synergie ou complémentarité entre les interventions de l'UNCDF avec d'autres initiatives du gouvernement burkinabè, des partenaires bilatéraux, des ONG et/ou du Système des Nations Unies au Burkina Faso ?	Voir les EM des projets	
	EQ13.6 - Dans quelle mesure UNCDF a-t-il amélioré la capacité des partenaires nationaux de mise en œuvre à plaider pour la résolution des problématiques du pays ?	Voir les EM des projets	
<b>Efficiences</b>	<b>LES RESSOURCES SONT-ELLES UTILISÉES DE MANIÈRE OPTIMALE ?</b>		
EQ14 - Mesure dans laquelle la stratégie pays à travers les interventions, produit, ou est susceptible de produire, des résultats de façon économique et dans les temps.	EQ14.1 - Dans quelle mesure la stratégie pays à travers ses interventions sont-ils le résultat d'une utilisation efficiente des ressources ?	Voir les EM des projets	
	EQ14.2 - Dans quelle mesure les ressources financières, humaines et matérielles mobilisées ont été ou pas suffisantes par rapport aux besoins identifiés et aux résultats escomptés ?	Voir les EM des projets	
	EQ14.3 - Dans quelle mesure les ressources ont-elles été utilisées pour lutter contre les inégalités, plus particulièrement entre les sexes ?	Voir les EM des projets	
	EQ14.4 - Dans quelle mesure les produits de la stratégie pays ont-ils été finalisés dans les délais et avec la qualité requise ?	Voir les EM des projets	
	EQ14.5 - Dans quelle mesure les systèmes de suivi ont-ils fourni des données ventilées par sexe à la direction, lui permettant ainsi de tirer des enseignements et d'adapter la mise en œuvre en conséquence ?	Voir les EM des projets	
<b>Impacts</b>	<b>QUELLE DIFFÉRENCE L'INTERVENTION FAIT-ELLE ?</b>		
EQ15 - Mesure dans laquelle l'intervention a produit, ou devrait produire, des effets importants et de vaste portée, positifs ou	EQ15.1 - Dans quelle mesure la stratégie pays a-t-elle contribué de manière durable au potentiel d'innovation digitale - financière et non financière - ?	Voir les EM des projets	
	EQ15.2 - Quels ont été les résultats et changements clés obtenus pour les hommes, les femmes et les groupes vulnérables ?	Voir les EM des projets	

négatifs, intentionnels ou non	EQ15.3 - Dans quelle mesure les résultats obtenus au niveau des réalisations et des produits ont-ils favorisé l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ?	Voir les EM des projets	
<b>Viabilité/durabilité</b>	<b>LES BÉNÉFICES SERONT-ILS DURABLES ?</b>		
EQ16 - Mesure selon laquelle les bénéficiaires nets de l'intervention perdureront ou sont susceptibles de perdurer.	EQ16.1 - Dans quelle mesure les mécanismes, procédures et politiques mis en place grâce à l'adoption de la stratégie pays IDE permettent-ils aux principales parties prenantes de pérenniser les résultats obtenus.	- Analyse de l'autonomie institutionnelle, économique et financière de : i) le niveau étatique ; ii) les entreprises du secteur digital ; iii) les opérateurs financiers ; iv) les usagers ; - Analyse du processus d'adoption de la scorecard. Participation, utilisation et appropriation de l'instrument par les institutions Burkinabés	- entretiens semi-structurés avec parties prenantes UNCDF Burkina ; staff projet)
	EQ16.2 - Dans quelle mesure les changements produits par les programmes sont-ils susceptibles de perdurer après leur clôture ?	Voir les EM des projets  - Activation de nouveaux programmes en ligne avec les résultats et objectifs IDE	- analyse des programmes en phase de présentation
	EQ16.3 - Sous quelles conditions la stratégie pays IDE s'étant avérée payante ou prometteuse pourrait être répliquée dans d'autres contextes ou mises à l'échelle ?	- Analyse de l'approche marché de la stratégie - Analyse de la capacité d'extension géographique et sectorielle de la stratégie ; - Identification de bonnes pratiques répliquables au niveau pays et dans la sous-région.	- - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF global ; UNCDF Burkina ; autres acteurs du développement ; contrepartie gouvernementale) ; - analyse documents de projet ; - Scorecard - entretien semi structurée IMF-ESCOs
	EQ16.4 - Quelles sont les stratégies de durabilité et de sortie développées et mises œuvre par les projets reliés à la stratégie pays IDE ?	Voir les EM des projets  - Activation de nouveaux programmes en ligne avec les résultats et objectifs IDE	- analyse des programmes en phase de présentation

## PARI

Questions	Sous-questions	Critères de jugement	Moyens de vérification
<b>Pertinence</b>	<b>L'INTERVENTION REPOND-ELLE AU PROBLEME ?</b>		
EQP1 - Mesure dans laquelle les objectifs et les activités correspondent aux besoins, aux politiques et aux priorités des bénéficiaires, du pays, de la communauté internationale et des	EQP1.1 - <b>PERTINENCE INTERNE</b> Dans quelle mesure l'intervention répond aux priorités de la stratégie IDE, et contribue à la mise en œuvre des axes stratégiques ?	- Identification des axes stratégiques de la stratégie IDE qui se réalisent dans les activités du projet PARI	- ProDoc; - Stratégie IDE (ToC et annexes)
	EQP1.2 - <b>PERTINENCE INTERNE</b> Dans quelle mesure le projet a contribué à la définition de la stratégie IDE ?	- prise en compte des résultats préliminaires et/ou des objectifs du projet PARI dans la définition de la stratégie IDE	- ProDoc ; - Stratégie IDE (ToC et annexes) ; - Entretien semi-structuré avec les parties prenantes (UNCDF global ; UNCDF Burkina)



partenaires/institutions et demeurent pertinents même si le contexte évolue.	EQP1.3 - PERTINENCE INTERNE Dans quelle mesure la théorie du changement présentée dans le ProDoc et mise en œuvre à travers les approches prévues constitue-t-elle une vision pertinente et appropriée sur laquelle fonder les initiatives ?	- Analyse des liens fonctionnels entre inputs/activités, output, outcomes à court et moyen terme ; - Comparaison de l'approche proposée avec d'autres approches existants ou possibles d'inclusion digitale ;	- ProDoc ; - ToC de projet ; - entretien semi-structurée avec les parties prenantes (UNCDF Burkina ; UNCDF global ; IMFs-ESCOs) ; - entretien avec les bénéficiaires
<b>Cohérence</b>	<b>L'INTERVENTION EST-ELLE COHÉRENTE EN INTERNE ET S'ACCORDE-T-ELLE AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS MENÉES ?</b>		
EQP2 - Mesure dans laquelle le projet est compatible avec les autres interventions menées au Burkina par UNCDF et dans les secteurs concernés	EQP2.1 - COHÉRENCE INTERNE Dans quelle mesure le projet PARI est en ligne avec autres initiatives UNCDF dans le pays ?	- analyse de la contribution du projet PARI à la stratégie IDE et de la complémentarité avec la contribution des autres projets mis en œuvre par UNCDF	- ProDoc ; - Stratégie IDE (ToC et annexes) ; - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF global ; UNCDF Burkina)
	EQP2.2 - COHÉRENCE EXTERNE Dans quelle mesure les deux interventions soutenues par le Luxembourg sont-elles cohérentes entre elles et cohérente au niveau de la stratégie de coopération luxembourgeoise ?	- analyse de la contribution du projet PARI à la mise en œuvre de la stratégie de coopération luxembourgeoise - niveau de complémentarité et de synergies entre les deux projets, dans le cadre de la stratégie de la coopération luxembourgeoise	- ProDoc ; - ToC de projet ; - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (gouvernement du Luxembourg) ;
<b>Efficacité</b>	<b>L'INTERVENTION ATTEINT-ELLE SES OBJECTIFS ?</b>		
EQP3 - Mesure dans laquelle les objectifs et les résultats de la stratégie pays ont été atteints, ou sont en train de l'être, y compris les résultats différenciés entre populations	EQP3.1a - NIVEAU OUTPUT Dans quelle mesure des nouveaux services financiers digitaux, produits d'éducation financière, réseaux d'agents ont été pilotés en faveur des femmes, jeunes filles, et de la chaîne de valeur agricole	- nombre et type d' <u>innovations digitales développées</u> à travers le projet / n. portées à l'échelle ; - <u>mobilisation d'agents</u> par les institutions financières pour cibler les agriculteurs. N. institutions financières, n. agents ; - adoption d' <u>instruments de paiement et facturation digitale</u> par les agriculteurs. Chaînes de valeurs impliqués, n. agriculteurs, ;	- rapports d'activités et de suivi du projet (tableau de suivi des indicateurs) ; - questionnaires IMFs et ESCOs ; - entretiens avec les bénéficiaires ;
	EQP3.1b - NIVEAU OUTCOME Dans quelle mesure les activités prévues ont permis une meilleure utilisation des services digitaux par les femmes et les agriculteurs ?	- <u>mobilisation épargne à niveau individus et de groupes d'épargne à travers de moyens digitaux</u> - Volume épargne formelle et informelle, n. femmes impliquées ; - <u>taux d'adoption DFS et portemonnaie digital</u> - nombre personnes qui ont adopté. Segmentation par femmes et agriculteurs ; - analyse de la réalisation d' <u>activité d'éducation financière</u> - n. modules digitalisés, n. séances réalisées, n. participants + effet en termes de connaissance, compétence et comportement sur échantillons de participants ; - <u>accès au crédit scoring pour les entreprises agricoles</u> . N. institutions qui produisent un crédit scoring ; n. entreprises qui reçoivent un crédit scoring	- rapports d'activités et de suivi du projet (tableau de suivi des indicateurs) - analyse des résultats ; - entretiens avec les bénéficiaires ; - questionnaires IMFs et ESCOs ; - focus groupes ;

<p>EQP3.1c - NIVEAU OUTPUT Dans quelle mesure des solutions (financières) digitales innovantes à destination des TPME, et des services financiers digitaux à destination des PME, sont pilotées</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>création et consolidation de TPME</u> - Nombre total et % entreprises conduites par femmes et jeunes ;</li> <li>- <u>produits financiers digitaux pour PME</u> - N. institutions proposant, n. produits, n. et volume crédits ;</li> <li>- <u>Mobilisation des financements en faveur des TPE vertes</u> - Volume, n. de financements, n. de TPE financés pour la première fois ;</li> <li>- <u>Partenariats avec incubateurs</u> - N. incubateurs (partenariats) et n. entreprises qui ont été incubés (utilisation, efficacité) ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- rapports d'activités et de suivi du projet (tableau de suivi des indicateurs) - analyse des résultats ;</li> <li>- questionnaires IMFs et ESCOs ;</li> <li>- études de cas</li> </ul>
<p>EQP3.1d - NIVEAU OUTCOME Dans quelle mesure les activités réalisées ont permis d'améliorer la viabilité et durabilité des entreprises des femmes et jeunes et des PME du chaînon manquant</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>effective utilisation par les TPE des nouveaux produits de financement</u> créés. N. nouveaux clients, n. transactions et/ou services utilisés ;</li> <li>- <u>création de nouveaux postes d'emplois (femmes, jeunes, emplois verts)</u>. N. nouveaux postes d'emploi après le support de projet [efficacité et impact] ;</li> <li>- <u>implication agro-dealers et PME</u> - qualitatif ;</li> <li>- <u>adoption d'e-recording par les entreprises</u> - n. entreprises qui ont adopté l'e-recording des transactions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- rapports d'activités et de suivi du projet (tableau de suivi des indicateurs) - analyse des résultats ;</li> <li>- questionnaires IMFs et ESCOs ;</li> <li>- étude ce cas</li> </ul>
<p>EQP3.2 - Quelle a été la contribution de UNCDF aux changements observés ? Quel a été l'efficacité des innovation proposés par UNCDF ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- analyse des innovations digitales promues ;</li> <li>- identification et analyse d'un mécanisme de blended finance entre la plateforme d'investissement UNCDF et le fond LMDF du Luxembourg ;</li> <li>- relation entre OMT et banques pour lier le e-recording au crédit scoring ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- rapports d'activités et de suivi du projet (tableau de suivi des indicateurs) - analyse des résultats ;</li> <li>- entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF Burkina ; IMFs ESCOs ; autres acteurs du développement)</li> </ul>
<p>EQP3.3 - Dans quelle mesure les synergies ou complémentarités activées entre les interventions de l'UNCDF avec d'autres initiatives du gouvernement burkinabé, des partenaires bilatéraux, des ONG et/ou du Système des Nations Unies au Burkina Faso ont produit des résultats ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- utilisations des modèles financiers d'Agrifinance et renforcement des partenariats entre IMFs et banques créées par le projet ;</li> <li>- collaboration avec SOS Faim (financée par le PIC III de la Coop. Lux) ;</li> <li>- implication des TPE appuyées par le PNUD dans le programme de la Coop. Lux ;</li> <li>- efficacité de la liste de partenariats proposé en ProDoc</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- rapports d'activités et de suivi du projet ;</li> <li>- entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF Burkina ; autres acteurs du développement)</li> </ul>

	EQP3.4 Quels ont été les principaux facteurs (positifs ou négatifs), internes ou externes au dispositif de mise en œuvre des programmes qui ont pu limiter ou faciliter les progrès vers la réalisation des objectifs attendus ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- analyse des risques internes et externes de départ et leur évolution ou arrêt dans la mise en œuvre</li> <li>- expériences complémentaires développées ;</li> <li>- identification des innovations, partenariats, instruments financiers activés par le projet et vérification de l'effet positif ou négatif sur le projet ;</li> <li>- mise en évidence d'éventuels éléments externes ayant un effet important sur le résultat positif ou négatif de du projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- entretiens avec les bénéficiaires ;</li> <li>- entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF Burkina ; équipes des projets)</li> </ul>
	EQP3.5 - Dans quelle mesure UNCDF a-t-il amélioré la capacité des partenaires nationaux de mise en œuvre à plaider pour la résolution des problématiques du pays ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- analyse implication autorités nationales dans l'activité ;</li> <li>- knowledge management - n. institutions impliquées ; n. bulletins diffusés ; n. publications</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- IDE Scorecard ;</li> <li>- entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF Burkina ; contrepartie gouvernementale ; autres acteurs du développement)</li> <li>- rapports d'activités et de suivi du projet (tableau de suivi des indicateurs) - analyse des résultats ;</li> </ul>
<b>Efficiences</b>	<b>LES RESSOURCES SONT-ELLES UTILISÉES DE MANIÈRE OPTIMALE ?</b>		
EQP4 - Mesure dans laquelle la stratégie pays à travers les interventions, produit, ou est susceptible de produire, des résultats de façon économique et dans les temps.	EQP4.1 - Dans quelle mesure les interventions du projet sont le résultat d'une utilisation efficiente des ressources ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- identification ratio coût/efficacité des produits principaux du projet. Estimation cout par bénéficiaire/par service/ etc. ;</li> <li>- niveau d'utilisation des éléments provenant d'autres projets ;</li> <li>- effet levier des subventions aux institutions financières en termes de financement aux entreprises et/ou individus ;</li> <li>- catalyse d'autres investissements (y incluses les plateformes d'UNCDF et du Luxembourg) au bénéfice des IF et des entreprises ciblées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- rapports d'activités et de suivi du projet ;</li> <li>- rapports financiers ;</li> <li>- entretiens semi-structurés avec parties prenantes (coordination projet ; équipes des projets) ;</li> <li>- entretien et/ou questionnaire institutions financières (sélection)</li> </ul>
	EQP4.2 - Dans quelle mesure les ressources financières, humaines et matérielles mobilisées ont été ou pas suffisantes par rapport aux besoins identifiés et aux résultats escomptés ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- mobilisation des ressources humaines et professionnelles par rapport aux prévisions ;</li> <li>- taux d'absorption des subventions par les institutions financières ;</li> <li>- finalisation des produits du projet dans les délais et avec la qualité requise ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- rapports d'activités et de suivi du projet ;</li> <li>- rapports financiers ;</li> <li>- entretiens semi-structurés avec parties prenantes (coordination projet) ;</li> <li>- entretien avec IMFs ;</li> <li>- questionnaires IMFs et ESCOs ;</li> </ul>
	EQP4.3 - Dans quelle mesure les ressources ont-elles été utilisées pour lutter contre les inégalités, plus particulièrement la dimension de genre ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- effet micro sur communauté cibles (sélection) ;</li> <li>- effet macro sur données régionales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ProDoc ;</li> <li>- questionnaire aux bénéficiaires ;</li> <li>- statistiques nationales ventilées par région (selon disponibilité)</li> </ul>
	EQP4.3 - Dans quelle mesure les systèmes de suivi ont-ils fourni des données ventilées par sexe à la direction, lui permettant ainsi de tirer des enseignements et d'adapter la mise en œuvre en conséquence ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse du dispositif de collecte des données et des tableaux de bords</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- rapports d'activités et de suivi du projet (dispositif de suivi d'indicateurs) ;</li> </ul>

Impacts	QUELLE DIFFÉRENCE L'INTERVENTION FAIT-ELLE ?		
EQP5 - Mesure dans laquelle l'intervention a produit, ou devrait produire, des effets importants et de vaste portée, positifs ou négatifs, intentionnels ou non	EQP5.1 - Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué de manière durable à l'essor potentiel d'innovations digitales – financières et non financières – ?	identification des effets au niveau des outcomes intermédiaires par axe stratégique: - axe1: non applicable; - axe2: analyse de la contribution du projet à l'attraction d'investisseurs et d'opérateurs (environnement plus concurrentiel), ainsi qu'à la disponibilité de services de paiement à grande échelle ; - axe3: croissance des organisations économiques (IMF et ESCO) et effective utilisation de leurs services numériques; - axe4: capacité, compétences et connaissance des clients à utiliser les services numériques, et en bénéficiant en termes de situation économique familiale ou entrepreneuriale	- Finscope ; - IDE Scorecard ; - entretiens individuelles avec bénéficiaires ; -focus groupes
	EQP5.2 - Quels ont été les résultats et changements clés obtenus pour les hommes, les femmes et les groupes vulnérables ? (Voir pour les détails les critères de jugement ci-joint)	- <u>résilience économique</u> des personnes/familles IMPACT - ventilées par femmes et jeunes -, et des entreprises - ventilées par TPE, PME, entreprise agricoles; - création d' <u>opportunités économiques et d'emploi</u> OUTCOME - N. de poste de travail après 6mois/1 an vs entreprises groupe de contrôle; - <u>inclusion financière</u> OUTCOME - valeurs d'accès aux services d'épargne, crédit et transaction, ventilés par formel/informel/digital, des groupes cible; - <u>amélioration revenu</u> sur des cas individuels IMPACT; - <u>autonomisation économique</u> des groupes cible; - <u>potentiel de résilience</u>	- entretiens avec bénéficiaires ; - questionnaire aux ESCOs ; - focus groupes ; - étude de cas
	EQP5.3 - Dans quelle mesure les résultats obtenus au niveau des réalisations et des produits ont-ils favorisé l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ?	- indépendance économique (réelle et perçue) des femmes impliquées ; - capacité d'avoir une discrimination positive vers les femmes - taux de participation des femmes aux initiatives ; nombre d'entreprises femmes créées/hommes ;	- rapports d'activités et de suivi du projet (tableau de suivi des indicateurs) - analyse des résultats (si l'information est disponible) ; - Focus groupes ; - entretien avec bénéficiaires
Viabilité/durabilité	LES BÉNÉFICES SERONT-ILS DURABLES ?		
EQP6 - Mesure selon laquelle les bénéfices nets de l'intervention perdureront ou sont susceptibles de perdurer.	EQP6.1 - Dans quelle mesure les mécanismes, procédures et politiques en place permettent-ils aux principales parties prenantes de pérenniser les résultats obtenus en matière d'égalité des sexes, d'autonomisation des femmes, de droits humains et de développement humain ?	- Implication des bénéficiaires dans la mise en œuvre/réalisation de résultats - nombre de TPME, PME, AGRs encore en activité/genre - Analyse des changements de comportements dus à l'intervention des projets	- rapports d'activités et d'évaluation ; - entretien avec les bénéficiaires ; - focus groupes ;

EQP6.2 - Dans quelle mesure les changements produits par les programmes sont-ils susceptibles de perdurer après leur clôture ?	- Analyse de la volonté et de la capacité des bénéficiaires à faire perdurer les changements sur leurs activités (capacités techniques et financières) et les changements de comportements (égalité homme/femme, droits humains)	- rapports d'activités et de suivi du projet ; - entretien avec les bénéficiaires ; - études de cas
EQP6.3 - Sous quelles conditions les stratégies s'étant avérées payantes ou prometteuses pourraient être répliquées dans d'autres contextes ou mises à l'échelle ?	Voir matrice IDE	
EQP6.4 - Quelles sont les stratégies de durabilité et de sortie développées et mises œuvre par les projets ?	- Analyse de la mise en œuvre des stratégies de sortie (points forts/réalisations, points faibles/risques et recommandations suivies)	- Prodocs et rapports d'activités et d'évaluation ; - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF Burkina ; équipes des projets)

### CE4PR

Questions	Sous-questions	Critères de jugement	Moyens de vérification
<b>Pertinence</b>	<b>L'INTERVENTION REpond-ELLE AU PROBLEME ?</b>		
EQC1 - Mesure dans laquelle les objectifs et les activités correspondent aux besoins, aux politiques et aux priorités des bénéficiaires, du pays, de la communauté internationale et des partenaires/institutions et demeurent pertinents même si le contexte évolue.	EQC1.1 - <b>PERTINENCE INTERNE</b> Dans quelle mesure l'intervention répond aux priorités de la stratégie IDE, et contribue à la mise en œuvre des axes stratégiques ?	- identification des axes stratégiques de la stratégie IDE qui de réalisent dans les activités du projet PARI	- ProDoc ; - Stratégie IDE (ToC et annexes)
	EQC1.2 - <b>PERTINENCE INTERNE</b> Dans quelle mesure le projet a contribué à la définition de la stratégie IDE ?	- prise en compte des résultats préliminaires et/ou des objectifs du projet dans la définition de la stratégie IDE	- ProDoc ; - Stratégie IDE (ToC et annexes) ; - Entretien semi-structurée avec les parties prenantes (UNCDF global ; UNCDF Burkina)
	EQC1.3 - <b>PERTINENCE INTERNE</b> Dans quelle mesure la théorie du changement présentée dans le ProDoc et mise en œuvre à travers les approches prévues constitue-t-elle une vision pertinente et appropriée sur laquelle fonder les initiatives ?	- analyse des liens fonctionnels entre inputs/activités, output, outcomes à court et moyen terme ; - comparaison de l'approche proposée avec à d'autres approches existants ou possibles d'inclusion digitale ;	- ProDoc ; - ToC de projet ; - entretien semi-structurée avec les parties prenantes (UNCDF Burkina ; UNCDF global ; IMFs-ESCOs) ; - entretien avec les bénéficiaires ;
<b>Cohérence</b>	<b>L'INTERVENTION EST-ELLE COHÉRENTE EN INTERNE ET S'ACCORDE-T-ELLE AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS MENÉES ?</b>		
EQC2 - Mesure dans laquelle le projet est compatible avec les autres interventions menées au Burkina par UNCDF et dans les secteurs concernés	EQC2.1 - <b>COHÉRENCE INTERNE</b> Dans quelle mesure le projet CE4PR est en ligne avec la stratégie IDE UNCDF dans le pays ?	- analyse de la contribution du projet CE4PR à la stratégie IDE et de la complémentarité avec la contribution des autres projets mis en œuvre par UNCDF	- ProDoc ; - Stratégie IDE (ToC et annexes) ; - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF global ; UNCDF Burkina)
	EQC2.2 - <b>COHÉRENCE INTERNE</b> Dans quelle mesure le projet CE4PR est en cohérence avec CleanStart au niveau global ?	- intégration entre la théorie du changement de CleanStart et de CE4PR ; - adoption dans CE4PR d'instruments de financement déjà testés dans CleanStart	- ProDoc ; - ToC de projet ; - Entretien semi-structurée avec les parties prenantes (CleanStart global) ;

	EQC2.3 - COHÉRENCE EXTERNE Dans quelle mesure les deux interventions soutenues par le Luxembourg sont-elles cohérentes entre elles et cohérente au niveau de la stratégie de coopération luxembourgeoise ?	- analyse de la contribution du projet CE4PR à la mise en œuvre de la stratégie de coopération luxembourgeoise - niveau de complémentarité et de synergies entre les deux projets, dans le cadre de la stratégie de la coopération luxembourgeoise	- ProDoc ; - ToC de projet ; - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (gouvernement du Luxembourg);
<b>Efficacité</b>	<b>L'INTERVENTION ATTEINT-ELLE SES OBJECTIFS ?</b>		
EQC3 - Mesure dans laquelle les objectifs et les résultats de la stratégie pays ont été atteints, ou sont en train de l'être, y compris les résultats différenciés entre populations	EQC3.1a - Dans quelle mesure les activités prévues ont permis aux ESCO de développer (OUTPUT) et généraliser (OUTCOME) les services offerts aux PME vertes ?	- <u>assistance technique aux ESCO</u> - N. ESCOs soutenues, n. produits/systèmes énergie propre développés et vulgarisés, n. dispositifs énergie renouvelable adoptés par les clients; - <u>performance et adoption du capital de risque</u> mis à disposition des ESCO; - <u>capacité d'attirer des ressources additionnelles pour les ESCO</u> - n. partenariat avec instruments de financement, n. entreprises ayant reçu un capital d'amorçage; - <u>incubation et création PME</u> s - n. partenariat avec incubateurs, n. PME créées à travers l'incubation; - <u>utilisation des services digitaux par les clients</u> - n. nouveaux clients; n. clients qui utilisent les nouveaux services	- rapports d'activités et de suivi du projet (tableau de suivi des indicateurs) ; - questionnaires IMFs et ESCOs ; - entretiens avec les bénéficiaires ; - focus groupes ; - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF Burkina ; IMFs-ESCOs)
	EQC3.1b - 'Dans quelle mesure les activités prévues ont permis aux Institutions financières de développer (OUTPUT) et généraliser (OUTCOME) les services offerts aux PME vertes ?	- <u>vulgarisation des services digitaux</u> - n. modules d'éducation financière développés et digitalisés, n. personnes formés, résultats formation (en termes de connaissances, compétences et comportements) / ventilé par genre et âge; - <u>mise à l'échelle des produits des institutions financières pour les individus</u> - n. agents déployés grâce au projet, n. services digitales déployés, n. nouveaux services financiers digitales adoptés par les clients (n. produits, n. clients, n. transactions, volumes transactions) / ventilé par genre et âge; - <u>mise à l'échelle des produits financiers pour les ESCOs</u> : n. banques supportés, n. services digitales déployés, n. ESCOs qui ont utilisés les produits (n. clients, n. transaction, volumes transactions); - <u>adoption des services digitaux par les ESCO</u> : n. ESCOs offrant services PAYG, n. clients PAYG;	- rapports d'activités et de suivi du projet (tableau de suivi des indicateurs) ; - questionnaires IMFs et ESCOs ; - entretiens avec les bénéficiaires ; - focus groupes ;
	EQC3.1c - Dans quelle mesure les activités prévues ont permis de mettre en réseau les parties prenantes du marché des énergies renouvelables au Burkina (OUTPUT) ? Dans quelle mesure cela a un effet sur le marché au Burkina (OUTCOME) ?	- <u>animation groupes de travail</u> - n. groupes de travail, n. réunions et n. participants ; - <u>vulgarisation et recherche</u> - recherches, bulletins, etc. produits et distribués	- rapports d'activités et de suivi du projet (tableau de suivi des indicateurs) ; - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF Burkina ; IMF-ESCOs) - statistiques nationales (selon disponibilité)



	EQC3.2 - Quelle a été la contribution de UNCDF aux changements observés ? Quel a été l'efficacité des innovation proposés par UNCDF ?	- analyse des innovations digitales promues ; - analyse de la valeur du support financier (Fonds pour le énergies renouvelables) aux IMFs et ESCOs ;	- rapports d'activités et de suivi du projet (tableau de suivi des indicateurs) - analyse des résultats ; - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF Burkina ; IMFs ESCOs ; autres acteurs du développement)
	EQC3.3 - Dans quelle mesure les synergies ou complémentarités activées entre les interventions de l'UNCDF avec d'autres initiatives du gouvernement burkinabé, des partenaires bilatéraux, des ONG et/ou du Système des Nations Unies au Burkina Faso ont produit des résultats ?	- expériences complémentaires développées ; - nombre et niveaux de partenariats effectifs ;	- rapports d'activités et de suivi du projet ; - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF Burkina ; autres acteurs du développement)
	EQC3.4 - Quels ont été les principaux facteurs (positifs ou négatifs), internes ou externes au dispositif de mise en œuvre des programmes qui ont pu limiter ou faciliter les progrès vers la réalisation des objectifs attendus ?	- analyse des risques internes et externes de départ et leur évolution ou arrêt dans la mise en œuvre - expériences complémentaires développées ; - identification des innovations, partenariats, instruments financiers activés par le projet et vérification de l'effet positif ou négatif sur le projet ; - mise en évidence d'éventuels éléments externes ayant un effet important sur le résultat positif ou négatif de du projet	- entretiens avec les bénéficiaires ; - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF Burkina ; équipes des projets)
	EQC3.5 - Dans quelle mesure UNCDF a-t-il amélioré la capacité des partenaires nationaux de mise en œuvre à plaider pour la résolution des problématiques du pays ?	- analyse implication autorités nationales dans l'activité ; - knowledge management - n. institutions impliquées ; n. bulletins diffusés ; n. publications	- IDE Scorecard ; - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF Burkina ; contrepartie gouvernementale ; autres acteurs du développement) - rapports d'activités et de suivi du projet (tableau de suivi des indicateurs) - analyse des résultats ;
<b>Efficience</b>	<b>LES RESSOURCES SONT-ELLES UTILISÉES DE MANIÈRE OPTIMALE ?</b>		
EQC4 - Mesure dans laquelle la stratégie pays à travers les interventions, produit, ou est susceptible de produire, des résultats de façon économique et dans les temps.	EQC4.1 - Dans quelle mesure les interventions du projet sont le résultat d'une utilisation efficiente des ressources ?	- identification ratio coût/efficacité des produits principaux du projet. Estimation cout par bénéficiaire/par service/ etc. ; - niveau d'utilisation des éléments provenant d'autres projets ; - effet levier des subventions aux ESCOs et institutions financières en termes d'investissement complémentaire des bénéficiaires des subventions ; - effet levier du "Fonds des énergies renouvelables pour la résilience au Burkina Faso" ;	- rapports d'activités et de suivi du projet ; - rapports financiers ; - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (coordination projet ; équipes des projets) ; - entretien et questionnaire IMFs-ESCOs

	EQC4.2 - Dans quelle mesure les ressources financières, humaines et matérielles mobilisées ont été ou pas suffisantes par rapport aux besoins identifiés et aux résultats escomptés ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mobilisation des ressources humaines et professionnelles par rapport aux prévisions ;</li> <li>- taux d'absorption des subventions par les institutions financières et les ESCOs ;</li> <li>- finalisation des produits du projet dans les délais et avec la qualité requise ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- rapports d'activités et de suivi du projet ;</li> <li>- rapports financiers ;</li> <li>- entretiens semi-structurés avec parties prenantes (coordination projet) ;</li> <li>- entretien et questionnaire IMFs-ESCOs</li> </ul>
	EQC4.3 - Dans quelle mesure les ressources ont-elles été utilisées pour lutter contre les inégalités, plus particulièrement la dimension de genre ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- effet micro sur communauté cibles (sélection) ;</li> <li>- effet macro sur données régionales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ProDoc ;</li> <li>- questionnaire aux bénéficiaires ;</li> <li>- statistiques nationales ventilées par région (selon disponibilité)</li> </ul>
	EQC4.4 - Dans quelle mesure les systèmes de suivi ont-ils fourni des données ventilées par sexe à la direction, lui permettant ainsi de tirer des enseignements et d'adapter la mise en œuvre en conséquence ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse du dispositif de collecte des données et des tableaux de bords</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- rapports d'activités et de suivi du projet (dispositif de suivi d'indicateurs) ;</li> </ul>
<b>Impacts</b>	<b>QUELLE DIFFÉRENCE L'INTERVENTION FAIT-ELLE ?</b>		
EQP5 - Mesure dans laquelle l'intervention a produit, ou devrait produire, des effets importants et de vaste portée, positifs ou négatifs, intentionnels ou non	EQC5.1 - Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué de manière durable à du potentiel des innovations digitales – financières et non financières – ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>identification des effets au niveau des outcomes intermédiaires par axe stratégique:</li> <li>- axe1: non applicable;</li> <li>- axe2: analyse de la contribution du projet à l'attraction d'investisseurs et d'opérateurs (environnement plus concurrentiel), ainsi qu'à la disponibilité de services de paiement à grande échelle ;</li> <li>- axe3: croissance des organisations économiques (IMF et ESCO) et effective utilisation de leurs services numériques;</li> <li>- axe4: capacité, compétences et connaissance des clients à utiliser les services numériques, et en bénéficiant en termes de situation économique familiale ou entrepreneuriale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Finscope ;</li> <li>- Scorecard ;</li> <li>- entretiens individuelles avec bénéficiaires ;</li> <li>- focus groupes</li> </ul>
	EQC5.2 - Quels ont été les résultats et changements clés obtenus pour les hommes, les femmes et les groupes vulnérables ? (Voir pour les détails les critères de jugement ci-joint)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- augmentation de l'accès à des <u>solutions énergétiques propres pour activités génératrices de revenu</u> OUTCOME. N. produits disponibles, n. entreprises qui les ont utilisés, volumes d'argent utilisé;</li> <li>- accès aux <u>instruments financiers</u> OUTCOME - taux d'inclusion financière (national, régional), utilisation des services dédiés aux entreprises vertes (% portefeuille IF);</li> <li>- renforcement <u>résilience économique</u> IMPACT - postes de travail directs et indirects générés;</li> <li>- renforcement de l'<u>adaptation au changement climatique</u> IMPACT - estimation de l'effet sur le climat des dispositifs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- entretien individuelle aux bénéficiaires ;</li> <li>- questionnaire aux ESCOs ;</li> <li>- focus groupes ;</li> <li>- étude de cas</li> </ul>

		d'énergies renouvelables adoptés, estimation sur la réduction des émissions générée;	
	EQC5.3 - Dans quelle mesure les résultats obtenus au niveau des réalisations et des produits ont-ils favorisé l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ?	- indépendance économique (réelle et perçue) des femmes impliquées ; - capacité d'avoir une discrimination positive vers les femmes - taux de participation des femmes aux initiatives ; - nombre d'entreprises femmes créées/hommes ;	- rapports d'activités et de suivi du projet (tableau de suivi des indicateurs) - analyse des résultats (si l'information est disponible) ; - Focus groupes ; - entretien avec bénéficiaires
<b>Viabilité/durabilité</b>	<b>LES BÉNÉFICES SERONT-ILS DURABLES ?</b>		
EQC6 - Mesure selon laquelle les bénéfices nets de l'intervention perdureront ou sont susceptibles de perdurer.	EQC6.1 - Dans quelle mesure les mécanismes, procédures et politiques en place permettent-ils aux principales parties prenantes de pérenniser les résultats obtenus en matière d'égalité des sexes, d'autonomisation des femmes, de droits humains et de développement humain ?	- Implication des bénéficiaires dans la mise en œuvre/réalisation de résultats - nombre de TPME, PME, AGRs encore en activité/genre - Analyse des changements de comportements dus à l'intervention des projets	- rapports d'activités et d'évaluation ; - entretien avec les bénéficiaires ; - focus groupes ;
	EQC6.2 - Dans quelle mesure les changements produits par les programmes sont-ils susceptibles de perdurer après leur clôture ?	- financement, performance et prise en charge par un gérant du "Fonds des énergies renouvelables pour la résilience au Burkina Faso"	- rapports d'activités et de suivi du projet ; - entretien avec les bénéficiaires ; - études de cas
	EQC6.3 - Sous quelles conditions les stratégies s'étant avérées payantes ou prometteuses pourraient être répliquées dans d'autres contextes ou mises à l'échelle ?	Voir matrice IDE	
	EQC6.4 - Quelles sont les stratégies de durabilité et de sortie développées et mises œuvre par les projets ?	- Analyse de la mise en œuvre des stratégies de sortie (points forts/réalisations, points faibles/risques et recommandations suivies)	- Prodocs et rapports d'activités et d'évaluation ; - entretiens semi-structurés avec parties prenantes (UNCDF Burkina ; équipes des projets)

## Annexe 3: PARI – Résumé des résultats principaux selon les différents instruments d'évaluation

### Tableaux des résultats selon les outputs et outcomes de projet

Les tableaux qui suivent présentent les résultats disponibles dans les rapports de projets., c'est-à-dire le rapport trimestriel du Q3 2022 et les rapports annuels 2020 et 2021. L'équipe d'évaluation a réorganisé la Théorie de changement en fonction d'une distinction plus évidente des outputs et outcomes immédiats par rapport à la structure disponibles dans le ProDoc. Les indicateurs sont présentés selon cette nouvelle organisation. Principalement, cet exercice a impliqué l'attribution de certains indicateurs d'outputs au niveau d'outcome. Les tableaux présentent l'information des données des femmes, jeunes filles et jeunes, si disponibles. Finalement, le pourcentage de réalisation met en relation le résultat effectif avec le total cumulé prévu dans le projet

#### **Output 1.1 : Des nouveaux services financiers digitaux et des produits d'éducation financière / digitale à destination des femmes et des jeunes filles sont pilotés.**

Tableau 1 – PARI – Indicateurs output 1.1 dans le rapport final

INDICATEURS D'OUTPUT	CIBLES (Cumulés)				Données fin projet (2022)				% Réalisation
	2019	2020	2021	FINAL	TOTAL	Femmes	Jeunes filles	Jeunes	
1.1.1 Nbre total de femmes et de jeunes filles intégrées dans les systèmes financiers formels	10.000	18.000	30.000	<b>30.000</b>	<b>48.248</b>	98% <sup>1</sup>			<b>161%</b>
1.1.4 Nbre de nouveaux modules d'éducation financière développés et digitalisés	1	1	1	<b>3</b>	<b>6</b>				<b>200%</b>
1.1.5 Nbre total de femmes et de jeunes filles éduquées financièrement avec les moyens digitaux	10.000	18.000	30.000	<b>30.000</b>	<b>53.647</b>	98% <sup>2</sup>			<b>179%</b>

#### **Outcome 1.1 – Amélioration de l'inclusion financière et de l'autonomisation économique des femmes et des jeunes filles favorisée par l'usage des services digitaux :**

Tableau 2 – PARI – Indicateurs outcome 1.1 dans le rapport final

INDICATEURS D'OUTCOMES	CIBLES (Cumulés)				Données fin projet (2022)				% réalisation
	2019	2020	2021	FINAL	TOTAL	Femmes	Jeunes filles	Jeunes	
1.1.2 Nbre total de femmes et de jeunes filles utilisant activement leurs portefeuilles mobiles (90jours)	2.500	4.500	7.500	<b>7.500</b>	<b>15.481</b>				<b>206%</b>
1.1.3 Volume total d'épargne informelle/rurale mobilisé via le digital. Nbre total de femmes et de jeunes filles intégrées dans les systèmes financiers formels	680.000 EUR	1.230.000 EUR	2.000.000 EUR	<b>1.310.000.000 FCFA<sup>3</sup></b>	<b>2.062.837.760 FCFA</b>				<b>157%</b>
Taux d'utilisation des DFS (% femmes, %jeunes, %ruraux)		+ 4% chaque catégorie	+ 4% chaque catégorie	<b>+10% chaque catégorie – 27.38%</b>	<b>70,99%</b>	9.71% (2020)			<b>259%<sup>4</sup></b>
Nombre de personnes disposant de portefeuille électronique (% de femmes, % de jeunes, % des ruraux)		+ 4% chaque catégorie	+ 4% chaque catégorie	<b>+10% chaque catégorie</b>	<b>119%</b>				<b>1992%<sup>5</sup></b>

<sup>1</sup> Donnée des femmes disponibles seulement pour 2021. Source : Rapport trimestriel PARI Q3 2022

<sup>2</sup> Donnée des femmes disponibles seulement pour 2021. Source : Rapport trimestriel PARI Q3 2022

<sup>3</sup> 1 440 000 000 est le montant en FCFA adopté par UCDF dans les rapports officiels envoyés au gouvernement burkinabé et la Coopération Luxembourgeoise pour le chiffre de 2.000.000 EUR mentionné dans le ProDoc.

<sup>4</sup> La ligne de base adoptée par le projet est de 17,38% (7.72% des femmes), donc la cible à atteindre est 27,38%. Le pourcentage de réalisation met en relation le 70,99 atteint avec le 27,38% prévu. Source : Rapport trimestriel PARI Q3 2022

<sup>5</sup> Le résultat final est de 15 270 145 d'utilisateurs de portefeuille électronique en septembre 2022, sur une ligne de base de 6 965 729 en 2019, soit une augmentation de 119%, qui dépasse la cible de 10% dans le ProDoc. Le pourcentage de réalisation met en relation le 119% atteint avec le 10% prévu. Source : Rapport trimestriel PARI Q3 2022

**Output 1.2 : Des nouveaux services financiers digitaux et des réseaux d'agents à destination des chaînes de valeur agricoles sont pilotés**

Tableau 3 – PARI – Indicateurs output 1.2 dans le rapport final

INDICATEURS D'OUTPUT	CIBLES (Cumulés)				Donnée fin projet (2022)				% réalisation
	2019	2020	2021	FINAL	TOTAL	Femmes	Jeunes filles	Jeunes	
1.2.1 Nbre total d'agents actifs installés	150	350	600	<b>600</b>	<b>385</b>				<b>64%</b>
1.2.2 Nbre total des chaînes de valeur dont les flux sont digitalisés	1	1		<b>2</b>	<b>3<sup>6</sup></b>				<b>150%</b>
1.2.5 Nbre de nouveaux services financiers mobiles de deuxième génération (crédit digital) développés	1			<b>1</b>	<b>4<sup>7</sup></b>				<b>300%</b>

**Outcome 1.2 : Expansion de l'utilisation des innovations digitales, y compris la digitalisation des chaînes de valeur agricoles**

Tableau 4 – PARI – Indicateurs outcome 1.2 dans le rapport final

INDICATEURS D'OUTCOMES	CIBLES (Cumulés)				Données fin projet (2022)				% réalisation
	2019	2020	2021	FINAL	TOTAL	Femmes	Jeunes filles	Jeunes	
1.2.3 Nbre total d'agriculteurs utilisant les DFS pour assurer les paiements dans la chaîne de valeur (%femmes, % jeunes)	500	1.500	3.000	<b>3.000</b>	<b>10.150</b>	3876,11		723 <sup>8</sup>	<b>338%</b>
1.2.4 Nbre total d'agriculteurs accédant aux informations techniques et commerciales par le canal du digital (% femmes, % jeunes)	500	1.500	3.000	<b>3.000</b>	<b>10.150</b>	3876,11		723 <sup>9</sup>	<b>338%</b>
Nombre d'innovations digitales développés et portées à l'échelle	-	3	-	<b>3</b>	<b>6</b>				<b>200%</b>

**Output 2.1 : Des solutions (financières) digitales innovantes à destination des TPME sont pilotées**

Tableau 5 – PARI – Indicateurs output 2.1 dans le rapport final

INDICATEURS D'OUTPUT	CIBLES (Cumulés)				Données fin projet (2022)				% réalisation
	2019	2020	2021	FINAL	TOTAL	Femmes	Jeunes filles	Jeunes	
2.1.1 Nbre de nouveaux partenariats tissés (PSF, OTM, FinTech)	3	2	1	<b>6</b>	<b>7<sup>10</sup></b>				<b>117%</b>
2.1.2 Nbre de nouveaux produits et services financiers innovants développés et mis à l'échelle pour les femmes, les jeunes micro entrepreneurs et l'agribusiness	1	1		<b>2</b>	<b>3</b>				<b>150%</b>
2.1.3 Nbre de nouveaux partenariats tissés avec des incubateurs	1	1		<b>2</b>	<b>3</b>				<b>150%</b>
2.1.4 Nbre total de TPME dont les transactions sont e-recorded (%MPME portées par les femmes, % par les jeunes)	50	150	300	<b>300</b>	<b>593</b>	95,76 <sup>11</sup>			<b>198%</b>

**Outcome 2.1 : Installation et création de très petites et micro entreprises (TPME) à travers l'amélioration de l'accès aux services financiers et non financiers intégrés ;**

<sup>6</sup> Mais, oignon, manioc. Source : Rapport trimestriel PARI Q3 2022

<sup>7</sup> YOLSE de JGH, Yelen Mobile, FCPB + Coris Money. Source : Rapport trimestriel PARI Q3 2022

<sup>8</sup> Donnée des jeunes disponible seulement pour le 2020. Source : Rapport trimestriel PARI Q3 2022 ; Rapport annuel PARI 2020

<sup>9</sup> Donnée des jeunes disponible seulement pour le 2020. Source : Rapport trimestriel PARI Q3 2022 ; Rapport annuel PARI 2020

<sup>10</sup> 02 PSF, 01 Fintech, 01 Agritech en 2020, non spécifié pour les 3 successifs en 2021. Source : Rapport trimestriel PARI Q3 2022, ; Rapport annuel PARI 2021

<sup>11</sup> Donnée des femmes disponible seulement pour le 2020. Source : Rapport trimestriel PARI Q3 2022

Tableau 6 – PARI – Indicateurs outcome 2.1 dans le rapport final

INDICATEURS D'OUTCOMES	CIBLES (Cumulés)				Données fin projet (2022)				% réalisation
	2019	2020	2021	FINAL	TOTAL	Femmes	Jeunes filles	Jeunes	
Nombre de TPME créées et consolidées (% dirigées par les jeunes et les femmes)		150	300	<b>300</b>	<b>1.361<sup>12</sup></b>	75,45%		17%	<b>454%</b>
Nombre d'emplois consolidés et créés (dont femmes, jeunes, emplois verts).		525	165	<b>900</b>	<b>1.899<sup>13</sup></b>	791			<b>211%</b>
Nombre de MPMEs utilisant des produits financiers et non financiers innovants développés		100		<b>150</b>	<b>1.870</b>	42,42%			<b>1247%</b>

**Output 2.2** *Des nouveaux services financiers digitaux et partenariats financiers sont pilotés pour accompagner les PME*

Tableau 7 – PARI – Indicateurs output 2.2 dans le rapport final

INDICATEURS D'OUTPUT	CIBLES (Cumulés)				Données fin projet (2022)				% réalisation
	2019	2020	2021	FINAL	TOTAL	Femmes	Jeunes filles	Jeunes	
2.2.1 Nbre de produits et services financiers innovants développés pour les PME et mise à l'échelle	1	1		<b>2</b>	<b>3</b>				<b>150%</b>
2.2.2. Nbre de partenariats tissés avec le secteur privé pour lever des ressources pour le financement des agro dealers et des PME	1	1	1	<b>3</b>	<b>2<sup>14</sup></b>				<b>67%</b>
2.2.4 Nbre total de PME dont les transactions sont e-recorded (%PME portées par les femmes, % par les jeunes	50	100	150	<b>150</b>	<b>572<sup>15</sup></b>	254			<b>381%</b>

**Outcome 2.2** : *Accroissement de l'offre de financement adapté aux PME vertes du chaînon manquant 'missing middle'*

Tableau 8 – PARI – Indicateurs outcome 2.2 dans le rapport final

INDICATEURS D'OUTCOMES	CIBLES (Cumulés)				Données fin projet (2022)				% réalisation
	2019	2020	2021	FINAL	TOTAL	Femmes	Jeunes filles	Jeunes	
Nombre d'emplois consolidés et créés (dont femmes, jeunes, emplois verts).		525	165	<b>900</b>	<b>1.899</b>	791			<b>211%</b>
2.2.3 Volume total de financement additionnel mobilisé en faveur des PME (EUR)	430.000 EUR	1.278.000 EUR	2.560.000 EUR	<b>1.676.800.000 FCFA</b>	<b>3.377.789.350 FCFA</b>				<b>201%</b>
Volume de financement mobilisé en faveur des PME.		282.000.000 FCFA	1.250.000.000 FCFA	<b>1.440.000.000 FCFA</b>	<b>180.916.000 FCFA</b>				<b>13%</b>

**Output 3** *Gestion des connaissances*

Tableau 9 – PARI – Indicateurs output 3 dans le rapport final

INDICATEURS D'OUTPUT	CIBLES (Cumulées)				Données fin projet (2022)				% réalisation
	2019	2020	2021	FINAL	TOTAL	Femmes	Jeunes filles	Jeunes	
Nombre d'ateliers de cadrage et de capitalisation	-	1	-	<b>1</b>	<b>5</b>				<b>500%</b>
Nombre de note de capitalisation produits et disséminés	-	2	-	<b>2</b>	<b>7</b>				<b>350%</b>

<sup>12</sup> JGH :Il s'agit des ménages agricoles familiaux structurés par Yolsé en très petites et moyennes entreprises agricoles. FCPB : membres groupes d'épargne. Source : Rapport trimestriel PARI Q3 2022

<sup>13</sup> Types d'emplois : agents communautaires, Superviseurs, facilitatrices, agents pour points de service mobile money, conseillés agricoles...commerciaux de Yelen mobile. Source : Rapport trimestriel PARI Q3 2022

<sup>14</sup> SVEA et Agrikit mise en relation IMF, banques et PME. Source : Rapport trimestriel PARI Q3 2022

<sup>15</sup> 1242 transactions effectuées par les 173 MPME en 2021. Source : Rapport trimestriel PARI Q3 2022



## Retour des consultations avec les partenaires d'exécution et les bénéficiaires

### Output 1.1 : Des nouveaux services financiers digitaux et des produits d'éducation financière / digitale à destination des femmes et des jeunes filles sont pilotés.

Tableau 10 – PARI - Réponses des IMF sur l'augmentation des services disponibles grâce au projet

IMF	Indiquer les produits que vous avez développés grâce à l'assistance	Quels produits digitaux avez-vous spécifiquement développés pour les femmes ?	Quels produits digitaux avez-vous spécifiquement développés pour les jeunes entrepreneurs (<35 ans)
FCPB	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les produits d'épargne par le digital (Tontine digital)</li> <li>- Les produits de crédit adaptés</li> <li>- Les modules de formation digitalisés et adaptés aux langues locales ;</li> <li>- Les formations et l'appui conseil</li> </ul>	La tontine Digitale <i>Nong-Saaya</i>	Le transfert mobile <i>Danaya Cash</i>
PMBF	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compte d'épargne <i>Songré</i> et</li> <li>- compte dépôt à vue</li> </ul>	L'intégration des comptes formels aux comptes de portemonnaie électroniques devrait permettre aux membres des groupes d'épargne de faire leurs transactions en temps réel sans avoir à se déplacer auprès des agences PMBF, mais ce processus a connu des blocages à la suite du rachat de Airtel Burkina par Orange puis par le changement de SIG de la PMBF-SA.	Rien à signaler

### Outcome 1.1 – Amélioration de l'inclusion financière et de l'autonomisation économique des femmes et des jeunes filles favorisée par l'usage des services digitaux :

Tableau 11 – PARI – utilisation de services digitaux dans les IMF impliquées

IMF	Pouvez-vous estimer le nombre de clients qui utilisaient les services digitaux auprès de votre IMF pour avoir un portemonnaie électronique avant l'intervention (2019) ?	Pouvez-vous estimer le nombre de clients qui utilisent les services digitaux auprès de votre IMF pour avoir un portemonnaie électronique actuellement (fin 2022)?
FCPB	800 à 1000	Plus de 25 000
PMBF	495	625

## Efficienne

Tableau 12 – PARI – Budget et dépenses par rubrique budgétaire

Type de dépenses	2020	2021	2022	TOTAL	% sur TOT
<b>Staff, consultants, coûts de fonctionnement</b>	<b>562.739</b>	<b>409.753</b>	<b>285.407</b>	<b>1.788.453</b>	<b>61%</b>
Salaire & contributions staff	134.332	126.212	94.691	<b>640.680</b>	22%
Consultants internationaux	86.251	43.376		<b>147.513</b>	5%
Consultants locaux	32.806		37.738	<b>116.249</b>	4%
Contrats & accords de service du personnel	162.894	91.436	68.122	<b>364.787</b>	12%
UN Volunteers -	19.633	40.561	44.803	<b>104.997</b>	4%
Voyages	23.872	32.070	16.087	<b>144.638</b>	5%
Location/maintenance bureau	23.808	9.048	13.660	<b>57.855</b>	2%
Services de gestion et reporting	53.003	35.972	3.258	<b>121.841</b>	4%
Ateliers et événements	9.662	28.794	4.414	<b>67.901</b>	2%
Taux de change	16.477	1.924	- 603	<b>18.087</b>	1%
Dep Exp propriétés		360	3.237	<b>3.906</b>	0%
<b>Subventions et prestations de services</b>	<b>575.123</b>	<b>102.883</b>	<b>124.000</b>	<b>933.273</b>	<b>32%</b>
Sociétés de service et autres	387.623	49.883	12.000	<b>580.773</b>	20%
Subventions	187.500	53.000	112.000	<b>352.500</b>	12%
<b>Coûts indirects</b>	<b>89.711</b>	<b>40.857</b>	<b>32.801</b>	<b>216.291</b>	<b>7%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1.802.697</b>	<b>656.375</b>	<b>566.208</b>	<b>2.938.017</b>	<b>100%</b>

Impact

Tableau 13 – PARI – Résumé des réponses des entretiens individuels aux bénéficiaires

QUESTION	TPEs		FEMMES		Réponses significatives
	OUI	NON	OUI	NON	
Création d'opportunités économiques et d'emplois (nombre, H/F/Jeunes)	3	8	2	15	<ul style="list-style-type: none"> <li>• "Oui, j'ai développé la vente de charbon de bois en gros. Avant je vendais de petites quantités en détail. Cette activité marche très très bien, mais est affectée par l'insécurité qui prévaut dans les forêts du Sud du Burkina" (TPE)</li> <li>• « Des conseils reçus m'ont permis d'organiser la gestion de mon atelier de couture. J'ai pu définir les tâches de chacun de mes 2 employés (TPE)</li> <li>• "Non, je reste dans le même domaine, j'y suis forte" (TPE)</li> <li>• "C'est à partir des recettes des oignons que j'ai commencé à produire de la pâte d'arachide. J'ai diversifié les sources de revenus" (F)</li> <li>• Non, je suis restée dans les oignons car j'y trouve mon compte ; puis je prends de l'âge et ne peux pas faire plusieurs choses à la fois" (F)</li> </ul>
Inclusion financière : valeurs acquises en matière d'accès aux services d'épargne, crédit et transactions diverses - ventilés par formel/informel/digital, des groupes cible (Regard sur les cas des femmes, des jeunes et des PDI chefs de microentreprise)	11	0	17	0	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « L'inclusion financière est bien ressentie au sein du groupe d'épargne - Oui, je croyais que nous les analphabètes on n'allait pas avoir accès facile au crédit » (2 TPE)</li> <li>• « Oui, le système Groupe d'épargne est bien inclusif, tout le monde peut épargner et recevoir du crédit » (TPE)</li> <li>• "Oui, dans le groupe d'épargne, l'inclusion financière est effective jusqu'à un certain montant de crédit, même chose pour la PAMBF. Plus l'activité grandit, plus ses besoins deviennent plus lourds et le promoteur devra aller vers une autre institution" (2TPE H)</li> <li>• « Le groupe d'épargne est une "institution inclusive", chaque membre y trouve son compte » (F)</li> <li>• « Oui, même celles qui demandent de petits crédits comme moi sont incluses » (F)</li> <li>• « Oui, au sein du groupe d'épargne, tous les membres ont accès aux services financiers et non financiers » (F)</li> </ul>
Amélioration de Chiffre d'affaires	9	2	17	0	<ul style="list-style-type: none"> <li>• "Non, j'ai perdu mes porcs dernièrement (6 des 15/peste porcine) et le revenu est retombé - non pas encore observée, il y a énormément de concurrence - couture" (2 TPE)</li> <li>• "Oui, surtout depuis que j'ai diversifié les activités"(TPE)</li> <li>• « Oui, l'embouche puis la commercialisation des céréales rapportent beaucoup quand tu sais bien gérer » (2 TPE H)</li> <li>• "Oui, le revenu augmente : je vis de mon activité, ma fille qui m'aide aussi car sur 3 productions de dolo, elle encaisse 1" (F)</li> </ul>
Amélioration économique et sociale des personnes/familles (ventilées par femmes et jeunes, et des entreprises - ventilées par TPE, PME, entreprise agricoles)	11	0	17	0	<ul style="list-style-type: none"> <li>• "Il y a une forte amélioration économique et sociale, je suis comptée parmi les grands commerçants de céréales au marché de Koupéla. Je paie la patente : 1500 FCFA/an"(TPE)</li> <li>• Oui, économiquement, je suis bien et socialement aussi je suis intègre et respecté" (2 TPE H)</li> <li>• "Oui, étant membre d'un groupe d'épargne, tu es plus intégrée dans la communauté et acceptée par les paires"(F)</li> <li>• Oui, je parviens à répondre aux besoins de la famille et à épauler plus mon époux : "il y a plus de quiétude à la maison"(F)</li> <li>• La force économique fait que tu obtiens le respect de ton entourage" (F)</li> </ul>
Autonomisation économique - viabilité/durabilité de l'entreprise (maintien du personnel, qualité de l'offre ; etc.)	9	2	1	16	<ul style="list-style-type: none"> <li>• "Oui, je peux dire que je suis autonome car je n'ai plus besoin de demander la popotte à mon époux"(TPE)</li> <li>• "Je suis autonome économiquement et arrive à viabiliser mon activité » (TPE)</li> <li>• "Non pour la viabilité/durabilité, je dois ouvrir un compte dans une institution pour accéder au financement individuel de mon activité. Pour ça j'ai besoin d'un accompagnement et de conseil pour bien estimer le crédit et en négocier les conditions d'accès"(2TPE H)</li> <li>• « Oui pour la durabilité, les relations sont maintenant acquises entre le groupe et l'IMF PAMBF, même après le projet on continuera à accéder à ses services et à ses produits » (F)</li> <li>• "Non pour la viabilité/durabilité ; j'ai besoins d'un appui particulier qu'une autre structure qui n'est pas la PAMBF pourrait m'apporter, pour remonter la pente et pouvoir alors rejoindre les autres"(F)</li> </ul>

QUESTION	TPÉS		FEMMES		Réponses significatives
	OUI	NON	OUI	NON	
Quels sont les effets que vous enregistrez des interventions du PARI en termes :					
Potentiel de résilience dans un contexte d'insécurité et de changements climatiques	11	0	13	4	<ul style="list-style-type: none"> <li>• "Non, pour la viabilité/durabilité, un appui en subvention pour me reconvertir dans le maraîchage est ma seule issue de sortie car aujourd'hui, je ne peux pas gérer un crédit si petit soit il" (F petite vendeuse de bouillie)</li> <li>• "Oui, aujourd'hui l'achat des bœufs et même la vente deviennent difficiles car les zones dans lesquelles ceci se faisait sont entourées de djihadistes. Mais on résiste et on trouve d'autres issues. Quant aux changements climatiques, nous les vivons et essayons de ne pas en accentuer les effets" (TPE)</li> <li>• "Je sens les effets de l'insécurité : mes fournisseurs sont des fois empêchés de me livrer ou ils doivent faire des détours pour arriver, ce qui joue sur le prix d'achat. Quant aux effets des changements climatiques, ils sont réels, les volumes des productions baissent d'années en années, ce qui joue sur le marché" (TPE H)</li> <li>• "Les effets de l'insécurité ne sont pas encore ressentis au village, mais ceux des changements climatiques oui : des conseils nous sont donnés par tous, même dans les médias et on apprend à les atténuer et surtout à ne pas les provoquer" (F)</li> <li>• "En tant que Présidente, je suis souvent interpellée pour participer à des médiations. Au niveau de l'Eglise, nous évoquons la question des PDI et nous nous préparons à les recevoir. J'en parle aussi dans le groupe d'épargne". Quant aux changements climatiques, nous sommes toutes témoins de leurs effets et travaillons à les atténuer et à les prévenir » (F)</li> </ul>
Changement de comportements en matière de :					
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ D'accès et utilisation de produits financiers et non financiers numériques (nouveaux produits digitaux, exploitation des instruments financiers comme le fonds de garantie/Karité ; etc.) ;</li> </ul>	6	5	6	11	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Oui, je suis partante pour renforcer mon activité – si on me les offre » (2 TPE)</li> <li>• « Ça ne m'intéresse pas – « Je crois que je ne saurai pas les utiliser » (2 TPE)</li> <li>• « Oui, je veux bien les utiliser » (2TPE H) »</li> <li>• « C'est mon téléphone qui est mon portemonnaie, mais suis obligée de me faire aider par un enfant pour le gérer » (F)</li> <li>• « Je ne suis pas encore satisfaite. J'entends qu'ailleurs les produits financiers numériques, les fonds de garantie sont développés, mais ici non » (F)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ De gestion globale d'entreprise (RH, volume d'affaires, diversification/spécialisation vers niches de marchés) ;</li> </ul>	10	1	16	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>• "Je gère comme je peux : j'écris peu, mais arrive à décider du prix de vente en fonction du prix d'achat : je marque juste les lots et me retrouve"(TPE)</li> <li>• "Oui, je m'améliore. Le volume d'affaires augmente, les clients se diversifient, et je gère"(TPE)</li> <li>• « Je gère bien mes affaires, je suis des fois obligée de recruter des journaliers pour m'aider, mais pour du très court terme » (F)</li> <li>• « Je gère bien mes deux grandes activités, et arrive à investir efficacement dans les deux » (F)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ De gestion des partenariats commerciaux : fournisseurs/fidélisation/diversification ; clients/augmentation de clients</li> </ul>	11	0	17	0	<ul style="list-style-type: none"> <li>• "Oui, ceci est une nécessité pour moi, la fidélisation des fournisseurs est importante, la qualité est gardée mais aussi la quantité, car si je me mettais à acheter tous azimuts, il peut y avoir des malhonnêtes qui m'arnaquent" (TPE)</li> <li>• « Oui, un partenariat a été scellé depuis longtemps avec les fournisseurs de mil de Bitou (70 km de Koupéla) » (F)</li> <li>• « J'ai scellé des partenariats avec des producteurs fournisseurs et des transporteurs » (F)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ De gestion de la vie sexuelle et reproductrice<sup>16</sup></li> </ul>	3	8	9	8	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Ça c'est une inquiétude pour moi, il faut conscientiser les hommes » (TPE)</li> <li>• « J'ai appris et en parle à ma fille, elle est plus concernée » (F)</li> <li>• « Peu car je pense qu'il faut forcément la bonne volonté de l'époux aussi » (F)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ De gestion des ressources<sup>17</sup> naturelles/forestières notamment</li> </ul>	4	7	13	4	<ul style="list-style-type: none"> <li>• "je dois jouer un mauvais rôle en vendant le charbon de bois, mais pas d'alternative" (Prise de conscience - TPE)</li> <li>• "là je pense qu'il y a problème car pour le dolo, j'utilise beaucoup de bois, je participe donc à détruire les bois et les forêts - j'ai besoin de pouvoir utiliser</li> </ul>

<sup>16</sup> Plusieurs TPEs rencontrées ne sont pas concernées (menées par des personnes âgées ou qui ne feront plus d'enfants) – les hommes ne se sont pas prononcés là-dessus.

<sup>17</sup> Les TPE et les femmes rencontrées n'ont pas reçu de formation spécifique, mais sont conscientes de l'urgence de la bonne gestion des ressources naturelles.

QUESTION	TPÉS		FEMMES		Réponses significatives
	OUI	NON	OUI	NON	
Quels sont les effets que vous enregistrez des interventions du PARI en termes :					<p><i>d'autres types d'énergies que le bois pour le dolo, les gâteaux et les jus" (2 TPE)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• « Oui, j'utilise beaucoup la bouse de vache pour fumer mes champs et je sensibilise les voisins pour ne pas détruire la nature » (TPT-H)</li> <li>• « Oui, avec l'organisation on apprend à mieux gérer les ressources naturelles dans notre jardin maraîcher » (F)</li> <li>• « On apprend à ne pas tuer les arbres sauvages et à ne pas polluer avec la teinture des fils de tissage » (F)</li> <li>• « Un problème se pose, je n'ai pas accès à des énergies propres, je continue à utiliser du bois pour produire le dolo » (F)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ De gestion de conflits<sup>18</sup> ; d'accès et d'utilisation des énergies propres</li> </ul>	5	6	2	15	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Dans la communauté, je suis comme un modèle et suis acteur de la gestion des conflits (TPE H)</li> <li>• « Dans le quartier, je suis souvent interpellée en tant qu'ainée pour régler des conflits et puis on se prépare pour accueillir des PDI ».</li> <li>• « Non, je ne suis pas formée, mais aînée je cherche toujours à rétablir la paix et la concorde là où il y en pas » (F)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ De respect égalité H/F<sup>19</sup></li> </ul>	7	4	11	6	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Je milite pour, mais ce n'est pas gagné » (TPE)</li> <li>• « La femme qui ramène de l'argent dans le couple est toujours respectée, autrement c'est difficile de parler d'égalité dans nos sociétés » (TPE)</li> <li>• « Il est difficile de respecter un pauvre et lorsque c'est une femme c'est encore plus difficile » (F)</li> <li>• « le fait de rentrer de l'argent dans le couple, joue sur le respect que le mari te donne » (F)</li> </ul>

<sup>18</sup> Pas de formation spécifique reçue.

<sup>19</sup> Pas de formation spécifique reçue.

## Annexe 4: CE4PR - Résumé des résultats principaux selon les différents instruments d'évaluation

### Tableau des résultats selon les outputs et outcomes de projet

**Output 1 : ESCO - Les solutions d'énergie propres pour des utilisations productives et domestiques sont développées ainsi que l'incubation des PME.**

Selon le rapport qui répond aux indicateurs du ProDoc, le support aux ESCOs, à la fin du 2022, a permis les résultats suivants :

Tableau 1 – CE4PR – Indicateurs output 1 dans le rapport final

KPI	2021	2022	31/12/2022	women	youth	%	
Output 1	actual results					Réalisation	
ESCO supported	6	9	1	10		167%	
N. ESCO receiving TA	n.a.	65	30	95			
Clean energy products /systems distributed /installed	6			-		0%	
<i>All solar sales</i>		2.717	2.176	4.893			
<i>Upgraded fireplaces/cookstoves</i>		2.241	1.491	3.732			
Consumers served (60% women, 20% youth)	3000	4.958	3.367	8.325	47%	34%	278%
Direct jobs created	75	531	378	909	30%	18%	1212%
Digital ecosystem report	1		1	1			100%
PAYG/other digital payment /consumer finance system implemented	3		7	7			233%
Partnership structured	3		3	3			100%
Digital information and /or education modules developed and distributed	3	4		4			133%
Awareness raising & education sessions organized	6	6		6			100%
Persons educated (60% women, 20% youth)	1500		1.229	1.229	59%	n.a.	82%
<i>Cookstoves modules</i>			1.080	1.080	62%	n.a.	
<i>Utility, benefit, maintenance clean energy products</i>			149	149	39%	n.a.	
Partnerships established with other financiers/investors	2	2		2			100%

La partie spécifique aux incubateurs enregistre, dans les rapports, les résultats suivants :

Tableau 2 – CE4PR – Indicateurs output 1 dans le rapport final - incubateurs

KPI	2021	2022	31/12/2022	women	youth	%
Output 1	actual results					Réalisation
Incubators selected	1	3		3		300%
Partnerships established with other financiers/investors	2	2		2		100%

**Outcome 1 : ESCO - Accélération du développement et intensification des activités des sociétés de services énergétiques du secteur privé consistant à fournir des solutions d'énergie propre à des fins productives.**

Tableau 3 - CE4PR - Indicateurs outcome 1 dans le rapport final

KPI	2021	2022	31/12/2022	women	youth	% Réalisation	
<b>Outcome 1</b>	<b>actual results</b>						
Indirect jobs created	250	302	132	434	58%	56%	174%
Reduction of GHG emissions		4.667	3.127	7.794			n.a.
Leverage	3 for 1			-			#!
Incubators selected	1	3		3			300%
Entrepreneurs/MSMEs that receive seed capital and/or business development support (60% women, 50% youth)	6	73	2	75	n.a.	n.a.	1250%
SMEs created (50% women, 50% youth)	4	-	-	-			0%
Jobs created (50% women, 50% youth)	15	-	-	-			0%
Leverage	3 for 1			-			#!

**Output 2 : IMFs - Des instruments financiers innovants et/ou digitaux sont développés et utilisés par les entreprises et les consommateurs finaux des produits d'énergie propres**

Tableau 4 - CE4PR - Indicateurs output 2 dans le rapport final

KPI	2021	2022	31/12/2022	women	youth	% Réalisation	
<b>Outcome 1</b>	<b>actual results</b>						
Additional agents available and active in target regions	750	385	2.021	2.406			321%
Modules developed and digitalized	6	4		4			67%
Applications of modules distributed	4	2		2			50%
Persons receiving financial education (60% women, 20% youth)	3000		468	468	43%	n.a.	16%
Financial solutions developed and adopted	6	4	4	8			133%
Digital information and /or education modules distributed	3		2	2			67%
Persons receiving and using modules (60% women, 20% youth)	3000		2.021	2.021			67%
Persons educated (60% women, 20% youth)	1500		-	-			0%
Modules developed and adapted	3		2	2			67%
Users of information modules (60% women, 20% youth)	3000		-	-			0%
Banks supported	1	-	-	-			0%
Banks developing and adopting a clean energy business strategy to finance ESCO	1	-	-	-			0%
Blended finance instruments developed	2	-	-	-			0%
PAYG/other digital payment /consumer finance system implemented	3	-	-	-			0%



**Outcome 2 : IMF - Catalysation du développement de produits et services financiers innovants et abordables, adaptés aux besoins des consommateurs de produits et services d'énergie propre**

Tableau 5 – CE4PR – Indicateurs outcome 2 dans le rapport final

KPI	2021	2022	31/12/2022	women	youth	% Réalisation
Outcome 1	actual results					
Persons using the new instruments to acquire clean energy products and services (60% women, 20% youth)	1500	6.095	6.095	n.a.	n.a.	406%
Transactions (accessing information)	10000	3.534	3.534			35%
Types of financial instruments for ESCOs developed and adopted	1	-	-			0%
ESCOs using financial instruments	3	-	-			0%
Leverage	3 for 1	n.a.	n.a.			#!
Agents who provide PAYG/Digital payment services in target regions	750	385	2.021			321%
Concrete actions undertaken and solutions developed for different barriers/challenges	3	-	-			0%

**Output 3 : Les acteurs de l'écosystème des énergies propres sont mis en réseau en vue de l'amélioration du marché de l'énergie propre au Burkina Faso**

Tableau 6 – CE4PR – Indicateurs output 3 dans le rapport au 31/12/22

KPI	2021	2022	31/12/2022	women	youth	% Réalisation
Outcome 1	actual results					
Working group established	1	1	1			100%
Meetings held	8	3	3			38%
E-newsletter created	1	1	1			100%
Monthly editions shared	30	8	8			27%
Workshops organized	3	1	1			33%
Participants	300	90	90			30%
Knowledge sharing & learning documents prepared and distributed	4	9	9			225%
Studies supported/realized	2	1	1			50%

**Outcome 3 : Contribution à la promotion et développement d'un marché florissant des énergies propres pour des utilisations productives**

Tableau 7 – CE4PR – Indicateurs outcome 3 dans le rapport au 31/12/22

KPI	2021	2022	31/12/2022	women	youth	% Réalisation
Outcome 1	actual results					
concrete actions undertaken and solutions developed for different barriers/challenges (working group)	3	-	-			0%
users of monthly e-newsletter for sharing news and information about latest developments in the clean energy access	500	2.789	2.789			558%

## Analyse des résultats des questionnaires aux ESCOs et IMF partenaires d'exécution

Tableau 8 – CE4PR – n. déploiement d'agents et filiales des ESCOs

ESCO	Employés	N.filiales			n.agents			n. agents PYG/digital	
	2022	2019	2022	delta	2019	2022	delta	2022	% sur tot agents
ICBD	6	0	0	0	3	5	2	2	40%
GES	16	1	1	0	5	16	11	1	6%
AES	29	1	1	0	25	29	4	0	0%
MicroSow	11	1	1	0	8	11	3	0	0%
OOLU	165	4	8	4	56	140	84	130	93%
Qotto	90	0	0	0	32	99	67	99	100%
Sahelia	24	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
SOIER	8	0	0	0	4	8	4	0	0%
FRES	30	5	4	-1	26	30	4	16	53%
NAFA NAANA	18	4	6	2	28	21	-7	8	38%

Tableau 9 – CE4PR – Clients des ESCOs 2019-2022 et pourcentage femmes et jeunes femmes

ESCO	Clients				% femmes		% jeunes femmes	
	2019	2022	Delta	% augm	2019	2022	2019	2022
ICBD	129	167	38	29%	26%	31%		
GES	5	119	114	2280%	80%	80%	50	50
AES	235	669	434	185%	62%	70%	28	32
MicroSow	0	32	32	#DIV/0!	0	9,37%	-	0
OOLU	3250	6500	3250	100%	15%	20%	15	20
Qotto	510	2580	2070	406%	N.A.	11%	N.A.	5
Sahelia	15	198	183	1220%	NA	NA	NA	NA
SOIER	146	119	-27	-18%	5%	4%		
FRES	2565	2677	112	4%				
NAFA NAANA					95%	90%	72	69

Les trois (3) tableaux suivants fournissent des informations supplémentaires sur les compétences, services et marchés additionnels créés à travers le support. Les questionnaires ont été transmis à 10 ESCOs, qui se sont exprimées sur les compétences, services et marchés développés grâce au projet ; elles ont donné un jugement sur une échelle de 1 à 4, et finalement un commentaire d'explication. Chaque ligne dans les tableaux indique la réponse d'une ESCO différente.

Tableau 10 – CE4PR – amélioration des compétences grâce au projet selon les ESCOs

Niveau d'amélioration des compétences développés grâce à l'assistance : (1-Pas bien ; 2-Suffisant ; 3-Assez bien ; 4-Bien)	
Liste des compétences améliorées	Commentaire des ESCOs
Compétences techniques dans les systèmes solaires et le PAYGO	4 Nous avons pu développer notre propre technologie PAYGO
Autonomisation des femmes, développement d'activités génératrices de revenus	3 Les groupements de femmes se mettent en association pour travailler main dans la main pour le bien-être de la communauté.
3 ingénieurs recrutés	4 Les études de dimensionnement solaires sont bien faites,
Approche du milieu rural	3 Le projet nous a permis de mieux comprendre les associations dans le monde rural
Formation technique, financière et marketing du personnel	4 Nous avons aujourd'hui un personnel assez bien formé pour faire face aux défis
Développement de compétences commerciales particulièrement liées à ce type de kit pour les personnes cibles du projet Développement de compétences dans le paiement à distance par les personnes achetant le kit	3 Nous aurions pu acquérir encore davantage de compétences grâce à des formations spécifiques, mais le niveau d'amélioration des compétences est correct
Connaissance sur les produits pay-as-you-go, élaboration de business plan	3 Les formations reçues par le biais du cabinet 2M Invest Consult (élaboration de business plan) ainsi que Alioth System (sur le pay-as-

		you-go) nous ont permis d'avoir plus de connaissances dans ces domaines.
Les compétences techniques ont été renforcées dans le domaine des foyers améliorés grâce à l'assistance	2	D'autres assistances techniques seront la bienvenue

Tableau 11 – CE4PR – Développement produits grâce au projet selon les ESCOs

Les produits développés et leur niveau d'amélioration grâce à l'assistance : (1-Pas bien ; 2-Suffisant; 3-Assez bien; 4-Bien)		
Liste des produits		Commentaire des ESCOs
Équipements PAYGO, plateformes Web et mobile PAYGO	4	Dans le PEAS, l'eau est vendue au volume à des groupes de producteurs. Sans la technologie PAYGO, il serait très difficile de collecter les paiements et de suivre la consommation d'eau
Culture des légumes en contre-saison le PAYGO	3	Nous ne sommes pas encore arrivés au niveau des récoltes
Utilisation de l'énergie solaire à but lucratif	2	Facilite de paiement, augmentation de vente
Le système productifs Power Hub, les tondeuses	2	La qualité et la performance des produits déployés répondent aux besoins des communautés partenaires
Kit avec tondeuse électrique et ventilateur	3	Les phases pilotes de ces produits se sont bien déroulées
Vente de l'énergie sur des mini-réseaux	2	Nous avons pu tester et commercialiser des kits coiffeurs
La cuisson professionnelle (foyers OM30), les motopompes solaires (Futur Pump SF2), les congélateurs solaires	3	Il s'agit d'une nouvelle ligne d'affaires pour la société
	2	Les produits de cuisson sont très satisfaisants, par contre pour les équipements solaires productifs nous recherchons toujours les meilleurs équipements adaptés aux besoins des clients

Tableau 12 – CE4PR – Développement des marchés grâce au projet selon les ESCOs

Les marchés développés et leur niveau d'amélioration grâce à l'assistance : (1-Pas bien; 2-Suffisant; 3-Assez bien; 4-Bien)		
Liste des marchés		Commentaire des ESCOs
Un marché de 20 groupes de producteur composé en moyenne de 20 personnes par groupe	3	RAS
Un marché digital pour la vente de produits bio issus de nos sites	2	Nous revoyons nos projections en fonction du marché et des réalités du terrain qui change tout le temps.
Les ménages, les unités de transformations et les PME	3	Vente en PAY AS YOU GO
Introduction des systèmes solaires PAYGO en milieu rural	1	Difficultés d'approvisionnement liées à la pandémie du COVID
Une Commande d'une cinquantaine de Power Hub en cours et 250 tondeuses vendues	4	Le marché se comporte bien
Marchés de biens et service et marché du travail	2	Nous avons vendu des biens et services grâce à la vente de ces 150 kits entrepreneurs, et nous avons également créé des emplois
Distribution d'électricité par le réseau	3	
Cuisson professionnelle, équipements productifs solaires	1	Le marché des équipements productifs solaires n'a pas évolué parce que les modèles ne sont pas encore adaptés aux besoins exprimés des clients

Tableau 13 – CE4PR – analyse des contrats et rapports des incubateurs

Nom du partenaire	Objectifs spécifiques	Resultat
2iE	Formation à 18 ESCOs (15 énergies solaire, 3 foyers améliorés) et une IMF	On en a pris 30 pour crainte d'abandon, on a terminé avec 26
	Online community of practice	Pas encore développée
BBI	Formation business plan à 15 ESCOs (13 solaire, 2 foyers efficaces) + formation fundraising	15 plans d'affaires ont été finalisés 3 plans d'affaires sont en cours de finalisation, 2 plans d'affaires en situation critiques.
	Formation en communication aux mêmes entreprises	15 entreprises étaient représentées 5 entreprises se sont absentes sans aucune notification
2MINVEST	Formation business plan à 20 ESCOs (15 solaire, 5 foyers efficaces) + préparation projet (principalement à UNCDF) + fundraising (ce dernier aussi à une FSP - financial service provider);	28 entreprises identifiées mais effectivement 21 accompagnées 21 Seules 16 ont suivi la formation

	3 - 5 entreprises et une IF accompagnés au fonds FERR/BF	<p>Recherche de financement pour 12 entreprises (malgré la bourse de projets organisée) : problèmes pour manque de garantie à offrir aux banques (le fonds de garantie était prévu mais après supprimé).</p> <p>Sur les 21 entreprises accompagnées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 sont bien notées (même si avec SOIER problème avec les panneaux associés au moulins – décision de baisser le prix de vente)</li> <li>• 12 en modalité de survie</li> <li>• 6 techniquement « mortes » (présence d'une idée mais sans organisation ni moyens).</li> </ul>
--	--	---

**Output 2 : IMFs - Des instruments financiers innovants et/ou digitaux sont développés et utilisés par les entreprises et les consommateurs finaux des produits d'énergie propres**

Tableau 14 – CE4PR – Principales réalisations et défis du projet selon les IMF

À votre avis, quelles ont été les principales réalisations du projet pour votre organisation, et les principaux défis ? Pourriez-vous décrire les innovations digitales développées et portées à l'échelle?			Comment l'assistance a aidé votre institution à introduire/améliorer la digitalisation ?
Principales réalisations	Services portés à l'échelle	Principaux défis	
- Informations, - Assistances, - Financement	- <b>Dépôt-retrait via le compte</b> USSD du client ou la plateforme agent mobile de GRAINE	- Soucis de connexion et le paramétrage dans le Système Informatique et de Gestion	N.A.
- Extension du réseau, - Structuration de produit	- Rapprochement professionnel avec un <b>professionnel de plateforme de portefeuille électronique</b> , - extension de notre <b>produit de collecte mobile avec des TPE</b>	- La diffusion de produit innovant solaire (moulin solaire)	Extension de nos produits sur une nouvelle zone d'intervention (Centre Est)

**Efficiace**

Tableau 15 – CE4PR – budget et dépenses au 31/21/2022 par rubrique budgétaire

Type de dépenses	2019	2020	2021	2022	TOTAL	% sur tot
Subventions /crédits		40.000	437.029	437.000	914.029	38%
Staff Technique		73.125	153.060	145.922	372.106	15%
Consultants/sociétés	40.157	318.452	145.682	146.227	650.518	27%
Communication		13.079	48.159	22.655	83.893	3%
Voyage	19.850	7.755	12.569	41.831	82.005	3%
Workshop/conférence			3.148	38.485	41.633	2%
Gestion de projet et coûts opérationnels		13.896	32.248	45.859	92.002	4%
Coûts indirects	4.800	37.295	56.613	69.572	168.280	7%
<b>Total</b>	<b>64.807</b>	<b>503.601</b>	<b>888.508</b>	<b>947.550</b>	<b>2.404.466</b>	100%

**Impact**

Tableau 16 – CE4PR – Estimation de l'impact du projet sur les clients et l'entreprise

Pouvez-vous estimer l'impact de l'intervention concernant  
1 - Négative ; 2 - Neutre ; 3 - Assez positive ; 4 - Positive

Création d'opportunités économiques et d'emplois	Création d'emplois indirects	Accès aux services d'énergie	Amélioration du revenu de l'ESCO	Gestion globale de l'ESCO
4 Les clients ont plus de revenu avec la production et la vente des légumes	4 Il y a au moins 1000 femmes qu'achètent et revendent la production des 20 groupes	4 Grâce à l'énergie les groupes ont accès à des sources d'eau pérenne pour la production maraichère tout au long de l'année	4 La vente d'eau rapporte un revenu à notre ESCO	3

4	Économie, confort, augmentation de revenu	4	Croissant au niveau de l'activité et de revenu	4	Développement des activités commerciales, augmentation production et baisse du coût de l'énergie	3	Croissance en chiffre d'affaires	4	Nouveaux emplois, augmentation du chiffre d'affaires
4		4		4		3	Difficulté de recouvrement	3	
3	Il y a eu la création de plusieurs emplois dans le milieu rural	3	Les systèmes productifs permettent aux clients de recruter du personnel	3	Le taux d'électrification nationale est amélioré	3	Les revenus de la société se sont améliorés	3	La gestion globale s'est également améliorée
4	Les clients ayant acquis un kit ont généré des revenus supplémentaires, soit en créant une nouvelle activité, ou en développant une activité existante. Parfois, il est compliqué de mesurer avec eux l'impact de l'achat du kit, car ils remboursent le kit et ont du mal à réaliser la plus-value qu'apporte celui-ci.	3	Cela est plus compliqué à mesurer. Certains de nos clients affirment avoir recruté des membres de leur famille ou de leur entourage pour les aider à la gestion du kit. Également, l'installation d'un kit dans une zone permet un dynamisme économique autour (vente de légumes, fruits, jus, autre).	4	Les kits solaires ont un impact positif sur l'accès aux services d'énergie	3	De façon générale, la vente de kit a un effet positif sur le revenu de l'entreprise. Nous avons rencontré des cas où les clients n'étaient pas de bons payeurs, auquel cas ils ont été désinstallés	4	Les financements institutionnels permettent de recruter des personnes dédiées, d'être davantage structuré via la participation financière à une certaine partie des charges de l'entreprise.
3	Nous faisons le suivi et l'accompagnement des TPEs connectées au mini-réseau.	3	L'accès à l'énergie permet le développement des TPEs et de l'emploi	4	Le mini-réseaux apporte l'énergie dans les zones rurales			2	Les revenus de vente de l'énergie sont encore trop faibles
4	Tous les bénéficiaires du projet créent au moins un emploi	3	Chaque bénéficiaire a au moins recruté un employé	4	Le projet permet aux bénéficiaires d'accéder aux services d'énergie à travers des facilités de paiement.	4	Les fonds récoltés pourront permettre d'implémenter d'autres projets similaires	3	Beaucoup de difficultés rencontrées mais le projet permet de créer des revenus et de la visibilité à notre ESCO
3	Développement des AGR, modalités des paiement plus souples	3	RAS	4	RAS	3	RAS	2	RAS

Tableau 17 - CE4PR données ventilées sur les effets enregistrés par les bénéficiaires finaux

QUESTION	TPEs		Ménages		Réponses significatives
	OUI	NON	OUI	NON	
Quels sont les effets que vous enregistrez des interventions du CE4PR en termes de :					
Création d'opportunités économiques et d'emplois (emplois H/F propres/énergies propres)	2	2	0	2	En général, les <b>effets sont jugés actuellement peu significatifs car les installations sont récentes</b> . Deux témoignages montrent quand même qu'il y a eu des opportunités nouvelles liées à l'intervention du projet : <ul style="list-style-type: none"> <li>« Les recettes de la vidéo club ont contribué à investir dans un maquis juxtaposé pour diversifier les sources de revenus. Le maquis est géré par 4 femmes de la famille (nouveaux emplois)».</li> <li>« On peut charger les téléphones des voisins et gagner un peu d'argent » - 1 ménage</li> <li>Mais celui qui a bénéficié d'une pompe solaire sur un forage à faible débit, il enregistre quant à lui un effet négatif sur ces prévisions : « "j'avais 3 employés et comptais en recruter 5 autres, mais impossible, car on n'a pas pu augmenter la surface de production"».</li> </ul>
Amélioration du Chiffre d'affaires	1	4	0	0	Il s'agit ici d'un ressenti non encore effectif ni vérifié <ul style="list-style-type: none"> <li>« Pour la restauratrice : « plus de couverts, plus de temps de travail et relativement plus de recettes »</li> <li>Le vendeur d'eau en volume dont la pompe semble ne pas être de bonne qualité : « je suis en train de perdre de l'argent, la pompe n'est pas assez efficace, je vends moins et sur moins de temps »</li> </ul>

Accès au financement adaptés : " Fonds des énergies renouvelables pour la résilience ; crédits des IMF ; Crédits des banques, etc.)»	3	1	3	0	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'accès au financement des équipements a en général était facile, même si la durée d'étude de dossiers a été long » - 3TPE qui ont reçu des crédits d'une ESCO ou d'IMF.</li> <li>• « Toutes les 3 TPE affirment avoir pris les crédits là où l'offre s'est présentée (conseils des amis), sans chercher à faire des comparaisons chez d'autres institutions »</li> </ul>
Utilisation d'énergies propres : effets coûts, qualité de vie, etc.	3	1	3	0	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « L'éclairage est permanent, pas de délestage » - 3 Ménages</li> <li>• « D'une facture mensuelle de consommation d'électricité de 50 000 FCFA, je suis tombée à 8 000 FCFA/mois » - 1 ménage</li> <li>• « Les enfants arrivent à réviser leurs leçons le soir » - 3 ménages</li> <li>• « Les kits ne sont pas chers et on nous permet de payer en tranches ; on ne ressent pas peser sur nos capacités » - 3 Ménages</li> <li>• « Le crédit IMF est quand même cher et les échéances ne sont pas adaptées car nos prévisions ne se sont pas maintenues » - 3TPE</li> <li>• « Aujourd'hui la vidéo club n'apporte plus grand-chose, tout le monde a sa télévision et connecté sur Canal ; nous travaillons pour payer l'ESCO » - 1TPE</li> </ul>
Amélioration économique et sociale des personnes/familles (ventilées par femmes et jeunes, et des entreprises - ventilées par TPE, PME, entreprise agricoles)	2	3	3	0	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Pour la restauratrice : « plus de couverts, plus de temps de travail et relativement plus de recettes »</li> <li>• « Socialement, considérées, nos cours ne sont plus dans le noir – l'éclairage dissuade les voleurs/plus de sécurité » - 3 Ménages</li> </ul>



## Annexe 5: Analyse d'un échantillon de contrats avec les partenaires d'exécution

Afin d'analyser les contrats avec les partenaires d'exécution, un échantillon a été tiré sur la totalité des contrats disponibles, selon les indicateurs suivants

	Pourcentage	33%	66%	
A. Type de partenaire	Nombre de partenaires	Minimum pour l'évaluation	Maximum pour l'évaluation	Sélectionné pour l'évaluation
A1. IMF/FinTech/prestataire de service de paiement	6	2	4	3
A2. ESCO	10	3	7	5
A3. Entreprises	6	2	4	3
A4. Incubateur	6	2	4	3
A5. Contrat individuel	2	1	1	1
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>10</b>	<b>20</b>	<b>15</b>
	Pourcentage	33%	66%	
B. Type d'intervention	Nombre de partenaires	Minimum pour l'évaluation	Maximum pour l'évaluation	Sélectionné pour l'évaluation
B1. Subventions, crédit	16	6	10	9
B2. Service prestataire	12	4	8	5
B3. Subventions + assistance technique	2	1	1	1
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>11</b>	<b>19</b>	<b>15</b>
	Pourcentage	33%	66%	
C. Taille de l'intervention (liée au budget)	Nombre de partenaires	Minimum pour l'évaluation	Minimum pour l'évaluation	Sélectionné pour l'évaluation
C1. Le plus petit groupe de 33%	10	3	7	4
C2. Groupe de 33% à 66%	10	3	6,6	7
C3. Le plus grand groupe de 33%	10	3	7	4
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>10</b>	<b>20</b>	<b>15</b>
	Pourcentage	33%	66%	
D. Focus de l'intervention :	Nombre de partenaires	Minimum pour l'évaluation	Minimum pour l'évaluation	Sélectionné pour l'évaluation
D1. Local	4	1	3	1
D2. National	12	4	8	6
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>

Note: pas d'information sur 14 partenaires

Dans le cadre du projet PARI, a sélection a identifié les contrats suivants pour une analyse plus détaillée.

Partenaire d'exécution	Type de partenaire	Type d'intervention	Taille de l'intervention	Focus
Jardin Green Hope	A1. IMF/FinTech/prestataire de service de paiement	B3. Subventions + assistance technique	\$ 162.500	D1. Local
PMBF	A1. IMF/FinTech/prestataire de service de paiement	B3. Subventions + assistance technique	\$ 344.029	D1. Local
Rigo Faso SARL	A3. Entreprises	B2. Service prestataire	\$ 38.290	Pas d'information
Sira Lab	A4. Incubateur	B2. Service prestataire	\$ 21.308	Pas d'information
Agrikitt	A3. Entreprises	B2. Service prestataire	\$ 28.490	Pas d'information
CashZone	A3. Entreprises	B2. Service prestataire	\$ 99.116	D2. National
Amarante	A5. Contrat individuel	B2. Service prestataire	\$ 60.688	Pas d'information

Dans le cadre du projet CE4PR, a sélection a identifié les contrats suivants pour une analyse plus détaillée.

Partenaire d'exécution	Type de partenaire	Type d'intervention	Taille de l'intervention	Focus
2iE	A4. Incubateur	B1. Subventions, crédit	\$ 50.000	D2. National
2MINVEST	A4. Incubateur	B1. Subventions, crédit	\$ 80.000	D2. National
GES - Green energy Services	A2. ESCO	B1. Subventions, crédit	\$ 100.000	D2. National
INTOUCH	A1. IMF/FinTech/prestataire de service de paiement	B1. Subventions, crédit	\$ 100.000	Pas d'information
Sahelia	A2. ESCO	B1. Subventions, crédit	\$ 284.056	Pas d'information
SOIER	A2. ESCO	B1. Subventions, crédit	\$ 75.000	D2. National
MICROSOW	A2. ESCO	B1. Subventions, crédit	\$ 100.000	D2. National
Graine Sarl	A1. IMF/FinTech/prestataire de service de paiement	B1. Subventions, crédit	\$ 85.000	Pas d'information
ICBD	A2. ESCO	B1. Subventions, crédit	\$ 85.000	Pas d'information

L'analyse a l'objectif de fournir des informations supplémentaires sur l'efficacité des différents rapports de partenariat, avec contrats des subventions ou prestations de services, pour livrer les produits et atteindre les résultats attendus.

- Les tableaux qui suivent offrent un résumé des contrats et des informations disponibles dans les rapports, en mettant en relation les cibles tracés dans les contrats et les résultats atteints par les partenaires.
- Vu que certaines informations ne sont pas disponibles, où possible une estimation a été faite sur la donnée effective, et cet élément est mis en évidence.
- Parmi les différents indicateurs, certains ont été considérés comme indicateurs principales, afin d'apprécier la différente importance pour l'atteinte des résultats de projet.
- Finalement, où possible, un budget par bénéficiaire, ou client, est présent

## PARI

### P1 Jardin Green Hope/JGH/Yolse

Date des données 2022/11

Finances	Budget	Budget utilisé	Pourcentage	Remarque
Montant	\$ 162.500	Pas d'information	Pas d'information	

Objectifs spécifiques	Résultats prévu	Résultats achevés	Pourcentage	Réalisation	Considérée comme indicateur principal	Estimation / remarque
Clients	20000	12758	64%	4	Oui	
Clients (femmes)	8000	2608	33%	2	Oui	
Crédit	XOF 500.000.000	XOF 120.989.500	24%	2	Oui	
Access aux prévisions agrométéorologiques	18000	4200	23%	2		Basé sur campagne de sensibilisation
Producteurs adoptent pratiques climato-intelligentes	16000	Pas d'information	Pas d'information			
Transactions digital	74946	63765	85%	5	Oui	Estimation ; Situation 2022/Q1, base 5 transactions par membre
Emplois jeunes créés en milieu rural	40	66	165%	5		Estimation
Tonnes de denrées agricoles échangées	2800	80	3%	1		

Analyse pour les indicateurs principaux	Prévu	Achevé	Pourcentage	Remarque
Indicateurs	8	3	37,5%	
Réalisation			2,63	Échelle 1-5
Indicateurs (principaux)	4	2	50,0%	
Réalisation des indicateurs principaux			2,67	Échelle 1-5
Achèvement moyen des indicateurs ou il y avait d'information			99%	
Budget/clients	\$ 8	Pas d'information		
Crédit par personne	XOF 25.000	XOF 9.483	38%	Si tout le budget est utilisé pour les crédits

### P3 PMBF (Pan-African Microfinance Burkina Faso)

Date des données 2021/12

Finances	Budget	Budget utilisé	Pourcentage	Remarque
Montant	\$ 344.029	\$ 231.098	67%	Fin 2021

Objectifs spécifiques	Résultats prévu	Résultats achevés	Pourcentage	Réalisation	Considéré comme indicateur principal	Estimation/remarque
Clients (au milieu rural)	37800	33420	88%	5	Oui	
Clients (femmes)	18900	16710	88%	5	Oui	Estimation
Clients (jeunes, <35 ans)	9450	8355	88%	5	Oui	Estimation
Épargnes	XOF 158.625.000	XOF 228.506.615	144%	5	Oui	
Education financière/numérique (clients)	37800	26416	70%	4	Oui	
Education financière/numérique (femmes)	18900	13208	70%	4	Oui	Estimation
Education financière/numérique (jeunes)	9450	6604	70%	4	Oui	Estimation
Utilisation des services financiers digitaux	10000	850	9%	1	Oui	Estimation
Une réduction du cout de 10% (pour l'institution)	Pas d'information	Pas d'information	Pas d'information			
Une réduction du cout (pour clients)	Pas d'information	Pas d'information	Pas d'information			

Analyse pour les indicateurs principaux	Prévu	Achévé	Pourcentage	Remarque
Indicateurs	10	7	70,0%	
Réalisation			3,30	Échelle 1-5
Indicateurs (principaux)	8	7	87,5%	
Réalisation des indicateurs principaux			4,13	Échelle 1-5
Achèvement moyen des indicateurs ou il y avait d'information			157%	
Budget/clients	\$ 9	\$ 7		
Crédit par personne	XOF 4.196	XOF 6.837	163%	Si tout le budget est utilisé pour les crédits

**P5** **Rigo Faso SARL**

Date des données	Pas d'information
------------------	-------------------

Finances	Budget	Budget utilisé	Pourcentage	Remarque
Montant	\$ 38.290	Pas d'information	Pas d'information	

Objectifs spécifiques	Résultats prévu	Résultats achevés	Pourcentage	Réalisation	Considéré comme indicateur principal	Estimation
Enrollement 1.000 artisans	1000	980	98%	5	Oui	
Adoption de la plateforme par 30.000 utilisateurs	30000	980	3%	1		
Réalisation de 30.000 transactions digitales	30000	Pas d'information	Pas d'information			

Analyse pour les indicateurs principaux	Prévu	Achevé	Pourcentage	Remarque
Indicateurs	3	1	33,3%	
Réalisation			2,00	Échelle 1-5
Indicateurs (principaux)	1	1	100,0%	
Réalisation d(es indicateurs principaux)			5,00	Échelle 1-5
Achèvement moyen des indicateurs ou il y avait d'information			51%	
Budget/clients	\$ 38	Pas d'information		
Crédit par personne	Non applicable	Nn applicable	Non applicabel	Si tout le budget est utilisé pour les crédits

P8		Sira Lab				
Date des données	2022/8					
Finances	Budget	Budget utilisé	Pourcentage	Remarque		
Montant	\$ 21.308	\$ 21.308	100%			
Objectifs spécifiques	Résultats prévu	Résultats achevés	Pourcentage	Réalisation	Considéré comme indicateur principal	Estimation
Participants parmi les incubateurs (Switch Maker, SiraLab et Incub@UO)	Pas d'information	49	Pas d'information	4	Oui	Oui
Analyse pour les indicateurs principaux	Prévu	Achévé	Pourcentage	Remarque		
Indicateurs	1	1	100,0%			
Réalisation			4,00	Échelle 1-5		
Indicateurs (principaux)	1	1	100,0%			
Réalisation d(es indicateurs principaux)			4,00	Échelle 1-5		
Achèvement moyen des indicateurs ou il y avait d'information			0%			
Budget/clients	\$ 435	\$ 435		Estimation		



**P10** **Agrikit**

Date des données 2022/8

Finances	Budget	Budget utilisé	Pourcentage	Remarque
Montant	\$ 28.490	\$ 28.480	100%	

Objectifs spécifiques	Résultats prévu	Résultats achevés	Pourcentage	Réalisation	Considéré comme indicateur principal	Estimation
Rapport d'analyse des besoins en vulgarisation agricole, éducation financière, entrepreneuriale et digitale; et sur les équipements utilisés	Rapport	Rapport	n.a..	4	Oui	Estimation
100 producteurs et MPME sont bénéficiaires d'un crédit	Pas d'information	Pas d'information	Pas d'information	0		
100 producteurs et MPME ont accès et utilisent équipement agricole	Pas d'information	Pas d'information	Pas d'information	0		
Les équipements agricoles sont géolocalisés	Pas d'information	Pas d'information	Pas d'information	0		

Analyse pour les indicateurs principaux	Prévu	Achévé	Pourcentage	Remarque
Indicateurs	4	1	25,0%	
Réalisation			1,00	Échelle 1-5
Indicateurs (principaux)	1	1	100,0%	
Réalisation d(es indicateurs principaux)			4,00	Échelle 1-5
Achèvement moyen des indicateurs ou il y avait d'information			0%	
Budget/clients	Pas d'information	n.a.		

**P11** **CashZone**

Date des données 2022/8

Finances	Budget	Budget utilisé	Pourcentage	Remarque
Montant	\$ 99.116	\$ 99.116	100%	

Objectifs spécifiques	Résultats prévu	Résultats achevé	Pourcentage	Réalisation	Considéré comme indicateur principal	Estimation / remarque
Assistance technique à Coris Money et Dayana Cash.	Assistance	Assistance	n.a..	4	Oui	Oui
Agents de Dayana Cash	207	207	100%	5	Oui	Remarquable que le nombre d'agents soit exactement comme prévu
Agents de Coris money	178	178	100%	5	Oui	

Analyse pour les indicateurs principaux	Prévu	Achévé	Pourcentage	Remarque
Indicateurs	3	3	100,0%	
Réalisation			4,67	Échelle 1-5
Indicateurs (principaux)	3	3	100,0%	
Réalisation d(es indicateurs principaux)			4,67	Échelle 1-5
Achèvement moyen des indicateurs ou il y avait d'information			50%	
Budget/agents	\$ 257	\$ 257		

<b>P13</b>	<b>Amarante</b>		
Date des données	Pas d'information		

Finances	Budget	Budget utilisé	Pourcentage	Remarque
Montant	\$ 60.688	Pas d'information	Pas d'information	

Objectifs spécifiques	Résultats prévu	Résultats achevés	Pourcentage	Réalisation	Considéré comme indicateur principal	Estimation
Cartographie de la filière élevage (viande, bétail, volaille) et des opportunités de digitalisation des paiements et de services non financiers	Cartographie	Pas d'information	Pas d'information			

Analyse pour les indicateurs principaux	Prévu	Achévé	Pourcentage	Remarque
Indicateurs	1		0,0%	
Réalisation			-	Échelle 1-5
Indicateurs (principaux)	1		0,0%	
Réalisation d(es indicateurs principaux)			-	Échelle 1-5
Achèvement moyen des indicateurs ou il y avait d'information			0%	
Budget/clients	n.a.	n.a.		

C1	2iE
----	-----

Date des données 2023/2

Finances	Budget	Budget utilisé	Pourcentage	Remarque
Montant	\$ 50.000	\$ 40.000	80%	

Objectifs spécifiques	Résultats prévu	Résultats achevés	Pourcentage	Réalisation	Considéré comme indicateur principal	Estimation /remarque
Training for 18 esco (15 solar energy and 3 cooking)+1 FSP	18	25	139%	5	Oui	
Training for FSP	1	1	100%	5	Oui	
Online community of practice	Set-up online community	Set-up work shops, trainings, not yet online community	Pas d'information	3	Oui	Estimation

Analyse pour les indicateurs principaux	Prévu	Achevé	Pourcentage	Remarque
Indicateurs	3	2	66,7%	
Réalisation			4,33	Échelle 1-5
Indicateurs (principaux)	3	2	66,7%	
Réalisation d(es indicateurs principaux)			4,33	Échelle 1-5
Achèvement moyen des indicateurs ou il y avait d'information			60%	
Budget/clients	\$ 2.632	\$ 1.538		

C3		2MINVEST	
Date des données	2023/3		

Finances	Budget	Budget utilisé	Pourcentage	Remarque
Montant	\$ 80.000	\$ 48.000	60%	

Objectifs spécifiques	Résultats prévu	Résultats achevés	Pourcentage	Réalisation	Considéré comme indicateur principal	Remarque
Formation business plan ESCO	20	16	80%	4	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 bien (même si avec SOIL problème avec les panneaux associés au moulins – décision de baisser le prix de vente)</li> <li>• 12 en modalité survie</li> <li>• 6 techniquement « morts » (présence d'une idée mais sans organisation ni moyens)</li> </ul>
Fundraising ESCOs	20	Pas d'information	Pas d'information		Oui	Recherche de financement 12 (bourse de projets) mais problèmes pour manque de garantie à offrir aux banques (le fonds de garantie était prévu mais après supprimé).
Fundraising FSP	1	Pas d'information	Pas d'information		Oui	
Entreprises accompagnés au fond FERR/BF	3	Pas d'information	Pas d'information		Oui	Prévu 3-5 PME
FSP accompagnés au fond FERR/BF	1	Pas d'information	Pas d'information		Oui	

Analyse pour les indicateurs principaux	Prévu	Achevé	Pourcentage	Remarque
Indicateurs	5	1	20,0%	
Réalisation			0,80	Échelle 1-5
Indicateurs (principaux)	5	1	20,0%	
Réalisation d(es indicateurs principaux)			0,80	Échelle 1-5
Achèvement moyen des indicateurs ou il y avait d'information			20%	
Budget/clients	\$ 4.000	\$ 3.000		

C5		GES - Green energy Services	
Date des données	2022/3		

Finances	Budget	Budget utilisé	Pourcentage	Remarque
Montant	\$ 100.000	\$ 60.000	60%	

Objectifs spécifiques	Résultats prévu	Résultats achevés	Pourcentage	Réalisation	Considéré comme indicateur principal	Estimation / remarque
Séances de sensibilisation avec groupes de femmes + identification site pour la MFSP	2	2	100%	5		Estimation. Un contrat a été signé entre GES et groupe de femmes.
Contrat entre GES et les coopératives; achat unités d'irrigation	5	3	60%	3	Oui	
Contrat entre GES et les coopératives; préparation 4 puits;	4	3	75%	4	Oui	
Installation pompes pour l'irrigation	3	3	100%	5	Oui	
Embauche 3 techniciens part time;	3	1	33%	2		2021
formation femmes;	Pas d'information	Pas d'information	Pas d'information	3		Estimation Des puits sont planifiés
Emplois	6	Pas d'information	Pas d'information			

Analyse pour les indicateurs principaux	Prévu	Achevé	Pourcentage	Remarque
Indicateurs	7	3	42,9%	
Réalisation			3,14	Échelle 1-5
Indicateurs (principaux)	3	2	66,7%	
Réalisation d(es indicateurs principaux)			7,33	Échelle 1-5
Achèvement moyen des indicateurs ou il y avait d'information			92%	
Budget/clients	Pas d'information	Pas d'information		



C6		INTOUCH	
Date des données	2021/3		

Finances	Budget	Budget utilisé	Pourcentage	Remarque
Montant	\$ 80.000	\$ 40.000	50%	

Objectifs spécifiques	Résultats prévu	Résultats achevés	Pourcentage	Réalisation	Considéré comme indicateur principal	Estimation
Vérification entreprises (22 solaire; 2 fours améliorés) pour intégration paiement et PAYGO dans In Touch	24	19	79%	4		
Vérification FSP pour intégration paiement et PAYGO dans In Touch	1	Pas d'information	Pas d'information			
Intégration entreprises dans In-touch complétée	24	Pas d'information	Pas d'information		OUI	
Intégration FSP dans In-touch complétée	1	Pas d'information	Pas d'information		OUI	
Formation marketing et techniques de distribution + matériel marketing; embauche personnes part time; document leçons apprises	15	4	27%	2		

Analyse pour les indicateurs principaux	Prévu	Achevé	Pourcentage	Remarque
Indicateurs	5	2	40,0%	
Réalisation			1,20	Échelle 1-5
Indicateurs (principaux)	2	0	0,0%	
Réalisation d(es indicateurs principaux)			3,00	Échelle 1-5
Achèvement moyen des indicateurs ou il y avait d'information			26%	
Budget/clients	Pas d'information	Pas d'information		

**C7** **Sahelia**

Date des données 2022/3

Finances	Budget	Budget utilisé	Pourcentage	Remarque
Montant	\$ 300.000	\$ 284.056	95%	

Objectifs spécifiques	Résultats prévu	Résultats achevés	Pourcentage	Réalisation	Considéré comme indicateur principal	Estimation / remarque
PREPARATION DU PROJET - Etudes - Phase de sélection des sites et enquêtes; Activités d'Assistance / Gestion	5	5	100%	5		Oui, pour les résultats prévus / pas de but précis
APPROVISIONNEMENT DES COMPOSANTS - Approvisionnement des équipements électriques et productifs;	5	6	120%	5		Oui, pour les résultats prévus / pas de but précis
DEPLOIEMENT - Construction des systèmes; Déploiement des systèmes;	5	5	100%	5	Oui	Oui, pour les résultats prévus / pas de but précis
EXPLOITATION ET MAINTENANCE - Exploitation; Surveillance et maintenance des systèmes	5	5	100%	5	Oui	Oui, pour les résultats prévus / pas de but précis

Analyse pour les indicateurs principaux	Prévu	Achévé	Pourcentage	Remarque
Indicateurs	4	4	100,0%	
Réalisation			5,00	Échelle 1-5
Indicateurs (principaux)	2	2	100,0%	
Réalisation d(es indicateurs principaux)			10,00	Échelle 1-5
Achèvement moyen des indicateurs ou il y avait d'information			105%	
Budget/village	\$ 60.000	\$ 56.811		

C8		SOIER	
Date des données	2022/3		

Finances	Budget	Budget utilisé	Pourcentage	Remarque
Montant	\$ 75.000	\$ 35.000	47%	

Objectifs spécifiques	Résultats prévu	Résultats achevés	Pourcentage	Réalisation	Considéré comme indicateur principal	Estimation / remarque
Ligne de base;	Rapport	Rapport	ok	5		Oui
Campagne marketing	Activité	Activité	ok	5		Oui
Installations	20	3	15%	1	Oui	Oui / plan original 47 installations
Emplois	22	4	18%	1		2021/3

Analyse pour les indicateurs principaux	Prévu	Achévé	Pourcentage	Remarque
Indicateurs	4	2	50,0%	
Réalisation			3,00	Échelle 1-5
Indicateurs (principaux)	1	0	0,0%	
Réalisation d(es indicateurs principaux)			12,00	Échelle 1-5
Achèvement moyen des indicateurs ou il y avait d'information			8%	
Budget/installation	\$ 3.750	\$ 11.667		

**C11** **MICROSOW**

Date des données 2022/3

Finances	Budget	Budget utilisé	Pourcentage	Remarque
Montant	\$ 100.000	\$ 40.000	40%	

Objectifs spécifiques	Résultats prévu	Résultats achevés	Pourcentage	Réalisation	Considéré comme indicateur principal	Estimation
Ligne de base;	Rapport	Assez probablement	n.a.	4		Oui
Campagne marketing PAYG micro kiosks + rencontres de sensibilisation + achat des kiosks;	Activité	Assez probablement	n.a.	4		Oui
Kiosks	7	6	86%	5	Oui	
Emplois	2	3	150%	5		

Analyse pour les indicateurs principaux	Prévu	Achevé	Pourcentage	Remarque
Indicateurs	4	4	100,0%	
Réalisation			4,50	Échelle 1-5
Indicateurs (principaux)	1	1	100,0%	
Réalisation d(es indicateurs principaux)			5,00	Échelle 1-5
Achèvement moyen des indicateurs ou il y avait d'information			118%	
Budget/kiosk	\$ 14.286	\$ 6.667		

**C15** **Graine Sarl**

Date des données 2023/11

Finances	Budget	Budget utilisé	Pourcentage	Remarque
Montant	\$ 85.000	\$ 8.500	10%	

Objectifs spécifiques	Résultats prévu	Résultats achevés	Pourcentage	Réalisation	Considéré comme indicateur principal	Estimation
Clients	1000	78	8%	1	Oui	Oui, basé sur le budget
Crédits	XOF 10.000.000	XOF 800.000	8%	1		Oui, basé sur le budget

Analyse pour les indicateurs principaux	Prévu	Achevé	Pourcentage	Remarque
Indicateurs	2	0	0,0%	
Réalisation			1,00	Échelle 1-5
Indicateurs (principaux)	1	0	0,0%	
Réalisation d(es indicateurs principaux)			1,00	Échelle 1-5
Achèvement moyen des indicateurs ou il y avait d'information			8%	
Budget/clients	\$ 85	\$ 109		

**C16** **ICBD**

Date des données 2023/3

Finances	Budget	Budget utilisé	Pourcentage	Remarque
Montant	\$ 85.000	\$ 46.750	55%	

Objectifs spécifiques	Résultats prévu	Résultats achevés	Pourcentage	Réalisation	Considéré comme indicateur principal	Estimation
Solar pumps	5	4	80%	5	Oui	
Contract with groups	20	20	100%	5	Oui	Estimation
Of which women groups	12	12	100%	5	Oui	Estimation
Direct jobs	2	Pas d'information	Pas d'information			

Analyse pour les indicateurs principaux	Prévu	Achévé	Pourcentage	Remarque
Indicateurs	4	3	75%	
Réalisation				Échelle 1-5
Indicateurs (principaux)	3	3	100%	
Réalisation d(es indicateurs principaux)				Échelle 1-5
Achèvement moyen des indicateurs ou il y avait d'information			93%	
Budget/groups	\$ 4.250	\$ 2.338	55%	



## Annexe 6 : Liste des personnes rencontrés et des sites de projet visités

### Phase de lancement

Organisation	Nom	Position	Lieu	Date
UNCDF	Christophe Legrand	Spécialiste d'évaluation - New York	En ligne	6 octobre 2022
	Andrew Fyfe	Chef unité d'évaluation - New York		
UNCDF	Christophe Legrand	Spécialiste d'évaluation - New York	En ligne	19 octobre 2022
	François Coupienne,	Global Digital lead- Bruxelles		
	Moira Favrichon	Results measurements, Digital Financial Inclusion - Bruxelles		
	Janine Ouattara	Chef de Mission UNCDF - Burkina		
	Moïse Ouattara	Monitoring, evaluation and knowledge management analyst - Burkina		
	Vincent Wierda	Coordinateur Régional - Bangkok		
UNCDF	Moïse Ouattara	Monitoring, evaluation and knowledge management analyst - Burkina	En ligne	24 octobre 2022
	Moira Favrichon	Results measurements, Digital Financial Inclusion - Bruxelles		
	Christophe Legrand	Spécialiste d'évaluation - New York		
UNCDF	François Coupienne,	Global Digital lead- Bruxelles	En ligne	25 octobre 2022
	Moira Favrichon	Results measurements, Digital Financial Inclusion - Bruxelles		
	Moïse Ouattara	Monitoring, evaluation and knowledge management analyst - Burkina		
	Christophe Legrand	Spécialiste d'évaluation - New York		
UNCDF	Christophe Legrand	Spécialiste d'évaluation - New York	En ligne	7 décembre 2022
	Janine Ouattara	Chef de Mission UNCDF - Burkina		
	Moïse Ouattara	Monitoring, evaluation and knowledge management analyst - Burkina		
	Moira Favrichon	Results measurements, Digital Financial Inclusion - Bruxelles		
	François Coupienne,	Global Digital lead- Bruxelles		
UNCDF	Shaima Hussein	IDE deputy director	En ligne	22 décembre 2022
	Christophe Legrand	Spécialiste d'évaluation - New York		

### Nations Unies

Organisation	Nom	Position	Lieu	Date
UNCDF	Henri Dommel	Directeur IDE - New York	En Ligne	20/01/2023
UNCDF	Janine Ouattara	Chef de Mission UNCDF - Burkina	En ligne	20/01/2023 ; 13/02/2023 ; 27/04/2023
	Moïse Ouattara	Monitoring, evaluation and knowledge management analyst - Burkina		
UNCDF	Janine Ouattara	Chef de Mission UNCDF - Burkina	Ouaga	
	Moïse Ouattara	Monitoring, evaluation and knowledge management analyst - Burkina		
	Florentin Boma	Expert technique - CE4PR		
	Boureima Bado	Spécialiste Energie Renouvelable		
	Flaure Ilboudo / Zonou	Spécialiste Energie Renouvelable		
	Eméric Kabre	Spécialiste chaines de valeur agricole		

Organisation	Nom	Position	Lieu	Date
PNUD	Aoua Sawadogo	Cheffe d'équipe resilience	Ouaga	10/03/2023
	Martin Mbanda	Conseiller en Mobilisation des ressources & partenariat stratégiques		
	Isabelle Tschan	Chargée d'affaires		
UNCDF (passé)	Herman Messan	Ancien représentant pays et chef projet PARI et CE4PR	En ligne	21/03/2023
UNCDF (passé)	Daphne Pit	Ancienne experte secteur ESCO - CE4PR	En ligne	31/03/2023
	Sènanou Davy Denadi	Ancien expert secteur IMF - CE4PR		
UNCDF	Vincent Wierda	Coordinateur Régional - Bangkok	En ligne	31/03/2023
	Fakhrul Islam	Expert finance - Clean Start - Bangkok		
	Benjaporn Yenseranee	Cleanstart Project Associate - Bangkok		
	Janine Ouattara	Chef de Mission UNCDF - Burkina		
UNCDF	Christel Auvergne	Coordinatrice Régionale - Dakar	En ligne	06/04/2023
UNCDF	Fabrizio Cometto	Directeur adjoint - LDC Investment Platform - New York	En ligne	31/05/2023

## Parties prenantes

Organisation	Nom	Position	Lieu	Date
MEPF	Nicolas KOBIANE	Sécretaire General du MEFP et president du comité de revue	Ouaga	06/03/2023 et intégration par écrit
	Mahmadou Bokoum	Directeur General Adjoint de l'Economie et de prospective		
	Tony Delwindé Kuela	Administrateur des services financiers		
	Larba Issa Kobyagida	Directeur General de l'Economie et de la prospectives		
DGSS du MEFP	Aissata SANE	Directrice DGESS	Ouaga	06/03/2023
	Drahmane Togo	Direction de la Coordination des Projets et Programme		
ABER	Saliou Tall	Directeur du plaidoyer et du Suivi des Projets	Téléphone	07/03/2023
Ministère de la Transition Digitale et des Postes	Ferdinand Yougbare	Directeur Général de la Transformation Digitale	Ouaga	07/03/2023
	n.a.	Secrétaire Technique		
	n.a.	Secrétariat permanent innovation technologique		
	n.a.	Directeur général transformation digitale		
	n.a.	Agence Nationale promotion TIC		
	n.a.	Poste		
	n.a.	Directeur système d'information		
ST-PIF	Hien Lin	Secrétaire Technique pour la Promotion de l'Inclusion financière	Ouaga	07/03/2023
	Souleymaine Dao	Chef de Département des Politiques, des Partenariats et de la Coordination des Interventions		
	Kalidou Ky	Chef de Département des Études, des Statistiques et du Suivi-Evaluation		
	Raphaël Kontogom	Chargé du Contrôle Interne (CCI)		
	Rimnongodo Ouedraogo	Chef du Service Administratif et Financier		
	Evariste Conombo	Chargé d'études.		
	Sandra Kill	Cheffe de coopération - Première Secrétaire		

Organisation	Nom	Position	Lieu	Date
Ambassade du Luxembourg au Burkina Faso	Boubakar Teguera	ONG SOS Faim	En ligne et Ouaga	28/02/2023 ; 09/03/2023
Ambassade de Suède au Burkina Faso	Amadou Barry	Chargé de programme, secteur privé et énergie	Ouaga	09/03/2023
Tree Aid	Alexis Sompougou	Chargé de projet	Ouaga	09/03/2023
Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable su Luxembourg	Cherryl Dentzer	Conseillère en Fiance Climatique Internationale	En ligne	29/03/2023
	Moritz Von Unger	Conseiller affaires légales étrangers et développement politique		

### IMFs, ESCOs, incubateurs, partenaires d'exécution

Organisation	Nom	Position	Lieu	Date
Oolu Solar	Yameogo Bourahima	Representant pays - ESCO OULU		20/02/2023
BBI	Hypolyte Sawadogo	Chargé de projets	Ouaga	20/02/2023
2M Invest	Dieudonne Manirakiza	Directeur Général	Ouaga	20/02/2023 ; 07/03/2023
	Anselme Rugundu	Directeur Général de la structure en consortium avec 2M Invest sur le contrat UNCDF		
MICROSOW	Souleymane Sow	Directeur Général		21/02/2023
	Sarata Cisse	Assistante administrative et Comptableau		
INCUB@UO	Issa Tagnabie	Chargé du Management, animation, Suivi/accompagnement	Ouaga	21/02/2023
	Astrid Sabgbohan	Assistante finance et administration		
SOIER	Dofissan Gnomou	Business Manager de SOIER/ESCO	Ouaga	21/02/2023
	Sylvie Tahoura	Assistante du Business Manager de SOIER		
GRAINE	Romuald Bambara	Ex Directeur d'agence de Graine de Sabou	En ligne	22/02/2023
AER	Marcellin Drabo	Directeur Général	Ouaga	06/03/2023
	Andre Noel Bere	Directeur Technique		
2iE	Abdoul Wahab Annou	Chef du center pour l'incubation & l'entrepreneuriat	Ouaga	07/03/2023
	Laurence	Stagiaire		
FCPB	Justin Sandwidi	Gestionnaire de programme à la FCPB	Ouaga	07/03/2023
	Romain Tougma	Directeur crédit (visite de courtoisie)		
BARKA Finances SA	Clément Bassinga	Directeur Général	Ouaga	09/03/2023
Microstart	Teegawendé Compaoré	Directeur Général	Téléphone	10/03/2023

## Focus groupes – groupes de discussion

Ville /Région	Participants	Fonctions	Date
Koudougou / Centre Ouest	24 participants ; 23 F, 1 H	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 Agronome à ICBD</li> <li>• 1 Présidente du groupe Nobonswendé/ICBD</li> <li>• 1 Informatrice du groupe Zodnooma/ICBD</li> <li>• 1 Présidente et 8 Membres du groupe Wendmi/ICBD</li> <li>• 1 Trésorière et 4 Membres du groupe Tegawendé/ICBD</li> <li>• 1 Présidente du groupe Wendsongda/ICBD</li> <li>• 3 Membres du groupe Zodnooma/ICBD</li> <li>• 1 Présidente du groupe Relwindé/ICBD</li> <li>• 1 Présidente du groupe Benkadi/ICBD</li> <li>• 1 Présidente du groupe Wendkoté/ICBD</li> </ul>	22/02/2023
Savili / Centre Ouest	15 participants ; 15 F, 0 H	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 Présidente, 1 Secrétaire, 1 Trésorière et 5 Membres du groupe Wend Songdo/JGH</li> <li>• 1 Membre du groupe Gnimé Yiire/JGH</li> <li>• 1 Membre du groupe Nong Taaba/JGH</li> <li>• 1 Membre du groupe Tarr Wend Sida/JGH</li> <li>• 1 Membre du groupe Nongtaaba/JGH</li> <li>• 1 Présidente et 1 Secrétaire du groupe Nabonswendé/JGH</li> <li>• 1 Trésorière du groupe Onimé Guiré/JGH</li> </ul>	23/02/2023
Nabadogo / Centre Ouest	19 participants ; 19 F, 0 H	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 Présidente, 1 Secrétaire et 17 Membres de l'association Laafi Laboum/Club Vidéo avec MicroSow</li> </ul>	23/02/2023
Manga / Centre Sud	27 participants ; 27 F, 0 H	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 Présidente, 1 Secrétaire, 1 Trésorière, 3 Gardiennes de clés et 21 Membres du groupe Delwendé 1/PAMBF</li> </ul>	24/02/2023
Manga / Centre Sud	23 participants ; 23 F, 0 H	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 Présidente, 1 Trésorière, 1 Secrétaire, 3 Gardiennes de clés et 17 Membres du groupe Delwende 2/PAMBF</li> </ul>	24/02/2023
Manga / Centre Sud	23 participants ; 23 F, 0 H	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 Présidente, 1 Trésorière, 1 Secrétaire, 3 Gardiennes de clés et 17 Membres du groupe Delwende 2/PAMBF</li> </ul>	25/02/2023
Manga / Centre Sud	10 participants ; 10 F, 0 H	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 Présidente du groupe Nabonswendé/PAMBF, TPE - Embouche bovine</li> <li>• 1 Membre du groupe Nabonswendé/PAMBF, TPE - Couture</li> <li>• 1 Trésorière du groupe Nabonswendé/PAMBF, TPE - Vente de Jus</li> <li>• 1 Membre du groupe Nabonswendé/PAMBF, TPE - Coiffure pour femmes</li> <li>• 1 Membre du groupe Nabonswendé/PAMBF, TPE - Production de Dolo</li> <li>• 1 Membre du groupe Nabonswendé/PAMBF, TPE - Production de Dolo</li> <li>• 1 Membre du groupe Nabonswendé/PAMBF, TPE - Vente de condiments</li> <li>• 1 Présidente d'un groupe d'épargne au secteur 5/PAMBF, TPE 1 Production de Dolo - de jus - de beignets et d'oignons</li> <li>• 1 Membre d'un groupe d'épargne au secteur 5/PAMBF, TPE - Production de Dolo</li> <li>• 1 Membre d'un groupe d'épargne au secteur 5/PAMBF, TPE - Elevage de porcs et Production de Dolo</li> </ul>	25/02/2023
Tambela/Centre Est	16 participants ; 16 F, 0 H	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 Présidente , 1 Secrétaire 1 Trésorière, 3 Gardiennes de clés</li> <li>• 10 Membres du groupe Tegwendé/PAMBF</li> </ul>	27/02/2023
Zorgongho/Plateau Central	18 participants ; 15 F, 3 H	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 Présidente, 1 Trésorière, 1 Gardienne de caisse, 15 Membres du groupe Wendlateènda /PAMBF</li> </ul>	28/02/2023
Mogtedo/Plateau Central	23 participants ; 19 F, 4 H	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 Présidente, 1 Trésorière, 1 Gardienne, 20 Membre du groupe Teg Wendé</li> </ul>	28/02/2023

## Entretiens individuels avec les bénéficiaires/

Ville /Région	Genre	Fonction	Date
Ouaga/Centre	Homme	Boucher/Bénéficiaire power hub de OOLU	20/02/2023
Ouaga/Centre	Homme	Bénéficiaire d'une pompe solaire de SOIER	21/02/2023
Ouaga/Centre	Homme	Bénéficiaire d'un kit Védéo Club de Qotto/ESCO	21/02/2023

Ville /Région	Genre	Fonction	Date
Koudougou / Centre Ouest	Femme	TPE - Couturière/ICBD	22/02/2023
Koudougou / Centre Ouest	Femme	TPE - Tisseuse et Agent du CSPS (centre de santé)	22/02/2023
Koudougou / Centre Ouest	Femme	TPE - Commerçante de produits agricoles/ICBD	22/02/2023
Koudougou / Centre Ouest	Femme	TPE - Tisseuse/ICBD	22/02/2023
Koudougou / Centre Ouest	Femme	TPE - Vendeuse de condiments/ICBD	22/02/2023
Koudougou / Centre Ouest	Femme	TPE - Productrice d'oignons/ICBD	22/02/2023
Savili / Centre Ouest	Femme	Productrice d'oignons/ICBD	23/02/2023
Savili / Centre Ouest	Femme	Membre du groupe Wend Songda/PAMBF, TPE - Transformatrice d'arachide/JGH	23/02/2023
Savili / Centre Ouest	Femme	Membre du groupe Wend Songda/PAMBF, TPE - Productrice d'oignons/JGH	23/02/2023
Savili / Centre Ouest	Femme	Membre du groupe Wend Songda/PAMBF, TPE - Productrice d'oignons/JGH	23/02/2023
Savili / Centre Ouest	Femme	Membre du groupe Wend Songda/PAMBF, TPE - Productrice d'oignons/JGH	23/02/2023
Tambela/Centre Est	Femme	Secrétaire du groupe Tegwendé/PAMBF, TPE - Production de Dolo	27/02/2023
Tambela/Centre Est	Femme	Présidente du groupe Tegwendé, TPE - Vente de céréales et de légumineuses vivrières	27/02/2023
Tambela/Centre Est	Femme	Membre du groupe Tegwendé, TPE - Production de Dolo	27/02/2023
Tambela/Centre Est	Femme	Trésorière du groupe Tegwendé, TPE Commerce de céréales vivrières	27/02/2023
Tambela/Centre Est	Femme	Membre du groupe Tegwendé TPE - Vente de bouillie	27/02/2023
Puytenga/Centre Est	Homme	Instituteur, TME Vendeur d'eau, Bénéficiaire de Microstart - Pompe solaire	27/02/2023
Puytenga/Centre Est	Homme	PME Gérant de Maquis et d'Auberge, Bénéficiaire de Microstart - Pompe solaire	27/02/2023
Koupéla/Centre Est	Femme	Restauratrice Bénéficiaire de OOLU	28/02/2023
Koupéla/Centre Est	Homme	Chef de village - Bénéficiaire de OOLU	28/02/2023
Koupéla/Centre Est	Femme	PDI bénéficiaire de OOLU	28/02/2023
Zorgongho/Plateau Central	Homme	Membre du groupe Wendlatenda/PAMBF, TPE - Embouche bovine et ovine	28/02/2023
Zorgongho/Plateau Central	Homme	Membre du groupe Wendlatenda/PAMBF, TPE- Embouche bovine	28/02/2023
Zorgongho/Plateau Central	Homme	Membre du groupe Wendlatenda/PAMBF, TPE - Embouche bovine et ovine	28/02/2023
Mogtedo/Plateau Central	Femme	Membre du groupe Teg Wendé - TPE : Vendeuse de bouillie de céréales	28/02/2023
Mogtedo/Plateau Central	Femme	Membre du groupe Teg Wendé - TPE : Commerçante de céréales et de légumineuses vivrières	28/02/2023

## Annex 7: Bibliographie des documents principaux consultés

### Documentation stratégique et de contexte

- IDE Strategy Global
- IDE Global ToC and indicators
- RMF Burkina Faso - ToC et logframe projets.xlsx
- Workplan budget template Burkina Faso 2019
- IDES\_2020\_Indicator\_Overview
- Portfolio Title: Leaving No One Behind in the Digital Era – 2019
- WCA Regional Strategy.pptx – 2022
- UNCDF FIPA Org Chart New Strategy
- Rapport annuel 2022 Nations Unies au Burkina Faso
- Cadre de coopération entre le Burkina Faso et le Système des Nations Unies 2018-2020
  
- INVESTMENT@UNCDF 2023-01-20
- BRIDGE Facility - Loans & Guarantees Investment Process
- UNCDF L&G Disbursements summary - 20221231
  
- Stratégie\_Nationale\_de\_Développement\_de\_Economie\_Numérique\_2018-2020
- Stratégie dans le domaine de l'énergie 2019-2023
- Plan national de développement économique et social 2021-2025 (PNDES-II)
- Rapport consolidé de l'évaluation des projets et programmes 2017-2018
- Rapport consolidé de l'évaluation des projets et programmes 2019-2020
- World Bank database and country brief
- Arrêté interministériel n°2020-033
  
- Programme Indicatif de Coopération 2017-21 Burkina Faso
- Stratégie générale de la coopération luxembourgeoise en route pour 2030
- « Attribution des fonds pour le financement international de la lutte contre le changement climatique » FCI - MECDD Lux
- La coopération Suède Burkina Faso - Les programmes et projets de la stratégie 2018-2022

### Documentation projet PARI

- Prodoc PARI
- Burkina Faso AWP pays 2022
- Accord de subvention signé PARI Gouvernement
- PARI accord Luxembourg
- PARI accord lux-UNCDF POF résilience
- Note conceptuelle PARI
- Organigramme de l'équipe du projet
  
- AWP 2019-PARI
- AWP 2020-PARI
- AWP 2021-PARI
- AWP 2022-PARI
- PTA 2019 PARI gouvernement
- PTA 2020 PARI gouvernement
- Rapports aux bailleurs -2019,2020,2021,2022 - UNCDF-Gouvernement
- Rapport trimestriel d'activité Octobre 2021
- Rapport trimestriel 07/2022
- Rapport trimestriel ; Octobre 2022
- IDE - Rapport de clôture PARI : Novembre 2019 - Décembre 2022
- Rapport annuel 2019 Gouvernement
- Rapport annuel 2020 Gouvernement
- Rapport annuel 2021 Gouvernement
- Rapport d'achèvement (draft)



- Rapport Mandataire au 31 décembre 2019\_Project PARI ID 00113154-Financier
- Rapport Mandataire au 31 décembre 2019\_Project PARI ID 00113154-Narratif
  
- Evénements ou formations pour l'égalité des genres organisés par Pari Atelier Teck konect, Global money week, semaine nationale de l'internet
- Ateliers organisés pour l'égalité des genres organisés dans le cadre de Pari
- Formation en alphabétisation numérique à destination des femmes et jeunes
- Liste de présence des formations pour femmes
- Atelier de renforcement de capacités des femmes entrepreneures
- Rapport de mission ITOF digitalisation des transactions MPME - 08/07/2020
- Indicateurs ITOF - T2\_2021
- Rapport digitalisation des transactions ITOF (Education financière FAARF) - Guide du Formateur : Formation des Formateurs en Education Financière Ouaga, Koudougou, Tenkodogo, Gaoua et Dedougou ; juin 2021"
- Contribution de PARI au programme d'investissement public 2021
- Atelier de renforcement de capacités des femmes entrepreneures ; Sept.2019
- PV d'évaluation du PARI par le gouvernement du Burkina Faso en 2019 et 2020
- Guide des bonnes pratiques de mise en œuvre des PPD du Burkina 2021
- Analyse des Opportunités de digitalisation des chaînes de valeur Karité
  
- PBA. PMBF
- Project Description PMBF
- PMBF - Rapport de clôture Début juin 2019, fin juin 2022
- PBA. FCPB
- PBA amendement I FCPB Burkina Faso
- PBA amendement II FCPB Burkina Faso
- Project Description FCPB
- PWB\_FCPB\_final
- Annex4\_narrative report template\_31 décembre 2021\_FCPB
- Annex4\_narrative report template\_30 septembre 2021\_FCPB
- Annex4\_narrative report template\_31 mars 2021\_FCPB
- Jardin Green Hope - Description du Projet
- PAD JGH
- PWB Jardin\_Green\_Hope
- PBA Jardin green Hope
- JGH - Rapport de clôture 15 octobre 2019 au 30 Novembre 2022
- LOT 1 contenu détaillé de la formation start up - Marketing digital
- LOT 1 contenu détaillé de la formation start up - Web et mobile
- Contrat SWITCH MAKER 2°
- UNCDF BF - Contrat SIRA LAB
- SIRA LAB numérisation
- Contrat-INCUB@UO\_001
- Rapport de formation incub@UO
- Incubators (Switch Maker, Sira Lab, Incub@UO) Investissements-Excel
- CF rapport quantitatif - qualitatif
- Project Description Yelen assurance
- PBA Yelen assurance
- Contrat Rigo Faso
- Contrat signé ITOF UNCDF
- Plan Opérationnel\_TREE-AID
- Amendment 1 contrat ITOF SOLUTION
- Rapport ITOF.pdf
- AGRIKIT signer\_001-07-2020
- Dossier paiement tranche 3\_agrikit
- Contrat Cashzone PARI
- Rapport de fin d'exécution - Cash Zone
- Contrat Mediasoft

- Avenant N.1\_Mediasoft
- Validation des livrables Mediasoft
- Contrat amarante services élevage
- IC YENNENGA UNCDF
- N'TELA YAOVI Appui au FAARF
- Contrat SVEA

### Documentation projet CE4PR

- ProDoc CE4PR - Agrément entre le Grand Duché du Luxembourg et UNCDF pour le financement du CE4PR
- Donors reports-2019,2020,2021,2022
- Rapport d'avancement CE4PR ; Luxembourg, Avril 2020 (August 2019 To March 30/2020)
- Rapport d'avancement CE4PR ; Luxembourg ; Avril 2021 (April 2020 to March 30/2021)
- Atlas budget cover page - Budget revision 2019
- Rapport 2021 - FINAL FERR-BF Reporting 2021 - 24 March 2022
- Luxembourg CDR 2019 Q1-Q4; CDR 2020 Q1-Q4; CDR 2021 Q1-Q4; CDR 2022 Q1-Q4
- UNCDF CleanStart mid-term evaluation report
- Rapport d'Evaluation du Secteur des énergies renouvelables au BF ; Sept.2019
- Liste des parties prenantes Cleanenergy
- Rapport final d'évaluation des ESCOs\_PSF\_PSP\_Incubateurs
- Critères d'évaluation ESCOs ; Sept. 2020
- Challenge Fund approval by UNCDF BOARD Clean 10 December 2020
- FERR\_BF - Annexes pour les budgets, plan de travail, objectifs de vente\_final
- UNCDF FERR-BF Financial Template
- Loan agreement Sahelia solar
- Rapport SAR Sahelia et AES sur les prêts
- Rapport financier SAHELIA SOLAR au 31/12/21"
- Annexe 4 - certificat de conformité Sahelia Solar
- Rapport d'avancement du projet PCES 2021-Q4 & 2022-Q1
- PBA STANDARD 2IE\_201222\_clean signed
- PBA STANDARD AES\_201218\_clean signed
- Standard Loan Agreement\_AES
- PBA standard Microsow
- UNCDF quarterly progress report rapport
- PBA OOLU signed
- PBA\_NAFA NANAA signed
- PBA\_NAFA NAANA amendement
- FINANCING AGREEMENT UNCDF Qotto
- PBA Qotto amendment1
- PBA STANDARD BBI
- PBA STANDARD 2M INVEST consulting sarl countersigned
- PBA STANDARD FRES
- PBA GES UNCDF
- PBA GES amendment
- Contrat de prêt de Micro Start à GES
- INTOUCH PBA signed
- INTOUCH FERR\_BF monitoring
- PBA SOIER STANDARD
- PBA SOIER amendment
- Contrat Cashzone Clean Energy
- Paiement Cashzone Clean Energy
- PBA Microstart
- PBA ICBD
- PBA GRAINE

## Annex 8: Etudes de cas

### JGH - Jardin Green Hope

#### Profil du partenaire de projet

Jardin Green Hope - JGH est une agritech partenaire du projet PARI. Elle assure un appui technique pour la production et la commercialisation des productions agricoles. Il met à l'échelle de YOLSE, un mécanisme financier digital centré sur les besoins de financement des petits exploitants agricoles. C'est une forme d'incubateur qui a permis à l'entreprise d'effectuer son « pivot » et enfin trouvé son véritable positionnement.

#### Type

Agritech

#### Résumé du contrat avec UNCDF

- Appuyer l'organisation interne des OP et leur formalisation en coopératives
- Accompagner l'application de techniques culturales pour améliorer la production
- Accompagner le processus de financement : intermédiation financière
- Faciliter l'écoulement des productions
- Faciliter les partenariats des maillons sur toute la chaîne de valeur

#### Objectifs/résultats escomptés

Au démarrage du projet PARI, Green Hope se définissait comme une *FINTECH* dont l'objet était le développement de produits financiers agricoles avec pour hypothèse que les offres de produits des Institutions Financières n'étaient pas adaptées au besoin des producteurs. Cela supposait donc que ce sont les microfinances qui étaient défaillantes et qu'elles doivent réadapter leurs procédures internes et même leur logiciel pour implémenter YOLSE. Alors Green Hope se heurtait à des réticences dans les chaînes de décision des Institutions Financières prospectées.

L'équipe technique de PARI a alors travaillé avec Green Hope durant une année pour trouver enfin le positionnement naturel qui était que *YOLSE est un service multi-outils qui améliore la solvabilité des agropasteurs et sécurise donc le remboursement des crédits*. Dès lors, les IMF couplaient YOLSE à leurs produits financiers comme un service additionnel.

#### Type de contrat - rapport avec UNCDF

##### Subvention

Octroi de subvention sur la base d'un projet soumis dans un appel à propositions,

##### Période de mise en œuvre

15 octobre 2019 au 30 Novembre 2022

##### UNCDF Pilot Budget

##### Budget

162 500 Dollars de subvention

##### Zone d'intervention

Centre Ouest

##### Ressources additionnelles mises en place

Subventions additionnelles mobilisées auprès de : la Fondation l'Occitane ; ADA ; WOCCU et PAIF-PME

#### Description de l'activité

Pour mettre en œuvre sa solution, JARDIN GREEN HOPE signe des conventions avec différents partenaires qui sont les fournisseurs de micro-assurance agricole et des Institutions de Microfinance. Les Institutions de Microfinance choisissent des communes de déploiement et des coopératives de producteurs partenaires. JARDIN GREEN HOPE déploie alors des agents de terrain dans ces localités qui sont munis d'une application mobile (fonctionnant avec ou sans internet) pour enregistrer les besoins des producteurs membres des coopératives en intrants pour la campagne agricole suivante. La somme de ces besoins constitue le besoin en crédits. Les données saisies sont transférées sur un serveur Cloud accessible via un lien Web, permettant ainsi aux IMF partenaires de traiter les demandes de crédits. Une fois le crédit agricole accordé, les IMF se chargent de payer directement les fournisseurs retenus (assurance, intrants, appuis techniques) qui à leur tour livrent les producteurs. A l'issue de la campagne les coopératives collectent les remboursements et les reversent aux IMF.

### Innovation proposée, produit/service proposé,

- Intermédiation financière pour faciliter l'accès au financement de groupes qui devenaient inéligibles chez l'IMF Graine
- Le mécanisme Yolsé qui facilite l'écoulement de l'oignon, ce qui augmente la confiance des femmes et sont promptes à produire pour améliorer leurs conditions de vie. Plus de 32% des utilisateurs du services YOLSE sont des femmes et des jeunes. Par ailleurs, il a été fait le choix de filières pro-genre comme le maraichage et l'aviculture.
- Création de partenariats stratégiques autour de Green Hope avec des institutions de microfinance, des Opérateurs de services de paiement mobile, Assureur ; etc.

### Contexte de réalisation / modèle de business de l'entreprise

Un contexte de réalisation plutôt agréable, mais avec des difficultés liées à l'âge avancée des membres de groupes accompagnés (notamment dans la production de l'oignon à Vily au Centre Ouest – moyenne de 45 à 50 ans) et au niveau important d'analphabétisme de ces dernières ; ceci impacte l'appropriation des conseils donnés.

### Résultats / chiffres clé

- 10 150 producteurs (dont 2122 femmes) ont été enrôlés par le biais du digital
- 113 points de services de paiement mobile ont été créés en milieu rural et dont 66 actifs ;
- Plus de 300 millions FCFA de besoin de crédits enregistré sur la plateforme et 120 989 500 FCFA accordés sans garantie
- Durant la COVID, 226 femmes maraichères ont souscrit à Yolsé et bénéficié de crédit à 10 166 000 FCFA et de formations techniques
- Green Hope a pu améliorer le modèle économique de son service passant d'un rapport Revenus/Coûts de 0,72 à 0,86
- Le remboursement des crédits est effectif à 100% avec le %PAR90 à 11%
- Un déploiement dans 04 nouvelles communes dont 02 dans la région des Hauts Bassins
- Lancement de la phase pilote de YOLSE Volaille en 2022 au profit de 100 femmes et un crédit de près de 30 millions FCFA

*Les objectifs ont été atteints à 85% et avec des indicateurs qui ont été surperformés. La non-atteinte d'indicateurs comme le nombre de producteurs enrôlés et le volume de crédit accordé s'explique par l'insécurité qui a obligé à quitter des communes, la recherche d'un business model et le coût de l'apprentissage.*

*A travers YOLSE, c'est plus de 120 millions FCFA de crédit facilités et sans garantie avec 100% de remboursement.*

*Green Hope a signé des conventions de collaboration avec 02 IMF et 01 banque lui permettant de mobiliser des crédits pour son fonctionnement. Elle a également mobilisé des financements additionnels auprès d'organisations que sont La Fondation l'Occitane ; ADA ; WOCCU et le PAIF-PME*

### Eventuels éléments de répliquabilité

- Intermédiation financière
- Appuis au développement de techniques agricoles
- Mise en place de points de paiement mobile
- Appui au développement de partenariats économiques entre maillon d'une même chaîne de valeur
- YOLSE est aujourd'hui un modèle quasi rentable (les revenus couvrent 89% des coûts) et devra atteindre son seuil de rentabilité très vite notamment avec le renforcement du service d'agrégation

### Retour des bénéficiaires / utilisateurs (entretiens ou questionnaire)

Les groupes de femmes accompagnées par JGH sont très satisfaites de son intervention, même si toute leur production n'est pas écoulée via JGH.

Elles se sentent réconciliées avec l'IMF Graine qui octroie des crédits court terme pour l'achat d'intrants via JGH et qui se remboursent facilement grâce au mécanisme YOLSE de JGH.

### Sources :

- Focus groupe du 22/02/23
- Rapport de clôture de JGH

## PMBF – Panafrican Microfinance Burkina Faso

### Profil du partenaire de projet

La Panafrican Microfinance du Burkina Faso - PMBF est une institution financière partenaire du projet PARI. Elle est une filiale de EcoBank - banque commerciale.

### Type

IMF

### Résumé du contrat avec UNCDF

Assurer l'accélération de l'inclusion financière des femmes et jeunes au dernier maillon de l'informel par l'éducation financière digitale et l'intégration du portemonnaie électronique et du compte bancaire.

Le projet capitalise sur les collaborations précédentes de PMBF dans le cadre des projets Microlead et Agrifinance

### Objectifs/résultats escomptés

- Objectifs selon le contrat
  - La clientèle de l'institution s'est accrue de 37 800 clients dont au moins 50% femmes et 25% jeunes (de moins de 35 ans) en milieu rural par le biais de la méthodologie de mise en relation des groupes d'épargne informels ;
  - Une épargne additionnelle de 158 625 000 FCFA est mobilisée par l'institution au niveau de la cible pour sa réinjection dans le circuit financier formel ;
  - Les populations cibles ont acquis en se basant sur l'éducation par le biais du digital au moins trois compétences clés liées à l'éducation financière, à l'utilisation du porte-monnaie électronique et aux meilleures pratiques de gestion des groupes d'épargne informels ;
  - Dix mille personnes (notamment les femmes et les jeunes) ont accès et utilisent durablement les services financiers digitaux notamment le porte-monnaie électronique ;
  - Une réduction de 10% des coûts opérationnels au niveau de l'institution pour la fourniture de services non financiers et l'intégration des groupes d'épargne informel dans le circuit financier formel grâce à l'usage des innovations digitales ;

### Type de contrat – rapport avec UNCDF

#### Subvention + assistance technique

Octroi de subvention sur la base d'un projet soumis dans un appel à propositions.

Avenants de contrat qui ont modifié les valeurs de 100.000 à 180.000 et après à 231.098 pour la subvention

#### Période de mise en œuvre

Début juin 2019, fin juin 2022

#### UNCDF Pilot Budget

231 098 Dollars de subvention + 112.931 de valeur en Assistance Technique

#### Zone d'intervention

Centre Sud, Centre Est et Plateau Central

#### Ressources additionnelles mises en place

- Contribution UNFPA de 11,05% de sur le total de la subvention
- Contribution interne à la PMBF de 10.05% de la subvention au projet

### Description de l'activité

Par son modèle économique EPC (épargner pour le changement) d'organisation de groupes d'épargne et leur financement (collectif), la PMBF a pu financer un grand nombre de femmes rurales.

### Innovation proposée, produit/service proposé,

- Formation et gestion de groupes d'épargne/accompagnement à la bancarisation des individus ;
- Octroi et gestion de crédits aux membres par les groupes d'épargne ;
- Gestion du solde de caisse en fin de cycle (12 mois) ;
- Un nouveau produit de compte d'épargne.

### Contexte de réalisation / modèle de business de l'entreprise

Un contexte difficile de réalisation : (1) insécurité et donc un suivi difficile des bénéficiaires finaux des crédits ; (2) durée courte de l'accompagnement des femmes, insuffisante au regard de l'analphabétisme des agents communautaires et celui des femmes bénéficiaires finaux et (3) de quelques faiblesses du partenariat : a) Budget faible par rapport aux objectifs ; b) Retard envoi des fonds et c) non motivation des Agents Communautaires.

Un modèle – EPC basées sur de très petites entreprises de jeunes et de femmes en milieu rural et péri urbain.

### Résultats / chiffres clé

- Ces projets interviennent dans les régions du centre-est, du centre-sud et du plateau central.
- 1119 Groupes d'épargne (GE) ont été créés avec 26 685 membres dont 26 416 femmes.
- L'épargne mobilisée à l'intérieur des GE est de 228 506 615 FCFA avec un montant de prêts interne d'une valeur de 125 005 800 FCFA accordé à 8 804 membres
- 480 Comptes d'épargne ont été ouverts au sein de la PMBF-SA
- 2773 membres ont bénéficié du crédit institutionnel d'un montant de 341 480 000 FCFA dont 2716 femmes
- 26 685 clients ont été éduqués par le biais du digital parmi lesquels 21 286 ont été inclus financièrement

De 2017 à 2021, PMBF a constitué près de 4 000 groupes d'épargne, composés principalement d'une moyenne de 22 femmes rurales par groupe, à qui elle a accordé plus de 7,5 millions d'euros de crédit.

PMBF s'est appuyé sur 295 agents communautaires pour la création des groupes, leur formation et leur lien avec l'institution. A la fin du projet, les AC performants ont été transformés par PMBF en Prestataires de Services Financiers Privés rémunérés en fonction de leurs performances (ouverture de compte, volume de crédit et qualité du portefeuille).

### Eventuels éléments de répliquabilité

- Extension de groupes d'épargne pour les impacts déjà enregistrées : (1) autonomie financière des femmes et des jeunes ; (2) renforcement de la cohésion sociale ; (3) implication et impact des AC-Agents Communautaires.
- Financement collectif des groupes d'épargne et développement de la cohésion solidaire

### Retour des bénéficiaires / utilisateurs (entretiens ou questionnaire)

Les femmes et les jeunes hommes membres des groupes d'épargne sont très satisfaits des services rendus pas la PMBF. La seule faiblesse évoquée de cet accompagnement est que le plafond des financements individuels est faible (300 000 FCFA), alors que certains membres des groupes voient leurs activités grandir et exiger des crédits conséquents à des conditions adaptées (notamment le taux d'intérêt et la durée).

### Sources :

- Rapport de clôture de la PMBF
- Entretiens individuels et Focus groupes avec les groupes d'épargne dans les 3 régions



## 2M Invest

### Profil du partenaire de projet

Invest est une structure privée de coaching et d'accompagnement d'entreprises dans le secteur de l'agriculture et de l'industrie agricole. 2M Invest existe depuis 2009, née à la suite de MB Invest créée en 2003 pour accompagner les entreprises potentielles et toutes celles qui le voulaient à mieux se gérer - secteur (agricole) industriel (agricole).

### Type

Incubateur

### Résumé du contrat avec UNCDF

Le contrat avait pour objectif d'accompagner des entreprises développant des solutions d'énergies propres pour le secteur agricole pour l'accès au financement (celles à la recherche de financement) et pour la gestion des fonds acquis (celles dont le financement était déjà acquis).

- Accompagner 20 ESCOs intervenant dans les énergies renouvelables et 5 ESCO dans la cuisson avec utilisation d'énergies propres et 1 IMF à développer une offre adaptée aux utilisateurs d'énergies renouvelables
- Les amener à affiner ou à élaborer des plans d'affaires
- A les présenter aux institutions financières
- A lever les fonds auprès des IF, du FEER-BF et autres fonds (financement ou refinancement)

### Objectifs/résultats escomptés

Former les ESCOs du domaine des énergies renouvelables en élaboration de business plan, en négociation d'affaires avec les banques et en levée de fonds auprès du FEER-BF et autres fonds.

### Type de contrat - rapport avec UNCDF

#### Subvention

Octroi de subvention sur la base d'un projet soumis dans un appel à propositions, section incubateurs. Appel à propositions disponibles en ligne ; sélection en février 2020, contrat janvier 2021

Période de mise en œuvre	UNCDF Pilot Budget
28/01/2021	80 000 Dollars
Zone d'intervention	Ressources additionnelles mises en place
<b>3 Régions</b> : Centre, Boucle du Mouhoun et Centre Nord	Aucun financement externe, mais beaucoup de contribution interne au projet

### Description de l'activité

2M Invest s'est vu affecter 28 dossiers d'entreprises (1 IMF et 20 ESCOs dont 15 dans la vente/installation de systèmes d'énergies renouvelables et 5 dans la cuisson avec utilisation d'énergies propres) ; les 28 entreprises indiqués par UNCDF n'étant pas toutes intéressées au processus ; il a été convenu de poursuivre le processus avec 21 entreprises qui ont répondu à la sollicitation; seules 16 semblaient partantes ; il a été convenu avec UNCDF que 2M Invest cherche 5 autres entreprises pour aller avec un lot de 21. A la fin du parcours, seules 16 ont effectivement suivi le parcours d'incubation, soit un taux d'abandon de 23%.

### Innovation proposée, produit/service proposé,

Rien à signaler

### Contexte de réalisation / modèle de business de l'entreprise

Un contexte d'intervention difficile caractérisé par : (1) une inadéquation entre les résultats attendus et le budget du projet (notamment le volume de la subvention) ; (2) un faible engagement des entreprises à incuber et 3) d'insécurité rendant difficile le suivi sur le terrain.

Un modèle économique basé sur la demande des entreprises pour un accompagnement personnalisé ; le modèle n'a pas bien fonctionné sur la base d'attentes non claires parmi les bénéficiaires : un grand nombre d'entreprises étaient intéressés à un financement du FERR/BF, qui en fait n'était pas prévu, plutôt que l'acquisition de capacités techniques et de gestion.

### Résultats / chiffres clé

- 2IM Invest a jusque-là accompagné 16 ESCOs dont aucune d'elles n'a encore acquis un financement. 4 des ESCOs accompagnées étaient des bénéficiaires de subvention du fonds FERR/BF.
- Réalisation d'une bourse à projet avec banques et institutions financières : un appétit pour financer les projets en services énergétiques a été remarqué ; les entreprises ne sont pas arrivées à poursuivre le contact avec les banques après la rencontre.

### Eventuels éléments de répliquabilité

- Modules de formation digitalisés
- Business plans élaborés (à mettre à jour)
- Types de relations entre ESCOs et institutions financières

### Retour des bénéficiaires / utilisateurs (entretiens ou questionnaire)

Les bénéficiaires des services rendus par 2IM Invest se sentent renforcés en matière de « formulation de business plan, sa présentation aux Institutions financières (foires organisées en ce sens) pour celles qui sont à la recherche de financement ; quant à celles déjà financées, l'appui/accompagnement de 2M Invest a renforcé leurs capacités en utilisation des fonds reçues (subventions), en capacités de montage de dossiers de demande de financements complémentaires.

### Sources :

- Entretiens du 20/02/23 et 09/03/2023
- Contrat de subvention UNCDF ; 28/01/2021

## AES

### Profil du partenaire de projet

AES est une entreprise individuelle de promotion et de vulgarisation des équipements solaires au Burkina Faso. Elle née en 2009. Le promoteur, Directeur Général de l'entreprise s'est auto-formé au cours de son parcours avec une firme qui intervenait à Orodara à l'Ouest du Burkina où il occupait le poste de gestionnaire.

Aujourd'hui AES est parmi les 3 meilleurs installateurs de pompes solaires au Burkina Faso et développe plusieurs partenariats avec des firmes allemandes de production/vente de pompes solaires (Lorentz par exemple dont elle est représentante légale et distributeur agréé de sa marque au Burkina) ; elle a également des partenaires belges qui lui fournissent des équipements solaires et renforcent les capacités des cadres de l'entreprise en management, en maîtrise de l'installation et de la maintenance des équipements.

AES ne fait pas de publicité sur son offre, elle préfère que les résultats parlent d'eux-mêmes et que de bouches à oreilles, les clients satisfaits fassent grandir le portefeuille clients.

80% du chiffre d'affaires de AES est constitué de la vente/installation de pompes solaires pour la production d'eau de production et d'utilisation dans les ménages et entreprises de divers secteurs (agriculture, hôtellerie, etc.).

### Type

ESCO

### Résumé du contrat avec UNCDF

- Produire une base de données sur la clientèle potentielle et sur l'offre
- Produire de l'information pour le marketing et informer la clientèle
- Identification de PME clientes potentielles et visite de sites
- Achat de systèmes solaires et de leurs accessoires
- Installations et démonstration d'utilisation
- Vente de produits et équipements solaires
- Installation des systèmes photovoltaïques
- Suivi des installations réalisées sur le terrain,
- Suivi à distance de la production électrique,
- Suivi de paiement en ligne PAYGO

### Objectifs/résultats escomptés

**Objectifs selon le contrat** : 12 unités vendues, ayant un impact direct sur 380 personnes connectées au réseau - 224 emplois directs à temps plein. Personnes concernées par le projet 60 % de jeunes, 40 % de femmes.

### Type de contrat - rapport avec UNCDF

#### Subvention

Octroi de subvention sur la base d'un projet soumis dans un appel à propositions, section ESCO.

Appel à propositions disponibles en ligne ; proposition ouverte (sans limite budgétaire) qui a demandé une négociation supplémentaire afin de réduire le montant accordé et aligner les objectifs ; durée du procès, environ 6 mois.

#### Période de mise en œuvre

22/12/2020

#### UNCDF Pilot Budget

100 000 Dollars de subvention/UNCDF

#### Zone d'intervention

Trois régions (Nord, Sud et Ouest) mais pour des raisons d'insécurité, elle intervient dans les régions du Sud et de l'Ouest en milieu rural

#### Ressources additionnelles mises en place

298 241 Dollars de crédit/LDCIP - 26/10/2021 pour l'achat de stocks

### Description de l'activité

AES a des succursales dans les villes de Ouaga et de Bobo. Avec une grande équipe de jeunes techniciens et d'ingénieurs en énergies renouvelables. Le staff compte actuellement 29 personnes, dont 13 techniciens ; les femmes sont 8, dont 2 techniciennes.

AES a présenté 12 solutions qu'elle peut développer au profit des cibles d'UNCDF.

Ainsi le projet a été retenu et les activités démarrées, il s'est agi de :

- séances d'animation et de sensibilisation des populations à l'utilisation des énergies renouvelables,
- présentations des solutions disponibles ;
- présentations des coûts et des modalités de paiement (cash et en tranches négociées avec le client) ;
- identification de la demande et recensement des clients (plateforme digitalisée gérée à l'interne avec une géolocalisation de chacun des clients) ;
- vente et installation des équipements avec un suivi régulier (in situ ou à distance grâce à une plateforme de suivi).

### Innovation proposée, produit/service proposé,

Suivi et maintenance des installations à distance

Formation du client au suivi et entretien des équipements reçus

### Contexte de réalisation / modèle de business de l'entreprise

Contexte caractérisé par (1) l'insécurité où certaines zones sont difficiles d'accès et (2) une demande encore timide.

Le modèle de business est encore très dépendant des projets et programmes financés par des bailleurs de fonds (ex. Suède avec un contrat de 1 300 000 Dollars sur 3 ans – 2020 à 2023 qui représente 40% du chiffre d'affaires d'AES).

Pour la vente des équipements, le modèle économique facilitant l'accès des clients aux équipements : une négociation est possible entre AES et le client pour aboutir à un échelonnement du règlement de la facture due.

### Résultats / chiffres clé

- 280 000 Dollars déjà investis sur le projet UNCDF dont seulement 100 000 Dollars de subvention reçue (les 180 000 Dollars correspondent à des installations chez des clients qui vont rembourser le montant).
- 6 clients installés, il en reste 6 à installer.

### Eventuels éléments de répliquabilité

- Vente et installation des équipements dans les milieux urbains et périurbains : la prise de conscience des avantages des énergies renouvelables y est un acquis et les ressources financières permettent d'accéder aux équipements.
- Partenariat avec des associations, des coopératives et des PME en milieu rural : le projet CE4PR le permet.
- Poursuite de partenariats avec d'autres bailleurs pour bénéficier des subventionnements des équipements qui sont quand même chers aux clients les moins aisés.

### Retour des bénéficiaires / utilisateurs (entretiens ou questionnaire)

Les clients finaux entendus informellement dans la ville de Ouagadougou sont satisfaits des services rendus par AES.

Le suivi à distance (logiciels performants) des installations par les ingénieurs d'AES impressionne et concourt à montrer qu'AES est une structure professionnelle.

### Sources :

- Entretiens 06/03/2023
- Accord de prêt LDCIP, Octobre 2021
- Contrat de subvention UNCDF, 23/12/2020

**[www.microfinanza.com](http://www.microfinanza.com)**